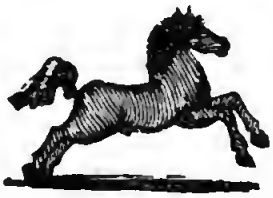
NAZIONALE
B. Prov.
III
893
BIBLIOTECA
VITT. EM. III
NAPOLI

BIBLIOTECA PROVINCIALE

Armadio IX



Palchetto 9

Num.° d' ordine 43.B.27

1949
B
2424

B. Prov
III
893-896

HISTOIRE

DE

L'ANARCHIE DE POLOGNE.

6126h

HISTOIRE

DE

L'ANARCHIE DE POLOGNE

ET DU DÉMEMBREMENT

DE CETTE RÉPUBLIQUE,

PAR CL. RULHIÈRE;

SUIVIE DES ANECDOTES SUR LA RÉVOLUTION DE RUSSIE, EN 1762, PAR LE MÊME AUTEUR.

TOME PREMIER.

PARIS,

Chez { H. NICOLLE, à la Librairie Stéréotype, rue de Seine, n°. 12;
DESENNE, Libraire, rue de Rivoli, n°. 14.

1807.

NOTICE

SUR RULHIÈRE,

ET

AVIS DES ÉDITEURS DE SON HISTOIRE DE POLOGNE.

CLAUDE-CARLOMAN DE RULHIÈRE, né vers 1735, était fils et petit-fils d'inspecteurs de la maréchaussée de l'Ile de France. En sortant du collége de Louis-le-Grand, où ses talens littéraires s'étaient annoncés, il entra, vers 1750, dans les gendarmes de la garde, fut en 1758 et 1759, aide-de-camp du maréchal de Richelieu en Guyenne, et quitta le service militaire le 19 juin 1765, avec la commission de capitaine de cavalerie, et la promesse d'une compagnie qu'il n'a jamais obtenue.

Le P. La Tour, jésuite et préfet du

collége de Louis-le-Grand, avait distingué Rulhière; il l'indiqua à plusieurs hommes en place, et particulièrement à M. de Breteuil, dont Rulhière devint le secrétaire, et demeura trente ans l'ami. M. de Breteuil avait été nommé, en 1760, ministre plénipotentiaire en Russie. Rulhière se rendit à Pétersbourg, et y assista de près à cette révolution fameuse qui détrôna Pierre III, et laissa Catherine II veuve et toute-puissante.

L'impression que cet événement fit sur Rulhière a peut-être déterminé le genre et le caractère de la plupart de ses travaux. Il avait observé, recueilli tous les détails de cette catastrophe, et ne pouvait résister au besoin de les raconter. Il en entretint surtout la comtesse d'Egmont, qui exigea de lui qu'il en écrivît l'histoire.

Rulhière a composé beaucoup de vers pour cette même comtesse, et il a exercé sur quelques autres sujets son talent ou son goût pour la poésie. On louait, dans ces productions, cette élégance piquante et noble, qu'un esprit distingué donne

toujours, même à ce qu'il n'achève pas. Il est un degré d'insignifiance, auquel, dans aucun genre, ni grave, ni frivole, Rulhière ne pouvait jamais descendre; mais son poëme, en quatre chants, sur les jeux de mains, avait mérité plus d'éloges ou excité plus de curiosité. La crainte de déplaire à une princesse a, dit-on, empêché l'auteur de faire imprimer ce poëme, dont on suppose mal-à-propos qu'il ne subsiste aucune copie: il sera soumis, sous peu de temps, au jugement du public. Rulhière, dans les derniers mois de sa vie, faisait encore des vers; il se plaisait à rajeunir quelques vieux contes, dont la gaîté, un peu libre, prenait souvent, sous sa plume, de la finesse et de la grâce. On a publié plusieurs de ces contes à la suite du discours sur les disputes, le seul des poëmes imprimés de Rulhière qui ait obtenu un grand succès, le seul même qui soit véritablement connu. Voltaire l'avait inséré dans le dictionnaire philosophique, en l'annonçant par cette espèce d'avis au lecteur :

« Nous avons cru, disait Voltaire, « instruire le lecteur et lui plaire, en « mettant sous ses yeux cette pièce de « vers sur les disputes. Elle est fort « connue de tous les gens de goût de « Paris; mais elle ne l'est point des sa- « vans qui disputent encore sur la pré- « destination gratuite et sur la grâce « concomitante, et sur la question si « la mer a produit les montagnes. Lisez « les vers suivans sur les disputes : « voilà comme on en faisait dans le bon « temps ».

Ces lignes de Voltaire suffiront ici pour louer la versification de ce poëme, et pour indiquer le caractère philosophique des pensées. Car Rulhière, il en faut convenir, fut un de ces écrivains qu'on a désignés par le nom de *philosophes*, qui voulaient que les talens, le goût, le génie fussent consacrés au progrès des lumières publiques, et ne connaissaient de littérature estimable, que celle qui s'étudiait à rendre aux vérités les plus utiles, leur éclat, leurs charmes et leur empire. De bonne heure

accueilli par ces philosophes et par des hommes puissans qui pensaient comme eux, Rulhière concilia sans peine, dans ses écrits, ses devoirs d'homme de lettres avec ses obligations envers le gouvernement. On doit le compter au nombre de ceux par qui l'ancien trône eût été soutenu, s'il avait pu l'être. Ses travaux tendaient à éclairer l'administration, jamais à la fronder. Il croyait que, malgré l'importance qu'on attache aux formes du pouvoir, l'usage de ce pouvoir importe encore davantage; que le suprême interêt des peuples est d'être sagement gouvernés; que les bienfaits de la puissance en peuvent toujours justifier et maintenir l'étendue, et qu'après tout, l'autorité la moins limitée, est celle aussi qui trouve le moins d'obstacles au bien qu'elle a la volonté de faire. Il s'est rencontré, à l'approche de tous les orages politiques, des hommes éclairés et paisibles, qui ont invité les gouvernemens à ne point s'associer au discrédit des vieilles erreurs, et à opérer, sans péril, des réformes inévitables, qui

allaient devenir des désastres. Rulhière fut un de ces sages, qui, redoutant les égaremens des peuples autant que ceux des princes, adressaient aux ministres et au monarque les mêmes vérités que d'autres ont fait retentir depuis, si terriblement, aux oreilles de la multitude.

L'auteur du discours sur les disputes semblait appelé à devenir un poëte : mais soit qu'il eût mesuré cette fois la difficulté de l'art des beaux vers, soit plutôt que la catastrophe politique de Pétersbourg, ce spectacle qui l'avait ému si vivement, eût déterminé d'une manière plus impérieuse ou plus sûre la vocation de ses talens littéraires, il est certain qu'il a beaucoup moins cultivé la poésie que l'histoire.

Après avoir passé les années 1763 et 1764, en Russie et en Suède, auprès de M. de Breteuil, il revint à Paris en 1765 : et ce fut vers ce temps qu'il commença d'écrire, sous le titre d'anecdotes, l'histoire de la révolution de Russie. Cette histoire, manuscrite et dédiée à la comtesse d'Egmont, excita bientôt la curio-

sité des sociétés de Paris, et les inquiétudes de celles de Pétersbourg. Grimm, émissaire de la czarine, employa pour tranquilliser cette princesse tous les moyens qui pouvaient séduire ou intimider son historien trop fidèle. On dit même que M. d'Aiguillon voulut bien seconder les efforts de Grimm, et que M. de Sartines, lieutenant de police, manda Rulhière et le menaça de la bastille, s'il ne livrait son manuscrit. Nous aurions omis ces circonstances fort incertaines, si on ne les avait déjà publiées. Mais de quelque lieu que vinssent les offres et les menaces, Rulhière était résolu d'y résister. Il ne consentit jamais à la suppression de son ouvrage, et prit seulement l'engagement de ne l'imprimer qu'après le décès de l'impératrice de toutes les Russies.

Il en faisait toutefois et en laissait faire tant de lectures, que ce manuscrit devenait plus connu que beaucoup d'imprimés. Peut-être même que cette clandestinité en exagérait un peu l'importance. Car ces communications privilé-

giées, ces confidences qui sont aussi des hommages, appellent rarement la censure, désarment la sévérité, disposent à la complaisance pour ce qui mériterait peu d'éloges, et à l'enthousiasme pour ce qui n'a pas besoin d'indulgence. Rulhière recueillit cependant quelques observations critiques, et y fit, en 1773, une réponse qu'il adressait à la comtesse d'Egmont, et qui ne pouvait être publiée qu'avec l'ouvrage même.

En 1768, Rulhière faillit recevoir une mission secrète pour la Pologne. Si, comme on peut le présumer, cette mission était du genre de celle qui fut donnée à Dumouriez en 1770, Rulhière dut se féliciter d'y avoir échappé. Avec moins d'activité et plus de circonspection que Dumouriez, il eut essuyé d'autres revers, et dans des conjonctures si difficiles, et presque si désespérées, commis peut-être d'autres fautes. Il eût été sans nul doute plus sensible aux malheurs des confédérés; et l'on ne saurait dire si le souvenir de ce qu'il aurait vu, ou même de ce qu'il aurait fait,

n'eût pas flétri le reste de sa destinée. Qui sait du moins si, après avoir eu part à ces tristes événemens, il eût daigné en être l'historien, s'il eût voulu se retracer sans cesse de si funestes images, ou si ayant des intérêts personnels à défendre dans ce récit, il eût pu rester impartial ? Quoi qu'il en soit, au lieu de l'envoyer en Pologne, on le chargea, en 1768, d'écrire, pour l'instruction du dauphin, l'histoire des troubles de cette république.

Rulhière n'a point été revêtu du titre d'historiographe des affaires étrangères ; dans un mémoire qu'il présentait à M. de Montmorin, en 1790, il ne se qualifiait qu'*employé sur l'état du département des affaires étrangères dans la classe des écrivains politiques.* Mais occupé, dès 1768, à composer une histoire de Pologne, il obtint, en 1771, par les bons offices de M. de Breteuil, une pension de 6000 liv. dont il a joui jusqu'à sa mort ; et en 1775, il fut fait chevalier de Saint-Louis. Il était d'ailleurs secrétaire de Monsieur, frère du roi.

Chargé d'un travail sur la Pologne, pour l'instruction d'un dauphin de France, il se traça le plan d'un ouvrage qui pût instruire toutes les cours. Il croyait, sans doute, que le meilleur livre d'histoire pour un jeune homme ou pour un jeune prince, est celui qui est aussi le meilleur pour tous les rangs et pour tous les âges; qu'il n'y a rien de trop bon pour l'éducation, et que le respect qu'on doit à la jeunesse consiste à ne lui offrir que des leçons excellentes, dignes de l'attention ou même des hommages de tous les hommes éclairés. Le dauphin pour lequel Rulhière commença ce livre, était roi depuis dix-sept ans, quand l'auteur mourut, sans que le livre fût achevé. L'histoire du règne malheureux de Poniatouski pouvait entrer utilement dans le plan des études d'un prince réservé à de plus violens orages : mais les destinées de Louis XVI, avançaient plus vîte que l'ouvrage entrepris pour son instruction. Rulhière travaillait fort à loisir, interrogeant les témoins, fouillant les corres-

pondances politiques, rassemblant et appréciant des matériaux presque sans nombre, les disposant avec goût, les employant avec grâce, se fixant sur chaque détail, afin d'en sentir et d'en accroître l'intérêt, moins pressé d'arriver aux dernieres pages que jaloux de n'en point laisser d'imparfaites, poursuivant ainsi sans ennui, sans fatigue et sans impatience, une longue carrière, et ménageant sa santé pour mieux assurer sa gloire.

Quelque précieux, quelque multipliés que fussent les renseignemens qu'il se procurait à Paris sur les affaires de Pologne, il éprouva le besoin d'en aller chercher de plus immédiats hors de la France. Ce fut l'objet du voyage qu'il fit, en 1776, de son propre mouvement, sans mission du gouvernement, et sans autres appointemens que ceux dont il avait joui jusqu'alors. Il visita les cours de Dresde, de Vienne, de Berlin, et l'on ajoute qu'il parcourut aussi la Pologne. Nous ne pouvons affirmer cette dernière circonstance, mais

nous savons qu'il était de retour à Paris à la fin de 1776.

Avant et depuis ce voyage, Rulhière, homme du monde autant qu'homme de lettres, a toujours fréquenté fort assidûment plusieurs sociétés; celles par exemple de M. de Montesquiou, du maréchal de Richelieu et de la comtesse d'Egmont. Son intimité constante avec M. de Breteuil ne fut point altérée par les liaisons qu'il contracta avec M. Necker et avec d'autres personnages dont les opinions politiques semblaient assez discordantes. Il cultivait aussi l'amitié de plusieurs écrivains célèbres, et il a su mieux que personne, supporter sans colère et sans déplaisir, l'humeur bizarre et les méfiances de J. J. Rousseau; persuadé sans doute que ces déplorables travers étaient moins des torts que des malheurs inséparables peut-être de la sensibilité exquise et profonde de cet éloquent philosophe. On raconte que Rulhière arrivant un jour chez Rousseau, celui-ci s'empressa de lui montrer fort en détail tous les préparatifs de

son dîner, et lui dit : « Vous voilà, « pour le coup, bien instruit des secrets « de ma maison, et vous aurez trouvé « là quelque bon trait pour la comédie « que vous faites; allez donc finir votre « *Défiant.* » J'y vais, répondit Rulhière; mais j'avais à vous demander si c'est défiant ou méfiant qu'il faut dire. Comme il vous plaira, reprit Jean-Jacques, mais bon soir. Rulhière sortit en effet, en embrassant Rousseau, qui par mégarde lui serra la main. Ils restèrent amis, et dix ans après la mort de Jean-Jacques, Rulhière se plaisait encore à rendre des hommages publics à la mémoire de celui qui avait, disait-il, *ramené le bonheur sur le premier âge de la vie* (1), et, *à tant de titres si bien mérité du genre humain* (2).

Rulhière avait des relations plus habituelles avec Mably, et recueillait

---

(1) Discours de réception à l'Académie Française.

(2) Pag. 54 des Eclaircissemens Historiques sur la révocation de l'Edit de Nantes.

avidement les conseils de cet écrivain. Mably est souvent cité par Rulhière dans les notes et les matériaux qui devaient servir à terminer l'histoire de Pologne, et l'on présume que de son côté, Rulhière n'était point inutile à l'auteur des observations sur l'histoire de France : on lui a même attribué quelques-uns des derniers chapitres de cet excellent ouvrage. On a compté encore au nombre des amis de Rulhière, Chamfort auquel il a adressé une épître en vers, dont le début est fort amical en effet :

Eh quoi ! dans mon malheur, c'est moi qui vous console !

mais il est trop sûr que cette liaison n'a point été durable, et nous craignons même que Chamfort ne soit l'auteur du portrait suivant de Rulhière.

« Il cachait un esprit très-délié sous « un extérieur assez épais ; très-ma- « licieux, avec le ton de l'aménité ; « très-intrigant sous le masque de l'in- « souciance et du désintéressement. « Réunissant toutes les prétentions de

« l'homme du monde et du bel esprit,
« il faisait servir ses galanteries à ses
« bonnes fortunes littéraires, et les lec-
« tures mystérieuses de ses productions
« à s'introduire chez les belles dames.
« Fort circonspect avec les hommes qui
« pouvaient l'apprécier, il était extrê-
« mement hardi, à tous égards, auprès
« des femmes qui ne doutaient point de
« son mérite. Tout dévoué à la faveur
« et aux gens en place, il n'évitait,
« dans son manége, que la bassesse qui
« l'aurait empêché de se faire valoir;
« souple et réservé, adroit avec me-
« sure, faux avec épanchement, fourbe
« avec délices, haineux et jaloux, il
« n'était jamais plus doux et plus miel-
« leux, que pour exprimer sa haine et
« ses prétentions. Superficiellement ins-
« truit, détaché de tous principes, l'er-
« reur lui était aussi bonne que la vé-
« rité, quand elle pouvait faire briller
« la frivolité de son esprit. Il n'envi-
« sageait les grandes choses que sous
« de petits rapports, n'aimait que les
« tracasseries de la politique, n'était

« éclairé que par des bleuettes et ne « voyait dans l'histoire que ce qu'il « avait vu dans les petites intrigues de « la société ».

Nous croyons repousser assez les derniers traits de cette satire, en publiant aujourd'hui la plus grande partie des écrits historiques de Rulhière. Les hommes éclairés apprécieront sa manière d'envisager et d'écrire l'histoire ; ils décideront jusqu'à quel point on doit lui reprocher d'avoir quelquefois représenté *les grandes choses* dans toute leur petitesse. Il se peut que l'habitude d'observer de près, au sein des sociétés, tant de misérables intrigues, l'ait en effet disposé à remarquer, à retrouver parmi les causes des événemens publics, des frivolités du même genre ; mais on jugera si cette disposition l'éloignait ou le rapprochait de la vérité, et si ce n'était pas ainsi qu'allait réellement le monde politique, dans les temps et dans les lieux dont il s'est occupé. Nous oserons assurer au moins, qu'il a pris, pour s'instruire à fond, pour connaître

la vérité et pour la dire, tous les soins qu'on a le droit d'exiger d'un historien. La preuve en est dans les matériaux qu'il rassemblait avant d'écrire, longs recueils de renseignemens, de témoignages, de relations scrupuleusement confrontées et vérifiées. Nous n'avons rien d'aussi positif à répondre à la censure de sa conduite et de son caractère; et nous ne dissimulerons pas qu'on a peu loué sa bonté. Il disait un jour qu'il n'avait fait qu'une seule méchanceté en sa vie : quand finira-t-elle ? répondit un homme plus distingué par ses lumières que par l'éclat de ses dignités passées et présentes. Mais qui ne sait enfin que cette réputation de méchanceté s'acquiert souvent à aussi peu de frais qu'une autre ; et où sont après tout les actions qui l'ont méritée à Rulhière ? Ce n'est pas du caractère d'un homme de lettres, c'est de son esprit que jaillissent ces traits piquans, ces mots satiriques applaudis et censurés avec une égale injustice. Il est des sociétés légères et brillantes où ceux qui ne sont pas mé-

chans se croient tenus de le paraître, et fort souvent réussissent au-delà de leurs prétentions. Voilà peut-être tout le fond de cette énorme perversité de Rulhière, et à quoi se réduirait toute l'histoire de ses noirceurs, sans le soin qu'ont pris d'en tracer et d'en achever le tableau, les émules de son talent et de sa malignité.

Nous aurions d'ailleurs quelque peine à comprendre comment Rulhière, s'il eût mérité tant de haine, eût réussi à se faire élire, en 1787, membre de l'académie française, n'ayant encore, à l'âge de cinquante-deux ans, presqu'aucun autre titre public, que ses deux cents vers sur les disputes. Il se crut, dans cette circonstance, plus obligé qu'un autre à justifier par son discours de réception, le choix dont il avait à rendre grâces; et dans la foule de ces remercîmens académiques, le sien se compte, en effet, parmi ceux qu'on peut relire. S'il fut venu remplacer quelqu'un de ces écrivains célèbres, dont les travaux doivent occuper une grande

place dans l'histoire littéraire de leur siècle, il lui eût fallu moins d'art pour se montrer à-la-fois éloquent et modeste. Mais il succédait à l'abbé de Boismont, et il n'osa pas se restreindre à célébrer ce prédicateur. Il le loua pourtant, il le critiqua même, et il eut l'art de rappeler et de citer presque tout ce qu'il y avait de remarquable dans sa vie et dans ses écrits. Mais voulant donner à ce discours une étendue à-peu-près égale à celle d'un sermon de cet abbé, Rulhière ne put se dispenser de recourir à d'autres matières. Huit ou dix complimens personnels à autant d'académiciens, des remarques historiques sur l'origine de l'académie, des observations philosophiques sur les révolutions de notre littérature depuis le milieu du dix-huitième siècle, des réflexions du récipiendaire sur ses propres travaux, sur leur nature et sur leur obscurité, des éloges de Richelieu, et de Boismont, et de Louis XVI et du dauphin son père, une adresse à l'assemblée des notables, et je ne sais combien d'autres variétés;

voilà sans doute une composition singulière. Le genre apparemment le permet ou le veut ainsi; et tel est, au surplus, dans le discours de Rulhière, le bonheur des transitions, telle est l'élégance du style et l'harmonie des couleurs, qu'entraîné par les grâces des pensées, par leur intérêt, et même par leur enchaînement, on ne s'aperçoit pas de ce qu'elles ont d'hétérogène.

En même temps qu'il appréciait, dans ce discours, les services rendus aux lettres et au monde par la philosophie, il travaillait à faire prévaloir, au sein du gouvernement, ses maximes tolérantes. Il s'agissait de l'état civil des protestans. M. de Breteuil présentait au roi un rapport qui tendait à un acte de justice, et Rulhière ajoutait à ce rapport des éclaircissemens historiques sur les causes de la révocation de l'édit de Nantes. Sans doute, il eût suffi pour résoudre une telle question, de consulter l'équité ou l'intérêt public qui n'en peut jamais différer; et il pouvait sembler superflu de rechercher l'origine et le progrès du

mal pour sentir la nécessité de le réparer. Mais dans les matières qui dépendent le plus immédiatement de la morale naturelle, nos légistes et nos savans nous ont accoutumés à donner aux faits une autorité prépondérante; de sorte qu'en presque toute discussion politique, il importe à la raison d'avoir aussi des citations à faire, et de ressembler, autant qu'elle peut, à la science. Rulhière se mit donc à fouiller les archives les plus secrètes, et il eut le bonheur d'en extraire des faits, dont la plupart avaient le double mérite d'être peu connus, et de servir, à leur manière, la cause de la religion réformée et opprimée. Il était prouvé par ces faits, que l'injustice, extrême sans doute, avait été de plus irréfléchie et commise étourdiment, à la suite d'intrigues incohérentes, où s'étaient égarées des ambitions fort étrangères aux choses religieuses. Rulhière expliquait comment madame de Maintenon, née calviniste, restée tolérante après son abjuration, écrivant à son frère que persécuter ou même convertir n'*était*

pas d'un homme de qualité, avait eu besoin, pour soutenir son crédit compromis par des imprudens, de renoncer peu à peu à son rôle d'Esther, et de former enfin contre la tribu, une sorte de triumvirat avec Louvois et Lachaise; comment Louvois impatient d'arracher Louis XIV aux tracasseries ecclésiastiques, et de le rappeler aux soins de l'administration militaire, n'avait sacrifié les protestans, qu'afin qu'il ne fût plus parlé ni d'eux, ni de leurs ennemis; comment Lachaise lui-même n'avait adopté ces mesures violentes que pour ne pas laisser prévaloir les Jansénistes qui en conseillaient de plus scrupuleuses; comment enfin, Louis XIV, naturellement équitable, ami de l'ordre autant que de la puissance, et voulant être, s'il se pouvait, aussi humain que dévôt, ambitieux de régner sur un peuple heureux, et destiné à être félicité de tous les malheurs de ses sujets, trompé par les évêques, par les intendans, par les ministres, trompé sur tous les détails qu'il lui importait de connaître,

persuadé qu'après des conversions innombrables, il ne s'agissait plus que de réprimer quelques séditieux, avait cru pacifier son royaume, lorsqu'on l'entraînait à le dépeupler et à l'appauvrir. C'est ainsi qu'au lieu d'une apologie des protestans, Rulhière faisait celle de leurs adversaires, et que sans montrer aucun zèle pour les victimes, il mettait leurs droits en évidence par la nature même des excuses qu'il alléguait pour les oppresseurs. Ingénieux ouvrage, dont l'intérêt historique ne pouvait manquer de survivre aux circonstances pour lesquelles il fut composé. Les droits des protestans ne redeviendront pas problématiques; mais ces recherches, ou si l'on veut ces conjectures sur les causes de leur proscription, seront à jamais instructives.

Ces discussions de 1788, sur l'état civil des protestans, peuvent se compter au nombre des préludes de la révolution qui éclata dans le cours de l'année suivante. Il faut dire que ces grands changemens déplurent à Rulhière dont

la philosophie, d'accord avec ses intérêts personnels et avec ceux de ses protecteurs, ne tendait qu'à des réformes partielles, ou qu'au progrès lent et paisible de l'administration générale. Ce fut là, selon toute apparence, l'époque de sa rupture avec Chamfort, esprit aussi indépendant qu'éclairé, dont les vœux pour le bonheur public étaient plus impatiens On dit que Rulhière avait écrit l'histoire des événemens de 1789, spécialement de ceux des 5 et 6 octobre, et qu'au milieu des orages qui ont suivi sa mort, les dépositaires de cet ouvrage n'ont pas osé le conserver. On ajoute qu'il avait aussi commencé ou même achevé une histoire de la diète de Ratisbonne, un extrait des archives de la bastille, des mémoires sur les progrès de la littérature française, et des comédies entre lesquelles on cite le *Méfiant* et le *Fâcheux* : nous n'avons aucune connaissance de ces écrits. Il paraît que depuis les derniers mois de 1789, il avait contracté dès habitudes fort chagrines, ne fréquentant plus guère à Paris que

le club des échecs; plus souvent retiré et solitaire dans la maison de campagne qu'il avait à Saint-Denis et qui porte le nom d'hermitage. Un régime si nouveau pour lui, a pu altérer sa santé et abréger ses jours. Il mourut presque subitement, à Paris, le 30 janvier 1791, âgé d'environ cinquante-six ans. Ses héritiers, fidèles à l'engagement qu'il avait contracté, n'ont publié qu'en 1797, après la mort de Catherine, les anecdotes sur la révolution de Russie. En 1802, on a mis au jour un volume qui, sous le titre d'œuvres de Rulhière, contient son discours de réception à l'académie française, des anecdotes sur le maréchal de Richelieu, le poëme des disputes, des contes et beaucoup d'autres pièces de vers qui peut-être ne sont pas toutes de cet écrivain.

Nous avons fait usage, pour rédiger le précis qu'on vient de lire, des renseignemens qui nous ont été communiqués par d'anciens amis de Rulhière, par son neveu, sous-préfet à Falaise, et par les dépositaires des archives du

ministère des relations extérieures. Les indications qui nous sont venues de cette dernière source, et qui sont les plus précises de celles que nous avons pu recueillir, nous ont déterminés à omettre et quelquefois à contredire certains faits positivement affirmés en d'autres notices, soit imprimées, soit manuscrites. Ces notices sont d'ailleurs si peu d'accord sur les circonstances et sur les dates, que nous n'avons eu souvent d'autre moyen d'éviter les méprises, que de supprimer ces particularités peu importantes; et il est fort possible encore qu'il se soit glissé quelque erreur dans celles que nous avons conservées. On s'étonnera peut-être qu'un petit nombre de faits extrêmement simples, composant la vie d'un homme de lettres, puisse donner lieu à tant d'incertitudes : mais cette remarque même peut nous faire prendre quelque idée des travaux étendus et pénibles que s'est imposés Rulhière, lorsqu'il a écrit cette histoire des longs malheurs d'un grand peuple, que nous publions aujourd'hui.

Il paraît que Rulhière avait fait tirer un assez grand nombre de copies de cette histoire. Il en existe deux entre les mains de M. de Rayneval, correspondant de l'institut ; autrefois premier commis des affaires étrangères, et qui fournissait alors à Rulhière, son ami, de nombreux et utiles renseignemens. Mais ces deux copies qui nous paraissent les plus anciennes entre celles dont nous avons pu prendre connaissance, ne vont que jusqu'au dixième livre, et sont d'ailleurs fort imparfaites, l'auteur ayant donné depuis plus d'étendue à toutes les parties de cette histoire.

Une autre copie, déposée au ministère des relations extérieures, représenterait mieux l'état dans lequel Rulhière désirait laisser son ouvrage. Mais elle s'arrête à la fin du livre neuvième, et ne contient pas tous ceux qui le précèdent. Nous regrettons qu'on n'ait pu la recouvrer toute entière ; car elle est, au moins pour le neuvième livre, postérieure à toutes les autres, puisque

les corrections que l'auteur avait faites dans celles-ci de sa propre main, se trouvent employées et mises au net dans celle-là. Elle nous a fort souvent fourni de meilleures leçons.

Le manuscrit dont nous avons fait l'usage le plus ordinaire, est celui que possédaient les héritiers de l'auteur. Il contient douze livres, et n'aurait exigé des éditeurs que des soins fort peu pénibles, s'il n'avait essuyé, dans le cours de l'an dernier, des accidens si étranges, que nous croyons devoir en instruire le public.

Une personne, dépositaire de ce manuscrit, durant 1806, a jugé à propos de le couvrir d'un si grand nombre de ratures et de corrections, que c'est presque, en certaines parties, un autre ouvrage. Ce sont d'autres opinions, et c'est même un autre style. Par exemple, si Rulhière dit :

« De sorte que si la fatalité eût amené « d'autres conjonctures, ces tristes se- « mences auraient enfin trouvé quelque « autre manière d'éclore »

On lui fait écrire :

« De sorte que quelques conjonctu-
« res qu'eût amenées la fatalité, ces
« tristes semences ne pouvaient man-
« quer d'éclore ; un peu plus tôt, un peu
« plus tard, sous une forme, ou sous
« une autre, mais toujours pour por-
« ter des fruits mortels ».

S'il se borne à dire :

« D'autres maisons restèrent dans
« une médiocrité qui perdait chaque
« jour de son prix ».

On veut qu'il dise :

« D'autres maisons restèrent dans
« une médiocrité qui ne donnait plus
« dans l'état la considération jadis at-
« tachée à une vie agreste et patriar-
« chale ».

Remarque-t-il que « Rome... per-
« mit aux prêtres grecs le mariage or-
« donné par leur église » ? on efface, sans y rien substituer, cette observation. Mais s'il nous dit :

« Cette foule de jeunes gens que l'am-
« bition ou l'avarice destine au sacer-
« doce, n'avait de vocation que pour

« le clergé romain. Dans le même temps, « un ordre de religieux, voué par son « institution aux seuls intérêts de l'é- « glise romaine, les jésuites, s'étaient « emparés, par la faveur des grands, « de toute l'éducation de la jeune no- « blesse. L'instruction se joignait donc « à la cupidité, et de toutes parts on « abandonnait sans scrupule des sectes « en disgrâce à la cour ».

Voici le langage qu'on lui prête :

« Tous les jeunes gens, qui, en se « destinant au ministère des autels, n'é- « taient conduits que par des vues hu- « maines, soit d'avarice, soit d'ambi- « tion, préféraient de s'attacher au « clergé romain. L'éducation que rece- « vait la plus grande partie de la no- « blesse, l'accoutumait à connaître les « dogmes fondamentaux de la religion « catholique, et à opposer la longue « série de ses preuves immuables aux « variations des différentes sectes. Tout « se réunissait donc pour affaiblir ces « sectes que la cour voyait d'un mau- « vais œil ».

S'il affirme que les Russes « *sont* « fourbes, perfides, pleins d'artifices « dans la mauvaise fortune, et d'inso- « lence dans la prospérité » : on fait en sorte qu'il se restreigne à raconter « qu'ils *ont été* astucieux ; qu'ils s'eni- « vraient de leurs prospérités, et que « dans la mauvaise fortune, ils recou- « raient à l'artifice » : s'il ajoute « qu'ils « ne cherchèrent plus désormais à pren- « dre avantage sur leurs voisins que par « la perfidie » : « Ce ne fut plus, lui « fait-on dire, par l'appareil de leurs « armes qu'ils cherchèrent à s'agrandir ». Et toutes les fois qu'il croit les désigner assez en disant, *ces barbares*, on l'oblige à leur rendre leur nom de Russes ou de Moscovites. On veut, en un mot, qu'il ait pour eux des ménagemens que nous ne prétendons point blâmer, mais qu'il n'avait pas songé à se prescrire.

Il faut mettre un terme à ces exemples, quelque curieux qu'ils puissent paraître. Nous nous abstiendront surtout d'en citer de plus sérieux. Nous ajouterons seulement que le portrait de

Catherine, tracé par Rulhière, à la fin du IVme. livre, est un des morceaux que l'Aristarque a le moins épargné; il en corrige presque toutes les lignes, il les resserre, il les allonge, il efface, *mesurant tout sur sa fierté*, et il substitue : « Sa fierté était son unique règle, « sur laquelle ses actions, ses discours, « ses plans étaient toujours mesurés, « calqués ou tracés ». En vérité, nous ne concevons en aucune manière, comment on a pu destiner de pareils embellissemens à un tableau déjà si riche de ses propres couleurs, que peut-être l'auteur lui-même eût consenti à retrancher la comparaison qui le termine.

Il ne s'agit pas d'examiner si l'ouvrage en vaudrait mieux, arrangé de cette manière. Mais il nous semble que rectifier à ce point le fond et la forme d'un livre posthume, est un service que personne n'a le droit de lui rendre; et que devenir faussaire, pour la plus grande gloire d'un mort, est un excès de zèle qui ne mérite pas d'éloges. C'est, au surplus, bien mal servir les opinions

qu'on veut faire respecter, que de chercher à leur concilier, par une telle fraude, une autorité dont sans doute elles n'ont pas besoin. Comment descendre, pour les intérêts de la vérité, ou de ce que l'on prend pour elle, à des artifices qu'on appellerait des brigandages, si jamais quelqu'un les osait employer en un sens contraire?

C'est à la suprême loyauté du Chef de l'empire, à l'invariable libéralité de ses sentimens et de ses pensées, que le public devra la pureté du texte de cette histoire. Déjà l'on commençait de l'imprimer avec les falsifications inouies, dont nous venons de rendre compte, quand le gouvernement a fait suspendre cette frauduleuse entreprise. Il a réclamé pour la plus parfaite sincérité de cette édition, les droits incontestables qu'il avait sur un livre jadis composé par ordre des ministres, et par un écrivain pensionné pour ce travail. C'est faire un bien noble usage de l'autorité souveraine, que d'exiger ainsi la plus fidèle et la plus libre publication d'un impor-

tant ouvrage, écrit avec indépendance. Au milieu de tant de bienfaits et de triomphes, ce service rendu aux lettres appelle aussi l'attention publique ; et la reconnaissance des Polonais pour leur libérateur ne pourra manquer de s'étendre aux soins qu'il prend de leur conserver leur instructif historien.

Heureusement, il nous a été presque toujours facile de retrouver le texte de Rulhière, à travers les récentes corrections de son réformateur, et nous avons pu rendre notre édition scrupuleusement conforme à ce qu'était le manuscrit avant ces altérations. Ce manuscrit qui va rester déposé dans les archives du gouvernement, présente à la fois l'ouvrage tel qu'il est, et tel qu'il a failli paraître. On y pourra bien remarquer un certain nombre de négligences, dont l'auteur, s'il l'eût achevé et publié lui-même, eût probablement fait justice. Mais les droits qu'il eût exercés ne nous appartenaient point ; et nous avons espéré que ces incorrections rares et légères, dans une histoire pleine d'intérêt,

ne dépasseraient point la mesure de l'indulgence qui est due aux livres posthumes. Il reste d'ailleurs bien des questions délicates dans la théorie de l'art d'écrire; il en reste même dans la grammaire; et nous n'avons pas cru qu'il nous fût permis de les résoudre autrement que l'habile académicien dont nous imprimions l'ouvrage. Il s'est rencontré toutefois un petit nombre de passages où le manuscrit ne présentait qu'un sens louche, incomplet, ou même inintelligible. Nous avons dû réparer ces erreurs de copiste, et nous l'avons presque toujours pu faire par la simple suppression de quelques mots. Les retranchemens qu'il nous a été impossible d'éviter, n'équivaudraient point ensemble à deux pages sur quinze cents; et ce sacrifice nous a paru un moindre dommage que celui que nous aurions causé par des additions téméraires, ou en altérant la construction des phrases. Nous avons d'ailleurs rétabli partout les rapports indiqués par l'auteur, entre les temps dont il parle et ceux où il écrit. Puis-

qu'on sait qu'il composait cette histoire depuis 1768 jusqu'en 1790, on voit assez ce qu'il faut entendre quand il dit : *Le siècle dernier*, *notre siècle*, *depuis peu*, *jusqu'à présent*, *etc.* Enfin, nous conservons presque toujours l'orthographe qu'il donne aux noms propres, et qui, le plus souvent, n'est inexacte que pour mieux représenter la prononciation.

Dans le manuscrit, le Livre XI est divisé en deux parties, dont la première est à-peu-près aussi longue que chacun des dix livres précédens. Pour plus d'uniformité, nous avons cru pouvoir intituler Livre XII, la deuxième partie de ce Livre XI; et donner en conséquence le nom de livre XIII à celui qui est désigné comme le douzième dans le manuscrit. L'inconvénient que ce changement pourrait avoir, et que nous ne soupçonnons point, disparaîtrait par cela même que nous en avertissons ici le lecteur. Mais nous avons à l'instruire, relativement à cette seconde partie du Livre XI de Rulhière, d'une circonstance plus fâcheuse : c'est que nous n'avons

pu en recouvrer que les deux tiers, ou peut-être que la moitié.

Que Rulhière eût achevé les deux parties de son Livre XI, avant de travailler comme il l'a fait au suivant : c'est un fait incontestable, et qui serait assez prouvé par l'examen matériel du manuscrit.

Dans l'état où l'on nous a remis ce livre XI, le dernier feuillet (qui était le troisième d'un cahier composé de plusieurs feuilles) se termine par ces lignes :

« Et se rendit aisément maître des « autres îles qui l'environnent. Cepen- « dant la Russie près de succomber sous « le poids de ces vastes entreprises, « allait se voir...

Entre les mots *environnent* et *cependant*, la main qui a fait les ratures et les corrections dont nous avons parlé plus haut, a écrit *fin du douzième Livre*, et a rayé les lignes suivantes. Nous avons inutilement réclamé les feuillets que celui-ci précède et suppose, et dont la matière se trouvait indiquée dans un

sommaire que Rulhière avait placé à la tête de cette seconde partie.

« Monastère de Czenstokowa. Des-
« cription de ce lieu. Marche de Pu-
« lawski et de Zaremba sur Posen, et
« autres précautions pour préparer la
« défense de Czenstokowa. Effroi dans
« Varsovie. Peste en Pologne. On for-
« tifie Varsovie. Le trône est déclaré
« vacant. Siége de Czenstokowa. Levée
« du siége. Les confédérés se fortifient
« dans plusieurs postes importans ».

Telles étaient les dernières lignes de ce sommaire, et les seules que nous puissions citer ici, le feuillet qui contenait les précédentes nous ayant aussi été soustrait. Mais il résulte au moins des lignes qu'on vient de lire, que Rulhière avait décrit le monastère de Czenstokowa, qu'il en avait raconté le siége, qu'il avait rendu compte de la déclaration faite par le conseil-général des confédérés de la déchéance du roi Poniatouski.

Mais ce qui achève de dissiper tous les doutes, c'est une note écrite de la

main de Rulhière, où il se parle à lui-même de cette partie de son travail, et se reproche d'avoir traité trop longuement ce qui concerne la vacance du trône. Qu'est devenue cette fin de la seconde partie du Livre XI, et pourquoi ne saurait-on la retrouver?

Au lieu des feuillets que nous réclamions, on nous a remis un cahier qui, dit-on, n'appartient point à M. de Rulhière, mais où l'on a *refait*, l'an dernier, *conformément à ses intentions*, cette partie de son ouvrage. Nous aurions mieux aimé le texte sur lequel on a travaillé pour refaire; mais il a fallu profiter de ce complément. Nous nous y sommes d'autant plus volontiers déterminés, que nous avons retrouvé fort souvent dans ce *travail* le style et le talent de Rulhière lui-même. C'est bien lui qui décrit en effet Czenstokow; lui qui suit la marche de Zaremba et de Pulawski. Il est vrai qu'on a semé ses récits de réflexions qu'il n'eût jamais faites; qu'on a considérablement rectifié ou embelli ses pensées et sa diction;

qu'on a fait, en un mot, sur ces morceaux, un *travail* tout pareil à celui qui résultait des corrections dont on avait chargé ses premiers livres. Mais enfin, il y a toujours là un fond qui lui appartient, et même beaucoup de détails qui ne sont qu'à lui. Nous avons cru remplir toute justice entre Rulhière et la personne qui a pris la peine de le *refaire*, en écartant avec respect tout ce qu'on ne saurait réclamer pour lui, et en réunissant çà et là, en toute conscience, les fragmens qui portent son empreinte (*Disjecti membra poetæ*).

Nous n'oserions nous flatter de n'avoir point commis d'erreurs dans ce triage, et nous ne pouvons pas mieux garantir les supplémens que nous avons été forcés d'ajouter en divers endroits du dernier livre, où l'on avait déchiré, découpé, toujours en 1806, plusieurs feuillets et demi-feuillets. Un assez grand nombre de mots et de moitiés de lignes qui avaient échappé à ce ravage, nous ont beaucoup servi à réparer ces lacunes : car nous avons retrouvé toutes

ces réclames dans un cahier qu'on avait joint à ce livre, et qui, comme cet autre cahier dont nous parlions tout-à-l'heure, n'appartenait aucunement, disait-on, à M. de Rulhière. C'est ainsi que nous avons rétabli, par exemple, les pages qui concernaient l'entrevue du roi de Prusse et de l'empereur Joseph II à Neiss, en 1769; article dont la place nous était d'ailleurs indiquée par le sommaire de ce dernier livre.

Parmi les corrections que ce livre avait subies, comme les autres, en 1806, il en est une qui peut mériter d'être remarquée. Au lieu de ces mots : *l'auteur de cette histoire*, que Rulhière emploie pour se désigner lui-même, on a mis M. DE RIIUILLIÈRES. Ces mêmes mots, *l'auteur de cette histoire*, se rencontrent assez souvent dans les autres livres, et celui-ci est le seul où l'on ait pris le soin de les effacer. Voulait-on dérober à cet historien cette dernière partie de son ouvrage, celle où son talent appliqué à tracer le tableau des cours de Berlin et de Vienne, s'élève

peut-être au plus haut terme qu'il puisse atteindre? Avait-on consenti à la recevoir en échange des embellissemens qu'on venait d'ajouter aux précédentes? C'est un point que nous ne prétendons pas éclaircir, n'étant pas autrement dans la confidence de ce projet de compensation. Mais il est certain que le manuscrit de ce livre, exécuté par l'un des copistes employés pour les premiers, offre, en divers lieux, des corrections de la propre main de Rulhière; ce qui ne laisse aucun doute sur son authenticité.

Une question plus difficile à résoudre, c'est de savoir si l'auteur en effet n'avait point achevé ce livre : car nous n'en possédons guère qu'une moitié; et dans l'impossibilité de recouvrer l'autre, et même de vérifier si elle a existé, nous avons hasardé un supplément qui, peut-être, la fera regretter davantage. Il a été puisé dans les notes de Rulhière, dans son recueil de matériaux. Plusieurs de ces notes sont des esquisses, des essais de rédaction, des demi-phrases où il n'est pas rare de rencontrer des ex-

pressions et des pensées tout-à-fait dignes de cet écrivain ; de sorte que c'est à lui seul que les lecteurs devront attribuer tout ce qui, dans ce supplément, mériterait leur approbation.

Ce dernier livre, ainsi completé, conduira cette histoire jusques à la fin de 1770. L'année suivante eût fourni à Rulhière la matière d'un livre assez étendu ; et peut-être eût-il compris, dans un seul autre, les événemens moins compliqués des deux suivantes, quand même encore il ne se fût arrêté qu'au traité de Kainardi, conclu entre la Porte et la Russie, en juillet 1774. Il eût senti qu'après le mois d'août 1772, le partage de la Pologne étant définitivement convenu entre les trois cours, la résistance des Polonais ne pouvant plus être efficace, leur désastre étant devenu tout-à-fait inévitable, ou même déjà consommé par leur propre impuissance, et par les triomphes de la Russie sur les Turcs, l'histoire devait prendre une marche plus rapide et se presser d'arriver à un terme trop infailliblement prévu. Nous

avons entre les mains les notes et les pièces que Rulhière avait rassemblées pour finir ainsi son ouvrage, et quoiqu'il ait pu s'en égarer quelques-unes en 1806, le nombre en est considérable, sur-tout en ce qui concerne l'année 1771. Il avait tout recherché, tout disposé; il ne lui restait plus qu'à écrire, et quelque lenteur qu'il eût voulu mettre dans ce travail, il lui eût été difficile de ne pas l'achever en deux ans. Nous avons conçu le projet de rapprocher toutes ces esquisses, de les enchaîner et d'en composer le plutôt qu'il nous sera possible, deux livres qui termineront cet ouvrage, et qui appartiendront aussi à Rulhière, en tout ce qu'ils pourront avoir de recommandable et d'utile. On en trouvera un simple précis dans le quatrième volume de cette édition.

Il ne paraît pas que Rulhière eût l'intention de faire imprimer un recueil de pièces justificatives à la suite de cette histoire. Il se contente de les citer, d'en extraire ce qu'elles contiennent d'important, et d'en fondre, en quelque

sorte, la substance dans le corps même de son ouvrage. Ces pièces, au surplus, sont de deux espèces : les unes sont des actes publics, officiellement promulgués, transcrits dans les gazettes, recueillis dans quelques volumes qui ont paru en 1774 et 1775 (1); réimprimés enfin tout récemment dans une Histoire de Pologne, par M. M*** (2). Il serait au moins superflu d'offrir de nouveau au public les pièces de ce premier genre. Les autres consistent dans la correspondance des divers agens politiques. Rulhière avait lu une prodigieuse quantité de ces lettres, et l'on verra combien il déplorait cette nécessité d'écrire à jours fixes, et pour ainsi dire à vide, qui remplissait de tant de détails futiles et de

(1) Droit des trois puissances alliées sur plusieurs provinces de Pologne, avec les réflexions d'un gentilhomme, etc. Londres, 1774. Deux volumes in-8°.

Histoire de révolutions de Pologne, depuis la mort d'Auguste III jusqu'à l'année 1774. Varsovie (Paris) 1775. Deux vol. in-8°.

(2) Paris, Fain, 1807. Deux vol. in-8°.

vaines conjectures, la plupart des dépêches de ces correspondans de profession.

Les notes qu'il a placées au bas de quelques pages de son histoire, sont infiniment peu nombreuses, et le plus souvent ne consistent qu'en deux ou trois mots. Nous n'avons pas jugé à propos de les étendre, ni de les multiplier. A l'exemple des historiens de l'antiquité, Rulhière fait entrer dans le texte de son ouvrage les éclaircissemens que le sujet exige, et même les notions accessoires qu'il comporte. L'instruction la plus commune suffit pour le lire avec intérêt et avec fruit, et l'on n'a nul besoin de consulter d'autres livres pour comprendre le sien. Il dit sur la Pologne, non sans doute tout ce qu'on en peut savoir, mais tout ce qui importe au but qu'il se propose; il prévient toutes les questions qu'un lecteur curieux et sensé pourrait lui faire, et il évite avec tant de soin l'obscurité, qu'il n'y a pas moyen de l'éclaircir. Nous convenons pourtant qu'il serait possible de discuter fort longuement ses récits ou ses opinions, de

les confirmer ou de les contredire, et que son texte peut donner lieu, comme un autre, à toutes les observations historiques, philosophiques et grammaticales dont on voudra l'enrichir. Mais si jamais cette histoire devient un livre classique, il sera toujours assez temps de la commenter.

Entreprise, quelques années avant le partage de la Pologne, elle ne devait raconter que les troubles provoqués au sein de cette république par la domination tyrannique du cabinet de Pétersbourg. Aussi les deux manuscrits que M. de Rayneval possède, et qui sont les plus anciens, sont-ils intitulés l'un *Histoire du despotisme de Russie et de l'anarchie de Pologne*; l'autre, *Histoire de l'anarchie de Pologne et du despotisme russe.* Mais tandis que se rédigeaient les premiers livres, les événemens fournissaient la matière des autres, donnaient un dénouement à ces longues agitations, et modifiaient le titre même de l'ouvrage. Ce fut dans les dernières années du règne de Pierre le Grand que s'établit le des-

potisme de la Russie sur la Pologne, et c'est là aussi qu'après une introduction d'une juste étendue, commence en effet à la fin du second livre, l'histoire proprement dite des effets de ce despotisme. Elle offre néanmoins assez peu de faits depuis 1717 jusqu'à l'avénement d'Auguste III au trône de Pologne, en 1733; elle prend un peu plus de consistance, durant le règne de ce prince, et acquiert enfin de très-grands développemens, après que Catherine seconde s'est emparée, en 1762, du trône de Russie. Rulhière arrive à cette époque, dès la fin de son quatrième livre, et les neuf autres ne correspondent qu'aux huit années suivantes. Mais dans les treize livres, l'histoire de Pologne, toujours en contact avec celle de plusieurs autres peuples, éclairée par tous les objets qui l'environnent, jette aussi sur eux sa propre lumière. Ainsi les Turcs, les Grecs, les Tartares et surtout les Russes, reparaîtront souvent dans cet ouvrage : il décrira les caractères, les habitudes et pour ainsi dire l'intérieur des cours de

Vienne et de Berlin : il appelera quelquefois nos regards sur Louis XV et sur ses ministres ; et il y aura telle époque où il deviendra presque une histoire générale de l'Europe.

En suivant le progrès des troubles qui ont déchiré la Pologne et préparé sa ruine, l'historien en fait observer toutes les causes, parmi lesquelles on distinguera le *liberum veto*, l'élection des rois, la fréquence des confédérations, l'esclavage des paysans, la prédominance de quelques familles, les restrictions apportées aux droits politiques des sectateurs de certains cultes, et sur-tout l'influence de la Russie.

L'autorité du plus grand nombre est, suivant Rousseau, une convention qui suppose au moins une fois le consentement de tous. En Pologne on convint au contraire que cette unanimité serait toujours nécessaire dans les délibérations nationales, si l'on ne crut pas même que c'était là une des conditions essentielles du pacte social. Ainsi un seul nonce rendait inefficace la volonté

de tous les autres, rompait la diète, et fixait au sein de la république les abus dont elle désirait le plus impatiemment de se délivrer. Gardons-nous de croire que les Polonais ne sentissent pas tous les dangers d'une institution si folle; s'ils les avaient pu méconnaître, ils en auraient été assez avertis par le zèle constant des cours étrangères à maintenir en Pologne cet invincible obstacle à tout progrès et à toute réforme. Cependant quelque insoutenable que fût ce *liberum veto*, on peut dire que plus nuisible à l'administration qu'à la liberté, il eût long-temps encore affaibli la république sans la détruire, et qu'en inspirant à chaque citoyen une si haute idée de sa propre dignité et de ses propres garanties, il eût retardé l'asservissement de la nation presqu'autant que sa prospérité.

Il n'est personne aussi qui ne connaisse les inconvéniens de la royauté élective. Ce systême qui doit amener partout des agitations périodiques, appelait de plus autour du trône de Po-

logne, chaque fois qu'il était vacant, les intrigues et la corruption des autres cours. Long-temps néanmoins la république avait subi, sans trop de dommage, ces redoutables épreuves; fière de rentrer, à chaque interrègne, dans l'exercice de ses droits antiques, orgueilleuse même de ce concours des ambitions étrangères pour une dignité dont elle disposait, et rassurée enfin par cet hommage solennel que rendait à sa liberté et à ses constitutions chaque nouveau roi qu'elle venait d'élire.

Les Polonais n'ont pas attaché moins d'intérêt à leurs confédérations, espèces d'insurrections légales qui ont trouvé, même hors de la Pologne, des défenseurs et presque des panégyristes. Elles étaient, dit-on, de moindres maux que ceux qu'elles devaient guérir. Toujours était-il déplorable d'avoir besoin d'un tel remède, et qu'il n'y eût d'espoir pour la liberté, que dans ces crises violentes qui, ne pouvant jamais manquer d'occasions ou de prétextes, finissent par devenir un désordre habituel et une

maladie permanente. Au milieu de ces éternels orages, les effets politiques de l'esclavage des paysans de Pologne étaient peu aperçus. Cette servitude, dont l'origine n'est point féodale, ressemblerait sous beaucoup de rapports à celle dont nous voyons trop d'exemples dans l'histoire des anciens peuples. Mais par cela même elle convenait beaucoup moins à l'état moderne de la civilisation européenne. Elle était, après ce tumulte des confédérations, le principal obstacle au progrès de l'industrie, du commerce et des arts; seuls moyens aujourd'hui qui puissent établir ou garantir la puissance et même l'indépendance d'une nation. Cette classe laborieuse, active, éclairée, qui répand la prospérité et la lumière au-dessous d'elle et au-dessus, cette classe moyenne en qui réside véritablement la force des grands états, n'existait point en Pologne. Ajoutons que cette république n'armait point ses paysans, qu'elle n'osait pas les employer à la guerre, et qu'ainsi, lorsque ses voisins devenaient

de jour en jour plus formidables, elle n'avait point à leur opposer cette puissance militaire, qui peut, en de certaines conjonctures, tenir lieu d'une puissance plus réelle.

Il s'était élevé peu à peu en Pologne une grande noblesse que personne, dans les derniers temps, ne confondait plus avec la noblesse vulgaire. Cette distinction, qui n'était avouée ni par les lois, ni même par le langage, se manifestait de plus en plus dans les affaires et dans les mœurs. De plus vieilles généalogies, une plus longue succession de personnages puissans ou mémorables, une illustration plus soutenue, et surtout une opulence extrême avaient jetté sur certaines maisons un éclat presque aussi fatal à ceux qu'il enorgueillissait qu'à la multitude qui s'en laissait éblouir. L'esprit de famille éteignait de jour en jour chez la plupart de ces grands, les vertus publiques qui avaient distingué et véritablement agrandi leurs ancêtres. L'ambition de quelques-uns s'accoutumait à chercher de l'appui dans les cours

étrangères; et leur connivence secrète avec les ennemis de leur nation, ajoutait un danger de plus à ceux qui résultaient immédiatement de leur prédominence, et qui jadis avaient suffi contre de plus fortes républiques.

Un autre genre d'anarchie, longtemps couvert, toujours cultivé, s'est développé au milieu du dernier siècle. Chez les anciens Polonais, le nom de *dissidens*, employé dans son sens originel, dans son acception la plus juste, avait été appliqué, sans distinction, à tous les cultes pratiqués dans le pays. N'exprimant que le seul fait de leur diversité, il comprenait la communion romaine avec toutes celles dont elle différait; et cette dissidence commune n'altérait pas la paix générale. Dans la suite, un langage moins exact annonça la discorde, si même il ne concourut pas à la produire ou à l'accroître. Le nom de dissidens ne désigna plus que ceux qui ne suivaient pas la religion de la multitude; et ces dissidens devinrent au milieu de l'état

une classe isolée, rebutée, presque étrangère, à qui les droits communs étaient contestés. Ce n'est pas qu'on gênât l'exercice de leurs cultes : à cet égard, on conservait pour eux cette équité que nous avons appelée tolérance. Mais on les dépouillait de ces droits de cité dont la perte, au sein d'une république, entraîne tôt ou tard la perte de tous les autres droits. C'était offrir aux entreprises de la Russie un prétexte beaucoup trop plausible : Catherine affectant, pour les dissidens, un zèle qu'encourageaient les lumières du siècle, exigea hautement la réparation de ces torts, et réduisit les Polonais à la nécessité de soutenir, avec un égal désavantage, leur injustice et leur indépendance.

Ainsi le despotisme russe, cause immédiate des malheurs de la Pologne, eut besoin, pour les consommer, du concours des causes précédentes. Mais, il en faut convenir, lorsqu'une fois les Polonais eurent consenti à placer leurs lois et leur liberté sous la garantie de

la cour de Pétersbourg, il leur eût fallu pour se défendre contre une telle protection, des efforts de sagesse qu'on ne pouvait plus attendre de ceux qui l'avaient invoquée. Aussi verra-t-on, au cinquième livre de cette histoire, le gouvernement de cette république passer en effet entre les mains de la czarine, et un vice-roi, sous le nom d'ambassadeur russe, maîtriser toutes les autorités polonaises, traiter tout ce peuple de nobles en sujets de sa souveraine, fatiguer la docilité des uns, et réprimer par les armes la rébellion des autres.

Le vice radical de la république polonaise consistait, selon J. J. Rousseau, dans l'excessive étendue de son territoire. Si les autres vices n'étaient qu'accessoires, du moins ils avaient acquis un tel empire, que la Pologne, resserrée en 1773 dans des bornes plus étroites, n'en devint assurément ni plus libre ni plus heureuse. On la vit au contraire, après vingt autres années d'oppression et de langueur, tomber toute entière au pouvoir de ceux qui l'avaient mutilée, et

disparaître de la liste des états européens. Mais ce second partage est étranger à l'histoire que nous publions, et tout nous annonce d'ailleurs que cette république éclipsée n'est pas éteinte. Celui dont les destinées dominent celles des nations et des rois, vient d'humilier tous les oppresseurs de la Pologne, et déjà leur abaissement expie les excès de leur ancienne puissance. Si le plus digne usage de la victoire, si la plus douce consolation des vainqueurs consiste à délivrer des victimes, à étendre l'empire de la justice et de la raison, à rétablir entre les états cet équilibre qui garantit leur tranquillité, nulle campagne ne pourra mieux que celle qui s'achève, laisser un jour d'heureux souvenirs à ceux qu'elle a couverts de gloire. L'indépendance de la Pologne est un intérêt de l'Europe autant qu'un droit des Polonais, et la renaissance de ce vertueux peuple sera l'un de ces vastes bienfaits dont l'histoire de Napoléon se compose. Qui leur enseignera mieux que lui à se prémunir contre toute do-

mination étrangère par l'énergie de l'administration intérieure, par un système de lois sages, impartiales entre les villes, les provinces, les classes, les opinions, les cultes, et tous les divers élémens qu'embrasse un empire? De qui pourront-ils mieux apprendre qu'aucune illustration vieillie n'égale celle qui éclate; qu'aucun nom suranné ne vaut un nom qui s'immortalise; et qu'il est plus grand enfin de fonder ou de rétablir des états que de partager leur vétusté et leur décadence?

Il ne tiendra qu'aux Polonais de recueillir les mêmes leçons dans cette histoire de leurs malheurs, qui sera souvent aussi celle de leur loyauté et de leur bravoure. C'est la plus instructive et la plus détaillée qui existe dans notre langue, et peut-être dans la leur, sur les sept premières années du règne de Poniatowski.

HISTOIRE
DE POLOGNE.

LIVRE PREMIER.

SOMMAIRE.

Préambule sur l'origine commune et sur la différence des Russes et des Polonais. Exposition du sujet ; ses difficultés et les secours que l'auteur a eus. Nécessité de remonter plus loin. Gouvernement de Pologne et son principe. Ce n'est point le gouvernement féodal, mais le gouvernement de presque tous les anciens peuples de l'Europe. Sa première simplicité. Les altérations qu'il a souffertes, 1.° par l'agrandissement de la république ; 2.° par l'établissement de nouvelles diètes composées de députés des provinces ; 3.° par la formation d'une grande et d'une petite noblesse contre le

principe de ce gouvernement; 4°. enfin, par un nouvel esprit qui se forma dans la république. L'administration de la justice enlevée au roi, ainsi que la disposition des armées. Histoire des dissidens. Histoire du liberum veto. *Mœurs de ce temps. Vaine tentative pour réformer le gouvernement, mais d'où il résulte un moyen de rétablir quelquefois une puissance législative dans cette république. Projet de partager la Pologne entre les puissances voisines. Règne de Sobieski, et traité de Moscow. Alliance du czar et d'Auguste II. Nécessité d'éclaircissemens préliminaires sur les mœurs des Russes.*

LES Russes et les Polonais sont des divisions de ce peuple nombreux qui, sous le nom commun d'Esclavon ou de Slave, s'est répandu, il y a douze siècles, dans tout l'orient de l'Europe, et dont la langue se parle depuis les montagnes de la Macédoine et les bords du golfe Adriatique, jusque dans les îles de la mer Glaciale. Ils furent connus pour la première fois, ou du moins ils

le furent sous ce nom général, et commencèrent à se faire craindre, dans le temps que les Huns, les Alains, les Vandales et les autres barbares septentrionaux inondèrent presque toutes les provinces romaines. Une partie des Slaves envahit quelques-unes de ces provinces. Une autre partie, et ce sont les Russes et les Polonais, demeura dans les vastes plaines qu'ils occupent encore, et qui n'ont jamais été comprises dans les limites de l'Empire Romain. On ne trouve dans ces contrées aucune ville ancienne : toute espèce de civilisation y paraît nouvelle, et cependant on n'y trouve aucun vestige de l'égalité primitive, et de ce que nous nommons la vie des premiers âges. L'esclavage de la glèbe y est établi de temps immémorial. Il semble qu'on n'y reconnaissait parmi les hommes aucune autre distinction que celle du maître et de l'esclave ; l'un toujours armé pour la défense du pays, et l'autre forcément attaché à la culture des terres. C'est, parmi toutes les nations qui descendent de ce même peuple, l'origine de la noblesse et de la servitude, et la bâse commune de toutes les constitutions différentes que le

temps, les événemens et la diversité des lieux y ont introduites.

Les Russes, qui virent fonder au milieu d'eux la ville de Kiovie par une colonie que les Empereurs Grecs envoyèrent sur le Boristhène, et qui, dans leurs anciennes incursions, infestèrent souvent les provinces grecques et pénétrèrent jusque sous les murs de Constantinople, reçurent de cet empire leur religion, leur écriture, leurs vêtemens, leurs bains. Ils ne connurent de société policée que sous un maître absolu; et la succession au trône, conservée dans la même famille pendant plus de sept siècles, ne laissa aucun intervalle à la liberté. En recevant des Grecs dégénérés une civilisation peu différente de la barbarie, ils se rassemblèrent, il est vrai, à la manière de ceux-ci, dans de grandes villes, assez peuplées pour se défendre par leurs propres forces, mais sans constitution, sans lois, sans droits de cité, toujours soumises à des princes absolus. Toutes ces villes réunies sous une même domination dans le dixième siècle, formaient alors un état puissant, dont les relations s'étendirent en Europe, et qui s'allia par des mariages avec la Hon-

grie, l'Allemagne et la France. Mais elles furent partagées ensuite, comme un héritage, entre les nombreux descendans de la maison régnante ; et, dans cette désunion, elles furent aisément subjuguées ; les unes par les Polonais qui les incorporèrent à leur république, et en adoptèrent les princes au rang de leurs concitoyens ; les autres par les Tartares, qui les ont tenues dans un extrême abaissement pendant deux siècles. Ainsi les Russes ont cessé d'être au rang des nations, jusqu'au temps où le souverain de Moscow est parvenu à se rendre indépendant, et à soumettre d'abord toutes les villes voisines; ce qui a donné naissance au nouvel Empire de Russie.

Cependant, les Polonais, par leur communication avec les contrées occidentales de l'Europe, reçurent la religion romaine, notre écriture et nos arts. Ils conservèrent, ou pour mieux dire, la noblesse polonaise conserva, en s'instruisant chez les peuples amis de la liberté, l'amour naturel de l'indépendance. En se formant en corps de nation, ils habitèrent toujours à la manière des anciens Germains, dans de faibles bour-

gades ; et malgré la grande étendue de leurs provinces, ils ne bâtirent avec le temps qu'un très-petit nombre de villes. Dans leurs fréquentes assemblées, que leur dispersion habituelle rendit nécessaires à leur sûreté, ils établirent des lois qui laissèrent à chaque citoyen, c'est-à-dire à chaque noble, toute son indépendance ; et ils se formèrent des coutumes qui n'ont aucune ressemblance avec celles d'aucune autre nation. Tous leurs engagemens civils n'ont que trop respecté la liberté naturelle ; et les familles de leurs rois s'étant souvent éteintes, cette couronne est toujours demeurée élective.

Voilà comment sont devenus si différens deux peuples voisins, qui ont une même origine, et qui malgré la diversité de leur prononciation, malgré celle de leur écriture, l'une grecque et l'autre latine, parlent évidemment la même langue.

L'amour effréné des nobles Polonais pour la liberté a introduit peu à peu les plus singuliers désordres dans leur gouvernement. L'opposition d'un seul suffisait autrefois pour balancer dans chaque délibération l'autorité de toute

la république. Depuis plus de cent ans, cette opposition sur une seule affaire a suffi pour rompre les assemblées générales de la nation. Un si étrange abus de l'égalité a produit parmi eux la plus funeste anarchie. Les Russes, au contraire, gouvernés par une seule volonté souveraine, ont formé un vaste empire : une discipline formidable leur a donné une puissance au-dessus de leurs forces réelles ; et ils ont conçu une ambition encore plus vaste que leur empire et que leur puissance. Après avoir conquis tout le nord de l'Asie, et presque tout le nord de l'Europe, enfermés pour ainsi dire dans un espace immense, par des forêts impénétrables, des déserts arides, une mer inconnue, une autre mer glacée, la Pologne, unique barrière entre eux et le reste de l'Europe, était aussi l'unique passage par où leur domination pouvait encore s'étendre au loin. Les désordres de cette république leur ont donné facilement entrée dans toutes ses affaires ; et les efforts de ces deux peuples, l'un pour imposer le joug, l'autre pour s'y dérober, sont le plus singulier spectacle que le monde ait offert depuis long-

temps. D'un côté, le despotisme employant tous ses avantages, l'intrigue, le secret, la discipline, la réunion de toutes les forces, le concert de toutes les opérations ; mais se nuisant à lui-même par les vices qu'il traîne nécessairement après lui, une ambition sans mesure, un changement continuel de vues et de systèmes, nulle connaissance des hommes, et dans les esclaves qu'il emploie, nulle autre ressource que leur dévouement aveugle : de l'autre côté, l'indiscipline des armées, ou plutôt, l'impossibilité de former une armée, le désordre et le vide des finances, les haines des familles, les intérêts personnels dans tous leurs excès, une fatale désunion qui fait échouer les entreprises les mieux concertées, le manque absolu de tous les moyens ; mais des ressources presque inépuisables dans les vertus naturelles aux hommes, et que l'anarchie même exerce, l'horreur de la servitude, la force des armes, l'active industrie du plus grand nombre des citoyens, tel est le fond du tableau que je vais offrir aux lecteurs. Les Polonais trouvèrent enfin pour défenseur un autre empire, qui dans les derniers

siècles fut la terreur de la chrétienté, mais qui paraît aujourd'hui sur son déclin, les Turcs que nous verrons forcés de prendre part à cette sanglante querelle. Ce nouvel incendie s'est étendu au loin. La Grèce a cru recouvrer sa liberté. Les terribles événemens occasionnés par cette grande diversion, ne changent rien cependant au premier état de la guerre, et ne servent qu'à déceler la faiblesse mutuelle des deux empires de Constantinople et de Moscow. Mais pendant que la Russie, incapable de consommer son entreprise contre les Polonais, dévastait leur pays qu'elle tentait vainement de subjuguer ; pendant que la Pologne, trop désunie pour achever sa délivrance, était encore bien loin de se croire réduite à la soumission, deux autres peuples voisins, dont les forces même séparées eussent encore surpassé celles des Russes, s'unissent avec eux par un traité qui jusque-là n'avait point eu d'exemple. Cent mille combattans environnent tout-à-coup cette faible république. Ils en envahissent de concert les plus belles provinces ; et ces deux nouveaux oppresseurs, toujours ennemis malgré cette alliance momen-

tanée, ménagent la Russie par une suite des craintes qu'ils s'inspirent mutuellement, laissent son autorité s'appesantir sur les restes infortunés de la Pologne.

L'agrandissement subit de ces trois états a changé nécessairement presque tous leurs rapports; une révolution s'est opérée dans la politique générale de l'Europe, et par là ce démembrement d'une république si ancienne est devenu une des plus grandes époques de l'histoire de notre continent.

Mais ce sujet d'histoire, indépendamment de son extrême étendue, a encore ses difficultés particulières. Comment suivre le fil des événemens au travers des mouvemens orageux d'une anarchie? Comment peindre, sans confusion, une étonnante multitude de personnages, tous égaux par leur naissance, par leurs droits, par leurs prétentions, et presque tous diversement en action dans ces troubles? Ce qui m'enhardit, c'est que dans ces abus de la liberté, presque tous les desseins sont connus, tous les caractères décidés; c'est que l'histoire peut, en quelque sorte, recueillir sur la place publique les plus secrètes pensées de ces infortunés républicains. En parlant de

la cour de Russie, j'éprouverai une difficulté entièrement opposée ; ce ne sont plus de grands mouvemens populaires à décrire, mais des anecdotes à dévoiler. Comment pénétrer dans ces cabinets mystérieux, où du sein des voluptés un despote présidait à la destinée de tant de peuples ; où la politique et le plaisir, cachés sous les mêmes voiles, au lieu de régner ensemble, sont presque toujours détruits l'un par l'autre ? Mais ces viles anecdotes, dignes seulement de nous intéresser en ce qu'elles ont influé sur les événemens publics, au milieu d'une cour corrompue, ont toujours été avouées par la licence, ou pénétrées par l'intrigue.

De longs voyages entrepris à dessein de connaître par moi-même presque toutes les cours, les souverains et les ministres que j'aurai à peindre, mes liaisons personnelles avec les chefs des factions opposées, la communication des mémoires les plus sûrs, et des innombrables relations envoyées de tous les pays au ministère de France, m'autoriseront à parler avec certitude de la plupart des événemens, des intrigues et des caractères.

Avant de commencer le récit de ces

troubles, il est indispensable d'en développer les principes. Les événemens récens auxquels une partie des Polonais imputent tous les malheurs de leur patrie, en ont été les occasions successives, mais n'en sont point les véritables causes. Tant de calamités ont des racines plus profondes, et qui s'étendent, pour ainsi dire, sous les derniers siècles ; de sorte que, si la fatalité eût amené d'autres conjonctures, ces tristes semences auraient aussi trouvé quelqu'autre manière d'éclore. Les projets exécutés de nos jours contre la Pologne, ont été proposés il y a plus de cent ans. J'ai retrouvé, dans les archives des affaires étrangères de France, cette anecdote importante et jusqu'à présent ignorée. Il faut donc expliquer comment cette république, tombée dès ce temps là dans une dissolution presque totale, et toujours menacée de sa ruine, a subsisté dans cet état jusqu'à nos jours, et même quelquefois avec gloire. Il est également indispensable d'entrer dans quelque détail sur cette constitution anarchique, soit dans le dessein de justifier à quelques égards l'attachement singulier du plus grand nombre de ces républicains

pour leurs mauvaises lois, soit parce que nous verrons dans la suite cette constitution même servir de base à tous les changemens que les factions diverses, ou quelquefois les plus sages citoyens ont faits ou tentés pour réformer leur gouvernement ; enfin, par cette méthode, nous éviterons la nécessité de revenir fréquemment sur nos pas, pour donner des éclaircissemens préliminaires, dont la multiplicité jetterait une nouvelle confusion dans le récit de ces désordres.

La Pologne est gouvernée souverainement par plus de cent mille gentilshommes, un roi électif et un sénat perpétuel. Le concours de ces trois autorités forme la puissance législative. Cette multitude de gentilshommes s'assemble quelquefois à cheval dans une vaste plaine ; et tous les deux ans ils nomment des députés pour représenter cette assemblée générale de la nation. L'unanimité des suffrages y fut toujours nécessaire pour prendre une résolution. Ils disent : « que leur république est une, « et que leur société ne peut être rom- « pue ». Mais souvent on a vu, pour rétablir l'unanimité, massacrer les opposans.

Leur liberté n'a point eu de première époque ; ils étaient libres avant qu'aucune histoire les eût nommés. On trouve sur leurs frontières un ancien fossé qui marquait les limites de l'Empire Romain, seul monument qui soit resté de leurs ancêtres ; et il était reçu autrefois en Europe, chez toutes les nations qui n'avaient pas été subjuguées par les Romains, « qu'un homme libre ne peut « être ni taxé, ni gouverné que de son « aveu ». Voilà sans doute le principe de la constitution polonaise.

C'est donc une erreur de confondre cette constitution, comme on le fait communément, avec le gouvernement féodal établi, dans l'occident de l'Europe, long-temps après la conquête des provinces romaines par les barbares ; et il importe de réfuter cette erreur, pour se former d'abord une idée nette de cette constitution singulière, et ensuite pour exposer dans le plus grand jour l'anarchie non moins singulière qu'elle a produite. Il est vrai que la nation polonaise est armée sur ses terres et fortifiée dans ses châteaux, mais sans aucun droit de suzeraineté sur les terres voisines, sans aucun assujétissement d'hom-

mages, de services, ou de redevances envers qui que ce soit; sans aucun autre devoir qu'envers la patrie. Un gentilhomme polonais, domestique d'un autre gentilhomme, se tiendrait offensé qu'on le crût son vassal : il n'est sujet que de la république. Tous sont égaux et se nomment frères : un seul est égal à tous. On sait que le gouvernement féodal s'établit autrefois dans une grande partie de l'Europe, lorsque les ducs, les marquis, les gouverneurs de provinces, et tous les possesseurs de bénéfices militaires parvinrent à assurer leurs titres, leurs emplois et leurs possessions à leurs familles. Les premiers érigèrent leurs gouvernemens en principautés héréditaires, liées seulement à l'état par une subordination assez incertaine. Les autres se reconnurent vassaux de ceux-là; et tous, par leurs engagemens mutuels, se garantirent réciproquement cette hérédité. Mais, en Pologne, les duchés sous le nom de *palatinats*, les commandemens de châteaux et de villes sous le nom de *castellanies*, les bénéfices militaires sous le nom de *starosties*, ou *terres des vieillards*, ont continué, depuis un temps immémorial jusqu'à nos jours,

d'être donnés seulement à vie. Les tentatives de quelques gentilshommes, qui se crurent autrefois assez puissans pour assurer leurs dignités à leurs familles, contre les droits du corps entier de la noblesse, ont occasionné dans ce royaume beaucoup de troubles et de guerres; mais cette ambition fut enfin réprimée; la mort de tout possesseur d'un emploi ou d'un bénéfice en a toujours rendu la nomination au roi. Cette seule différence ne permet plus de confondre ces deux gouvernemens.

Ceux mêmes des anciens Polonais qui habitaient sur les frontières d'Allemagne, et qui parvinrent, à l'exemple de leurs voisins, à laisser à leurs familles les domaines dont ils ne devaient avoir que la conservation et l'usufruit, tels que les ducs de Poméranie et de quelques autres districts, se séparèrent entièrement de la république; et dans les temps postérieurs, lorsqu'elle a consenti à recevoir sous sa protection, à titre de fiefs, les duchés héréditaires de Courlande et de Prusse, c'est un usage étranger qui s'est introduit chez elle, uniquement dans ces deux cas particuliers, et même sous la condition expresse que ces terres inféo-

dées quitteraient, à l'extinction des deux maisons ducales, cette forme de gouvernement, et se soumettraient aux lois générales de la républiqne.

Ce n'est donc point le gouvernement féodal qui subsiste en Pologne, mais un gouvernement plus ancien, celui des Francs, des Celtes, des Goths, de presque tous les peuples sortis des forêts du Nord et de la Germanie, celui qui a précédé la féodalité, et d'où elle a pris naissance parmi nous et chez presque toutes les nations de l'Europe. Quelques indices rendent même très-vraisemblable que l'unanimité fut non moins nécessaire chez ces anciens peuples, qu'elle l'a toujours été parmi les Polonais; et malgré les malheurs dont nous entreprenons le récit, il y a encore quelque plaisir à considérer par quel respect des coutumes antiques, par quel sentiment profond et durable de l'égalité primitive entre tous les citoyens, s'est maintenu depuis plus de mille ans ce gouvernement des premiers Européens, dans un pays où se sont introduits successivement une religion plus sainte, une civilisation plus perfectionnée, des mœurs plus polies et plus corrompues, et des relations plus

étendues et plus dangereuses avec les nations voisines.

Autrefois les assemblées générales où cette multitude de gentilshommes se rend à cheval et vient exercer, dans un camp, sa puissance législative, étaient aussi rares qu'elles l'ont été de nos jours ; et il faut soigneusement remarquer que les diètes par députés n'avaient point lieu. Ces diètes, composées en grande partie de simples représentans chargés des pleins pouvoirs de leurs provinces, et qui rentrent après leur mission dans la classe commune des citoyens, n'ont été connues que dans les états modernes; et cet usage étranger au gouvernement de Pologne ne s'y est introduit que depuis trois siècles. Avant cette époque, les Polonais avaient rarement des affaires publiques. On trouve fréquemment dans leur histoire, de ces temps heureux, où l'état en paix avec tous ses voisins, jouissait également dans l'intérieur d'un calme profond. Cette noblesse pleine de vertus guerrières, fut toujours amie de la paix. Les lois qu'elle s'est imposées ne lui permettent point les conquêtes. Elle ne peut ni être assemblée plus de trois semaines, ni être conduite à plus de trois lieues de

la frontière. Ils se vantent de n'avoir jamais attaqué aucune nation : défendre leur liberté et les limites de l'état, voilà l'idée qu'ils avaient de l'honneur.

Ainsi, malgré la loi fondamentale du consentement unanime, il y avait très-peu d'occasions où la nature des affaires, les rendant personnelles à chaque citoyen, exigeât que ce consentement fût formellement donné; et la noblesse éparse dans ses châteaux, abandonnait sans inquiétude le soin des affaires privées à un roi librement élu, et sans cesse surveillé par des ministres qu'il ne pouvait destituer, et par un sénat composé des évêques, des palatins et des castellans.

Il y a déjà plusieurs siècles qu'ils ont laissé prendre à leurs chefs le nom de roi. Son trône n'est point héréditaire. C'est un prix toujours offert à l'ambition et aux vertus, comme chez tous les anciens peuples dont nous avons parlé. Ce fut même jusqu'à ces derniers temps la seule place de l'état qui pouvait être donnée à un étranger. Autrefois le commandement des armées et l'administration de la justice faisaient partie de ses devoirs, ou, si l'on veut, de ses prérogatives. Il décidait tous les procès civils

et criminels suivant des lois écrites. Il passait sans cesse d'une province à l'autre, pour y rendre des jugemens au milieu de la noblesse. C'était aussi chez les Germains et les Francs une des fonctions royales, avant que les grands possesseurs de fiefs exerçassent dans leurs terres cette administration de la justice. « Par ma « foi, disait Henri de Valois, ces Po- « lonais n'ont fait de moi *qu'un juge.* » Par un mélange singulier de justice et de violence, la noblesse exécutait elle-même les sentences à main armée. Celui qui n'aurait su ni défendre son château contre un injuste agresseur, ni le reprendre s'il lui était ravi, n'aurait pas eu, à ce qu'ils croyaient, défendre la patrie. Mais la plus étendue et la plus belle des prérogatives accordées au roi, était de conférer à sa volonté toutes les dignités, toutes les charges, et ce grand nombre de riches domaines qui doivent être, suivant l'expression polonaise, *le pain des bien-méritans.* Aucun appointement n'étant assigné aux charges, personne n'étant payé pour servir la république, ces domaines étaient destinés pour être, au choix du roi, le prix des services rendus à la patrie; il en eut de

tout temps la nomination, jamais la propriété. Par-là cependant les emplois et les récompenses étaient regardés comme des grâces de la cour. Le génie du roi dominait dans l'état; et sans autorité directe dans les affaires, ses vertus ou ses vices ont toujours influé sur la destinée de la république. D'un autre côté, il se trouva toujours, et même dans ces derniers temps, des hommes généreux, qui dédaignèrent ces bienfaits de la cour, quand on ne pouvait les obtenir par des moyens honorables; et d'ailleurs les Polonais, courtisans assidus jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu ces bienfaits, dès qu'ils en étaient en possession, ne se croyaient point engagés par la reconnaissance. C'était les grâces de la cour pour ceux qui y prétendaient; c'était les biens de la république pour ceux qui en avaient obtenu la jouissance.

Mais ce qui a surtout empêché que les rois ne profitassent de cette libre disposition de toutes les grâces, pour se composer un ministère et un sénat qui leur fussent dévoués; ce qui a opposé à leur ambition une barrière que jamais elle n'a pu franchir, c'est que dans tous les périls de l'état, la constitution a tou-

jours permis de former une ligue générale, sous les liens d'un serment, et sous l'autorité d'un nouveau chef que la noblesse se choisit. Loin d'avoir adopté cette maxime des monarchies, *que la guerre civile est le plus grand des maux*, ils ont donné à leurs soulèvemens même une forme légale. D'âge en âge, tout Polonais disait à ses enfans : « Brûlez « vos maisons, et errez dans votre pays « les armes à la main, plutôt que de « vous soumettre au pouvoir arbitraire. » Le consentement unanime n'est plus nécessaire dans ces ligues. La pluralité des suffrages s'établit dans toutes leurs assemblées. Elles réunissent en elles seules l'autorité de toutes les magistratures. Les tribunaux cessent, parce que toutes les affaires des particuliers doivent être suspendues quand la patrie a besoin du secours de tous les citoyens. C'est pour cette république ce qu'était la dictature dans l'ancienne Rome ; pareilles encore à la dictature en ce qu'elles ne subsistent que pour un temps limité. Un Polonais soumis à la pluralité des suffrages, croit être soumis au despotisme, et même aussitôt que la confédération se dissout, tous les réglemens qu'elle a faits

cessent avec elle. Il faut, pour devenir des lois, qu'ils reçoivent alors leur sanction d'une diète unanime, et la république reprend sa forme accoutumée.

Tel est dans sa première simplicité, le plus ancien gouvernement républicain qui soit aujourd'hui sur la terre ; et nous y pouvons considérer, comme dans un miroir fidèle, le premier état de presque toutes les nations modernes. Les abus qui ont altéré chez les Polonais une constitution si simple, ne s'y sont introduits que sous le nom et sous la forme des anciennes coutumes. Mais avant d'entrer dans ce nouvel examen, commençons par observer que les vertus et même les vices qui se sont formés dans leurs mœurs par la perpétuité de ce gouvernement, ont également contribué à le maintenir. Non moins inconstans et légers dans toutes leurs autres passions, que fiers, ombrageux, inflexibles sur tout ce qui avait quelque rapport à l'intérêt de leur liberté ; habitués de temps immémorial, par la nécessité du consentement unanime, à sacrifier facilement leurs opinions, leurs ressentimens, leur reconnaissance, à rompre leurs engagemens, à se rétracter

sans honte ; on vit toujours parmi eux, au milieu des fureurs de parti, une facilité de conciliation inconcevable pour tout autre peuple ; les querelles les plus tumultueuses se dissipent en menaces ; tout est en armes, et tout s'appaise et se réconcilie. Un seul exemple fera connaître et leur noble fierté, et leur antique désintéressement. Quand les empereurs d'Allemagne prétendirent que ces grands noms d'empereur et de césar, attribués à leur puissance, leur donnaient un droit de souveraineté sur tous les peuples voisins, ils entreprirent d'y soumettre les Polonais. L'armée allemande ayant été vaincue, l'empereur Henri V montrant un coffre rempli d'argent et d'or à l'ambassadeur qui était venu traiter avec lui des conditions de la paix, lui dit : *Voilà avec quoi je réussirai.* Celui-ci portait quelques ornemens d'or ; il les ôta en silence, et pour toute réponse, il les jeta dans le coffre que l'empereur tenait ouvert. Les historiens ajoutent que cet empereur, sans s'offenser de ce dédain et sans admirer ce désintéressement, répondit seulement, en refermant le coffre : *Je vous remercie.* Heureuse cette république si, environ-

née de voisins qui pensent comme cet empereur, elle eût conservé de nos jours ce noble désintéressement qui eût encore assuré son indépendance!

Deux provinces composèrent longtemps toute la Pologne; mais par l'accession de presque tous les peuples voisins à un gouvernement qui leur paraissait si heureux et si libre, cette république devint dans l'espace de cent et quelques années, un des plus grands états de l'Europe. Nous ne rappellerons point ici comment la Russie Rouge, qui avait porté le nom de royaume, ensuite le grand duché de Lithuanie, et enfin la province de Prusse, obtinrent successivement d'y être incorporés. Ces vastes pays, réunis sous un même gouvernement vers le milieu du quinzième siècle, ne formèrent plus qu'une même république; mais alors ces lois si antiques et si simples, qui avaient suffi jusque-là au bonheur de la noblesse polonaise, se trouvèrent trop favorables à l'indépendance, pour un corps de noblesse désormais si nombreux. Les affaires publiques se multiplièrent en proportion de la plus grande étendue de l'état; et d'abord il fallut pour défendre la pro-

vince de Prusse contre les chevaliers Teutons, ses anciens oppresseurs, entretenir des garnisons dans ses villes. Ce fut à ce sujet, et pour asseoir un subside général et uniforme, que dans l'année 1467, le roi Casimir II convoqua pour la première fois des députés ou nonces de toutes les provinces.

Cette manière de recueillir les suffrages d'une nation par les seules voix de ses députés, s'était introduite presque généralement en Europe dans l'espace des deux siècles précédens. Elle n'avait point été connue des anciennes républiques, qui toutes étaient nées dans l'enceinte d'une seule ville, ou dans le territoire de quelques bourgades. Cet usage ne fut pas moins inconnu aux nations qui détruisirent l'Empire Romain. Chez la plupart de ces peuples, tout guerrier exerçait personnellement son droit de suffrage; et leur dispersion dans les vastes provinces qu'ils avaient conquises sur l'Empire Romain, ayant rendu leurs assemblées plus difficiles et plus rares, en abolit enfin la coutume. Quelques savans ont pensé que l'usage des représentans s'introduisit pour la première fois sous le règne de Charlemagne,

aux fameuses assemblées du champ de mai ; mais quelles que fussent ces convocations nouvelles, le gouvernement féodal les fit bientôt oublier. Cinq siècles après ce règne, l'aurore de la civilisation reparut en Europe ; et à cette époque, des causes semblables ayant eu partout les mêmes influences, on vit dans l'intervalle de quelques années, l'usage des représentans s'établir successivement dans presque tous les pays ; chez les Anglais, en 1265 ; en Allemagne, vingt-sept ans plus tard ; chez les Français, en 1303 ; en Écosse, dans l'année 1306 ; en Espagne, vers 1350. Les Polonais l'adoptèrent dans cette année 1467 ; quoique seuls de ces nations ils n'eussent jamais perdu, et n'aient point abandonné dans la suite ni le droit, ni la coutume de convoquer dans les occasions importantes le corps entier de la noblesse, et avec cette autre différence que l'affranchissement du peuple n'ayant point eu lieu parmi eux, il n'eut dans ces assemblées aucune voix, aucun représentant.

Depuis cette première convocation, la république se trouva constamment engagée dans une suite d'affaires, qui, se succédant sans intervalles, rendirent in-

dispensable le renouvellement des subsides. De-là ces convocations s'établirent à des retours réglés et périodiques; et bientôt les députés, chargés des pleins pouvoirs de la noblesse, reçurent d'elle le droit de la représenter dans toutes les opérations de la puissance législative. La nécessité du consentement unanime, regardée comme la loi fondamentale de l'état, fut maintenue dans ces assemblées nouvelles, par un respect déplacé et mal entendu pour cette loi, et contre le vœu des hommes les plus sages, malgré leurs remontrances, malgré leurs perpétuelles réclamations. Vainement ils en annoncèrent les funestes conséquences : l'esprit général l'emporta sur toutes leurs craintes ; et l'unanimité fut jugée nécessaire dans une république où la liberté, assise aux pieds du trône, a toujours à se prémunir contre l'autorité, contre l'intrigue, contre l'espoir du crédit et de la faveur; où le roi, maître absolu de toutes les grâces, aurait pu trop facilement procurer à ses opinions personnelles la pluralité des voix. Mais ce droit de s'opposer seul aux résolutions publiques, plus retenu, plus timide quand chacun n'était chargé que de son

propre suffrage, acquit nécessairement une force plus grande, et s'exerça avec plus d'audace, quand il fut confié à quatre cents députés chargés des pleins pouvoirs de leurs provinces. Chacun d'eux se crut en droit de confondre les prérogatives de sa naissance avec l'autorité de sa mission, et de s'arroger personnellement à ce double titre tout le pouvoir que le peuple romain avait donné au petit nombre de ses tribuns, de s'opposer à toute loi nouvelle par le seul mot *veto*. Ces députés, à qui leur mission même donnait un caractère inviolable, ne se permirent jamais, il est vrai, dans leurs délibérations les plus tumultueuses, de rétablir entre eux l'unanimité par le massacre des opposans. Ils ne se livrèrent point dans la fureur de leurs querelles à ces violences, qui ensanglantent souvent les *diétines*, où toute la noblesse d'une province se rassemble confusément et sans choix, et les diètes générales, où toute la noblesse du royaume se rend à cheval et en armes. Mais nous oserons le dire, cette crainte d'être massacré, ces sabres toujours prêts à frapper l'imprudent ou l'audacieux qui eût refusé obstinément son suffrage, im-

posaient une retenue nécessaire à ce droit dangereux. Conserver cette loi du consentement unanime, née dans la férocité des premiers âges, et adoucir cette férocité, n'était-ce pas ôter à l'hydre de l'anarchie le seul frein qui l'avait rendue soumise et docile ? Ajoutons encore que ces mêmes députés, revenus dans leurs provinces, étaient obligés de rendre, chacun dans son district, un compte exact et scrupuleux de leur mission; car cette grande question, toujours indécise et souvent agitée avec tant de violence dans la plupart des républiques modernes, de savoir si les représentans reçoivent un pouvoir souverain, ou s'ils doivent être subordonnés aux instructions qu'ils reçoivent, ne fut jamais une question parmi les Polonais. Chacun de leurs représentans fut toujours astreint à rendre dans l'assemblée de sa province, le compte le plus rigoureux; et alors ils se trouvaient exposés au péril d'être massacrés, s'ils n'avaient pas obéi littéralement aux ordres qu'ils avaient reçus. Il fallait donc, par cette crainte même, porter toujours à la diète générale une opiniâtreté inflexible sur tous les points dont ils étaient chargés; et tandis que

partout ailleurs dans la république, on eût risqué sa vie en refusant de joindre son suffrage à celui du plus grand nombre, c'était au contraire en se désistant de son opposition dans ces assemblées nouvelles, qu'on se fût exposé au péril d'être massacré à son retour. Ainsi l'unanimité, toujours nécessaire dans ces diètes nouvelles, y devenait presque toujours impossible à obtenir.

C'est en effet par ce droit d'opposition que ces députés, sans jamais faire aucune entreprise pour s'emparer seuls de la puissance législative, sans jamais essayer d'enlever ni au roi, ni au sénat le droit qui leur fut accordé à l'un et à l'autre dans la législation, sont parvenus, dans l'espace de deux siècles, à suspendre en Pologne tout exercice du pouvoir souverain. Mais plusieurs causes ont accéléré ou retardé les progrès d'une si étrange anarchie.

Parmi un corps si nombreux de noblesse, qui avait pour principe l'égalité absolue, il se formait cependant, par un effet inévitable de la durée des sociétés, une inégalité réelle de fortune, de considération et de puissance. D'abord l'admission des anciennes maisons

russes (autrefois souveraines, et la plupart encore maîtresses de leurs principautés) au rang de simples citoyens, porta la première atteinte à cette antique égalité. Ensuite parmi les familles polonaises, le plus ou le moins de bonheur et d'économie, la faveur ou la disgrâce de la cour, perpétuée plus ou moins long-temps dans les mêmes familles, la réunion ou le partage des biens par les successions ou les mariages, établirent enfin une énorme disproportion dans les fortunes. Quelques maisons accumulèrent d'immenses richesses, entretinrent plusieurs milliers de soldats, et ajoutèrent à la considération dont elles jouissaient, la pompe d'un nombreux cortège domestique et militaire. D'autres maisons moins heureuses, et quelques-unes par la seule vertu de leurs ancêtres, restèrent dans une médiocrité qui perdait chaque jour de son prix. Il y eut dès-lors en Pologne, contre l'esprit même de ce gouvernement, une grande et une petite noblesse, si on peut se servir de cette expression en parlant d'un pays où elle serait encore désavouée. Les grands ne furent plus, comme autrefois, ceux qui, à force de services ou par la

faveur du roi, étaient parvenus aux premières dignités, mais ceux qui possédaient d'immenses propriétés héréditaires ; en même temps que leur puissance les rendait fiers et indépendans, leur luxe les rendait insatiables de nouvelles grâces. Plus assidus, plus accueillis à la cour, ils devinrent suspects à la multitude. On craignit qu'ils ne favorisassent l'autorité royale et les projets contre la liberté. Il se forma, il est vrai, dans les mœurs polonaises, par une suite nécessaire des droits et des besoins mutuels, un genre de politesse qui leur est particulière, humble, mais affectueuse dans les petits ; grave, mais caressante dans les grands. Leur égalité, comme citoyens, se laisse encore entrevoir jusque dans les prosternations asiatiques où ceux-là semblent toujours près de s'abaisser, et surtout dans l'affabilité que ceux-ci conservent au milieu du faste qui les environne. Mais il se forma en même temps une dissension sourde, une jalousie intestine. D'un côté, le sénat composé le plus souvent de toutes les grandes maisons, et de l'autre côté l'ordre de la noblesse furent divisés entre eux par de perpétuelles défiances. Le

veto, ce droit indéfini de s'opposer seul aux délibérations publiques, devint d'autant plus cher à la multitude, qu'il rétablissait véritablement tous les citoyens dans une parfaite égalité, et qu'il suffit en plus d'une occasion pour déconcerter les menées les plus artificieuses et les factions les plus puissantes.

Toutefois dans le premier siècle où ces diètes nouvelles s'établirent, les Jagellons, rois de Pologne et grands-ducs de Lithuanie, régnaient encore sur ces deux états avec un pouvoir que leur nom, leurs grandes actions, leur mérite personnel, le mérite même d'avoir ajouté à la Pologne une si belle province, rendaient de jour en jour plus étendu. La grande considération, ou plutôt l'autorité réelle dont ils jouissaient, suspendit pendant plus d'un siècle les funestes effets du privilége nouveau que la noblesse venait de s'arroger, sous le prétexte apparent de conserver ses anciennes prérogatives. Si cette maison, toujours plus respectée, ne fût pas venue à s'éteindre, il est vraisemblable que les Polonais eussent perdu peu à peu, comme tous les autres peuples de l'Europe, le droit d'élire leurs souverains, ou du moins que

les cérémonies de cette élection fussent seulement demeurées comme de vaines et antiques formalités. Mais enfin le dernier des Jagellons mourut, et la conjoncture où le trône devint vacant, rendit cet événement plus important encore.

Dans tous les autres états de l'Europe, le pouvoir des souverains n'avait cessé de s'accroître. Les nations européennes, à peine délivrées de la tyrannie féodale, commençaient partout à craindre d'être tombées sous le joug d'un seul maître. Presque partout on cherchait, les armes à la main, à se former enfin des gouvernemens réglés. Ces querelles terribles avaient été suscitées par les querelles de religion, et remplissaient l'Europe de guerres civiles, de séditions et de massacres. A cette époque, dans l'année 1573, les seuls Polonais, par la mort de leur roi et la vacance du trône, rentrèrent paisiblement dans tous leurs droits. Eux seuls, dans l'Europe entière, sans troubles, sans effusion de sang, et par de tranquilles délibérations, réformèrent à leur gré le gouvernement. L'autorité royale reçut parmi eux des bornes d'autant plus étroites, que partout ailleurs elle les avait fran-

chies. A cette même époque, la Hongrie et la Bohême s'étaient laissé ravir le droit d'élire leurs souverains ; et les Suédois, délivrés d'une oppression étrangère, venaient d'assurer à la maison de leur libérateur une couronne jusque-là élective. Ainsi les Polonais furent désormais les seuls dans l'univers chez qui tout simple citoyen pût encore espérer de devenir roi. Ils attribuèrent à la sagesse de leur gouvernement ce qu'ils devaient en partie à cette faveur du sort. Il se forma parmi eux un nouveau sentiment d'orgueil, un nouvel esprit de défiance contre l'ambition de leur souverain. La nation, instruite par l'exemple de ses voisins, se trouva plus disposée à empiéter sur l'autorité de ses rois, qu'à laisser perdre la moindre de ses prérogatives. Bientôt en effet la disposition des armées et l'administration de la justice furent soustraites des prérogatives royales. Ce fut sous le règne d'Etienne Bathori, qu'une longue guerre empêchant ce prince de parcourir le royaume, la noblesse lassée d'attendre inutilement dans les provinces, qu'il vînt y présider à ses séances, se nomma elle-même des arbitres ; et de là ont pris

naissance ces grands tribunaux souverains, qui changent tous les quinze mois par de nouvelles élections. Ce droit d'administrer la justice, que les possesseurs des grands fiefs avaient usurpé sur les prérogatives royales dans presque tout le reste de l'Europe, et que les rois, au temps dont nous parlons, commençaient partout à leur disputer et à leur ravir, le corps entier de la noblesse polonaise parvint alors à se l'arroger. Le gentilhomme pauvre et inconnu, nommé député à ces tribunaux, redevient, pour un temps, l'égal et même le supérieur des plus grands de l'état. Ce fut encore sous ce règne que les armées perpétuelles établies dans les autres pays, obligèrent cette république à ne plus se fier pour sa défense ni aux seules convocations de la noblesse toujours lente à se rassembler, ni à des levées faites dans les besoins pressans. On créa donc des armées perpétuelles, l'une pour la Pologne et l'autre pour la Lithuanie. Mais elles furent mises sous le commandement de deux généraux, que le roi, après les avoir choisis, ne pouvait destituer. On se garda bien d'assurer des fonds suffisans pour la solde de ces armées, et la noblesse se réserva le droit

d'en assurer de nouveaux à chaque diète. Enfin les querelles de religion excitèrent dans l'état une suite de mouvemens dont il est nécessaire de donner ici quelque idée.

Les Polonais avaient d'abord adopté toutes ces lois d'infamie, d'exil, de peine de mort, par lesquelles l'église romaine prévient ou proscrit toute opinion nouvelle. Mais ni la sévérité de ces lois, ni le crédit des évêques, premiers sénateurs du royaume, n'avaient pu l'emporter sur la liberté naturelle ; et ce pays que nous avons vu dévaster de nos jours, sous le prétexte de la religion, est le premier état en Europe qui ait donné l'exemple de la tolérance. Les mosquées s'y élevèrent entre les églises et les synagogues. La république n'eut point de sujets plus fidèles que les Tartares mahométans établis sous sa protection ; et des juifs firent valoir toutes les terres de cette noblesse plus adonnée aux factions qu'à l'économie. La Pologne, à qui sa constitution ne permit jamais d'être conquérante, ne dut même qu'à cette tolérance son agrandissement et l'adjonction de tous les pays voisins. La Russie-Rouge n'en devint

une province, que sous la condition expresse de conserver le christianisme qu'elle avait reçu de Constantinople. Léopol, capitale de cette province, a toujours été le siége de trois évêques, un Grec, un Arménien et un Latin ; et on ne s'informait jamais dans laquelle des trois cathédrales, tout homme qui consentait à vivre sujet et sans entrer en partage des fonctions de la souveraineté, allait recevoir la communion. La Lithuanie encore payenne quand elle reçut librement la civilisation et les lois des Polonais, ne tarda pas à se convertir au christianisme ; mais elle conserva long-temps une partie de ses anciennes superstitions, et on continua dans chaque maison d'y nourrir un serpent comme un génie tutélaire. Enfin quand la réforme déchira tant d'états, la Pologne, sans proscrire l'ancienne religion, reçut dans son sein les deux sectes nouvelles, et par-là elle parvint à détruire deux ordres de chevalerie qui entretenaient jusque dans ses provinces une milice étrangère et souveraine. Les grands-maîtres de ces deux ordres, après avoir embrassé la religion réformée, se dépouillèrent de leurs croix et des bulles

du pape, entre les mains d'un sénateur polonais.

Cependant, la tolérance ne consistait encore que dans les priviléges particuliers, qui, en dérogeant aux anciennes lois, conservaient à chaque province sa propre religion. Mais en 1573, quand la Pologne donna une nouvelle sanction à son gouvernement, la tolérance fut érigée en loi générale et positive. Tous les gentilshommes s'avouant entre eux qu'ils pensaient différemment au sujet de la religion, se comprenant tous, et même les catholiques, sous le nom commun de dissidens, *inter nos dissidentes de religione*, se promirent mutuellement, tant pour eux que pour leurs successeurs à perpétuité, de ne jamais faire la guerre pour la diversité de religion, et se jurèrent que la croyance ne mettrait jamais aucune distinction entre les droits de citoyens. Henri de Valois, célèbre par ses victoires sur les calvinistes de France, fut pourtant élu roi par cette même diète; mais les ambassadeurs qui vinrent lui présenter cette couronne, apportèrent en France la tolérance et la paix; et ce prince, teint du sang de ses concitoyens, vint jurer en Pologne, sur

les autels de l'église romaine, de n'être plus persécuteur. Sous le règne suivant, un nouvel avantage fut dû à la même politique. Les Cosaques de l'Ukraine, noms qui signifient les pirates de la frontière, paysans échappés à l'esclavage des pays voisins, et d'abord réfugiés dans les rochers, au milieu des cataractes du Boristhène, avaient ensuite formé sur les deux rives de ce fleuve une nation nouvelle. Ils s'étaient enhardis à courir la mer Noire dans des troncs d'arbres creusés. Ils s'étaient enrichis par le pillage des côtes de l'Asie ; et s'accroissant toujours en nombre, ils avaient trouvé quelque protection en Pologne, où d'abord on se servit d'eux pour réprimer les incursions des Tartares. Ils ne tardèrent pas à mériter par leur courage d'être formés en milice réglée ; et on laissa ces pirates se croire de la religion grecque. Ces nouveaux sujets joignirent à l'excellente cavalerie composée de la noblesse polonaise, une infanterie non moins courageuse ; réunion qui n'existait alors chez aucune autre nation de l'Europe.

Aussi, dans l'ancienne histoire de la république, ce temps est-il son plus bel

âge. La liberté parvenue à son plus haut période, si on peut parler ainsi d'une liberté qui n'est pas fondée sur de sages lois, allait décliner rapidement vers l'anarchie ; mais les abus naissans n'avaient encore donné aux ames que plus d'élévation et de force. Au milieu de l'Europe agitée, la république était florissante et tranquille, pleine de grands hommes d'état et de grands courages, pacifique à la fois et guerrière. Elle opposa une barrière insurmontable aux premières incursions des Moscovites, dont les armées, dès ce temps-là, avaient effrayé l'Europe.

Ce ne sont point les lois qui gouvernent les hommes : c'est l'esprit public, et, dans l'espace de peu d'années, il changea entièrement parmi les Polonais. Les tentatives réitérées des papes pour réunir les chrétiens du monde entier sous leur domination, ces projets d'accord entre toutes les sectes, travail de plusieurs siècles, et tenté dans tous les pays, eurent enfin quelques succès en Pologne. Six évêques de la religion grecque crurent qu'ils pouvaient, en conservant les anciennes cérémonies de leur église, rendre obéissance au pape. Un

petit nombre de gentilshommes qui suivaient encore le même rit, saisirent avec joie, pour se réunir à leurs concitoyens, un moyen que l'exemple de leurs évêques avait rendu légitime ; mais les curés, à qui cette religion ordonne d'unir le mariage au sacerdoce, ne voulurent point renoncer au plus doux des sacremens. Ils ne cédèrent point à l'exemple de leurs évêques, qui, toujours choisis dans le cloître, n'avaient point à faire un si grand sacrifice. Les paysans d'une grande partie de la Lithuanie et des anciennes provinces russes, suivirent obstinément la doctrine de leurs pasteurs. Rome céda, il est vrai, sur ce point, et permit aux prêtres grecs le mariage ordonné par leur église. Mais les peuples belliqueux de l'Ukraine étaient déjà prêts à se soulever. On avait voulu que ces pirates reconnussent la puissance du pape ; et quand on leur eut apporté le calendrier Grégorien, voyant compter les jours d'une manière nouvelle, ils crurent leur religion entièrement détruite. Des mécontentemens politiques se joignaient à ce fanatisme. On cherchait vainement une forme de gouvernement qui pût maintenir une juste alliance entre une

noblesse souveraine et des paysans libres. Les Cosaques, vaincus après le plus terrible soulèvement, se donnèrent aux Moscovites, croyant trouver plus de sûreté chez une nation qui professait la même religion qu'eux : et, ce qui devint non moins funeste, les autres paysans des provinces limitrophes, également attachés à la religion grecque, s'enhardirent par l'exemple des Cosaques, par leurs exhortations, par les insinuations des Moscovites, à persévérer dans leur ancienne croyance, ouvertement protégée par une puissance voisine. Aujourd'hui encore ils y demeurent fidèles, et semblent toujours épier les occasions de se donner à cette puissance, ou du moins de prendre les armes en sa faveur.

Dans le même temps les sectes luthériennes et calvinistes étaient devenues non moins odieuses ; et si nous examinons comment cette loi de la tolérance, récemment établie par la nation elle-même, se trouvait en si peu d'années totalement contraire à l'esprit général, nous avouerons que cette fatalité qui entre dans tous les événemens humains, n'a peut-être jamais mieux fait sentir son influence. Un si grand changement

prit son origine dans un fait étranger à la religion.

Pendant les premières incursions des Moscovites, la province de Livonie, abandonnée par les chevaliers Livoniens, qui désespérèrent de la défendre, s'était divisée pour le choix de ses nouveaux maîtres. Les chevaliers, s'attachant dans leur malheur à un gouvernement conforme à leurs principes, avaient demandé la protection de la noblesse polonaise, et cédé à la république tous leurs droits de souveraineté. Les villes avaient préféré la domination suédoise, qui favorisait également tous les ordres des citoyens; et cette province, après la retraite des Moscovites, demeurait ainsi partagée. La Pologne, toujours pacifique, crut prévenir la nécessité d'entreprendre une conquête, en choisissant pour roi un jeune prince suédois déjà destiné au trône de Suède, et qui promit, en faveur de son élection, de restituer à la république toutes les villes de Livonie. Une conduite si modérée devint la source des plus grands malheurs. Ce prince, attaché à la religion romaine, que les Suédois avaient proscrite, fut chassé de sa patrie. La gloire

d'obtenir une couronne élective lui fit perdre une couronne héréditaire. Cet événement suscita de longues guerres entre les deux nations. Ainsi cette république, qui ne se permet aucune ambition, et qui avait établi la tolérance comme une loi fondamentale, était forcée par la fortune de manquer à l'esprit de sa constitution, d'entreprendre une conquête, et de soutenir à la fois sur toutes ses frontières des guerres opiniâtres dont la religion était le principe. Elles durèrent pendant trois règnes, le trône étant successivement occupé par les descendans de ce même prince. Les calamités qui en furent les suites, firent regarder avec moins de faveur les opinions religieuses, qu'on accusait de les avoir suscitées. Les rois, maîtres de toutes les grâces, et dont aucune convention ne gênait le choix, les accordaient difficilement à des sectes qui leur étaient personnellement odieuses. D'ailleurs en établissant, dans l'année 1573, la loi de la tolérance, on avait laissé subsister tous les anciens établissemens qui dérogeaient nécessairement à cette loi. Richesses, jurisdictions, dignités, les prêtres catholiques avaient tout conservé.

Les réformés, au contraire, n'avaient rien stipulé en faveur de leur clergé ; ils n'avaient placé dans le sénat aucun évêque luthérien; ainsi cette foule de jeunes gens que l'ambition ou l'avarice destine au sacerdoce, n'avait de vocation que pour le clergé romain. Dans le même temps un ordre de religieux, voué par son institution aux seuls intérêts de l'église romaine, les Jésuites s'étaient emparés par la faveur des grands de toute l'éducation de la jeune noblesse.

L'instruction se joignait donc à la cupidité, et de toutes parts on abandonnait sans scrupule des sectes en disgrace à la cour, et qui ne promettaient à leurs partisans les plus zélés, ni rangs, ni honneurs, ni crédit. Elles ne se conservaient que parmi la bourgeoisie des grandes villes de Prusse, et parmi quelques nobles plus attachés à leurs opinions qu'à leur fortune. La loi de la tolérance, toujours inscrite dans les conditions imposées au roi, était renouvelée à chaque règne; mais avec un tel changement dans l'opinion publique, que le nom de *Dissidens* n'exprimait plus, comme autrefois, tous les ordres de l'état, pensant entre eux différemment sur la religion; mais

seulement ceux qui s'étaient séparés de l'église Romaine. Le serment du roi, conçu dans les mêmes termes, n'avait plus le même sens; de conserver la paix *entre* les dissidens, mais *avec* les dissidens. Ce n'était plus qu'un nom de sectes tolérées; et l'esprit général de la nation dans toutes les provinces, tendait perpétuellement à destituer les réformés de toutes les fonctions souveraines.

Une pareille dissension, dans une république si incapable de gouverner les citoyens, devait être le germe des plus cruelles calamités; et dès les premiers temps où ce levain de la superstition et du fanatisme commença de fermenter et de se mêler à tous les autres vices déjà introduits dans cette constitution, ils se compliquèrent les uns par les autres, et se rendirent mutuellement irremédiables. Ce fut donc alors que du sein de ces assemblées nouvelles, composées de députés de toutes les provinces, sortit enfin cette anarchie singulière qui, sous le prétexte de rendre la constitution inébranlable, a détruit en Pologne tout le pouvoir souverain, sans laisser ni à aucun corps, ni à aucun citoyen l'espérance de parvenir un jour à l'usur-

per. Le droit de s'opposer seul aux résolutions générales, toujours avoué, toujours reconnu, y fut long-temps sans exemple, et quelque temps encore sans abus. Les mœurs antiques servaient de contrepoids à cette dangereuse loi de l'unanimité. Mais aussitôt que les mœurs se perdent et que la vertu dégénère, tous les défauts d'un gouvernement paraissent au grand jour, parce que la corruption et l'intrigue savent bientôt les employer comme des moyens. Quand l'extinction de la maison régnante eut laissé monter sur le trône des rois moins considérés ; quand la simple noblesse devenue plus entreprenante se fut rendue maîtresse des tribunaux, eut perdu toute considération pour l'autorité du sénat, eut conçu de perpétuelles défiances contre l'ambition des grands, et se fut livrée à toute l'animosité des sectes de religion ; quand les progrès de la mollesse et du luxe, dans l'Europe entière, eurent banni la simplicité des mœurs, et que l'avidité qui suit toujours le luxe eut introduit dans les diètes la vénalité des suffrages; enfin lorsque la correspondance des différens états de l'Europe, plus étendue de jour en jour, eut donné

entrée aux factions étrangères et forcé les Polonais d'admettre dans leur capitale des intrigans autorisés, alors le désordre de leurs diètes n'eut plus aucun frein. Ce droit de contradiction, que la noblesse n'aurait dû employer que pour la défense de ses priviléges, fut exercé sur les affaires publiques, suivant l'intérêt personnel, la défiance ombrageuse, le caprice ou la trahison.

L'histoire aurait peine à suivre le progrès de ces désordres. Il fut d'autant plus rapide que jamais on n'avait pu faire admettre dans ces diètes une méthode constante pour délibérer et conclure. La violence des brigues renversa toute méthode qu'on essaya d'y établir. L'ancienne coutume de ne traiter les affaires des particuliers qu'un jour marqué de chaque semaine, ne résista pas longtemps à l'impatience de tous les intérêts personnels ; et ils se trouvèrent perpétuellement mêlés et confondus avec les véritables sujets des délibérations publiques. Des provinces entières eurent l'imprudence de sacrifier ainsi tout l'état à leurs intérêts privés ; et quelques diétines ordonnèrent à leurs députés de ne laisser proposer dans la diète générale

aucune affaire, avant que les leurs ne fussent terminées. Plusieurs députés apportant de leurs différens palatinats une pareille instruction, le cours des affaires se trouva suspendu, et quelques diètes finirent avant d'avoir pu commencer.

Bientôt il devint facile à quiconque voulut s'opposer à des résolutions qu'il craignait, sans avoir ni le front, ni l'audace de s'exposer aux reproches, ou peut-être à la vengeance publique, d'employer de perfides manœuvres pour rendre les diètes inutiles. On se fit un art d'y exciter de vains tumultes, d'y proposer à dessein de fausses matières de délibérations capables de soulever tous les esprits, ce qui s'appelait, suivant une expression proverbiale, *souffler dans la ruche pour mettre les mouches en furie.* Cet art malheureux de se jouer du zèle de ses concitoyens, de faire perdre en folles clameurs le temps fixé pour la durée de leurs assemblées, de faire en sorte que l'époque marquée pour leur séparation arrivât avant qu'il eût été possible de rien conclure, s'appelait *traîner les diètes.* A ces pernicieuses manœuvres, on opposait toutes les ressources de la persuasion, de l'industrie,

de l'opiniâtreté et du courage. La cour forcée de conduire les affaires indépendamment des suffrages de la noblesse, proposait aux états des résolutions prises d'avance dans le conseil particulier du roi ; et pour amener les délibérations publiques aux mêmes résolutions, on ne séparait point la session que les veilles, la faim, l'épuisement des forces n'eussent réduit tous les suffrages à l'unanimité. Sous le règne de Ladislas IV, le dernier jour de la diète s'étant passé, avant qu'on eût rien conclu, le roi ne voulut pas séparer l'assemblée. Et cependant une ancienne loi, qui a pour objet de prévenir la trop longue durée de chaque séance, et de la proportionner à cette durée d'attention que peuvent soutenir les esprits d'une trempe commune, défendait de rien traiter aux lumières. On resta dans les ténèbres, chacun prenant son repos assis à son rang, et il arriva ce que les romans les plus fabuleux n'oseraient imaginer ; un sénat et une diète restèrent assemblés, chacun endormi à sa place, présidé par un roi endormi sur son trône.

Les armées n'avaient point de solde assurée : chaque diète devait leur assigner

de nouveaux fonds ; et souvent elles furent réduites à se confédérer pour obtenir par la force ce qui leur était dû ; elles vinrent plus d'une fois camper sous les murs de la ville où les états venaient de s'ouvrir, afin d'en imposer par leur présence à quiconque voudrait y exciter des troubles. D'autrefois, la noblesse en corps, n'osant plus se fier à ses députés, vint camper près de la ville où ils tenaient leurs séances ; ce qui s'appelait *tenir la diète sous le bouclier*. On crut remédier suffisamment aux désordres, et ramener le calme dans ces assemblées orageuses, en établissant que les cinq premières semaines de chaque diète seraient employées à délibérer, et la dernière semaine réservée à toutes les conclusions. Mais la source du mal étant toujours la même, il se manifesta bientôt par des symptômes encore plus mortels. Quelques députés eurent l'audace de refuser leur consentement à tout ce qui avait été décidé, si la diète ne consentait pas à ce qu'ils proposaient eux-mêmes ; et l'opposition sur une seule affaire, entraîna l'impossibilité de prendre aucune conclusion ; il ne restait plus qu'un pas à faire pour tout perdre, et il fut fait

en 1652, sous le règne de Jean Casimir. Un noble Polonais, nommé Sizinski, nom que ses contemporains ont maudit et dévoué d'âge en âge à la malédiction de la postérité, s'étant évadé de la diète à l'époque marquée pour les conclusions, et par son absence volontaire, ne laissant plus aucune espérance de voir l'unanimité rétablie, la diète jugea qu'elle avait perdu son activité par cette désertion d'un seul député. Elle se crut forcée de se dissoudre; et la république, en conservant l'apparence de son ancienne constitution, ne sentit point que ce nouveau malheur la plongeait dans une anarchie irremédiable, et que par un exemple si facile à imiter, le pouvoir souverain allait être véritablement détruit.

Telle est l'origine et la première époque de ces ruptures de diète, regardées, chaque fois qu'elles ont eu lieu, comme une calamité publique; funeste usage que des écrivains modernes ont pris pour l'exercice d'un droit incontestable, mais en effet le plus grand des abus où devait enfin parvenir cette dangereuse loi de l'unanimité. D'après ce premier exemple, la plus grande partie de la nation fit consister le plus beau droit de la li-

berté polonaise dans cette facilité de rompre la diète, soit par une subite évasion, soit par le seul mot : *Nie pozwalam, je ne consens pas.* Ceux qui exercent cette fatale prérogative, ont coutume de se dérober par la fuite, et pour échapper aux ressentimens de leurs concitoyens, ils demeurent cachés des années entières. Leurs noms ne se prononcent plus qu'avec horreur ; la mémoire de leur action devient une flétrissure dans leur famille. D'autres plus courageux s'exposent avec intrépidité aux premiers mouvemens d'une nation courroucée ; et quelquefois elle a respecté en eux un abus qu'elle blâme, et dont pourtant elle s'enorgueillit.

En vain, plusieurs provinces, sans jamais contester le droit, réclamèrent contre ses abus. En vain, les évêques menacèrent d'excommunier ceux qui en feraient usage. En vain, on représenta en pleine diète que c'était perdre la république, lui ôter le moyen de se gouverner et de pourvoir à sa défense ; plusieurs députés répondirent, « qu'ils aimaient mieux exposer l'état aux invasions étrangères ; que de souffrir la moindre atteinte à leur liberté. »

Le *liberum veto*, malgré toutes les réclamations, s'est donc maintenu dans toute sa puissance, toujours maudit et toujours respecté. Depuis ce temps, en effet, la constitution dans sa ruine même, paraissait devenue inébranlable, mais la république presque toujours destituée d'une autorité législative et souveraine, se trouva dans une impuissance absolue de suivre les progrès que l'administration commençait à faire dans la plupart des autres pays. Tout ce qui exigeait des dépenses continues devint impraticable. Les armées presque toujours sans paye, demeurèrent sans discipline et sans recrues. Il fallut renoncer aux tentatives qu'on avait faites pour créer une marine. Les châteaux et les villes, autrefois fortifiés avant l'invention de l'artillerie, n'eurent point d'autres remparts que leurs antiques murailles dégradées par le temps. Les arsenaux demeurèrent vides. Les grands établissemens qui annoncent la perfection des arts, et les soins toujours actifs du gouvernement, ne purent seulement pas être proposés ; et si dans les siècles précédens la Pologne avait marché d'un pas égal avec tous les autres états, elle s'arrêta désormais au point

où elle était parvenue, ou plutôt elle rétrograda de plusieurs siècles. Elle n'eut plus d'autre force, d'autre défense que ses confédérations, qui jusqu'à ces derniers temps et à l'aide de circonstances étrangères, ont toujours sauvé la république, au milieu du sang et du carnage. Les hommes que la loi ne réunit plus, attendent qu'un sentiment commun les réunisse; mais comme les moyens de nouer ces confédérations sont toujours embarrassés et périlleux, comme ils craignent eux-mêmes ces cruelles extrémités, avant d'y avoir recours ils diffèrent, ils souffrent long-temps. On ne conçoit pas comment une patience presque servile peut se trouver jointe avec un amour si effréné de la liberté; de trop grands intérêts s'opposent toujours à la formation de ces redoutables lignes. Les rois alarmés de voir naître une autorité au-dessus de la leur, les traversent de toute leur puissance, et préfèrent de laisser l'état en péril. Si les rois entreprennent de les former, alors c'est la nation qui s'alarme. La défiance contre l'ambition du prince devient plus pressante que la crainte des armes ennemies. Les dangers augmentent, les re-

mèdes se diffèrent. Un ennemi vainqueur parcourt le royaume ; tout est dispersé ; rien n'est soumis. Il semble que ces résolutions extrêmes aient toujours besoin de l'indignation et du désespoir.

Ainsi se sont perpétués, depuis un temps immémorial jusque dans la politesse de notre âge, et chez une nation justement célèbre, la liberté, le gouvernement et les lois des barbares. Il n'est pas besoin d'ajouter que les mœurs générales de cette noblesse prévenaient seules les calamités, les désastres, que chaque moment aurait pu enfanter sous un gouvernement devenu si vicieux ; toujours amie de la paix, et toujours prête à la guerre, également formée à tous les emplois des camps, à tous ceux de la vie civile, et au séjour habituel de ses campagnes, elle honorait des plus éclatantes distinctions les vertus militaires, et pratiquait les vertus domestiques dans la douce obscurité qui leur convient. Les dames polonaises vivaient alors dans leurs châteaux, loin de la cour et de ses brigues, loin des diètes et du crédit populaire ; et il se passa encore plus d'un demi-siècle avant que leurs passions se mêlassent dans les intérêts publics.

Ce tableau, quelle que soit son étendue, serait encore incomplet, si nous passions sous silence une tentative qui fut faite pour réformer ce gouvernement. Elle acheva de rendre cette anarchie irremédiable : mais il en résulta un moyen de rétablir quelquefois, et pour quelques momens, une autorité législative dans la république.

Ces ruptures de diètes, on le conçoit aisément, avaient porté au plus haut dégré les animosités entre les grands et la simple noblesse. Tous ceux qui occupaient le ministère et les principales magistratures, étaient forcés d'en étendre arbitrairement le pouvoir ; et toutefois, d'un jour à l'autre, le caprice d'une multitude pouvait les perdre, en leur demandant compte de ce même pouvoir que la loi de la nécessité les forçait d'étendre au-delà de toutes les lois. Ils voyaient, avec effroi, leur patrie sans défense, et ils étaient indignés des droits que s'était arrogés un ordre inférieur. Ils résolurent donc, d'un commun accord, de tenter cette difficile réforme. C'était au moment où le faible Casimir, après avoir éprouvé, pendant un long règne, toutes les tempêtes de cette anar-

chie naissante, était près d'abdiquer la couronne pour chercher enfin le repos dans un cloître. Ils avaient dessein de se choisir un roi parmi les plus grands hommes qui fussent alors en Europe ; et sous son autorité, qui serait soutenue, à ce qu'ils espéraient, par sa propre gloire, par leurs propres forces réunies, par le crédit de la France et de ses alliés, ils se promettaient de réduire la multitude à recevoir de nouvelles constitutions. Mais quand le trône fut vacant, par l'abdication de Casimir, cette multitude rassemblée dans le champ électoral, au nombre de plus de cent mille gentilshommes, se joua de toutes les intrigues qu'on avait tramées pour obtenir ses suffrages ; et par des acclamations insensées, par un mouvement tumultueux et populaire, qui devint assez général, sans avoir eu d'origine certaine, elle plaça sur le trône un gentilhomme (1) obscur, inconnu, difforme, qui n'était revêtu d'aucune dignité, qui n'avait exercé aucun emploi, qui lui-même rejeta avec un saisissement d'effroi cet honneur inattendu. On se plai-

(1) Michel Visnioviski, en juin 1669.

sait à insulter à tous les projets des grands, en les forçant de fléchir devant ce ridicule roi. Ceux-ci, entraînés par ce flot populaire, y cédèrent pour un temps. Mais bientôt seize cents d'entre eux, ayant pour chefs le primat du royaume et le célèbre Sobieski, formèrent secrètement le plan d'une confédération pour détrôner le vain fantôme qu'on leur avait opposé, « et pour sous-« traire la république à cette sotte ty-« rannie d'une noblesse plébéienne ». Ce fut leur expression dans une lettre à Louis XIV (2), par laquelle ils laissaient à son choix de leur donner pour roi, ou Turenne, ou Condé, ou un prince de Conti encore enfant, dont Turenne serait le tuteur, prêts s'il le fallait, disaient-ils, à confier à l'un des deux héros français un pouvoir absolu. Mais les voisins de la Pologne, dans le dessein d'y perpétuer l'anarchie, embrassèrent aussitôt la facile politique qu'ils ont constamment suivie depuis ce temps. Ils s'offrirent à la simple noblesse comme protecteurs de ses prétendues préroga-

(2) Lettre de Sobieski à Louis XIV, du 14 juillet 1672, et suivantes, au dépôt des affaires étrangères.

tives. La maison d'Autriche, qui n'avait pas dédaigné de donner une de ses princesses pour épouse à ce roi inepte et contrefait, profita du crédit dont une jeune reine faisait jouir dans cette cour l'ambassadeur autrichien. Celui-ci anima la faction opposée aux grands. La noblesse, sous cet appui, se confédéra la première ; elle ordonna qu'on ferait le procès aux grands ; et pour en détruire plus sûrement la puissance, et s'ouvrir à elle-même plus d'accès aux dignités, elle demanda que dorénavant elles ne fussent plus données à vie, et fussent conférées de nouveau tous les ans.

Du sein de ces désordres naquit un moyen inattendu de rétablir en Pologne une autorité souveraine. La république reçut, pour ainsi dire, des seules mains de la destinée, non un remède à des maux incurables, mais un palliatif qui ferma ses plaies pour un temps, et jusqu'à d'autres périodes plus dangereux, où elle a encore employé, dans une dissolution semblable, ce même palliatif; et c'est jusqu'aujourd'hui le seul moyen dont le patriotisme et la tyrannie se soient servis tour-à-tour.

La noblesse confédérée la première,

voulut, avant de se séparer, laisser assez de force entre les mains du roi pour faire le procès aux grands, et pour les réduire, fût-ce par une guerre, à subir l'arrêt qui serait prononcé. Elle donna donc au roi le pouvoir de convoquer une diète extraordinaire ; et afin d'en prévenir la rupture, afin d'empêcher qu'un seul partisan de la faction contraire ne pût d'un seul mot renverser tous leurs projets, il fut résolu d'avance que cette diète serait composée du conseil de la confédération, c'est-à-dire que les maréchaux et conseillers déjà élus par chaque province confédérée, prendraient le titre de députés ou nonces de leurs provinces, et qu'ils s'assembleraient suivant la manière des confédérations, en présence du sénat et du roi, et non suivant la manière des diètes où les députés discutent les affaires entre eux. Il fut également décidé, par une suite de ce nouvel arrangement, que cette diète ne pouvait être rompue, que l'unanimité n'y serait point nécessaire, qu'aucune opposition, aucune protestation n'y serait admise. Ainsi pour défendre cette même prérogative que la faction des grands voulait leur enlever, ils étaient réduits à en suspendre volontai-

rement l'exercice ; tant il était évident à leurs propres yeux, qu'elle devait toujours ôter au gouvernement son activité et sa force.

Mais, dans le même temps, les armées et presque tous les sénateurs se confédérèrent pour la défense de Sobieski ; et sous ce prétexte spécieux, ils se confédérèrent en effet pour maintenir tous les avantages attachés aux grandes dignités, et pour enlever à la simple noblesse ses droits prétendus. Sobieski parvenait alors au comble de la gloire ; et pendant que le plus grand nombre de ses concitoyens, soulevés contre lui, proposaient de mettre sa tête à prix, il vengeait la Pologne des insultes qu'elle avait récemment reçues des Tartares ; il remportait sur les Turcs une victoire si décisive, que les historiens datent de cette époque la décadence de l'Empire Ottoman. Ce grand homme, après avoir repoussé loin des frontières les ennemis étrangers, revint aussitôt dans sa patrie pour en réformer le gouvernement. Il disposa ses troupes victorieuses de manière à tenir en respect les autres voisins de la Pologne, intéressés à y perpétuer l'anarchie ; et dans cette situation il attendit les réponses de

Louis XIV. Mais cette faction des grands fut alors abandonnée de la France. Elle se sentit trop faible pour se soutenir par elle-même contre ce corps nombreux de la simple noblesse qu'ils méprisaient comme milice, mais qu'ils redoutaient comme souveraine ; et ils ne tardèrent pas à prêter l'oreille aux propositions d'accommodement qu'ils reçurent de Varsovie.

Le traité de paix entre ces deux factions devint la base du gouvernement. Toutes deux, dans leurs craintes mutuelles, consentirent à tolérer les abus différens dont l'une et l'autre s'étaient plaintes. Ce traité conserva aux grands toute l'étendue de leurs dignités, tout le pouvoir que le désordre des diètes les forçait d'exercer arbitrairement ; et, de son côté, la simple noblesse parvint à autoriser les prérogatives qui lui étaient si chères, par une constitution équivoque, où les nouveaux abus furent enveloppés sous le nom général des anciennes coutumes. Je ne puis me défendre de rappeler ici qu'à peu près vers ce temps, et dans une contrée voisine, les suffrages d'une nation assemblée érigeaient le despotisme en gouvernement légitime. Ainsi

dans ce siècle célèbre où toutes les nations de l'Europe sortirent enfin de la barbarie, deux peuples également anciens, et tous deux justement illustres, établirent chez eux, avec tout l'appareil des lois les plus saintes, et en vertu même de l'autorité nationale, l'un, ce furent les Danois en 1660, la souveraineté la plus illimitée; l'autre, ce furent les Polonais en 1673, l'anarchie la plus irremédiable. Mais observons surtout la forme que prit chez les Polonais cette autorité nationale. Il fut convenu entre les commissaires des deux factions, que les articles du traité recevraient force de loi dans cette diète extraordinaire, dont tous les membres, choisis par la confédération de la simple noblesse, avaient reçu d'elle l'ordre de renoncer pour cette fois à leur droit d'opposition. En confondant l'autorité du congrès, celle de la confédération et celle de la diète, on conserva toute l'apparence des anciens usages; et on obtint par une conciliation forcée ce consentement unanime, seule puissance législative reconnue dans cette république. Ce bizarre mêlange de violence et de subtilité est presque l'unique moyen qui, jusqu'à

présent, ait pu être employé dans cette anarchie ; nous le verrons renouveler dans les crises les plus dangereuses ; et les Russes eux-mêmes ont essayé d'en faire usage pour contraindre les Polonais à recevoir unanimement le joug qu'ils voulaient leur imposer.

Aussitôt que par la fréquente rupture de ses diètes la Pologne se fut mise hors d'état de pourvoir constamment à sa défense, une si riche conquête a toujours tenté l'ambition de ses voisins. Six ans étaient à peine écoulés depuis que ce fatal abus s'était introduit, et déjà la république paraissait détruite ; son gouvernement semblait être dissous ; toutes ses provinces étaient envahies ; il ne restait plus en apparence, pour achever sa ruine et pour éteindre le nom Polonais, qu'à s'accorder sur la part que chaque puissance voisine voudrait ou céder ou conserver dans ce démembrement. Les Russes, toujours alliés des Cosaques, avaient alors suspendu leurs hostilités, par une trève qui laissait toutes leurs conquêtes entre leurs mains. Le roi de Suède, après avoir vaincu, sous les murs même de Varsovie, les armées et une grande partie de la noblesse polonaise,

dans une sanglante bataille disputée pendant trois jours, avait traversé en conquérant la Pologne entière; et, quoique ralenti dans le cours de ses prospérités, occupait encore de vastes provinces. Le duc de Prusse, plus connu sous le nom d'électeur de Brandebourg, vassal infidèle, tenait au sein de la république ses troupes tantôt auxiliaires et tantôt ennemies, et avait déjà obtenu son indépendance pour prix de ses perfides secours. Enfin les Autrichiens, effrayés des conquêtes rapides des Suédois, avaient pris les armes en faveur de la Pologne; et ces dangereux défenseurs en occupaient l'ancienne capitale comme place de sûreté. Dans ces conjonctures, un ambassadeur de Suède, le comte de Stippenbach, proposa, par de secrètes négociations, à ces trois dernières puissances, de mettre fin à leurs querelles, de se partager le pays qui en était l'occasion et le théâtre, et de former une ligue pour se maintenir mutuellement dans leurs usurpations. On ne donnait aux Russes aucune part à ce démembrement, et le roi de Suède se chargeait d'arracher seul de leurs mains les provinces qu'ils avaient conquises. Cette négociation, découverte par le mi-

nistère de France, remplit d'effroi la cour de Varsovie. Sans divulguer d'une manière positive ce fatal secret, elle se pressa d'annoncer aux Polonais que la licence de leur gouvernement les livrerait en proie à leurs voisins aussitôt que ceux-ci parviendraient à s'accorder pour le partage d'une si riche dépouille. Ce discours de Casimir, cette prétendue prophétie dont toutes les paroles ont été rappelées de nos jours avec étonnement, et comme si une inspiration divine lui eût relevé un siècle d'avance les désastres qui devaient accabler la Pologne, n'était réellement dans la bouche de ce prince, que l'expression de ses terreurs présentes.

Plusieurs causes se réunirent alors pour détourner ce funeste événement. Les confédérations polonaises développèrent dans cet extrême péril une valeur indomptable et ce désespoir généreux qui rend les vaincus si formidables aux vainqueurs. Les animosités récentes entre la Suède et l'Autriche ne permirent pas à ces deux ennemis de se concilier. La prochaine vacance du trône de Casimir, donnant à quelques-uns de ses voisins l'espérance de posséder par une élection le royaume en entier, les empêcha de s'unir pour le

partager. C'était le temps où s'établissait en Europe ce fameux système de l'équilibre, cette correspondance mutuelle des différens états, tous ambitieux, tous jaloux les uns des autres, et qui, pour leur propre sûreté, veillaient à ce qu'aucun d'eux ne s'agrandit. Cette sage politique, un sentiment d'honneur qui régnait encore dans les mœurs européennes, s'opposaient également à ces alliances, toujours infortunées, des plus puissans contre les plus faibles. Enfin la France, qui dominait en Europe, se pressa d'employer son crédit à terminer cette guerre, et la paix fut conclue par sa médiation et sous sa garantie. Mais surtout cette pacification intérieure dont nous avons parlé, ayant mis fin aux dissensions qui avaient causé tant de maux aux Polonais, leur choix unanime plaça Sobieski sur le trône; et sous sa conduite ils vinrent secourir l'Allemagne envahie par les Turcs, délivrer la ville de Vienne assiégée par une armée innombrable, et sauver une seconde fois l'Europe d'une nouvelle invasion des barbares. Cette victoire trompa l'Europe entière sur la situation de cette république. Malheureusement elle entretint l'illusion des Polonais eux-

mêmes, à qui leur gloire déguisa leur faiblesse, et persuada de plus en plus qu'ils n'avaient pas besoin d'une réforme. La république s'était ranimée par cette réconciliation entre ses citoyens. Mais bientôt les diètes furent rompues de nouveau. L'usage du *liberum veto* devint plus fréquent d'année en année. Ce seul mot la replongeait, comme par enchantement, dans un sommeil léthargique; et chaque fois qu'il était prononcé, elle retombait tout à coup, et pour un intervalle de deux années, sans mouvement et sans vie. On en vint même sous ce règne jusqu'à rompre les diètes dès leurs premières séances, et leur convocation n'était le plus souvent qu'une vaine formalité. Toutes les parties du gouvernement qui ont besoin d'une surveillance active, telles que le commandement des troupes et l'administration du trésor, confiées à des généraux et à des ministres indépendans de toute autre autorité que celle de la diète, s'exerçaient alors arbitrairement; aucune de ces magistratures ne pouvait cependant envahir une autorité souveraine. Jamais rien de semblable n'est arrivé chez aucun peuple. Le pouvoir législatif achevait de se détruire, et qui

que ce fût n'eût seulement osé essayer de l'usurper. Le pouvoir exécutif était partagé en trop de mains, et s'il eût été possible que le roi, les généraux, les ministres et ce grand nombre de magistratures eussent pu s'accorder, et former un complot contre la république, aussitôt tout se fût soulevé ; le droit qu'avait la nation de se confédérer était un frein toujours présent contre de semblables usurpations.

Cette espèce d'immobilité générale faisait dès ce temps là comparer la Pologne à un géant enchaîné. Dans une situation si étrange, cette belle victoire remportée sous les murs de Vienne, cette fameuse délivrance de l'Allemagne envahie devint une source perpétuelle de malheurs. Non-seulement elle avait donné naissance à une guerre que cette république n'était plus en état de soutenir, mais elle donna occasion à une alliance qui ne tarda pas à devenir plus funeste que la guerre même.

Pendant que la république de Pologne, malgré la gloire qu'elle venait d'acquérir, était dans une décadence si rapide, les Moscovites entièrement inconnus au reste de l'Europe, étaient

dans un progrès toujours soutenu d'agrandissement et de puissance. Sobieski, alarmé des progrès de ce peuple nouveau, avait plus d'une fois exhorté ses concitoyens à suspendre tout autre intérêt, toute autre guerre, et à tourner leurs armes contre un voisin que chaque jour rendait plus formidable ; mais il fallut au contraire, dans les périls et les embarras de cette guerre contre les Tures, s'allier avec les Moscovites contre cet ennemi commun. La trève qui suspendait les hostilités entre la Pologne et ce nouvel empire, fut alors changée en une paix perpétuelle. Le traité, signé à Moscow en 1686, céda aux Russes, à perpétuité, la plus grande partie de la province d'Ukraine, et les belles villes qu'arrose le Boristhène, dont ils s'étaient emparés pendant la rebellion des Cosaques. Les Russes, à qui on ne devait laisser aucune part dans le projet formé pour démembrer la Pologne, furent ainsi les seuls qui parvinrent à en conserver une partie. En vain la noblesse polonaise rejeta un traité si honteux, et voulut examiner cette affaire avec sévérité. La diète qui suivit ayant été rompue, une année se perdit ; et quand

l'année suivante une autre diète voulut en prendre connaissance, la mort avait enlevé les deux négociateurs aux informations qu'ils devaient subir. La république désavouant toujours ce traité, ne nomma aucun commissaire pour régler les nouvelles limites ; et jusqu'à ce dernier temps, elles étaient demeurées indécises ; éternel sujet de division entre ces deux peuples, qui a pour époque leur traité de paix perpétuelle.

Telle était la situation de la Pologne, quand Auguste II, électeur de Saxe, élu roi par une faction peu nombreuse, en fit appuyer les suffrages par une armée saxonne. Nous terminerons cette peinture générale de l'anarchie et des mœurs polonaises, par un court exposé de cette élection d'Auguste et de sa politique, qui ont donné accès aux Russes dans toutes les affaires de ce royaume. Il avait eu pour concurrent ce même prince de Conti, que la faction des grands avait autrefois demandé pour roi ; et si le primat qui présidait à l'élection, avait eu moins de respect pour les mauvaises lois de sa patrie, s'il eût consenti que plus de quatre-vingt mille gentilshommes, qui s'étaient formés en bataille dans le

champ électoral, eussent proclamé le prince français, et forcé les suffrages de quelques centaines d'opposans, Conti eût remporté le dangereux avantage d'avoir cette nation à gouverner; mais dans les temps de corruption et de vénalité, tous ceux qui ont reçu de la nature de grandes ames et un génie véritablement élevé, se trouvent trop éloignés de l'esprit publie, et il leur est impossible de bien connaître les hommes avec qui ils ont à traiter. Tel fut le primat Rad-Zie-Jofski. Il se flattait encore d'obtenir en faveur du prince français une élection unanime, et il différa au lendemain. Le parti du prince saxon s'accrut au contraire pendant la nuit par d'indignes manœuvres, et il fut assez nombreux dans la matinée suivante pour hasarder une double élection. Ce parti fut bientôt soutenu par la présence d'Auguste, par un couronnement précipité, par une armée de dix mille Saxons, et par des prodigalités sans bornes, tandis que le prince de Conti apportait dans toute sa conduite une extrême réserve, de perpétuels délais, une épargne conforme aux embarras de finance où son pays se trouvait alors, et la crainte de

s'engager trop avant et de se trouver compromis. La nation abandonnée de ce prince, céda avec quelque honneur ; et depuis cette époque, elle a toujours reçu ses rois par la force des armes étrangères.

Cependant ce pouvait être un bonheur pour cette république, que d'être enfin gouvernée par un roi, que l'ancienneté et la grandeur de sa maison, les richesses et les forces de ses états héréditaires, leur proximité, ses alliances personnelles avec un grand nombre de souverains, les alliances de sa politique avec un grand nombre d'états, auraient fait justement respecter des Polonais et craindre de leurs voisins. Mais Auguste, élevé dans les préjugés des souverains, crut qu'il lui serait facile de régner arbitrairement dans un pays en proie à tant de désordres. Il ne vit pas que dans ces désordres même s'étaient formés de grands courages, des ames hautes, qui aimaient mieux cette liberté et tous ses dangers, qu'une tranquille servitude ; que ses courtisans, pleins de souplesse et d'avidité, étaient prêts à devenir ses adversaires les plus intrépides ; qu'au milieu des bassesses de la cour, des dis-

cordes civiles, de la vénalité, ou plutôt de l'anéantissement des diètes, il y avait encore de l'audace, une sorte d'honneur soutenue par l'ostentation, et quelques grandes ames prêtes à s'enterrer sous les ruines de la république. Au lieu de sentir que la nation pouvait avoir de l'indifférence sur le choix de son roi, parce qu'elle se promettait de défendre contre lui tous ses priviléges, il conçut de cette facilité même avec laquelle il s'était acquis le royaume, l'espoir dangereux d'y rendre son autorité absolue. Il viola toutes les conditions qui lui avaient été prescrites; et pour conserver auprès de lui, sous le nom de troupes auxiliaires, l'armée saxonne, qu'il avait juré à son couronnement de renvoyer en Saxe, il chercha à engager la république dans une nouvelle guerre. Il réveilla les anciennes querelles au sujet de la Livonie-Suédoise, et s'allia avec Pierre le Grand, pour conquérir ensemble cette province.

L'empire de Russie ayant eu sur la destinée des Polonais une si fatale influence; l'histoire des czars et celle même de leur cour, étant devenue dans les derniers malheurs de cette république,

une partie inséparable de son histoire, il m'a paru important de bien connaître le génie de cette cour et les mœurs de ce peuple. Après avoir étudié l'un et l'autre dans ses deux capitales, et soigneusement comparé ce qu'il fut autrefois, et ce qu'il est aujourd'hui, l'un sur d'excellentes relations d'anciens ambassadeurs, l'autre sur mes observations personnelles, j'ai trouvé tout ce qu'on dit communément à ce sujet, mêlé de beaucoup d'erreurs et de mensonges. Je vais donc maintenant exposer quel est le génie particulier qui distingue cette nation de toutes les autres, et quelles sont les véritables causes de son agrandissement.

LIVRE II.

SOMMAIRE.

Esclavage des Russes. Leur première civilisation à Kiovie. Origine de la multitude des princes russes. Royaume d'Halicz. Mœurs des Moscovites, et d'abord leur haine contre les étrangers; leur conformité avec les Juifs. Le despote regardé comme une divinité. Autres détails sur leurs mœurs. Causes de leur agrandissement. Premiers arts qu'ils apprennent, et leur génie. Leur ambition toujours semblable. Alarmes en Europe. Ligue des villes commerçantes pour empêcher les arts militaires de pénétrer en Moscovie. Les étrangers appelés à Moscow. Les Russes repoussés et leur caractère dans l'adversité. Un patriarche en Russie. On prévoit que les Russes deviendront les protecteurs de la religion grecque. Le despotisme conservé sous une nouvelle maison souveraine. Agrandissement de leur empire et quelques changemens dans leurs mœurs. Règne de

Pierre I.er Etat des Polonais pendant les guerres de Charles XII, Pierre I.er et Auguste II. Changement dans le caractère national. Nouveau projet de partager la Pologne. Elle devient le principal objet de l'ambition russe. Les Turcs en deviennent les alliés naturels. Etat de cet empire. Traité du Pruth. Les Polonais rétablissent leur gouvernement et leur liberté par leur courage, mais sous la médiation de la Russie. Les Moscovites violent le traité du Pruth. Paix en Pologne. Réglemens faits pour assurer la tranquillité de l'état. Auguste II corrompt les mœurs de la nation polonaise. Le czar retire ses troupes de Pologne.

PENDANT que la noblesse Polonaise, pour conserver toute son indépendance, ôtait au gouvernement toute son autorité, la noblesse Russe, aussi ancienne, ou pour mieux dire d'une même origine et d'une même nation, avait depuis longtems abandonné à ses souverains l'autorité la plus illimitée et la plus absolue. Non-seulement elle avait perdu sa

liberté, mais elle en avait perdu jusqu'au sentiment ; le souvenir même en est totalement effacé de sa mémoire. Il est vraisemblable que les anciens monarques Russes (c'est le nom qu'ils prirent eux-mêmes dans le dixième siècle) parvinrent à réduire en esclavage toute la noblesse de leur pays, en protégeant contre elle ses propres esclaves : et de nos jours encore, ces infortunés qui appartiennent en propriété aux possesseurs des terres, regardent leur souverain comme un divinité protectrice, devant laquelle toutes les conditions se confondent, et dont la puissance remet à son gré tous les hommes de niveau.

On ignore communément l'existence de cette ancienne monarchie ; et plus communément encore on croit que toute la nation Russe était un peuple simplement barbare. Mais pour en avoir une idée juste, arrêtons un moment nos yeux sur la ville de Kiovie, sa première capitale. Les mœurs de cette ville étaient très-dissolues. La populace grecque qui était venue fonder cette colonie, avait apporté l'extrême dépravation à laquelle tous les Grecs étaient alors parvenus, leur superstition, leur perfidie,

la vanité qu'ils avaient encore de se regarder comme la seule nation civilisée, leur vie molle et oisive que favorisa la fertilité de ces contrées, leur amour pour le luxe et pour tous les vains amusemens, leur passion pour ces bains d'étuve, qui faisaient alors les délices de Rome et de la Grèce, et qui sont dégénérés dans ces climats septentrionaux, en une mollesse barbare. Les Russes, devenus maîtres de Kiow, conçurent une telle passion pour ces bains, qu'ils asservirent des peuples vaincus à leur apporter des ramées fraîches pour le service des étuves. Quoiqu'ils eussent adopté l'usage des anciens Grecs de tenir les femmes séparées de la société, les dames Russes célèbres par leur beauté, avantage qu'elles conservent depuis tant de générations, n'étaient pas moins célèbres par la facilité de leurs mœurs. En un mot, Kiow, dans ces contrées sauvages, était habitée par une cour efféminée, par un peuple oisif; et le séjour que vint y faire une armée Polonaise, passe chez les historiens pour avoir amolli cette armée et corrompu son
1020. roi. Kiow, suivant leur expression (1),

(1) Cromer, liv. 4.

était au milieu de ces peuples barbares, ce qu'avait été la ville de Capoue dans l'ancienne Italie. Cette dissolution dans les mœurs publiques fut la première civilisation que ce peuple reçut autrefois des Grecs déjà corrompus ; et les traces n'en sont point encore effacées.

Mais enfin, cette première monarchie fut détruite. Un grand nombre de villes bâties par les Russes, dans le nord-est de l'Europe, devinrent autant de principautés séparées. C'est l'origine de cette multitude de princes qui se trouvent aujourd'hui parmi eux, et qui, depuis trois siècles, assujétis sous un nouvel empire, sont retombés à leur tour dans la servitude générale. Ces principautés conservèrent dans leur faiblesse tous les vices de la corruption joints à ceux de la barbarie. Leurs habitans continuèrent à se regarder comme la seule nation civilisée qu'il y eût au monde, et comme les possesseurs de la seule véritable religion. Un de ces petits souverains acquérait-il quelque puissance, aussi-tôt il se croyait destiné à être partout l'univers le vengeur et le protecteur de la religion grecque. Tel fut un prince d'Halicz et de Wadimir, provinces à qui on a redonné

de nos jours le titre de royaume, qu'elles avaient acquis sous le gouvernement de ce prince, nommé Romanus. Il avait amassé un trésor en dépouillant et en faisant périr presque toute la noblesse de ses états. Il se plaisait à répéter un proverbe familier aux Russes : « Qu'il « faut tuer les abeilles pour manger « tranquillement le miel. » Ce fut dans cette principauté que se réfugia, en 1204, un des empereurs qui se disputaient le trône de Constantinople, quand cette ville fut prise par les Français. Romanus, fier d'avoir obtenu de cet empereur détrôné le titre de roi, partit de ses états suivi d'un peuple esclave et superstitieux, qui ne doutait ni de la puissance de son despote, ni des miracles que Dieu allait opérer en sa faveur. Il s'avança en Pologne, pillant et massacrant les habitans de tout sexe et de tout âge, *afin de venger*, disait-il, *la religion grecque opprimée à Constantinople, et d'éteindre par-tout les sciences latines et la religion romaine.* Mais ce barbare fut tué dans un combat contre les Polonais, et son armée détruite. Bientôt son royaume, sous le nom de Russie-Rouge, et toutes les peuplades de Russes

en-deça du Boristhène, tombèrent sous la domination polonaise. Ceux qui habitaient au-delà de ce fleuve demeurèrent seuls indépendans ; et c'est d'une de ces peuplades isolées, d'une bourgade long-temps obscure et inconnue, que s'est formé depuis trois siècles ce nouvel empire qui domine aujourd'hui sur tout le nord.

Mais avant que les Moscovites se fussent élevés à ce point de gloire et de puissance, leur situation singulière au milieu des immenses forêts du Nord, avait eu sur leurs mœurs une influence, qu'il est d'autant plus important de remarquer qu'elle subsiste encore de nos jours.

Ce peuple si attaché à la religion grecque, avait pour voisin à l'occident un de ces ordres de chevalerie institués dans l'église romaine, pour en étendre la foi par la guerre, l'ordre des chevaliers Livoniens, ainsi appelés du nom de la province où ils régnaient en tyrans, après l'avoir conquise et convertie. Au-dessus d'eux, au nord, étaient de vastes contrées inconnues, habitées par des peuples payens ; et dans la première ferveur du christianisme, le nom de payen

inspirait de l'horreur, et se prononçait comme une imprécation; ce qui subsiste encore en Russie, au point que dans tous leurs murmures contre l'étrangère qui règne aujourd'hui sur eux, ils l'appellent *Paganissa*. Vers l'Orient, une de ces nuées de Tartares qui inondèrent le monde, fondit sur cette nation, la rendit tributaire; et parmi les hordes qui se fixèrent dans les pays voisins, les unes gardèrent leur ancienne religion qui est restée inconnue; les autres étant devenues mahométanes, adoptèrent le précepte de ne faire aucune paix avec ceux que les Musulmans nomment infidèles. Ainsi, dans ce point du globe se trouvèrent alors rassemblés pour se combattre, toutes ces religions qui, en différens siècles, ont agité et soumis le monde; et par un effet de cette position géographique, qui réunit autour de la Moscovie l'extrémité des plus grands états de notre continent, et qui favorise aujourd'hui la grande étendue de ses liaisons politiques, de ses entreprises militaires et de son commerce, tout ce qui existait dans ces temps-là, de superstition et de fanatisme, se trouvait réuni autour d'elle. Tous ces peuples se fai-

saient par incursions une guerre perpétuelle, enlevaient les femmes et les enfans pour en abuser, les convertir et les vendre, laissaient des déserts entre eux ; et l'horreur qu'ils avaient les uns pour les autres étant principalement fondée sur la différence de leurs religions, était érigée en précepte par les prêtres. De-là vint chez les Moscovites cette haine pour tous leurs voisins. Sortir du pays, c'eût été renoncer à Dieu ; et s'ils étaient obligés de communiquer avec les étrangers, autrement que par la guerre, c'était avec les précautions inventées pour se préserver des contagions.

Enfermés entre des déserts, sans aucune communication avec les peuples civilisés, ils se trouvèrent réduits, pour toute instruction, aux livres sacrés des Juifs, traduits en langue esclavonne, au Nouveau Testament, aux actes des Apôtres, et aux homélies de Saint-Chrisostôme, les seuls écrits dont ils eussent l'idée. Ils ne connurent d'autre code que les institutions judaïques, si favorables au despotisme par la confusion du sacerdoce et de la souveraineté, si féroces par la haine qu'elles inspirent contre tout étranger. Ce fut là, et non dans la na-

ture, qu'ils puisèrent tous leurs principes de société et de morale. Ces institutions, faites pour un peuple sans territoire, incertain de conquérir un domicile, au temps où il reçut cette législation, et uniquement destinées à conserver ce peuple, comme nous le voyons depuis tant de siècles, mêlé parmi d'autres nations sans se confondre avec elles, ne pouvaient convenir à des citoyens rassemblés dans leurs propres villes, et moins encore à une nation conquérante. Néanmoins toutes les coutumes russes se ressentent de ces institutions. Mêmes cérémonies, mêmes purifications, mêmes usages civils, même infidélité dans le commerce, même opinion d'être le peuple élu de Dieu. Les Russes se glorifiant de cette ressemblance, bâtirent leur cathédrale sur le modèle du temple de Jérusalem. Dans toutes leurs capitales, la rivière la plus voisine du palais, fut appelée le *Jourdain*, et les Juifs étonnés de cette conformité singulière de mœurs et d'usages, n'ont point douté, aussitôt qu'ils l'ont connue, que la nation Russe ne fût une de leurs tribus autrefois dispersées en Asie.

On conçoit combien chez un tel peu-

ple il fut facile à l'autorité de s'appuyer sur la superstition, surtout quand ils eurent canonisé plusieurs de leurs souverains, et ensuite lorsqu'un de leurs princes, ayant établi sa cour sur la rivière Moscova, auprès d'un tombeau miraculeux, ils le crurent en ce lieu sous une protection particulière du ciel, et que cette opinion fut confirmée par une suite de prospérités qui réunirent à cette domination toutes les petites principautés russes. Czar et Dieu ne formaient dans leurs esprits qu'une même idée. Dieu et le czar avaient la propriété de tous leurs biens. Aux questions difficiles ils répondaient : « Il n'y a que Dieu et le czar « qui le sachent ». Le czar savait ce que les amis se disaient dans leurs confidences, et ce qu'un homme pensait, étant seul. Ils croyaient tenir de sa puissance la vie et la santé, la beauté de leurs femmes, et jusqu'à la vigueur de leurs chevaux. Les respects qu'ils lui rendaient étaient un véritable culte. *Le czar sur son trône*, dit un prêtre européen (1) qui séjourna quelque temps dans cette cour, *a non-seulement la majesté d'un*

(1) Possevin.

roi, mais la majesté d'un pontife, et les hommages qu'on lui rend sont de vraies cérémonies religieuses. Qu'une seule génération soit élevée dans cette croyance, l'ouvrage est consommé. C'est ensuite à l'autorité à maintenir ce chef-d'œuvre de la superstition, à regarder comme suspect tout homme qui veut s'instruire, toute règle de morale comme un principe séditieux. La volonté du maître devient la seule règle du bien et du mal. Ces hommes n'osant ni agir ni penser d'après eux-mêmes, ne s'engageront et ne parleront jamais qu'avec des réserves perfides. Voilà ce que devinrent les Russes. La volonté du czar fut leur unique loi, et son intérêt leur unique morale.

Ce qui est très-remarquable, et entièrement contraire à l'opinion commune, c'est que les prêtres n'avaient aucun pouvoir. La noblesse n'entrait jamais dans le clergé; c'était des esclaves qui achetaient de leurs maîtres la permission d'y entrer, ou des fils de prêtres qui embrassaient la profession de leurs pères. Les moines et les évêques, toujours choisis dans le cloître, n'ayant pas le droit de confesser, le crédit dangereux que donne la confession était entre les mains des curés :

ceux-ci, toujours choisis dans la lie du peuple, ne pouvant s'élever à des emplois plus considérables, n'avaient point de motifs pour en abuser; et leur religion ne donnant aucune règle pour les mœurs, mais consistant toute en pratiques superstitieuses, offrait moins d'occasions que la nôtre à ces usurpations d'autorité. Par là, chez un peuple que la superstition avait abruti, où les prêtres étaient si respectés, qu'à leur seule rencontre on demandait à genoux leur bénédiction; où l'on croyait gagner le ciel, si en les trouvant ivres dans les rues, on les reportait dans leurs maisons, la religion avait cependant donné au souverain seul le pouvoir absolu qu'elle exerce sur les esprits.

La crainte du czar devint tellement chez les Russes une sorte de religion, qu'ils avaient transporté à son autorité ce principe du christianisme, « *que toutes nos peines sont des épreuves, et* « *que Dieu châtie ceux qu'il aime.* » Ils regardaient comme un bienfait du czar d'être battus par ses ordres, et comme une faveur signalée d'être battus de sa main, tant la superstition peut changer la nature! Cette opinion s'éta-

blit chez eux au point qu'un esclave croyait être tombé dans la disgrâce de son maître s'il était longtemps sans en être battu; et quand les étrangers furent appelés en Russie, les femmes russes qu'ils épousèrent, inquiètes de n'être point battues, les accusaient de froideur et d'indifférence.

« Nation d'esclaves, et qui ne paraît « pas seulement avoir été assujétie, mais « qui semble née pour l'esclavage! » s'écrient les plus anciens voyageurs (1) étonnés de ce que les Russes n'avaient pas même l'idée d'un autre état. Si quelqu'un en mourant affranchissait ses esclaves, le seul usage qu'ils fissent d'eux-mêmes était de s'aller vendre. Qu'auraient-ils fait de la liberté? Tous les grands étaient comme eux. Dans la langue russe le mot d'esclave, *slavec*, est synonyme de celui d'homme; et cette espèce de servitude religieuse avait si bien effacé de leurs âmes toutes les idées de la liberté naturelle, qu'on ne trouve pas dans toute l'histoire de Russie une seule révolte d'esclaves : tandis que partout ailleurs où la servitude domestique

(1) Le baron d'Herbestein.

est établie, chez les anciens comme chez les modernes, on voit souvent l'état même en péril par ces sortes de soulèvemens. Les hérétiques, car cette profonde ignorance des Russes ne les préserva pas des querelles de religion, les hérétiques, dans les plus violentes persécutions qu'ils éprouvèrent, ne se révoltèrent jamais contre l'autorité du prince. Ils fuyaient dans les déserts. Ils se brûlaient vifs, après s'être rassemblés au nombre de plusieurs milliers, pour périr ensemble et volontairement de cet affreux genre de mort. En un mot, le fanatisme persécuté n'y connut pas la rebellion.

Dans les intervalles que les rigoureux hivers de ces climats obligeaient de laisser entre les incursions, leur amusement était un reste barbare des anciens jeux grecs, une espèce de lutte grossière où la jeune noblesse se battait à coups de poings. Ce n'était pas à vaincre qu'était la gloire; c'était à recevoir avec insensibilité les coups les plus rudes. Le degré d'endurcissement et de résignation où ce peuple était parvenu est très-remarquable. D'anciens voyageurs, en comparant les différens peuples, disent : « qu'un

« Tartare renversé de cheval, désarmé, « couvert de blessures, continue de se « battre avec toutes les armes de la rage, « et se défend encore en expirant; qu'un « Turc embrasse les genoux de son vain- « queur, tâche d'émouvoir la pitié et de « sauver sa vie par l'esclavage; et que « le Russe, entre les mains de son en- « nemi, se laisse égorger avec stupi- « dité. »

Telles étaient les mœurs d'un peuple qui est parvenu à écraser presque tous ses voisins, et que l'état de ses guerres et l'étendue de ses conquêtes doivent mêler dans l'histoire de presque toute la terre, au moins pendant quelques années. Les premières causes de son agrandissement ne sont pas moins remarquables que ses mœurs.

Une ancienne ville russe demeurée indépendante au milieu des bois et des déserts, s'était formée en république; et les commerçans des villes Anséatiques tiraient de cet endroit, comme d'un entrepôt, toutes les marchandises du Nord. Deux mille cabanes réunies pour y faire des échanges, paraissaient alors dans ces contrées une superbe ville; et c'est un bruit encore répandu dans toutes ces fo-

rêts, que Novogorod la grande était aussi belle que Rome. Les Moscovites la surprirent, en massacrèrent les ha- 1477.
bitans, la réunirent à leur domination; et les villes Anséatiques continuant de commercer avec ses nouveaux maîtres, leur portèrent des armes à feu en échange des fourures et des cuirs. Ils avaient auprès d'eux le nord de l'Asie, dont une partie était sauvage et l'autre presque désarmée. Dès qu'ils s'y montrèrent avec ces armes nouvelles, tout leur fut soumis. Ils avaient sur tous ces peuples l'avantage que le canon a sur la flèche. Cet avantage, acquis par l'industrie des Européens, donnait à ceux-ci dans le même temps des possesssions lointaines, qui, peut-être, ont plus augmenté leur luxe que leur puissance. Mais par la position où se trouvaient les Moscovites, ayant auprès d'eux de grandes forêts où erraient des peuples sauvages, des plaines immenses que d'anciennes émigrations avaient laissé presque désertes, et de belles provinces occupées par des Tartares, ils les ont jointes à leur métropole. Dans toute cette partie de leur empire, on les nomme encore aujourd'hui *les enfans du feu*: et c'est ainsi que sans au-

cune gloire et toujours inconnus au reste du monde, ils se formèrent, il y a près de trois siècles, une si vaste domination. Jusqu'à cette époque, les habitans du Nord avaient toujours profité de leur nombre et de leur force pour abandonner leurs tristes contrées, et chercher des climats plus heureux. De l'Ecosse à la Chine, en faisant le tour du globe, on rencontre encore aujourd'hui les débris des anciens remparts que les habitans des climats tempérés opposaient autrefois aux inondations des barbares septentrionaux. Les Moscovites, qui s'étaient si aisément étendus dans toutes ces contrées, furent les premiers qui s'y renfermèrent. Ils opposèrent un retranchement de plus de cent lieues aux perpétuelles incursions des Petits-Tartares, autrefois leurs vainqueurs et leurs maîtres. Ils appelèrent à grands frais quelques ingénieurs italiens, qui vinrent élever au milieu de ces forêts plusieurs citadelles, suivant la méthode des fortifications pratiquées en ce temps-là; et pour la première fois un grand empire parut fondé dans le Nord.

Le faste asiatique ne tarda pas à se mêler à leur antique rudesse. Ils adop-

tèrent l'habillement des Tartares. Le nom de *czar*, connu en Tartarie, fut alors donné à leurs souverains. Ils apprirent quelques arts de l'Asie, tels qu'une méthode de calculer par des grains enfilés, méthode en usage à la Chine, et suffisante pour un commerce borné; et s'il est permis de descendre à ces détails, tels que le jeu des échecs, devenu l'éternel amusement de leur oisiveté. Il est remarquable que malgré l'ancienneté des Russes, on ne trouve rien chez eux qui vienne d'eux-mêmes. Leurs maisons étaient bâties sur le modèle des plus anciennes et des plus simples maisons grecques. On les voit dans tous les temps ce qu'ils sont de nos jours, habitués à suivre les pensées des autres sans en former aucune : dès qu'ils imitent, tout leur devient facile; ils semblent des prodiges de conception ou d'adresse; mais le talent leur manque aussitôt qu'ils n'ont plus de maître ou de modèle, et l'image s'efface au moment où l'objet disparaît.

Leur ambition commença avec leur puissance; et nous sommes dans l'erreur, lorsqu'éblouis de la gloire de Pierre Ier, nous regardons l'ambition de son peuple comme la suite et l'effet de son règne.

La présomption, qui d'ordinaire accompagne les premiers succès, se joignit à l'idée excessive qu'ils avaient du pouvoir de leurs princes. *Ils se crurent*, disent les voyageurs de ce temps là (1), *le plus savant et le plus puissant de tous les peuples*. Ivan, qui commença à régner en 1532, se crut encore, comme autrefois Romanus, choisi de Dieu pour porter la vraie religion dans tout l'Univers; et ce barbare se fit annoncer, à ses voisins en Europe, comme descendant d'un frère de l'empereur Auguste. Il se jeta sur la Livonie, et parvint à s'établir sur les bords de la mer Baltique. Ce fut le commencement d'une guerre opiniâtre où l'Europe apprit avec étonnement le fanatisme de ces soldats esclaves. On vit dans les villes assiégées, réduites à la plus affreuse famine, les restes mourans de leurs garnisons craindre seulement que leur dernier soupir ne fût pas rendu sous l'obéissance du czar. On vit plusieurs Russes, après que leurs villes eurent été emportées de vive force, pouvant trouver chez des peuples libres des établissemens heureux, les refuser, et

(1) D'Herbestein, Possevin, etc.

certains que le czar les ferait mourir dans les plus cruels supplices, s'empresser de se remettre en sa puissance : espèce d'héroïsme qu'on admire avec horreur, parce qu'il n'a pour principe que la plus vile des superstitions, et qu'on parvient enfin à mépriser, en considérant qu'où il existe, aucun talent ne peut se former, aucun génie ne peut s'élever, et qu'il peut même se trouver joint à la plus grande lâcheté personnelle.

Les villes Anséatiques ne tardèrent pas à reconnaître la faute qu'elles avaient faite en armant ces barbares. « Si les Moscovites ont jamais une flotte, disait-« on, s'ils s'établissent d'une manière « permanente sur les bords de la mer « Baltique, ils pourront, avec de nom-« breuses armées, pénétrer en Allema-« gne ; et comment résister à ces armées « de trois cent mille combattans, que « l'esclavage contient dans la plus exacte « discipline ? » Telles furent, au rapport des historiens (1), la prévoyance et les craintes des hommes éclairés de ce temps-là. Ces villes, dont l'union,

(1) M. de Thou.

la sagesse et la liberté donnaient alors un si grand exemple au monde, sacrifiant leur intérêt passager à la sûreté commune, firent un accord entre elles pour empêcher que les arts de la marine, de la guerre et de l'artillerie, ne pénétrassent chez ces barbares. Elles s'interdirent mutuellement tout commerce avec eux; elles prononcèrent contre les infracteurs de ce traité, la peine d'infamie, la dégradation de tout privilége, et la saisie de tout ce qu'ils destineraient pour la Moscovie. Afin d'autoriser une résolution qui dut paraître si étrange, elles citèrent les malheurs occasionnés récemment à la chrétienté, par une faute qui devait servir de leçon. Elles remirent sous les yeux de tous les peuples commerçans, que la cupidité des Génois ayant fourni aux Turcs des armes, des munitions et des vaisseaux, ceux-ci qui réunissaient alors comme les Russes, la force des barbares, la discipline des esclaves et le courage des fanatiques, avaient traversé la mer, achevé la ruine de l'Empire Grec, et fondé un nouvel Empire.

L'avidité des particuliers trompa la vigilance des magistrats. Les petits mar-

chands de Lubeck, voyant une fortune assurée dans cette espèce de contrebande, continuèrent de vendre aux Russes des armes et des munitions. Les Anglais, qui cherchaient par le Nord un passage aux Indes Orientales, découvrirent avec étonnement, sur les bords de la mer Glaciale, la nation Moscovite; et concevant aussitôt l'espérance de lier un commerce avantageux avec elle, commencèrent à fréquenter le port d'Archangel qu'ils avaient trouvé sur cette mer, et y apportèrent tous les ouvrages de l'industrie européenne. L'ambition des princes fut également imprudente et les rendit bien moins prévoyans que ne l'avaient été de simples députés de petites Républiques. La maison d'Autriche donna la première ce dangereux exemple ; et pour subjuguer le royaume de Hongrie, désirant que les Polonais fussent occupés par d'autres guerres, elle se pressa de faire alliance avec les Moscovites. Elle ne négligea aucun moyen d'attirer ces barbares en Europe. Enfin le czar lui-même, et c'est ici une des plus grandes époques de l'Empire Russe, le czar irrité de ce que cette ligue des villes commerçantes rendait presqu'inu-

tile son établissement sur les bords de la mer Baltique, et sentant avec surprise dans une guerre contre les Européens, toute l'infériorité de son peuple, résolut de faire taire la haine de ses sujets contre les étrangers, d'appeler ceux-ci dans son Empire, et de borner seulement sa défiance à prendre les plus sévères précautions pour leur en défendre la sortie. Il ouvrit donc sur toutes ses frontières un réfuge aux aventuriers obligés de quitter leur pays pour leurs dettes, pour leur misère, pour leurs crimes. La foule fut si grande, qu'il fallut bâtir à Moscow un faubourg pour eux, et depuis ce temps, les Moscovites ont toujours appelé de toutes les parties de l'Europe une multitude de bannis, de déserteurs, de fugitifs : perpétuelle recrue pour cet empire, dans laquelle il trouva quelquefois des hommes singuliers dont le premier malheur fut d'avoir l'ame trop grande pour fléchir sous d'absurdes conventions sociales, et qui condamnés et flétris par leurs concitoyens, ont servi leur nouvelle patrie avec autant de génie que d'audace. Ces étrangers furent longtemps dans l'oppression ; quelques-uns s'élevèrent peu à peu ; et doués de talens

extraordinaires, ils ont conduit à de grandes entreprises cette nation ambitieuse, patiente et féroce. Mais à cette même époque commença aussi une division intestine, qui a causé presque tous les mouvemens intérieurs de cet empire, et qui subsiste depuis tant d'années entre les Russes obstinément attachés aux anciennes mœurs, et cette foule d'étrangers qui se renouvellent sans cesse, et qui vont chercher fortune dans ce pays, en y portant nos arts.

Cependant la guerre entreprise pour la Livonie durait encore. Un héros (Etienne Bathory) monta sur le trône de Pologne, et les Moscovites allaient être détruits. Déjà ils se voyaient près d'être repoussés au-delà des forêts, qui du côté de l'Europe leur avaient longtemps servi de limites. Dans cette conjoncture, ils déployèrent ce génie frauduleux et perfide, qui est devenu si dangereux pour leurs voisins. Le czar, malgré son attachement à la religion grecque, implora la médiation du pape, en lui promettant de soumettre la Moscovie au siége de Rome. Un jésuite très-adroit négociateur, ayant pénétré à cette occasion dans l'intérieur de la Rus-

sie, annonça à son retour combien il y avait d'exagération dans ce qu'on avait publié des forces de cet Empire. Il traversa avec étonnement d'immenses solitudes; il réfuta l'erreur qui faisait monter l'armée à trois cent mille combattans. Il reconnut le caractère de ce peuple esclave, plein d'artifice dans la mauvaise fortune et d'insolence dans la prospérité, n'estimant jamais que ceux qu'il craint, s'exagérant également les succès et les revers, et qui pour une incursion heureuse sur ses frontières, se croyant près de conquérir l'Europe, fut par quelques défaites découragé pour plus de cent années. La paix que les Moscovites obtinrent par une médiation alors si respectée, leur conserva un grand nombre de ces anciennes villes russes voisines du Boristhène, et ils s'établirent d'une manière fixe dans le voisinage de la Pologne et de l'Europe. Après avoir montré une ambition au-dessus de leurs forces, ils tombèrent, il est vrai, dans un long épuisement: ils ne cherchèrent plus désormais à prendre avantage sur leurs voisins que par la perfidie; et quoique depuis ce temps ils n'aient pas un moment cessé de s'accroître, on fut étonné, il y a un

siècle, d'entendre parler des Moscovites, et nous les prenons de nos jours pour une puissance nouvelle.

Dans cet intervalle il se passa chez eux deux événemens mémorables. L'ancienne monarchie russe avait autrefois reconnu la suprématie du patriarche de Constantinople; mais dans l'avilissement égal où ces deux nations étaient tombées, cette antique suprématie avait été mutuellement oubliée. Les Moscovites longtemps pauvres et barbares, n'avaient rien qui excitât ni l'avarice des prêtres grecs, ni l'ambition des prêtres romains. Aussitôt qu'ils eurent formé un empire, on vit accourir à Moscow un envoyé du pape et un envoyé du patriarche grec. D'un côté, le prêtre grec trouva qu'ils s'étaient beaucoup éloignés de l'ancienne croyance; ils le mirent en prison et l'y laissèrent mourir. De l'autre côté, le pape offrait au czar le titre de roi s'il réalisait enfin sa promesse de soumettre ses états au saint-siége. Mais la paix était obtenue, et les marchands anglais publiaient à Moscow que le pape était l'Ante-Christ. Le czar laissa tomber sa frauduleuse négociation et se fit roi lui-même. Il prit, en écrivant à chaque puis-

sanee, le titre qu'elle respectait le plus, mélant dans eette conduite noble de basses supercheries pour obtenir les titres qu'il s'arrogeait ; et il résolut en même temps d'affranchir ses états de toute dépendanee ecclésiastique. Le patriarche de Constantinople réduit à vivre d'aumônes depuis qu'il était tombé sous le joug des Turcs, consentit à vendre son droit pour quelqu'argent. Il vint en Russie, dans l'année 1588, saerer un patriarche. Il considéra, dit un voyageur (1), « que la nation Moseovite qui ve-
« nait d'arracher trois royaumes d'entre
« les mains des Tartares (les royaumes de Casan, d'Astracan et de Sibérie)
« s'était aequis beaucoup de gloire, et
« qu'à l'avenir elle deviendrait dans
« l'Orient la proteetrice et peut-être la
« libératriee de la eroyance des Grees. »
Grand dessein, si ee prêtre l'eût en effet, et si la fortune, en présentant depuis aux souverains de Russie, un si beau moyen d'ambition, n'a pas été en cela plus loin que la puissance humaine. Toutefois ee qui devient aujourd'hui si avantageux au trône des ezars, parce que ces deux

(1) Le baron de Mayerberg.

autorités ont été réunies, devint alors par leur séparation infiniment dangereux. Jusqu'à ce temps le clergé avait été trop avili pour prétendre à aucun pouvoir. Le chef de la religion s'en arrogea un formidable; les grandes maisons entrèrent dans le clergé; c'était une révolution dans l'état, et le despotisme des czars commençait à sentir un contre-poids.

Peu de temps après s'éteignit cette ancienne maison souveraine qui avait régné pendant plus de sept siècles; c'eût été pour tout autre peuple un événement favorable au retour de la liberté. Mais nous verrons ici, par un seul exemple, comment les mœurs des esclaves les ramènent toujours vers l'esclavage. Une faction voulait placer sur le trône un prince suédois. Il s'avança jusqu'aux portes de Novogorod. Une poignée de Russes vint au-devant de lui; il demanda où étaient les députés de la noblesse, ceux des villes : il s'attendait à une élection formelle : voilà l'esprit des peuples libres. Les Russes le pressaient d'entrer dans leur ville, de s'annoncer comme empereur, que tout suivrait de soi-même, qu'il ne fallait ni ligue, ni plan, mais paraître : voilà l'esprit des peuples es-

claves. Un pareil esprit produisit une longue suite d'usurpations, de soulèvemens et d'étonnantes révolutions qui, dans l'histoire de ce période, ont fait passer cette nation si obéissante et si soumise pour le plus séditieux des peuples. Un homme parut sous le nom de l'ancienne maison des czars, et toute la Russie tomba à ses pieds. Elevé dans les pays étrangers, ses mœurs différentes de celles des Russes, le firent bientôt accuser d'imposture, et il fut massacré avec la plupart des étrangers qui l'avaient favorisé. En un mot les Russes devinrent séditieux, tant que la servitude et la superstition n'eurent pas consacré une nouvelle idole. Mais enfin, en 1613, ils donnèrent le sceptre à un jeune homme de quinze ans, de la maison Romanow, par le seul motif qu'il n'avait ni vengeance à poursuivre, ni liaisons dangereuses ; et c'est aux droits successifs de cette maison que règnent les souverains qui sont aujourd'hui sur le trône. Le mot de *liberté* fut prononcé à son élection, sans que personne en connût le sens ; et le serment qu'on lui fit faire sur l'évangile, ne contenait que des maximes de dévotion.

La tranquillité de ce règne répara tant de calamités ; et pour bien faire connaître l'état de cette nation, au moment où Pierre I.er monta sur le trône, nous ajouterons que, sous les trois premiers souverains de cette maison, quelques arts de l'Europe s'établirent avec lenteur. On fit venir un Allemand qui excellait dans l'art de la fonderie. On demanda à l'électeur de Saxe des ouvriers pour exploiter des mines. La ville de Tulla, renommée pour ses forges et pour la bonté des armes qu'on y fabrique, doit sa fondation à cette époque, et l'artillerie, cette redoutable invention, qui est devenue l'unique force des peuples policés, se trouva entre les mains d'un peuple barbare.

Dans le même temps, le soulèvement des Cosaques de l'Ukraine opprimés pour la religion grecque, soumit à la Russie cette belle province, lui donna pour sujets cette nombreuse milice animée contre la Pologne d'une implacable haine. Ils remirent entre les mains des Moscovites, Kiow, cette ancienne capitale de la première monarchie russe, et d'autres villes où la même religion se conservait encore, et perpétuait le souvenir

de leur origine. Ceux-ci profitant habilement de l'anarchie où la république de Pologne commençait à tomber, saisissant pour l'attaquer les temps où elle était occupée par d'autres guerres, conservant ensuite leurs avantages par des trèves ménagées à propos, étendirent enfin leur domination sur la rive gauche du Boristhène. Tandis qu'ils s'avançaient ainsi en Europe par les fautes de leurs voisins ; aux extrémités de l'Asie, un peuple Tartare ayant subjugué la Chine, laissa vides les contrées qui séparent ces deux empires, et leurs frontières devinrent communes. Les chasseurs russes avaient, à l'aide des armes à feu, parcouru sans résistance toutes ces contrées lointaines, lorsqu'enfin dans l'année 1645, en arrivant sur les bords du fleuve Amour, ils aperçurent avec surprise des hommes armés comme eux, et la domination russe reconnut aussitôt des limites.

Déjà l'empire de Russie était un des plus vastes qu'il y ait eu dans le monde : il renfermait tout le nord de l'Asie et une grande partie du nord de l'Europe ; et son existence n'était encore connue que de ses voisins. Pour maintenir sous le joug moscovite une immense étendue

de pays conquis, garder des citadelles et des retranchemens, on cessa d'employer cette nombreuse cavalerie composée de la noblesse russe, et qui autrefois inondait tout à coup les contrées voisines ; on se servit alors d'infanterie. Ce corps ne fut dans les premiers temps qu'un ramas des plus vils étrangers, exercés à faire usage des armes à feu, et que cette raison fit nommer *Strélits*, d'un mot esclavon qui signifie *Tireur*. Il s'augmenta peu à peu jusqu'au nombre de quarante mille hommes, choisis parmi les esclaves russes. La noblesse eut des gouvernemens, des commandemens de villes, prit du souverain des provinces à ferme ; et d'esclaves fanatiques qu'ils étaient, ils devinrent de lâches courtisans. La gloire d'avoir une origine ancienne s'introduisit dans leurs familles, et la plupart s'en cherchaient une étrangère. Mais le czar s'étant fait apporter tous ces titres faux ou vrais, les fit brûler en sa présence, et détruisit ces archives de noblesse si contraires à un pareil gouvernement. Le premier titre russe, celui de knès, conservé dans les familles, qui, au démembrement de l'ancienne monarchie, avaient exercé dans leurs villes une

autorité souveraine, fut prodigué à tout déserteur tartare, qui suivi de deux esclaves, vint se faire baptiser. La Sibérie vit se former des villages entiers de ces princes, et ce titre fut plus avili de jour en jour. Toute cette noblesse devint oisive, vaine, lâche dans les périls, s'abandonna à une mollesse grossière, joignit le faste à la pauvreté, et demeura fourbe et cruelle.

Cette lutte, où dans les jours solennels s'étaient exercés leurs ancêtres, ne fut plus que l'amusement du peuple; et ce peuple, endurci par les anciennes mœurs, devint la force de l'empire et la garde du souverain; soldats séditieux contre les ministres qui leur déplaisaient, mais conservant, jusques dans leur rebellion, tout le respect antique pour la personne du czar. Ils le prouvèrent quand on voulut, au mépris d'un aîné languissant et imbécile, faire passer la couronne sur la tête de son frère qui fut depuis Pierre le Grand. Ils massacrèrent tous les auteurs de cette destitution. Ils voulurent qu'au moins les deux frères régnassent ensemble; et après avoir rempli la cour de carnage, dès qu'ils eurent un souverain légitime, ils allèrent ensem-

ble, et portant deux à deux des billots et des haches, lui présenter leurs têtes.

Tel fut l'état où Pierre trouva sa nation, déjà corrompue avant d'avoir été policée, encore ambitieuse après avoir été oubliée, et dans un progrès toujours soutenu d'agrandissement et de puissance : vérités importantes et qui paraissent avoir échappé à tous les historiens. La fortune avait soumis à cette nation deux peuples qui valaient mieux qu'elle, les Tartares en Asie, vaincus par les armes à feu, et les Cosaques en Europe, qui s'étaient joints à elle pour défendre leur religion. Ceux-là avaient au milieu de leur barbarie, cette bonté naturelle aux hommes qui n'ont point été dépravés. Les autres, qui n'étaient d'abord qu'un mélange de toutes les nations rassemblées par la piraterie dans les îles du Boristhène, disciplinés ensuite par un roi de Pologne, s'étaient formés en corps de peuple, et après s'être soulevés contre les Polonais pour la défense de leur religion et de leurs priviléges, ils s'étaient illustrés par des prodiges de valeur, et se trouvaient alors dignes de recevoir des lois. Peut-être que Pierre le Grand, au lieu de détruire le nouvel

esprit que la liberté et la gloire avaient fait naître chez les Cosaques, au lieu d'écraser les Tartares, de les dépouiller du reste de leurs priviléges, et de laisser les Russes, la seule nation, ou la nation dominante, aurait dû chercher à réunir et à mêler ses sujets par des lois communes. Mais la manière dont il conçut le dessein de civiliser son empire ne servit qu'à l'éloigner de cette idée.

Les derniers aventuriers étaient alors les seuls étrangers qui courussent en foule en Russie pour y servir dans le mépris. Quelques-uns de ces aventuriers devinrent ses favoris. Cet homme extraordinaire écouta leurs récits, et il eut honte de son peuple. Il voyagea inconnu chez les nations européennes, non pour étudier les hommes et former ensuite un plan de législation convenable à ses sujets, mais pour apprendre tous les arts, et les rapporter dans son pays. Il revint environné de géomètres, de peintres, de pilotes, et devenu lui-même un bon constructeur de navires, il fit des ordonnances de marine, de commerce et de service militaire; mais il ne fit aucune loi sur les mœurs, sur la justice, sur les propriétés, sur les droits de l'hu-

manité. Occupé de régénérer entièrement une nation nombreuse, il n'établit aucune règle sur l'éducation, et il força seulement une partie de la jeune noblesse russe à voyager en Europe. Son unique but était que son pays ressemblât à tous ceux qu'il avait vus. Il poussa cette manie au point d'y faire apporter des milliers de ces moineaux voraces, dont nous payons la destruction dans quelques-unes de nos provinces; et il voulut, malgré la rigueur du climat, en peupler les bois des environs de Pétersbourg. Ces petitesses, indignes d'un tel homme, n'empêchèrent pas, il est vrai, qu'il ne conçût son projet avec grandeur. Il profita, d'une manière admirable, de tous les singuliers avantages de sa position géographique. Il creusa des ports, construisit des flottes, bâtit des villes, conquit des provinces. Il éleva son empire à un si haut degré de réputation et de puissance, que tous les souverains allaient désormais le solliciter de prendre part à leurs alliances et à leurs guerres. Une foule d'étrangers remarquables par leur génie, furent employés dans toutes les parties de l'administration; et les Russes s'opposant à

tous ses desseins, il développa, pour les dompter, la force étonnante de son ame et de son caractère. Mais il ignora tous les moyens habiles dont les anciens législateurs se sont servis. La violence fut le seul qu'il employa ; il se fit le bourreau de ses sujets, pour les civiliser.

Il avait commencé par abolir le patriarchat, cette dignité nouvelle qui faisait ombre à son pouvoir ; et l'ayant réunie sans peine à son autorité, le clergé retomba aussi-tôt dans son néant. Il cassa toute cette milice russe devenue séditieuse ; et voulant établir dans son pays les mœurs étrangères, il n'y régna que sous la garde des étrangers, environné dans son palais de soldats Allemands, sans cesse la hache à la main, ou le bâton levé pour châtier ses plus chers favoris. En leur nommant tous les pays successivement illustrés par les sciences, « *notre tour est venu*, leur disait-il, *si* « *vous voulez seconder mes desseins, et* « *joindre l'étude à l'obéissance.* » Comme si, en quelque lieu du monde, les arts étaient nés de l'obéissance ! Comme si, dans les pays qu'il leur nommait, la liberté seule n'eût pas éclairé les esprits ! Avec des travaux incroyables, il

faisait deux choses contradictoires. Son génie voulait élever son peuple, et sa rigueur l'écrasait. « *C'était*, suivant une expression du roi de Prusse (Fréderic second), « *c'était de l'eau forte qui* « *rongeait du fer.* » Les Russes, fidèles à leurs anciennes mœurs, en se révoltant contre tant d'innovations, recevaient toujours avec respect l'ordre de mourir, et se rangeaient sur les échafauds avec la même docilité qu'ils auraient eue dans un exercice militaire. Le czar travaillait lui-même à dissiper cette antique servitude religieuse ; son autorité se changeait en un violent despotisme militaire ; et ce peuple, gémissant sous la plus dure oppression, ne regrettait qu'un autre genre d'esclavage.

Ce n'était pas assez pour Pierre le Grand de civiliser sa nation, de lui enseigner tous les arts, d'y faite naître les agrémens de la société, de chercher à faire passer par son empire le commerce de toute la terre. Tant de changemens qui annonçaient en lui une vaste ambition, servaient encore à l'augmenter. Ils ne furent jamais à ses yeux que des moyens préparés pour reculer de toutes parts ses immenses frontières, et se mêler

avec un crédit dominant, dans les affaires de l'Asie et de l'Europe. Mais quand il commença de régner, la Pologne, à l'ombre des victoires encore récentes de Sobieski, respectée au milieu des désordres qui achevaient de la détruire, et la Suède, sous l'administration rigoureuse de Charles XI, continuant de dominer dans le nord, ne lui laissaient aucune espérance de s'agrandir vers nos climats. Tout passage de ce côté paraissait fermé à son ambition; elle cherchait à se frayer d'autres routes et menaçait d'autres contrées. Ceux qui, pendant sa minorité, avaient tenu les rênes de l'état, s'étaient engagés dans une ligue formidable qui attaquait de toutes parts l'Empire Ottoman. Pierre, aussitôt qu'il gouverna par lui-même, suivit cette même politique, et profitant de conjonctures si heureuses, il étendit sa domination jusqu'au rivage de la Mer Noire, conquit une ville et un port sur cette mer, y établit une navigation militaire et commerçante, qui pût enrichir les provinces méridionales de la Moscovie, servir peut-être à de plus grands desseins contre les Ottomans, et du moins favoriser dans ces contrées asiatiques la fon-

dation d'une nouvelle capitale qu'il voulait donner à son Empire.

Mais au moment où cette ligue se sépara, et où les Turcs obtinrent la paix de tous leurs ennemis, de grands changemens étaient arrivés vers les frontières occidentales de la Russie. L'extrême jeunesse de Charles XII, et l'usurpation du trône de Pologne par Auguste II, ouvrirent en quelque sorte aux événemens le cours qu'ils ont suivi depuis ce temps là. Le premier objet qui s'offrit aux regards de Pierre, fut cette côte de la Mer Baltique, autrefois inutilement envahie par ses prédécesseurs. Dès-lors il médita de rejoindre la Moscovie à l'Europe par une nouvelle ville sur cette mer. Mais il fallait arracher ces provinces des mains des Suédois, redoutés par leurs talens militaires; et Pierre n'osant les attaquer seul avec ses Moscovites encore indisciplinés, promit de partager cette conquête avec Auguste II, qui cherchait à engager les Polonais dans une guerre, et qui lui proposa son secours pour cette entreprise. Ces deux princes ambitieux s'unirent, l'un dans le dessein de civiliser sa nation, l'autre avec le projet de subjuguer la sienne.

Ces événemens célèbres ont rencontré un historien digne d'eux. Mais dans ce grand tableau de la valeur brillante de Charles XII, des immenses travaux de Pierre Ier, et des vicissitudes de la fortune d'Auguste, l'intérêt qu'inspirent des hommes si extraordinaires occupe toute notre attention, et le sort des peuples disparaît, pour ainsi dire, dans les ombres du tableau. Comment les Polonais, dont la république était véritablement détruite, ont-ils échappé à l'ambition de tous leurs voisins maîtres de toutes les provinces Polonaises? Comment s'est conservée leur liberté anarchique sous un roi qu'ils reçurent une seconde fois malgré eux, et qui s'attacha de plus en plus au dessein de les opprimer? Quel fut le degré d'influence que les Russes, à la faveur de cette guerre, acquirent enfin dans cette république? Tous ces faits sont encore inconnus; et non-seulement ce récit est nécessaire pour bien entendre la suite des événemens que j'ai entrepris de raconter, mais on y trouvera plusieurs traits dont le souvenir mérite d'être conservé pour lui-même.

Dès que la Pologne n'était plus en

état d'élire son roi par un choix libre, l'intérêt des états voisins était de placer sur ce trône un roi faible, qui n'eut point d'autre armée à ses ordres que ces anciennes armées de la république, sans discipline, sans paie et sans recrue. Ce devait être surtout la politique des Suédois, dont la puissance en Europe n'était véritablement assurée que par l'abaissement de la Pologne. Mais au temps de la dernière élection, l'enfance de Charles XII ne lui avait pas permis de s'y emparer du rôle qui aurait convenu à ses intérêts, et de s'opposer à la violence qu'Auguste II, à la tête d'une armée saxonne, avait faite à la république. Aussitôt que Charles eut pris les armes, il traita donc Auguste comme un usurpateur; et secondé par les Polonais mécontens, il le força d'abdiquer la couronne. Une suite de cette justice rigoureuse fut de destituer, avec la même rigueur, tous ceux qui tenaient d'Auguste leurs dignités et leur fortune. Les Polonais, livrés à la fureur des factions, et dans la joie de voir dépouiller leurs adversaires, ne sentirent pas combien cette imprudente sévérité pouvait devenir funeste; et de son côté, Charles qui

méprisait les vices de ses ennemis, qui en tirait une raison de ne point redouter leurs forces, Charles toujours persuadé que la vertu devait maîtriser la fortune, et faire seul le destin des empires, ne craignit point de former par ces destitutions un parti puissant en faveur du roi détrôné. Sa première intention avait été de placer sur le trône l'un des trois fils de Sobieski ; mais ce projet échoua par la captivité des deux aînés, retenus prisonniers par Auguste, et par la générosité du troisième, qui crut son honneur intéressé à ne point ravir une couronne à ses frères. Ce fut alors que Charles, à l'imitation d'Alexandre qu'il avait pris pour modèle, et qui renvoya comme roi à la ville de Nyse un simple citoyen qu'elle lui avait envoyé comme ambassadeur, ordonna à ces républicains de couronner le jeune Stanislas, qu'ils lui avaient député. Cet ordre, donné avec toute l'autorité qu'assure la victoire, indigna tous ceux qui, par un vrai zèle pour leur liberté, avaient concouru à détrôner Auguste. Ils ne fléchirent point sous le pouvoir du vainqueur. Telle fut surtout la conduite du primat, dont la vertueuse fermeté fut également peinte

par les deux partis de couleurs odieuses. Un grand nombre de citoyens, plus attachés à leur devoir qu'à leur intérêt, demeura neutre, parce que les lois n'étaient respectées dans aucun des deux camps ; et ceux mêmes qui voulurent prendre leur intérêt pour guide, ne discernèrent plus, dans la violence de ces tempêtes, la route qu'ils devaient suivre.

La Pologne sans défense, sans aucune règle de conduite, sans aucune voie de salut qui dépendît d'elle-même, en proie dans toutes ses provinces aux contributions, aux enrôlemens forcés, aux incendies, aux saccagemens des villes, abandonna dès-lors à la rivalité de deux puissances étrangères le choix de son roi. Elle se flattait seulement, non sans raison, que ce prince, quel qu'il fût, ne recevrait pas de son allié assez de puissance pour opprimer la république. Une bataille gagnée mettait tout à la discrétion du vainqueur ; et sous son pouvoir, le roi qu'il protégeait, demeurait odieux au plus grand nombre des citoyens, et le gouvernement conservait son agitation et sa faiblesse.

Aussi chacune des deux factions devint-elle funeste aux souverains étrangers

dont les armes la protégeaient, et qui avaient trop facilement espéré en recevoir à leur tour quelqu'appui. On sait comment la chûte rapide du roi Auguste pensa entraîner la ruine du czar, et que Charles, dans sa fatale entreprise pour détruire l'empire de Russie, comptait pour une des causes de sa propre ruine, de n'avoir point reçu de Stanislas les secours qu'il s'en était promis.

Pendant la longue durée de ces troubles, de grands changemens s'opérèrent dans le caractère général de la nation; cette noble fierté des Polonais, cette généreuse confiance en eux-mêmes, qui les avait caractérisés jusque-là, dut nécessairement s'altérer et dégénérer. Incertains du roi qu'ils allaient recevoir, résignés à reconnaître celui que leur donnerait la victoire, et ne cherchant, pour la plupart, qu'à libérer leurs terres de la rigueur des contributions imposées par la vengeance de l'un ou de l'autre parti, ils devinrent souples, réservés, artificieux. Jusque-là on les avait accusés de légèreté: on commença à les accuser de perfidie. Les grands n'affectèrent plus d'avoir autour d'eux ces espèces d'armées dont ils faisaient autrefois

leur cortège. Ils trouvèrent plus de sécurité à se montrer plus faibles. Ils se dérobaient ainsi plus aisément à la défiance ou au ressentiment de chacun des deux partis. Ceux qui suivirent fidèlement la fortune de l'un ou de l'autre roi, tour à tour abandonnés par leur prince, et ne combattant plus en corps d'armée, firent la guerre dans leur propre pays d'une manière vagabonde, par des corps de cavalerie légère, cherchant à ruiner les armées ennemies, fatiguant par des courses continuelles l'adversaire qui s'attachait à les poursuivre; et leur noblesse la plus exercée aux armes ne connut plus que ce genre de combat.

Un état si faible, et dont le pays dans toute son étendue servait de théâtre à cette guerre terrible entre des ennemis si puissans, paraissait destiné à en devenir la proie; et, en effet, il fut proposé de mettre fin à ces grandes querelles par le démembrement de la Pologne, et de concilier toutes les puissances belligérantes par le partage qu'elles feraient de ce royaume. Auguste était remonté sur le trône, malgré son serment de n'y plus prétendre. Il avait publié un long manifeste pour justifier

ce parjure ; et un jour qu'il demandait à un gentilhomme polonais ce qu'il pensait de ce long volume : « Rien n'est « plus ridicule, lui répondit ce gentil- « homme, il fallait dire simplement : « attendu que le roi de Suède a été battu « à Pultava, je suis remonté sur le « trône. » C'était en un seul mot toute son histoire. Ce prince, toujours plus dépendant de son allié, et toujours plus suspect à ses sujets, eût lui-même concouru au partage, pourvu qu'on lui eût composé de quelques restes de ce malheureux pays un royaume absolu et héréditaire. Mais Charles était trop fier dans son infortune, et Pierre trop ambitieux dans sa prospérité, pour consentir l'un et l'autre à de pareils projets. Celui-là, sans autre ambition que la gloire, et tout près d'armer la Turquie, où depuis sa défaite à Pultava il avait cherché un asile, se promettait encore de rétablir en Pologne le roi qu'il avait couronné. L'autre dominait seul dans cette république, que ses forces environnaient de tous côtés. Les Moscovites, par leurs nouvelles conquêtes, bordaient toutes les frontières de Pologne, du nord à l'orient, et leurs ar-

mées en inondaient toutes les provinces.

A cette époque tout changea dans le Nord, et la destinée préparait pour ainsi dire une nouvelle chaîne d'événemens. Les Suédois, repoussés dans leurs anciennes limites, occupant un pays vaste, mais pauvre, stérile, et qui a peu de communication avec le continent, n'étaient déjà plus les ennemis naturels de l'empire de Russie, puissance qui ne cherche dans les conquêtes qu'un passage à de nouvelles entreprises ; et la guerre entre Pierre et Charles ne continuait que par une suite de leur implacable animosité. La Pologne, au contraire, qui séparait les Russes du reste de l'Europe, était une barrière que ceux-ci devaient s'efforcer d'abattre, sans laisser aucune autre puissance se saisir des moindres débris. Leur ambition était d'autant plus excitée, que l'anarchie de cette république leur offrait plus de moyens pour la subjuguer ; mais cette situation de la Pologne devait aussi lui procurer de nouveaux défenseurs.

Les provinces polonaises le plus à la bienséance de la Russie, présentaient aux Russes un chemin si facile pour attaquer l'Empire Ottoman, que dès-

lors cet empire devait, par le soin de sa propre sûreté, veiller au salut de cette république. Toutefois une si sage prévoyance n'entrait pas dans les maximes ordinaires du divan. Une fierté barbare a presque toujours persuadé aux Turcs qu'ils se suffisent à eux-mêmes. Leurs principes religieux proscrivent en quelque sorte tout soin de l'avenir; et si ces nouveaux défenseurs étaient dans ce temps-là encore redoutables par la grandeur de leur puissance, ils étaient aisés à égarer par tous les vices de leur politique. D'ailleurs cet empire commençait à peine à respirer des longues calamités d'une guerre qui avait duré près d'un demi-siècle, dans laquelle la conquête d'une seule île lui avait coûté deux cent mille combattans; où il avait éprouvé toutes les vicissitudes de la fortune, conquis et perdu de vastes provinces, vu ses camps et ses villes en proie à d'horribles séditions, plusieurs visirs massacrés, un sultan déposé; où il avait perdu ses ministres les plus expérimentés, ses généraux les plus habiles, non-seulement par le fer des ennemis, mais par les sanglantes proscriptions qu'exerçaient tour à tour la rage

des factieux et la défiance du gouvernement. C'était pendant ces désastres que les Russes avaient conquis une ville sur le rivage de la mer Noire, côté le plus faible de cet empire, et d'où il eût été facile de porter la guerre jusque dans son sein. Depuis la paix, Pierre n'avait cessé de se fortifier sur ce rivage; et à cette occasion deux partis divisaient les conseils ottomans. L'un voulait prévenir l'agrandissement d'un empire voisin où régnait la religion que professent tous les peuples subjugués par les Turcs. L'autre parti, uniquement occupé des douceurs du repos, craignait le retour de ces violentes agitations que la paix seule avait calmées. La contrariété de ces deux opinions, et la rivalité de ces deux partis, se mêlaient à toutes les intrigues du ministère et du sérail; elles avaient déjà occasionné, depuis la paix, la chûte de plusieurs visirs, et la déposition d'un sultan. Le frère de cet empereur lui avait succédé; et sans avoir embrassé aucun système politique, uniquement livré au soin de venger la déposition de son frère, et de faire périr tous les séditieux qui avaient eu part à cette dernière révolution, il avait ainsi

écrasé presque tout le parti qui avait voulu arrêter les entreprises des Russes, et recommencer la guerre. Se croyant alors affermi sur le trône, il avait cessé d'être cruel : il n'était plus qu'avare, indolent et voluptueux. Toutes les affaires étaient conduites au gré des favoris et des sultanes. Les différens accès que les émissaires de Charles et ceux de Pierre surent à l'envi se ménager dans le sérail, influèrent tour à tour sur toutes les résolutions du divan. Enfin ceux-là ayant eu l'avantage, les ministres ottomans furent entraînés par ces intrigues à un parti que la plus saine politique aurait dû leur dicter. Les Turcs prirent les armes. On parvint à leur faire craindre que la Pologne ne devînt une province russe ; et Pierre dans une campagne malheureuse, enfermé sur les bords du Pruth, par une armée ottomane, ne dut sa liberté et sa vie qu'à l'entier abandon de tous ses établissemens sur la mer Noire, à la restitution du port qu'il y avait conquis, et au serment de faire sortir aussitôt, et pour toujours, toutes ses troupes de Pologne. Il jura qu'en aucun temps les Russes ne s'ingéreraient dans les affaires de cette république;

traité qui devint la base du droit public de ces contrées.

Cependant la Pologne n'offrait dans toute son étendue qu'un spectacle de dévastation et de ruines. Les plus belles provinces étaient remplies de terres incultes et de déserts. Les peuples de la campagne ne vivaient que d'écorces d'arbres. Auguste et les Saxons étaient les seuls étrangers qui restassent dans la république ; et ce prince, délivré enfin d'un ennemi terrible et d'un protecteur également à redouter, reprit aussitôt le projet d'asservir les Polonais. Rendre son autorité arbitraire, lui paraissait, ainsi qu'à ses ministres, le seul remède aux maux que la Pologne venait d'éprouver. Devenu le chef d'une confédération que son parti avait formée pour son rétablissement, ce titre lui servait de prétexte pour ne point convoquer de diète. L'armée saxonne répartie dans les provinces, y subsistait de contributions imposées par les seuls ordres de la cour, et levées par des exécutions militaires. Le projet qu'on se proposait vaguement d'exécuter, quand on se croirait assez puissant pour donner une forme à cette tyrannie, était de convoquer la nation,

et de la forcer à consentir à l'incorporation des troupes saxonnes dans les armées de la république. Ces troupes éparses en petits détachemens, éprouvaient la misère générale; mais elles allaient de châteaux en châteaux arracher à la noblesse les restes de sa fortune; et la cour, au milieu du luxe de la capitale, dédaignant les plaintes, les réclamations et les murmures, n'était occupée que de divertissemens et des fêtes. Son faste et ses plaisirs insultaient aux calamités publiques. Les grands, plus ménagés que la simple noblesse, obtenaient facilement des exemptions, soit par la condescendance naturelle des généraux pour des courtisans assidus et admis à tous les plaisirs du roi, soit par une politique artificieuse qui entretenait leur indifférence sur l'oppression de leur patrie, et qui les ménageait alors pour les opprimer plus sûrement un jour.

L'indignation de la simple noblesse éclata enfin par le massacre de quelques-uns de ces détachemens saxons épars dans le royaume. Ce fut le signal d'une guerre, qui commença de toutes parts entre les troupes du roi et la noblesse polonaise. Celle-ci dans toutes les pro-

vinces se confédéra avec fureur. Mais il fallut dix-huit mois pour rendre la confédération générale ; elle se forma au milieu d'une multitude innombrable de petits combats. La cavalerie saxonne, attaquée dans ses marches, dans ses quartiers, partout environnée d'ennemis et presque partout surprise, opposa vainement sa discipline et son courage à l'infatigable légèreté de la cavalerie polonaise. Elle fut bientôt presque entièrement ruinée et détruite. Les grands seigneurs Polonais, dont la plupart avaient d'abord servi les desseins de la cour, qui ensuite étaient demeurés neutres entre la nation et le roi, furent enfin obligés de se réunir à la simple noblesse. Celui que la confédération élut pour chef mérite d'être connu ; c'était un simple gentilhomme, nommé Lédukoski. Depuis la guerre civile, et sous le double règne de Stanislas et d'Auguste, il n'avait embrassé le parti d'aucun de ces deux concurrens. Il avait également refusé leurs bienfaits; et pendant ces longues et sanglantes divisions, habitant toujours sur ses terres, il n'avait accepté que les magistratures auxquelles l'avaient élevé les suffrages de

ses compatriotes ; toujours élu, soit dans les tribunaux, soit dans les diètines, comme l'arbitre ou comme le conseil de sa province ; riche, et sans enfans, il avait d'avance disposé de tous ses biens en faveur de ses parens, des églises, et des pauvres. Mais aussitôt qu'il vit la république près de tomber sous le joug, l'amour de la liberté l'emportant sur l'amour de sa famille, sur la pitié pour les indigens, et ce qui est plus rare, sur la dévotion même, il révoqua toutes ses donations, prit les armes, et employa sa fortune entière à l'entretien des troupes confédérées. Il s'opposa constamment à ceux qui, dans ces nouveaux troubles, portèrent le ressentiment jusqu'à vouloir une seconde fois ôter la couronne au roi Auguste, et toujours indifférent sur le choix d'un roi, il n'eut point d'autre objet que la liberté et la paix de sa patrie.

Auguste et ses ministres, à la première nouvelle de ces soulèvemens inopinés pour eux seuls, au lieu d'y reconnaître l'indignation générale et l'effet inévitable de l'oppression, n'y avaient cherché que des trames secrètes et les menées d'une cabale artificieuse. Lors-

qu'ils s'aperçurent que ce mouvement allait devenir unanime, ils se figurèrent que l'occasion s'offrait d'elle-même de casser les restes de l'armée polonaise, et de subjuguer une nation séditieuse. Enfin, lorsqu'ils se furent engagés dans cette entreprise, Auguste, près d'être vaincu, et s'indignant de céder à ses sujets, résolut de recourir à la protection du czar. Il crut sa dignité moins blessée en se soumettant à un si dangereux protecteur, qu'en demeurant exposé tout le reste de son règne aux ressentimens d'une nation qui resterait libre, après qu'il avait si opiniâtrement tenté de l'assujétir.

De leur côté, les confédérés avaient à craindre que Pierre ne crût ces nouveaux mouvemens suscités par les ennemis communs d'Auguste et de la Russie; et ils cherchèrent à prévenir le czar en leur faveur. Quelque fût leur zèle pour leur liberté, ils sentirent qu'ils ne pouvaient obtenir leur délivrance que par cette périlleuse médiation.

Ni le roi, ni la nation, dans leur défiance mutuelle, ne voulaient désarmer les premiers. Ils appréhendaient réciproquement de se voir sans défense à la merci l'un de l'autre; et la conciliation

n'était possible que sous l'autorité d'une garantie que tous deux respecteraient également. Le traité du Pruth ne permettait pas à Pierre de tenir la balance à main armée ; et plus de soixante mille Turcs assemblés alors sur les frontières, le forçaient à ne pas oublier sa promesse. Mais les Turcs se trouvant à cette même époque engagés dans une guerre malheureuse contre la maison d'Autriche, et leurs fréquentes défaites les réduisant à retirer successivement toutes les troupes de cette armée, le czar s'enhardit à violer les conditions auxquelles il avait obtenu la paix ; et au moment où les revers des Turcs furent au comble, les Russes rentrèrent en Pologne.

La paix entre le roi et la nation fut conclue sous cette redoutable médiation, et la sortie des troupes saxonnes, promise sous la garantie du czar, fut aussitôt exécutée. Ainsi la Pologne, qui avait sauvé sa liberté, en 1673, de l'ambition des grands, ou plutôt qui avait conservé son anarchie malgré leurs efforts, parvint encore, après de si longues calamités, à la conserver malgré l'ambition de son roi, mais avec de funestes différences entre ces deux événemens. En

1673 ce fut par une conciliation facile et volontaire entre ses citoyens; au lieu qu'en 1717, ce fut en présence d'une armée étrangère et sous la médiation d'un ambassadeur tout puissant. La première fois elle était sortie de ses discordes civiles pour marcher à des victoires; au lieu qu'épuisée et fatiguée en cette occasion, exposée à toutes les entreprises d'un voisin ambitieux, elle retomba dans une longue tranquillité, qui servit plus à énerver ses forces qu'à les réparer. Il fallut aussi pour ériger en lois tous les réglemens faits dans ce congrès, renouveler l'exemple qui avait été donné en 1673, composer la diète du conseil même de la confédération, convenir d'avance que le silence général tiendrait lieu de l'unanimité, et prévenir par ce moyen qu'une seule opposition ne rompit le traité et n'empêchât les constitutions qui devaient rétablir la liberté et la paix.

Ceux qui conduisirent cette négociation parvinrent, malgré la présence de l'ambassadeur Moscovite, à faire dans le congrès, entre les ministres du roi et les plénipotentiaires de la noblesse, quelques réglemens utiles pour la tranquillité passagère de leur patrie. Ils trom-

pèrent d'autant plus aisément les mauvaises intentions de ce Moscovite, que l'utilité momentanée de ces réglemens échappait à un esprit formé sous le despotisme : et cet ambassadeur, voyant ensuite un profond calme succéder à tant d'agitations, se plaignit d'avoir été surpris. Toutefois parmi ces réglemens, auxquels la république dut le retour d'une longue tranquillité, il y en eut qui devaient dans la suite l'exposer aux plus extrêmes périls. Telle fut la réduction des deux armées polonaise et lithuanienne. Afin de prévenir les soulèvemens perpétuels de ces armées, qui, depuis la fréquente rupture des diètes, restaient si souvent sans paie, et pour diminuer en même tems l'autorité que les grands généraux étaient forcés d'exercer arbitrairement sur les troupes, on établit d'une manière fixe leur solde et leur composition. On détermina leur service, on leur assura des quartiers. Mais on ne put obtenir un changement si avantageux que par une réforme dangereuse. Et les armées qui, sur l'ancien pied, toujours incomplet à la vérité, devaient être de quatre-vingt mille hommes, furent alors réduites à dix-huit mille. La noblesse,

fière d'avoir sauvé sa liberté, se confia témérairement en ses forces pour défendre l'état. Imprudente nation, qui se laissa désarmer au moment où de nouveaux périls allaient sans cesse la menacer; qui se fia presque uniquement de sa défense à des convocations d'arrière-bans, dans le temps où toutes les autres nations de l'Europe en avaient reconnu la faiblesse et abandonné l'usage. De leur côté les partisans de la cour en connivant à cette réduction, se flattèrent qu'au premier danger la Pologne réclamerait le secours d'une armée saxonne, et que le roi parviendrait ainsi à réaliser tous les projets de son ambition. Ces grandes affaires étant terminées, et la Pologne enfin redevenue tranquille, Lédukoski, maréchal de la confédération et de la diète, suivi des principaux confédérés, se présenta devant le roi et lui dit : « Sire, nous paraissons devant votre ma« jesté sans baisser les yeux, parce que « nous n'avons rien à nous reprocher. « Puissiez-vous vivre de longues années, « et régner désormais sur nous avec plus « de bonté ! » Et il repartit aussi-tôt pour aller reprendre dans sa province la vie d'un simple citoyen.

Auguste, renonçant alors au dessein d'asservir cette nation par la force, ne chercha plus qu'à la corrompre et à la séduire. Généreux par caractère et par politique, il pardonna à tous ses ennemis. Ses troupes furent licenciées. Il s'abandonna à la mollesse et au luxe. Son plus beau régiment de dragons fut donné à un de ses plus dangereux voisins, à Frédéric-Guillaume, roi de Prusse, en échange de douze grands vases de porcelaine. Sa cour était fastueuse et polie. Son goût pour tous les plaisirs le rendait aussi célèbre que les vicissitudes de sa fortune. Les Polonais, dont les mœurs sont faciles, se livrèrent à tous les dangers de son exemple; et si les premières années de ce règne avaient augmenté les désordres de l'état, celles qui suivirent y ajoutèrent bientôt le désordre des mœurs. Les dames polonaises avaient jusque-là vécu modestes et retirées; et lorsque dans le siècle passé l'épouse de Casimir, élevée à la cour de France, en avait apporté les mœurs en Pologne, et avait employé au succès de ses vues l'habileté des femmes et le pouvoir de leur séduction, il est prouvé par les plus secrètes anecdotes de ce temps-là, que les

plus habiles d'entre elles ne surent exercer ce redoutable pouvoir que sur le cœur de leurs maris. Elles en apprirent enfin toute l'étendue. Appelées à la cour par la magnificence de ses fêtes, elles se livrèrent à la faveur et à l'intrigue. Elles influèrent dans la nomination de tous les emplois; et les rivales de celles-ci, déchues de l'espérance d'exercer à la cour un égal crédit, se firent gloire d'encourager dans les provinces les partisans de la liberté. La rupture des diètes paraissant toujours une précaution nécessaire contre l'ambition du roi, et les Polonais ne se réunissant point en corps de nation, ils adoptèrent chacun séparément une partie de ces progrès rapides que le luxe, la société et la facilité des mœurs faisaient chez les autres peuples. Mais ils n'admirent aucun des progrès que faisait l'administration publique. Partout ailleurs les arts militaires se perfectionnaient, tous les peuples de l'Europe apprenaient à faire la guerre, comme l'ont faite les Grecs et les Romains. Les frontières de la plupart des états se hérissaient de forteresses. La perception et la régie des impôts étaient regardées comme une science profonde, et l'habileté dans le

commerce devenait une source de puissance. Les seuls Polonais conservèrent tous les anciens usages; et de tant de changemens introduits en Europe, la politesse et le luxe furent les seuls qui s'introduisirent parmi eux. Deux fois sauvés de l'ambition de leurs voisins, l'une par le traité d'Oliva, l'autre par le traité du Pruth, ils se croyaient en sûreté sous la double protection de la France et de la Turquie. Ils s'accoutumèrent à se reposer de leur défense sur la foi de ces traités, et plus encore sur la jalousie réciproque des grands états qui les environnent. Leur sécurité était entretenue par cette pernicieuse opinion que leur liberté étant nécessaire au système de l'équilibre de l'Europe, si on les attaquait d'un côté on accourrait de toutes parts pour les défendre, et l'ostentation polonaise tirait encore quelque vanité de ce que l'Europe entière veillait pour la sûreté de la république.

Aussitôt en effet que les Turcs se virent délivrés de la guerre malheureuse qu'ils avaient soutenue contre la maison d'Autriche, leurs armées revinrent rapidement dans les provinces voisines de la Russie, ils recommencèrent à exiger du

czar l'exécution du traité conclu sur les bords du Pruth. Pierre Ier., qui depuis quatre ans cherchait sans cesse de nouveaux prétextes pour laisser ses troupes en Pologne, les en retira à cette époque, et les porta en Asie, où il se livra à l'ambition de régner sur la mer Caspienne, et de conquérir les provinces du royaume de Perse qui environnent cette mer.

LIVRE III.

SOMMAIRE.

Variations de la politique russe, et caractère de cette histoire. Catherine impératrice de Russie, et Menzikof son ministre. Commencement de l'affaire de Courlande. Disgrace de Menzikof. Faveur des Dolgorucki. Vacance du trône de Russie. État de la maison impériale. Les Dolgorucki appellent au trône la duchesse de Courlande, en lui imposant des conditions. Le despotisme redemandé par les Russes. État de la Cour de Russie sous le gouvernement de Biren et jusqu'à la mort du roi de Pologne. État de la Pologne à cette époque. Stanislas élu roi de Pologne. Auguste II implore la protection de la Russie. Commencement de la prétention de la Russie d'être garante du gouvernement de Pologne. Guerre en Pologne et siège de Dantzick. Auguste II reconnu roi. Lois contre ceux qui à l'avenir appelleront des troupes

étrangères pendant les interrègnes. Lois contre les dissidens. Guerre de la Russie contre les Turcs. Projet de rétablir l'Empire Grec. Médiation de la France. Anéantissement du traité du Pruth. Biren duc de Courlande. Son exil. Nouvelle révolution en Russie. Proscription des étrangers. Retour des anciennes mœurs. État de la Russie sous Élisabeth. Caractère d'Auguste III et du comte Brulh. Leur dépendance de la Russie. Établissement d'un Évêque russe en Lithuanie. Anarchie de la Pologne sous ce règne. Unique moyen d'y rétablir un gouvernement. Deux projets de réforme, l'un pour constituer une meilleure république, l'autre pour établir une monarchie. Histoire de la maison Czartorinski. Suite de l'histoire des Czartorinski, et alliance de Poniatouski avec cette maison. Caractère de ces princes; leur brouillerie avec le comte Brulh. Ambassades en Pologne du chevalier Williams et du comte de Broglie. Diète de Grodno. Caractère du comte Branicki. La confédération qu'on voulait former à Grodno est prévenue par Mokranouski, et le grand général devient chef du parti français. Affaire d'Ostrog et ses suites. Parti

formé par le comte de Broglie, et abandonné par la France. Guerre générale en Europe, et changement de toutes les alliances. Auguste fuit de Saxe en Pologne, et Brulh préfère le secours des Russes à celui d'une armée polonaise. Intrigues pour déterminer Élisabeth à prendre part à la guerre. Entrée des Russes en Pologne.

Si le trône de Russie eût été plus longtemps occupé par un de ces princes ambitieux, habiles à saisir toutes les occasions que la fortune leur présente, il est vraisemblable que le période fatal de la Pologne serait arrivé dès ce temps-là. Pierre, devenu tranquille possesseur de toutes les provinces situées au nord de ce royaume, et possédées autrefois par son rival, voulait en suivre l'exemple, renvoyer Auguste en Saxe, et réduire les Polonais à leur propre faiblesse. Il avait embrassé dans les derniers mois de sa vie, cette politique qu'avait eue Charles XII, avec l'extrême différence que le caractère de ces deux princes devait nécessairement apporter dans un dessein semblable; l'un se préparait à violer

toute foi publique pour exécuter un projet où l'autre avait été conduit par sa vertu rigide et son inexorable justice ; mais un excès de débauche, ou plutôt une longue suite de pareils excès, causa au législateur des Russes une mort prématurée ; et il a fallu près de quarante années, et une suite des plus étranges conjonctures, pour ramener une seconde fois cette même politique sur le trône de Russie. Il laissait à ses successeurs un empire immense, une puissance affermie, et tout ce qui pouvait les amollir et les corrompre. Dans une cour despotique, le prince donnant toujours son caractère au gouvernement, rien ne se suit, tout change d'un règne à l'autre. Souvent, sous un même règne, on peut compter autant d'administrations différentes qu'on voit de favoris et de ministres s'élever et disparaître. De singuliers spectacles vont donc s'offrir sous les yeux des lecteurs. D'un côté, la Pologne n'a plus ni les mœurs de son gouvernement, ni celles même qui eussent fait respecter son anarchie ; d'un autre côté, les Russes n'auront plus le génie de leur ambition. En continuant, il est vrai, de regarder cette république comme un pays qu'ils

doivent subjuguer un jour, c'est un but qu'ils se proposent vaguement, sans savoir quelle route pourra les y conduire. Des intrigues opposées feront exécuter successivement des desseins contradictoires. Les vicissitudes de leur gouvernement auront ainsi sur la destinée des Polonais, autant et même plus d'influence que sur la destinée de leur propre empire. Cette république exposée à tous les désordres de son anarchie, ressentira encore toutes les agitations d'un despotisme étranger: et les grands événemens que je dois raconter ne seraient pas entendus, si je ne mêlais souvent à leur récit le détail des révolutions, des intrigues et des mœurs de cette autre cour.

La fortune avait pris dans les derniers rangs, ou pour mieux dire, hors des rangs de la société, la souveraine et les ministres qui succédèrent à toute la puissance de Pierre le Grand. Catherine, née sans que sa mère aît jamais eu d'époux, mariée à un soldat livonien, servante d'un curé suédois, devenue concubine d'un général russe, ayant passé dans les bras de l'empereur à l'instant où il la vit pour la première fois, l'avait ensuite accompagné dans ses travaux,

comme la plus chérie de ses maîtresses, avait été, après la naissance de deux enfans, déclarée sa légitime épouse; et son génie la fit monter sur un trône dont sa beauté l'avait fait approcher. Elle eut pour ministre ce même général dont elle avait été concubine, Menzikof qui dans son enfance servait de bouffon dans les cours du palais aux soldats de la garde, et qui ayant un jour amusé le czar qui le regardait par les fenêtres, fut appelé par le prince, lui répondit avec une bouffonnerie spirituelle, fut fait page, devint favori, obtint le commandement des armées, resta plus d'une fois régent de l'empire pendant les voyages de son maître, et acquit de si grands biens qu'il pouvait, disait-on, aller de Riga en Livonie jusqu'à Derben en Perse, en couchant toutes les nuits dans ses terres. Cette longue faveur était passée quand Pierre mourut: mais cette mort ayant prévenu les derniers effets de sa disgrace, et ses dignités lui restant encore, il en ressaisit aussitôt l'autorité. Il prit, comme premier feld-maréchal, le commandement des troupes: il fit environner la maison où les sénateurs s'étaient assemblés pour délibérer à qui ils donneraient

la couronne ; et en sa qualité de premier sénateur, prenant place à leur tête, il les força de laisser le gouvernement entre les mains de Catherine. Son ambition s'augmentant alors avec son pouvoir, il employa les armées russes à envahir pour lui-même le duché de Courlande, souveraineté dépendante de la Pologne. Ainsi sous ce nouveau règne, le seul intérêt d'un ministre favori, engagea l'Empire de Russie dans une entreprise particulière contre une province polonaise ; et son ambition personnelle restreignit au dessein de sa propre fortune ce qui avait été commencé pour de plus vastes projets.

Les duchés de Courlande et de Sémigale sont un reste de l'ancien domaine des chevaliers Livoniens. Au temps des premières incursions des Moscovites, lorsque pour la première fois, vers le milieu du seizième siècle, ils s'étaient jetés sur la Livonie, cet ordre touchait à sa ruine. Il avait adopté la réformation, qui dans ce même temps séparait de la communion romaine un si grand nombre d'états. Les commanderies et le trône même étaient devenus des biens patrimoniaux et héréditaires. Un pareil

changement ne s'était point fait sans de grandes dissensions ; et ce nouvel état se trouvant alors sans défense, le duc et la noblesse, à qui bientôt il ne resta plus de toutes leurs possessions que les provinces de Courlande et de Sémigale, implorèrent pour les conserver le secours des armes polonaises. Ces duchés devinrent un fief de la république, sous la condition expresse d'en devenir un jour une province, et d'être, quand la maison ducale s'éteindrait, partagés en palatinats pour être gouvernés de la même manière que les autres pays de la république. L'événement prévu dans ce traité d'assujétissement, était sur le point d'arriver. Le dernier duc, vieux, infirme, sans enfans, revenu à la religion catholique, et brouillé par cette raison avec la noblesse de son duché, s'était retiré dans une ville étrangère, et tout entier à ses infirmités ou à ses pratiques de dévotion, fuyait également les soins du gouvernement et le mariage. Les Courlandais virent avec douleur approcher le moment où leur patrie deviendrait une province de Pologne. Leur religion n'est point celle qui domine dans la république ; leur langue et leurs usages ne sont

point ceux des Polonais. Originaires d'Allemagne, ils en ont conservé les anciennes mœurs. La coutume des duels subsiste parmi eux dans son antique liberté. Ils vivent dans une grande indépendance de leur souverain ; ils ne lui paient aucune sorte de tribut ; ce sont eux au contraire qui font valoir les terres ducales, anciennes commanderies qui doivent toujours leur être affermées. La faiblesse de ce petit état ne lui permettant pas d'avoir une armée, ils servent dans les troupes étrangères ; mais cette espèce de consomption qu'on appelle maladie du pays, qui ne se guérit que par le plaisir de revoir tous les objets qu'on a vus dans son enfance, s'empare presque toujours d'eux ; et la plupart reviennent mourir dans leur patrie. Cette noblesse craignit d'être soumise à de nouvelles lois. Déjà dans une diète assemblée à Varsovie en 1726, la seule qui depuis long-temps se fût heureusement terminée, les Polonais comptant sur la mort prochaine du vieux duc, avaient décidé le partage de cette principauté en palatinats. Ils avaient envoyé des commissaires à Mittau, capitale de la Courlande, pour régler la nouvelle forme du

gouvernement. Les Courlandais s'opposèrent à cette résolution. Ils décidèrent dans leur diète d'élire un nouveau duc, de donner d'avance la succession éventuelle ; et pour séparer les intérêts du roi de Pologne d'avec ceux de la république, ils offrirent unanimement leur couronne au comte Maurice de Saxe, son fils naturel. C'est ce même comte de Saxe, devenu ensuite si célèbre par ses talens militaires. Menzikof, premier ministre russe, soutint les Courlandais dans cette espèce de rebellion ; mais il voulut ce trône pour lui-même. Le jeune comte de Saxe ne manqua point à sa fortune ; réduit à se défendre contre deux puissances, dont l'une employait l'autorité des lois, le traitait de rebelle, et sous ce titre mettait sa tête à prix ; et dont l'autre, n'ayant que la force pour elle, fit envahir le pays par une armée, il osa soutenir une guerre. Il trouva des ressources dans son génie ; il se retira avec honneur quand il ne lui resta plus aucune autre ressource que la retraite, conservant ses droits, s'il en avait ; et ayant commencé d'acquérir par cette entreprise illustre, quoique malheureuse, le nom qui le rend immortel.

Menzikof se croyait déjà souverain de ce duché, et pour achever de s'en emparer, n'attendait plus que la mort du vieux duc. Mais l'ambition de ce favori croissant toujours avec sa puissance, rencontra en Russie même son terme fatal.

La mort de Catherine avait laissé le trône de Russie à un enfant de onze ans, petit fils de Pierre Ier. Menzikof, encore plus maître de l'état sous ce nouveau règne, allait marier sa fille au jeune empereur, et son fils à la sœur de ce prince. L'empire, par l'un et l'autre de ces mariages, paraissait également assuré à sa famille. Dans ces conjonctures, une légère indisposition, qui le retint quelques jours dans ses appartemens, ouvrit à ses ennemis un accès facile auprès du jeune czar; et le caprice d'un enfant perdit ce vieux ministre. Ce n'est point ici le lieu de raconter comment il fut conduit hors de Pétersbourg, avec un cortége nombreux et magnifique, soit qu'on voulût par là contenir le peuple dont il était adoré, soit que l'on crût devoir encore ce ménagement à un reste d'amitié du jeune empereur pour lui. Mais au sortir de la ville, cette pompe disparut. De tout ce cortége il ne lui

resta que des gardes. Il fut, avec ses deux enfâns, conduit dans une contrée déserte, où jusqu'à sa mort, le travail de leurs mains servit à soulager leur commune misère.

Les princes Dolgorucki, auteurs de sa chûte, succédèrent à son crédit, à ses projets sur la Courlande et sur le trône même de Russie, vainement retenus par les prières et les pressentimens de leur nombreuse famille. Car, en ce pays, les familles entières étant toujours enveloppées dans les disgraces, chacun s'inquiète et tremble pour soi-même, en voyant un homme de son nom parvenir à la faveur. Une secrète épouvante s'y mêle toujours à la joie dans les plus heureux succès de l'ambition. Les infortunes dont ils étaient menacés, s'annoncèrent par la mort du jeune czar et celle de sa sœur, pendant les apprêts d'un double mariage, avec les enfans de ces ministres favoris. Le trône demeura vacant. Il faut savoir que l'ordre de la succession ne se règle en Russie que par la volonté du dernier souverain; cette volonté n'avait point été déclarée. Il faut savoir encore, pour bien entendre les mouvemens intérieurs

de cette cour, qui doivent se lier à tous les événemens de cette histoire, que la maison impériale se trouvait réduite à quatre princesses. Deux étaient nées de Catherine et de Pierre, mais avant leur mariage, et l'aînée même était alors absente et mariée au duc de Holstein. Les deux autres étaient nièces de Pierre, et filles de son frère aîné; elles étaient également absentes : sa politique cherchant des alliances au dehors, les avait aussi mariées à de petits souverains étrangers; la première au duc de Mékelbourg, prince avare et cruel, dont elle était séparée, et la seconde à un duc de Courlande, dont elle était veuve depuis assez long-temps. Des révolutions successives ont élevé tour à tour à l'empire ces quatre princesses ou leurs descendans.

Au moment de cette vacance du trône, les Dolgorucki, la plus ancienne maison russe, se voyant seuls à la tête des affaires et de la cour, voulurent délivrer à jamais leur patrie du joug odieux des favoris, qui montaient de l'esclavage au ministère, et du joug encore plus odieux des étrangers, qui venaient en foule de tous les pays instruire et subjuguer la nation Russe. Ils rédigè-

rent les conditions auxquelles ils donneraient la couronne. Il ne s'agissait pas d'établir un gouvernement libre, mais de forcer le despotisme à revenir aux anciennes mœurs. Ils stipulèrent que le nouveau souverain ne pourrait disposer ni des grands emplois, ni des revenus de l'état, sans l'avis d'un conseil choisi parmi les anciens Russes. Après avoir long-temps balancé, ils remirent la succession dans la branche aînée, mais non dans l'ordre naturel. Ils envoyèrent offrir la couronne à la duchesse douairière de la Courlande, qui vivait dans ce duché avec un revenu médiocre, uniquement occupée de ses plaisirs, sans avoir jamais conçu ni l'espérance, ni l'ambition de régner. Anne signa aveuglement toutes les conditions qui lui furent présentées, et partit de Mittau suivie d'une foule de noblesse Courlandaise que lui attachait sa nouvelle fortune. Ce fut ainsi que la destinée commença à mêler toutes les affaires de Courlande avec celles de Russie, et à soustraire presqu'entièrement ce fief à la république de Pologne.

Cette princesse, devenue impératrice à des conditions qui ne lui laissaient

qu'un pouvoir limité, ne tarda pas à reprendre en main le pouvoir absolu. Les détails de cet événement sont étrangers au sujet que je traite ; mais ils sont si extraordinaires, ils forment un contraste si marqué avec les mœurs polonaises, que j'ai cru faire plaisir au lecteur de les lui raconter comme je les ai appris moi-même sur les lieux et de témoins oculaires.

En arrivant à Moscow, Anne fut séparée de toute sa suite, les princes Dolgorucki la gardaient à vue. Jamais elle n'était un moment sans être observée par l'un d'eux. Mais la petite noblesse russe, que sa pauvreté met à l'abri des coups violens du despotisme, et qui, disait-elle, préférait un maître à cinquante tyrans, les étrangers qui voyaient la cour se fermer à leur ambition, cent mille esclaves qui peuplent cette capitale et qui s'affligeaient de voir la czarine perdre cette autorité arbitraire qui les console en tenant leurs maîtres dans un abaissement égal au leur, tous enfin se réunirent dans le projet de se soulever contre le nouveau gouvernement. On fit parvenir à la czarine un billet, par lequel on lui demandait,

pour unique démarche, de se montrer le lendemain à une heure marquée à une fenêtre du palais. Les Dolgorucki, vaguement informés qu'il y avait un complot, sans avoir encore pénétré ce qu'on méditait, doublèrent partout les gardes. Les conjurés, avertis de cette précaution, tremblèrent pour le succès de leur entreprise ; et prêts à tous les événemens, embrassèrent leurs femmes et leurs enfans, en leur disant peut-être un éternel adieu : malheureux qui couraient à la servitude avec le même courage que de vrais citoyens auraient eu pour en briser le joug ! Une multitude innombrable s'assembla sous les fenêtres du palais ; et la czarine s'y étant montrée, cette multitude l'accueillit avec de grandes acclamations. Les chefs de cette émeute, suivis d'une foule nombreuse, montèrent aussitôt à son appartement. Les Dolgorucki accoururent ; il était trop tard. Tout ce peuple réuni sous les yeux de sa souveraine, ne pouvait plus être dispersé. On présenta à la czarine une requête, au nom de tout l'Empire, par laquelle on la suppliait de régner avec le même pouvoir qu'avaient eu ses ancêtres. Elle répondit, qu'elle

s'était engagée par un contrat déposé entre les mains du grand chancelier de l'Empire : celui-ci était présent et prévenu. On le somma de produire cet écrit ; et les conditions que l'impératrice avait signées pour tempérer le despotisme, furent déchirées de ses mains, aux acclamations de tout son peuple.

La faveur des Dolgorucki tomba dès-lors avec leur pouvoir. Quelques semaines après, ils furent tous arrêtés : ils languirent neuf ans, séparés dans différentes prisons, et après ce long intervalle, ils furent un même jour rassemblés sur un même échafaud, père, oncle, fils et neveux, pour y être roués vifs sous les yeux les uns des autres. On apprenait aux Russes, par cet exemple terrible, à subir patiemment le joug des étrangers. Cette foule d'hommes extraordinaires, ces jeunes aventuriers de toutes les nations, appelés autrefois par Pierre Ier., et employés dans toutes les parties de l'administration, maintenant vieillis au milieu d'un peuple ignorant et inepte aux grandes affaires dans lesquelles il se trouvait engagé, occupaient à la fois toutes les premières places de l'état ; et sous le règne d'une princesse

formée elle-même aux mœurs étrangères, ils étaient devenus les vrais maîtres de l'empire. Tel fut Ostermann, qui présidait au conseil, et qui, dans sa politique, avait, disait-il, pour maxime, « De ne jamais faire le jour même « ce qu'il pouvait remettre au lende- « main. » Tel fut Munick, dont l'activité convenait mieux à la guerre, et qui se vantait de n'avoir jamais remis au lendemain, ce qu'il avait pu faire le jour même. Tel fut enfin ce grand nombre d'hommes célèbres, qui portèrent en Europe et en Asie la terreur du nom russe, et par qui ce règne devint le plus bel âge de cet empire.

Un jeune Courlandais les contenait sous un joug sévère, Biren, que nous verrons bientôt duc de Courlande, et ensuite, après avoir éprouvé les plus effroyables disgraces, enlever encore ce duché aux princes de la maison de Saxe. La nouvelle impératrice l'avait amené à sa suite. Sa famille avait servi les ducs de Courlande dans les plus vils emplois. La faveur intime de cette princesse, hautement déclarée pendant qu'elle résidait à Mittau, n'avait pu le faire admettre parmi la noblesse de ce duché. On avait

cité contre lui une note infamante, inscrite dans le nobiliaire de Courlande, où il était dit que cette famille serait à jamais rejetée de l'ordre de la noblesse, pour avoir produit des titres faux. Mais en Russie la faveur seule lui donna le gouvernement de l'empire. C'était un esprit altier, une ame féroce, qui méditait froidement d'horribles cruautés, et prétendait s'en justifier par la nécessité, disait-il, de traiter ainsi le peuple russe. La fermeté de son caractère anima et mit en vigueur toutes les parties de l'administration. Les Russes, exposés aux plus cruels supplices, méprisés dans leur propre pays, éloignés de tous les grands emplois, n'étaient appelés à la cour que parmi les bouffons, pour y être perpétuellement avilis au milieu des fêtes indécentes et grotesques qui en étaient les seuls amusemens.

Dans les deux premières années de ce règne, ces étrangers craignirent de quitter la cour. Ils se disputaient la suprême faveur auprès d'une princesse que la licence de ses mœurs exposait à toutes leurs prétentions; et leur rivalité les empêchant de s'éloigner, et s'accordant ainsi avec les véritables intérêts de l'em-

pire, ils ne paraissaient occupés que de l'administration intérieure. Mais bientôt la faveur de Biren ne laissa plus d'espérance à ses rivaux, et chacun dut chercher sa fortune dans l'éclat de ses services. Cet homme lui-même, qui n'avait pu parvenir à se faire admettre parmi la noblesse de Courlande, ne tarda pas à former le projet de s'en rendre le souverain. Telles étaient les dispositions de cette cour, quand la vacance du trône de Pologne offrit à cette foule d'ambitieux l'occasion qu'ils attendaient.

Les Polonais depuis quinze ans avaient vécu dans la paix, le luxe et la mollesse. La république avait craint une seule fois de nouvelles agitations. Une querelle dans une rue entre des enfans, avait donné naissance à ces mouvemens dangereux ; et l'on reconnaîtra par ce récit même, comment une cause si frivole a eu la plus grande influence sur toute la suite des événemens. Les Jésuites s'étaient établis dans la ville de Thorn, où domine le luthéranisme ; d'autant plus zélés qu'ils habitaient, suivant leur expression, dans un repaire d'hérétiques ; d'autant plus hardis qu'au milieu de cette bourgeoisie peu considérée

en Pologne, ils en élevaient toute la jeune noblesse. Quelques-uns de leurs écoliers, après une procession publique, insultèrent des enfans luthériens. La bourgeoisie prit part à cette querelle, s'assembla en tumulte; et repoussée avec outrage des portes du collége, elle s'irrita, força cette maison, pilla l'église, profana tous les objets du culte sacré, et traîna dans les ruisseaux une image de la Vierge. Toute la Pologne frémit de cette profanation. Une diète se tint dans ces conjonctures; elle ne fut point rompue. Le zèle religieux concilia tous les esprits; on nomma une commission pour informer de ce désordre et punir les coupables. Ce fut dans cette même diète que l'on décida, comme nous l'avons raconté, le partage de la Courlande en palatinats. Ainsi la superstition publique et l'intérêt personnel, puisqu'il s'agissait, dans l'affaire de Courlande, d'augmenter le nombre des emplois et des grâces, rétablirent enfin cette unanimité nécessaire à la tenue d'une diète, et qu'aucun autre intérêt relatif à la patrie n'avait pu ramener depuis si long-temps. La commission nommée contre la ville de Thorn, reçut toute l'é-

tendue du pouvoir souverain. Les Jésuites furent les accusateurs. La commission se laissa prévenir par leur zèle, par les risques qu'avait courus cette jeune noblesse au milieu de ces bourgeois séditieux, et enfin par la haine que des gentilshommes souverains portent naturellement aux privilèges des grandes villes. On ne se borna pas à punir une sédition, on voulut *venger Dieu*. La ville de Thorn, occupée par des troupes polonaises, vit deux vieillards, chefs de sa magistrature, sans autre crime que de n'avoir pas suffisamment réprimé le désordre, perdre leurs têtes sur l'échafaud, et plusieurs de ses citoyens expirer dans les bûchers. On éleva une colonne dans la place publique, afin de perpétuer la double mémoire du sacrilége et du supplice. Le culte luthérien fut dépouillé de tous les avantages que dans cette seule ville il avait usurpés sur les catholiques.

Les dissidens, trop peu nombreux pour s'opposer à cette cruelle exécution, se plaignirent à tous les souverains; ils espérèrent un moment d'être soutenus par des troupes étrangères; les Polonais le craignirent, et dans toutes les provinces on se tint prêt à prendre les ar-

mes. Auguste ne vit pas sans effroi cette nombreuse noblesse s'armer et se rassembler; ce prince, qui pour parvenir à soumettre la nation, avait cherché tous les moyens de la séduire, s'empressa de lui offrir pour défendre la religion catholique le secours de ses troupes saxonnes et luthériennes. Il en avait réformé la plus grande partie à la fin des derniers troubles; mais il profita des craintes actuelles pour faire en Allemagne de nombreuses levées, et se précautionner contre les événemens. Il se croyait affranchi, par la mort de Pierre Ier., des engagemens contractés sous cette redoutable garantie, et il attendait impatiemment une occasion de faire rentrer ses troupes en Pologne. Il ne fut pas même sans espérance que les Polonais ne se laissassent aveugler par leur fanatisme, jusqu'à recevoir volontairement un secours si dangereux. Mais alors aucune puissance n'avait intention de troubler cette république; toutes se bornèrent à des recommandations en faveur des dissidens. Les Polonais indignés de ce que leurs concitoyens eussent ainsi crié vengeance dans les cours étrangères, ne songeaient plus qu'à réprimer une licence qui pou-

vait devenir plus funeste ; ils voulaient prévenir par de nouvelles lois le danger d'un pareil exemple. Il s'agissait d'assurer l'indépendance de la république, en effrayant par la sévérité des défenses, quiconque serait tenté d'avoir recours à ces protections trop puissantes. Auguste de son côté vit avec douleur s'échapper l'occasion de faire rentrer ses Saxons en Pologne ; cette espérance avait fait renaître toute son ancienne ambition. On a découvert que dans son dépit, et afin de rendre nécessaire aux Polonais le secours de cette nouvelle armée, il sollicitait alors le kan des Tartares de faire une invasion sur les frontières. Il offrait aux puissances voisines, pour l'aider dans le dessein d'assujétir la république, et d'en rendre la couronne héréditaire dans sa maison, la cession de quelques provinces. Sa mort arriva dans ces conjonctures. Il fallait que l'industrie des Saxons et la fécondité de leur sol, le pillage de la Pologne pendant la guerre, et la vente de tous les emplois de cette république pendant la paix, eussent été pour lui une source intarissable de richesses ; car après les dépenses incroyables de son règne, après les étranges

vicissitudes de sa fortune et les prodigalités de son luxe, après avoir bâti à Dresde une nouvelle ville, élevé de superbes monumens, meublé ses palais de tous les chef-d'œuvres des arts, et qu'on nous permette de le dire, pour donner par un seul exemple une idée de tout le reste, après y avoir rassemblé dans une immense galerie, pour quarante-quatre millions de porcelaine, il laissait à son fils douze millions dans son trésor, un crédit assuré par la liquidation de ses dettes, et une armée de trente-trois mille hommes d'excellentes troupes. Cette somme, ce crédit, cette armée, et un parti assez nombreux, eussent suffi pour décider dans la prochaine élection les suffrages de la noblesse polonaise. Mais d'autres conjonctures rendaient cette vacance du trône de Pologne un des plus grands événemens qui pût survenir en Europe.

Stanislas Leczinski, ce polonais couronné par Charles XII, et qui ensuite proscrit dans son pays, portait d'asile en asile le titre de roi de Pologne, par une inconcevable destinée avait du sein de son infortune, fait sa fille reine de France. Peut-être eût-il été d'une saine

politique, et du véritable intérêt de la France de laisser aux Polonais un roi qui eût des forces personnelles, et qui dans leur anarchie pût au moins les défendre. On ferma les yeux sur une si sage considération. Les Français se firent un point d'honneur de rendre au père de leur reine la couronne qu'il avait déjà portée; mais par une suite des brouilleries qui avaient éclaté entre la reine de France et le ministre qui gouvernait alors ce royaume, rien n'était prêt pour cet événement. La France n'avait aucune liaison en Pologne; elle avait depuis long-temps négligé et presque totalement abandonné les affaires du nord. Toutefois les sommes immenses qu'elle répandit dans cette république, les talens de ceux qui agirent en cette occasion, les prétextes honorables qu'ils firent valoir en excitant les Polonais à se ressaisir de leur indépendance, enfin l'opinion des secours qu'on devait attendre d'un royaume si puissant et de ses alliés, réunirent bientôt tous les suffrages. Les Polonais commencèrent par s'engager dans toutes les provinces sous la foi d'un serment unanime, à ne donner la couronne qu'à un de leurs concitoyens.

Soixante mille s'assemblent dans le champ électoral ; ils rappellent sur le trône Stanislas, et par une singularité digne de tout le reste de sa vie, pendant qu'une flotte encore éloignée, sûr laquelle s'était embarqué à la vue de tout un peuple un homme dont tous les traits ressemblaient à ceux de ce prince, était attendue à Dantzick, comme si elle l'eût amené par mer, il se trouva présent et parut tout à coup au moment où il fut élu. Un seul Polonais s'avance alors au milieu du camp, et d'un mot suspend l'élection ; mais il se laisse fléchir aux prières générales. Son opposition rétractée ne sert que de témoignage, et pour ainsi dire de monument à la liberté qui règne dans cette élection. Soixante mille suffrages donnèrent donc une seconde fois la couronne à Stanislas, et les Polonais s'applaudissaient de voir enfin renaître parmi eux cette heureuse unanimité de leurs ancêtres, qui autrefois, disaient-ils, donnait à leurs lois une sanction si vénérable, et à leurs actions de guerre un accord invincible.

Mais déjà trois armées environnaient les frontières, et menaçaient d'inonder les provinces, si on osait élire Stanislas.

Le nouvel électeur de Saxe avait imploré le secours de la Russie; et quoique la vraie politique de cet empire dût être de placer sur ce trône un prince sans force et sans armée, dans cette cour comme dans celle de France, des intérêts particuliers l'emportèrent sur ceux de l'état.

Le nouvel électeur, qui fut bientôt connu sous le nom d'Auguste III, pour obtenir le trône de Pologne, promettait à Biren le trône de Courlande. Il offrait à tous ces ambitieux qui dirigeaient le gouvernement russe, l'espoir de disposer de toutes les grâces de son royaume. D'un autre côté, la maison d'Autriche possédait dans ce temps le duché de Silésie, qui borde tout l'occident de la Pologne; elle avait presque toujours pris part aux troubles de ce pays; elle avait, depuis deux cents ans, employé sa politique à y augmenter l'influence des Russes; et des intérêts momentanés engagèrent encore l'Empereur autrichien dans le même concert, pour seconder le nouvel électeur de Saxe. Il n'y avait cependant pour cette invasion aucun prétexte légitime. Les puissances de l'Europe ayant toujours exercé entre elles le droit du plus fort dans toute l'étendue de sa barbarie, cher-

chent à couvrir leurs injustices et leurs violences de quelque apparence spécieuse; et à tous les commencemens de guerre, on voit éclore des volumes de sophismes. Ceux qui furent alors imaginés doivent d'autant moins être passés sous silence qu'ils ont eu dans la suite les conséquences les plus fatales.

Les deux empires réunis s'annoncèrent comme garans du gouvernement et des lois de la république. Il faut, pour expliquer cette prétention, remonter aux siècles précédens, où la noblesse de Pologne et celle de Hongrie s'étaient mutuellement garanti leur liberté. Ces deux nations, quelquefois gouvernées par un même roi, et toujours soigneuses de cultiver entre elles le bon voisinage, s'étaient, par leurs traités, donné réciproquement le droit de réclamer les secours l'une de l'autre contre tout ennemi étranger ou domestique, qui aurait entrepris de renverser leurs lois. Les vicissitudes des temps avaient tout changé. Le sceptre de Hongrie était passé entre les mains des Empereurs autrichiens. Les Polonais, distraits par leurs dissensions civiles et leurs longues guerres, n'avaient pu secourir les Hon-

grois opprimés; en un mot, les anciens traités étaient tombés dans un mutuel oubli. Mais la maison d'Autriche voulut en inférer, dans l'occasion actuelle, ce prétendu droit de veiller en Pologne à l'exécution des lois, et d'exiger une nouvelle élection. Les Russes, recevant cet exemple de leurs alliés, voulurent aussi s'approprier une autorité semblable. Ils commencèrent à en chercher les fondemens dans ce traité de paix conclu en 1717, entre Auguste II et ses sujets, sous la médiation et sous la garantie de Pierre Ier.; traité qui avait eu pour objet unique l'évacuation de la Pologne par les troupes saxonnes. La Russie prétendit en inférer ce droit nouveau de veiller sur toutes les affaires de la république. C'est une imitation absurde de l'autorité que la France et la Suède, après avoir rétabli la liberté de l'Allemagne, peuvent y exercer, comme garantes des traités de Westphalie; garantie légitime, et qui est d'accord avec tous les principes du droit public de l'Europe, parce que les différens états qui composent l'Empire germanique, indépendans les uns des autres, peuvent faire la guerre ou la paix, et s'allier avec

les puissances étrangères. Mais s'arroger une autorité pareille dans l'intérieur d'une république, c'est renverser le droit des nations : et ce système d'oppression ne peut avoir pour fondement que cette maxime des barbares : « *Malheur aux vaincus.* » Cette prétention tyrannique que la Russie devait soutenir de nos jours par tant de violences pour forcer les Polonais eux-mêmes d'y donner un consentement formel, naissait dans le même temps où ces républicains avaient résolu de prévenir toute ligue, toute liaison de leurs sujets avec les puissances étrangères. Des sentimens si opposés, dont le choc devait allumer un si vaste incendie, se produisaient alors pour la première fois dans ces deux états, comme si l'un eût senti sa force au moment où l'autre commençait à sentir sa faiblesse.

Soixante mille Russes, sous la conduite de ces étrangers qui cherchaient à signaler leurs noms en Europe, et à assurer leur fortune en Russie, s'avancèrent donc en Pologne. Ils dévastaient sur leur passage les terres de tout gentilhomme qui avait montré du zèle en faveur du nouveau roi. Au seul bruit

de cette invasion, la guerre devint presque générale en Europe. Depuis longtemps tous les états de cette partie du monde ne se maintenaient en paix que par l'effort mutuel des négociateurs, et pour ainsi dire par un délai général de toutes les querelles. La première secousse devait causer un ébranlement universel. Mais les victoires que la France et ses alliés remportèrent dans d'autres contrées sur les alliés des Russes, ne furent d'aucun secours aux Polonais. Cette cour négociait pour susciter en leur faveur toutes les nations qui avaient pris les armes du temps de Charles XII. Mais avant que ses négociations, auprès du divan et dans la nouvelle république de Suède, eussent déterminé ces deux puissances à la guerre, toute cette noblesse polonaise, rassemblée par l'habileté des intrigues, demeura abandonnée à ses propres forces. Attaquée par les Russes et les Saxons, menacée par les Autrichiens, la crainte de l'incendie de ses villages la rappela dans ses châteaux, elle se dispersa dans ses vastes plaines. Les deux armées de la république, réformées sous le règne précédent, composaient à peine quinze mille

hommes sans exercice et sans discipline. Elles arrêtèrent cependant les Russes au passage de la Vistule, assez de temps pour qu'ils ne pussent arriver au champ de l'élection, avant l'expiration du terme fixé par les lois. Ils parvinrent dans une forêt voisine de Varsovie, le jour même où ce terme expirait; et là une élection faite dans une auberge, sur une route, au milieu des bois, par un petit nombre de gentilshommes, dont quelques-uns y furent conduits enchaînés, devint le titre que le nouvel électeur de Saxe eut à faire valoir contre l'élection unanime de son concurrent. Stanislas, toujours infortuné sur le trône, quoique partout ailleurs et pendant le cours d'une longue vie il ait été un rare exemple de prospérités et de bonheur, se réfugia, suivi de tous les grands, dans la seule ville forte de ces contrées. Dantzick, plutôt protégée des Polonais que leur sujette, florissante par un commerce de plus de mille vaisseaux, et jouissant d'un gouvernement particulier sous l'autorité de ses magistrats, s'est fortifiée elle-même pour conserver son indépendance. Le roi de France écrivit aux trois ordres de cette ville pour les en-

gager à défendre Stanislas, en leur promettant un prompt et puissant secours. Le siège fut sanglant et opiniâtre. On montre encore dans les fortifications un lieu nommé depuis ce temps, le cimetière des Russes. Huit mille de leurs soldats y périrent dans une seule attaque. Après cinq mois, un faible secours arriva enfin sur une escadre plus faible encore : et la plus héroïque valeur ne put le faire pénétrer dans toute la ville. Toutes les tentatives des Polonais pour le même objet n'avaient point réussi. Les confédérations qui s'étaient formées dans presque tous les districts, quelquefois heureuses dans les combats de leur cavalerie légère contre la pesante cavalerie saxonne qu'elles surprenaient dans ses cantonnemens et dans ses marches, n'eurent jamais aucun succès contre l'infanterie russe. « Jamais dans « cette guerre, dit une relation fidèle, « trois cents Russes ne se détournèrent « pour éviter trois mille Polonais. » Tant le choix des armes, la discipline et l'ensemble ont d'ascendant sur le courage même et sur le nombre ! Désormais toute espérance était perdue ; mais avant la reddition de la ville, Stanislas

eut le triste avantage d'échapper sous les plus singuliers déguisemens, aux périls dont il se trouva environné. Un grand nombre de Polonais lui restèrent fidèles. On supposa qu'ils étaient retenus par la foi de leur serment. L'empereur voulut obtenir du pape qu'il les déliât de ce serment unanime, d'exclure du trône tout étranger, mais ils ne s'en crurent déliés que par l'abdication de Stanislas : elle fut une suite des traités de paix qui terminèrent cette guerre. La France y gagna de nouvelles provinces où Stanislas vint régner. Les Espagnols gardèrent un royaume qu'ils avaient conquis sur la maison d'Autriche ; et enfin la Russie plaça sur le trône de Pologne Auguste III qu'elle avait soutenu, regardant comme un assez grand avantage de faire régner sur cette république un roi odieux à la nation, et que la crainte où il serait toujours de ses sujets, maintiendrait dans la dépendance de ses protecteurs.

Toute la nation polonaise se réunit dans une diète de pacification, tenue en 1736. Ce peuple vaincu, mais fier dans sa soumission ; fit une sorte de réclamation éternelle, en mettant à prix la tête

de quiconque à l'avenir dans un interrègne appellerait des troupes étrangères ; et cette même diète qui reconnut Auguste III pour roi, prononça en sa présence l'infamie et la peine de mort contre ceux qui dans la suite imiteraient son exemple. On exécuta dans cette diète tout ce qu'on méditait depuis plusieurs années contre les dissidens. Le petit nombre qui en restait encore parmi la noblesse, fut absolument exclus du gouvernement, et réduit à la condition de sujets. On leur accorda la sûreté de leurs biens, le droit de posséder tous les emplois militaires et d'obtenir les grâces de la cour qui n'emportent avec elles aucune magistrature, le droit de donner leurs voix dans les diétines, pour l'élection des députés, sans pouvoir être députés eux-mêmes. On leur ôta également toute activité dans les tribunaux et dans les commissions souveraines ; et l'on décerna contre eux les peines de haute trahison, si, pour être rétablis dans leur premier état, ils imploraient la protection des puissances étrangères. Ces nouvelles lois devenues de nos jours l'occasion ou plutôt le prétexte de tant de troubles, et dès ce temps-là contredites

par un grand nombre de catholiques, passèrent toutefois avec une apparente unanimité. Aucun prince étranger ne réclama contre elles ; et elles furent portées en quelque sorte sous la protection des armes russes.

Cependant les Turcs avaient laissé violer impunément le traité conclu, il y avait alors vingt-trois ans, sur les bords du Pruth, et qui aurait dû garantir la Pologne de l'invasion des Russes. Ce n'était plus ni le même visir, une disgrâce lui avait coûté la vie ; ni le même sultan, une révolution l'avait précipité du trône. Ils étaient remplacés par un empereur et par des ministres, moins dignes encore du gouvernement. Le chef des eunuques noirs était le maître de l'empire ; et sous une administration si méprisable, les insinuations de la France n'avaient pu exciter dans le sérail qu'une attention vaine et de tardives inquiétudes. Mais ces hardis aventuriers, qui gouvernaient la Russie, saisirent le prétexte de ces inquiétudes même. Déjà, et dès le temps des séditions qui avaient agité Constantinople, et placé sur le trône le nouveau sultan, ils avaient résolu d'attaquer cet empire, de venger la Russie de l'affront

qu'elle avait reçu au bord du Pruth, d'effacer ce traité honteux qui opposait à l'ambition des Russes une barrière que, dans d'autres conjonctures, elle aurait pu craindre de franchir. Ils n'avaient suspendu ce dessein que pour donner un roi à la Pologne. Ils le reprirent avec une nouvelle ardeur aussitôt que cette république fut pacifiée. Ces hommes d'un génie si redoutable sentirent que, pour enchaîner la Pologne, pour ne pas laisser dans cette république une espérance d'appui, et par cette espérance un germe perpétuel de révolte, il était nécessaire d'humilier l'empire ottoman; et que c'était peu d'avoir donné un roi aux Polonais, si on ne les séparait entièrement de leurs protecteurs. Pendant les premières hostilités, ils continuaient d'amuser le divan par de fausses négociations, et tout le plan de la guerre était déjà concerté avec les Autrichiens. La Russie profitant même de ses correspondances avec la Perse, avait engagé dans cette ligue l'heureux usurpateur Thamas-Koulikan.

Ce fut surtout pendant cette guerre que Munick, par une rigueur inflexible, acheva d'établir dans les armées russes la discipline qu'elles ont conservée. Les

officiers généraux étaient, pour les moindres fautes, enchaînés à des canons, et traînés ainsi dans de longues marches. La plupart des soldats, par la crainte de s'avancer dans les déserts sablonneux qui séparent ces deux empires, feignaient des maladies pour ne pas sortir des frontières. Munick qui vit par cette ruse ses troupes diminuer de moitié, fit publier dans son armée une défense d'être malade, sous peine d'être enterré vif; et le lendemain, ayant fait enterrer trois soldats sur le front du camp, les maladies cessèrent, et l'armée passa outre. Au siége d'Oczakoff, une bombe alluma dans la ville un incendie irremédiable. Munick commande aussitôt une attaque environnante. L'incendie s'étendant de plus en plus et faisant sauter consécutivement trois magasins à poudre, ensevelit au loin sous les ruines une partie de la ville, et des bataillons entiers d'assiégeans. Les Russes refusant alors de monter à un assaut pour entrer dans cette ville embrâsée, Munick fait pointer contre ce détachement une batterie de canons, et ces troupes ainsi forcées à combattre emportent cette malheureuse ville.

Toutefois les projets concertés entre

les alliés ne s'exécutèrent point. Thamas, après avoir demandé aux Russes, sous prétexte d'attaquer l'ennemi commun, des ingénieurs et des officiers d'artillerie, employa ce secours à la conquête des Indes. Les Turcs, qui évitent de faire la guerre sur les frontières désertes de la Russie, mais qui se portent toujours avec ardeur en Hongrie où l'espérance du butin les attire, attaquèrent avec toutes leurs forces les possessions autrichiennes, et obtinrent de grands avantages. L'armée russe, désolée par cent mille Tartares, n'eut, dans la Crimée, qu'elle mit à feu et à sang, que d'inutiles succès. Tous ces anciens généraux, formés sous Pierre le Grand, avaient repris le premier dessein de ce prince, d'étendre la domination moscovite jusqu'au rivage de la mer noire, et de s'établir sur cette mer, tandis que les principales forces des Turcs seraient occupées de toutes parts. Mais moins la fortune seconda ce projet, plus elle donna de grandes occasions au génie de Munick. Il change tout le plan de la guerre. Il traverse sans obstacle une partie de la Pologne, pour attaquer de ce côté les frontières ottomanes. Ce fut lui qui, le premier, en Russie, con-

çut le dessein de faire soulever contre les Musulmans toutes ces nations chrétiennes, conquises depuis trois siècles, et qui, depuis ce temps, toujours ennemies de leurs maîtres, s'informaient, avec une joie secrète, de tous les progrès des armes russes, et commençaient à en attendre leur délivrance. Etrange pouvoir de l'opinion, par lequel, trois siècles après l'extinction de l'empire grec, des barbares étrangers à cet empire, parviendront peut-être à le renouveler en Moscovie, ainsi que dans nos climats trois siècles après l'extinction de l'empire romain, d'autres barbares ayant usurpé son nom dans la Germanie, en ont, en quelque sorte, renouvelé la puissance. Munick, appelé dans le conseil de Pétersbourg où on voulait la paix, opina pour continuer la guerre. Il exposa l'état intérieur de l'empire ottoman. « que « tous les Grecs regardaient la czarine « comme leur légitime souveraine ; que « la disposition de ces peuples tenait « à ce premier éclat de renommée qu'a- « vait maintenant la puissance russe ; « qu'il fallait saisir ce premier moment « de leur enthousiasme et de leur es- « pérance, marcher à Constantinople;

« et qu'une pareille disposition dans les « esprits ne se retrouverait peut-être « jamais. »

En effet, dès que Munick eut conduit son armée dans la Moldavie, ancienne province de l'empire grec, et dont les habitans conservent encore la même religion, ils le reçurent comme leur libérateur. Il se préparait à passer le Danube, et à porter la guerre dans le cœur même de l'empire ottoman. Les Turcs, malgré les grands avantages qu'ils obtinrent alors contre les Autrichiens, auraient difficilement résisté au soulèvement général des Grecs, appuyé par une armée jusque-là victorieuse, et conduite par un tel homme. Dans ce péril même qui menaçait de si près la puissance ottomane, les événemens de la guerre ne servaient que d'occasion et de prétexte aux intrigues du sérail. Tantôt les intentions pacifiques d'un grand-visir devenaient le motif apparent de sa disgrâce ; tantôt dans les victoires de son successeur contre les Autrichiens on trouvait un motif pour l'exiler comme trop opposé à la paix. Mais d'autres événemens arrêtèrent l'armée de Munick, et empêchèrent l'exécution de ce grand des-

sein. Thamas revenu de la conquête des Indes, menaçait alors les frontières turques, et le divan effrayé, consentit avec précipitation à la paix que demandaient les Autrichiens vaincus; et dans le même temps, les Russes étaient rappelés dans le Nord par les premiers mouvemens d'une nouvelle guerre contre les Suédois. La France avait offert sa médiation entre la Russie et la Porte; son ambassadeur, uniquement occupé d'acquérir la gloire de pacifier ces deux empires, travaillait sans instructions de sa cour, sans aucun plan, sans aucun avis relatif à la situation des autres états; il pacifiait tout dans ces contrées, sans intéresser dans cette médiation les Suédois, qui, trop tard excités par les précédentes insinuations de la France, se préparaient à commencer cette nouvelle guerre. Il laissa anéantir le traité du Pruth, cet unique bouclier qui restait à la Pologne; et le nouveau traité signé à Belgrade, en 1739, déclara, dans son dernier article « que « toutes les conventions antérieures n'au« raient plus aucune force. » Ainsi les Polonais demeurèrent sans défenseur; un calme dangereux fut rendu à ces contrées, tandis que les longues tempêtes

excitées par l'élection d'un roi de Pologne allaient encore porter leurs ravages dans d'autres climats ; et le dessein de rétablir un jour l'empire grec subsista seulement dans la politique russe.

Le nouveau roi de Pologne, fidèle aux promesses qu'il avait faites à Biren, lui avait assuré le duché de Courlande, quoique ce duché ne fût pas encore vacant. Les Polonais, en cédant sur de plus grands intérêts, avaient consenti dans la diète de pacification à laisser porter cette atteinte aux conditions expresses du traité d'assujétissement de la Courlande. On avait statué qu'elle continuerait d'être gouvernée par un duc quand la maison ducale s'éteindrait; et en conséquence ils avaient donné au roi dans cette même diète le pouvoir éventuel de conférer ce fief à son choix ; l'unique condition qu'ils eussent imposée d'avance à celui qui en recevrait l'investiture, était d'en acquitter toutes les anciennes dettes, et d'en dégager les domaines hypothéqués à des étrangers. Par là, ils avaient dessein d'affranchir ce duché des prétentions que formait sur une partie de ses revenus l'impératrice de Russie, comme duchesse douairière. Mais

cette condition même assura le trône à Biren, parce que cette princesse annonça, au moment de la vacance, qu'elle n'abandonnerait ses droits qu'à lui seul. Les états du pays cédèrent à la nécessité de le demander pour duc ; et le sénat de Pologne, convoqué à cette occasion, n'eut point d'autre conseil à donner au roi, que de s'accommoder au temps. Le diplôme fut donc expédié à Biren. Toutefois les soins de la faveur et du gouvernement ne lui permirent pas de quitter la cour de Russie. Il ne remplit aucune des formalités exigées par les lois de Courlande pour y prendre possession de la souveraineté. Malgré ces irrégularités, cet homme, dont la famille était diffamée en Courlande, et qui n'avait pu s'y faire inscrire parmi la noblesse, en fut reconnu souverain par cette noblesse même, et par toutes les puissances étrangères.

Mais l'impératrice Anne touchait alors à ses derniers momens; et la même ambition qui avait perdu Menzikoff, allait perdre le nouveau duc de Courlande. Anne cédant aux insinuations de cet ambitieux, désigna pour successeur au trône de Russie, un enfant de quelques se-

maines. Elle écarta la duchesse de Mekelbourg, sa nièce, qu'elle avait appelée en Russie, qu'elle-même avait mariée; et elle choisit pour empereur l'enfant qui venait de naître de ce mariage. Ivan, porté en naissant au faîte des grandeurs, reçut dans son berceau les sermens de tout l'empire; et Biren, comme régent, se fit prêter serment par les armées. Une seule nuit, préparée par dix-huit ans de haine, renversa ses vastes projets. Munick, son ennemi personnel, ayant su, pour arriver au palais, tromper la vigilance des gardes, le surprit dans son lit, et le fit enchaîner enveloppé dans une couverture; toute cette famille fut mise aux fers. Son épouse arrêtée comme lui dans son lit par des soldats, fut exposée aux plus méprisans outrages; et la régence de l'empire fut remise à la mère de l'empereur.

Une sentence rendue par une commission qu'on nomma le sénat de Russie, déclara Biren criminel d'état, digne de mort, et lui faisant grâce de la vie, le priva de l'honneur, de ses biens et de sa liberté. Il fut, avec sa famille, transporté en Sibérie, dans une affreuse prison, dont Munick imagina le plan et

traça lui-même le dessin pour y enfermer son ennemi. L'Europe qui s'était tue pendant la faveur de cet homme, entendit avec surprise annoncer dans tous les papiers publics le néant de son origine, et d'illustres familles qui cherchaient quelque parenté avec lui, oublièrent leurs recherches. La régence de Courlande n'employa plus son nom dans aucun acte, et le fit effacer des prières publiques. La Russie, sous le prétexte de s'indemniser des sommes qu'elle l'accusa d'avoir fait porter en Courlande, fit mettre en séquestre toutes les terres ducales. De son côté, le roi de Pologne ordonna que ce duché, pendant la vacance, serait administré en son propre nom, et la régence se soumit, sans aucune réclamation, à une administration si bizarre, où les honneurs étaient pour la Pologne, et les revenus pour la Russie.

Ce duché paraissant alors destiné au favori, quel qu'il fût, de la princesse qui régnait en Russie, la régente Anne en sollicitait déjà l'investiture pour le prince de Brunswick, son mari, quand une nouvelle révolution précipita dans les fers l'empereur Ivan, ses parens, tous ceux qui avaient attaché leur fortune à

cette famille, et tous ces étrangers qui depuis si long-temps gouvernaient l'empire. La seconde fille de Pierre Ier., Elisabeth, qui pendant une année entière avait tramé de grands complots et médité une guerre pour monter sur le trône, fut forcée, par la crainte que ses trames ne fussent découvertes, de changer précipitamment cette conspiration en un coup de main. Elle se rendit la nuit au palais, sous l'escorte de soixante grenadiers, tous vieux soldats, choisis dans les régimens des Gardes, et que la mémoire de Pierre le Grand attachait à sa fille. En entrant dans la chambre de l'empereur, elle courut au berceau et se saisit de cet enfant. Cette troupe de soldats féroces rangés autour d'elle, présentaient leurs baïonnettes, et, prêts à le massacrer, attendaient qu'elle le leur jetât. La nourrice éperdue, et tombant prosternée aux pieds d'Elisabeth, présentait à terre un carreau audessous de ce malheureux enfant. Elisabeth, balancée entre la pitié et le soin de sa propre sûreté, fixa en silence ses regards sur lui, qui, dès un âge si tendre, accoutumé aux respects et à se voir baiser la main, la lui tendit avec un sourire. Elle

fut attendrie ; elle le caressa ; et, le posant sur le carreau, elle dit à la nourrice d'en prendre soin. Cette même nuit, on arrêta la régente et le père de l'empereur. La première intention d'Elisabeth parut être de faire conduire toute cette famille hors du pays ; mais après leur départ de Pétersbourg, ils furent retenus sur la frontière, ramenés dans l'intérieur de la Russie, et renfermés dans des prisons ignorées. Il fut défendu, sous peine de mort, de prononcer le nom de cet enfant, et de garder une seule pièce de monnaie frappée à son image.

On avait arrêté au même instant tous ceux qui avaient eu part au gouvernement, Ostermann, Munick, tous ces autres étrangers dont les grands talens avaient en quelque sorte fondé cet empire. Les soixante vieux grenadiers russes voyant l'autorité remise par eux seuls entre les mains d'une princesse toujours élevée en Russie, et qui ne connaissait point d'autres mœurs, lui demandèrent pour unique récompense d'ordonner dans tout l'empire le massacre des étrangers. Elle désarma leur férocité ; mais en leur jurant de faire mourir dans les supplices tous ceux qu'ils voudraient trouver cou-

pables. Bientôt, en effet, Pétersbourg vit conduire sur l'échafaud, les uns pour y être écartelés, les autres pour y être roués vifs, cette foule d'hommes célèbres auxquels cette ville devait sa fondation et son éclat. Tous y montrèrent la plus héroïque fermeté, et le dédain le plus outrageant pour la nation qu'ils avaient illustrée. Ils y reçurent grâce de la vie, pour être conduits dans d'effroyables exils : Ostermann, dans cette île déserte où Menzikof était mort ; Munick, dans cette triste maison construite sur ses propres dessins pour y enfermer Biren. Celui-ci, qu'Élisabeth ne haïssait pas, en sortit pour un exil plus doux ; et on raconte que ces deux ennemis s'aperçurent, en traversant la chaussée étroite par où l'un sortait pour faire place à l'autre. Golofkine, le seul Russe qui eût été employé avec éclat sous leur ministère, fut conduit à l'extrémité de l'Asie, au-delà du cercle polaire. Sa femme et lui furent enfermés dans la même chambre, et tant de calamités ayant bientôt causé la mort de cette femme, Golofkine appela l'officier qui le gardait, et lui montra ce cadavre; l'officier répondit : « *que ses ordres portaient de ne rien*

« *laisser entrer ni sortir;* » et le corps de cette infortunée resta sous les yeux de son époux, jusqu'au retour d'un émissaire envoyé à deux mille lieues prendre les ordres de la cour. Le baron Mengden fut transporté encore plus près du pôle, avec son épouse et un enfant dans les bras de cette malheureuse mère. Cet enfant passa ses premières années, ne connaissant de l'univers entier que ses deux parens. Ils l'instruisirent avec soin dans presque tous les arts de l'Europe. Il leur survécut à tous deux, dans cette même prison, y resta long-temps seul, en sortit à l'âge de vingt ans; et l'auteur de cette Histoire l'a vu occupé à comparer tous les objets de la nature et de la société, également nouveaux pour lui, avec les notions justes et fidèles que ses parens lui en avaient transmises, et qui étaient profondément gravées dans sa mémoire. D'autres eurent d'aussi tristes destinées.

Jamais révolution ne fut plus générale ni plus prompte. Dans toutes les villes russes, les étrangers furent poursuivis, quelques-uns massacrés. Ceux qui servaient à l'armée ne durent la vie qu'à leur nombre, à leur réunion et à leur

intrépidité. La plupart se pressèrent d'abandonner cet empire, et de passer chez des nations plus reconnaissantes : tels que Keït, Lascy, Lowendal, qui trouvèrent ailleurs les honneurs et la gloire ; Mansfeldt, aide-de-camp de Munick, et qui l'avait suivi dans toutes ses campagnes ; Enler, dont les travaux ajoutèrent une nouvelle célébrité à l'académie de Berlin. Quelques-uns, n'ayant pas comme ceux-ci un nom qui partout assurât leur fortune, obtinrent de servir la Russie dans ses ambassades, se précautionnèrent contre les confiscations, en plaçant leurs biens dans les banques étrangères, et résolurent, en employant leur génie et leurs talens au service de cette cour, de n'y retourner jamais. Il resta seulement en Russie ceux qui purent supporter le mépris. Les Juifs furent de ce nombre ; mais on les soupçonna de faire passer en pays étrangers les biens de ceux qui avaient quitté l'empire, et un édit impérial bannit à perpétuité toute leur race.

Comment des historiens n'ont-ils vu dans tout cet événement que la révolution particulière qui éleva Elisabeth sur le trône, et non une révolution générale?

Les anciennes mœurs russes reprirent aussitôt leur cours. Partout l'ignorance et la barbarie reparurent avec la vanité. Un luxe sans bornes continua de régner dans un pays où manquèrent bientôt les arts nécessaires. Les vastes projets formés sous l'administration des étrangers, restaient encore dans la mémoire des Russes. Ils voulaient avoir une escadre à l'extrémité de l'Asie, afin d'y découvrir de nouvelles terres ; et ils n'avaient plus un pilote à Pétersbourg. Ils se croyaient destinés à conquérir le monde : et, dénués des talens qui les avaient conduits, ils ne savaient plus assiéger une ville.

La tolérance des religions, suite nécessaire du gouvernement des étrangers, gens de tous pays et de toutes sectes, subsistait encore. On n'avait point révoqué les ordres absolus qui établissaient cette liberté. Mais l'ancienne superstition et le zèle d'en étendre la croyance reprirent bientôt toute leur force. Voler dans les rues des enfans étrangers pour en faire des esclaves, était une action religieuse, parce qu'en même temps on les convertissait à la religion russe. Elisabeth, par sa bonté même, laissait commettre une

infinité de maux. Cette princesse, douce sans être clémente, avait fait serment de ne punir personne de mort; mais cette indulgence consistait uniquement dans une horreur superstitieuse de tout ce qui pouvait lui rappeler l'idée de la mort. C'était afin d'en écarter jusqu'à la moindre pensée, qu'elle n'osait en signer l'ordre pour un criminel. Pourvu que le sang ne fût point versé, les ordres les plus sévères, s'ils étaient demandés par un favori, ne coûtaient rien à la bonté de son cœur. Elle laissait exercer dans tout son empire une effroyable tyrannie. Les cachots étaient peuplés d'une multitude de malheureux. Un tribunal, nommé l'inquisition d'état, destiné de tout temps à porter l'effroi dans le sein des familles, à recevoir en secret les délations des esclaves contre leurs maîtres, et qui prononce ses horribles décrets avec le même mystère, n'avait jamais apporté à ses fonctions plus de vigilance et plus de rigueur. Les gouverneurs des provinces, se jouant avec une atroce subtilité du serment de leur souveraine, faisaient attacher des hommes en croix, et, sans leur ôter la vie, les faisaient ainsi abandonner au fil de l'eau sur les grandes rivières qui

traversent ces déserts. Tout était en proie à leurs vexations et à leur pillage. Cependant Elisabeth était adorée; et quoique sous les derniers règnes les étrangers eussent rendu le gouvernement entièrement militaire, bientôt sous le joug d'une princesse russe, superstitieuse à la manière du pays, et qui suivait en tout les anciennes mœurs, on vit reparaître cet ancien esclavage volontaire, cette espèce de religion qui avait le souverain pour objet de son culte. Un Russe ne pouvait concevoir que dans les autres pays de l'Europe nous fussions attachés à nos souverains, puisque notre vie protégée par les lois ne dépend pas uniquement de leur volonté. « Moi, disait-il, chaque soir « je bénis ma souveraine de ce que ma « tête est encore sur mes épaules ». C'est dans ce temps qu'un écrivain russe, en racontant que des sauvages de l'Asie se donnaient la mort plutôt que de supporter la servitude, ajoutait, que ces suicides se multiplièrent à un tel point, que la cour envoya, de Moscow, un édit exprès pour les défendre.

Pierre le Grand n'avait pris en main la puissance du patriarche, que pour la détruire; mais sous le règne d'Elisabeth,

cette puissance, jointe à l'autorité impériale, la rendit encore plus sacrée. Le synode ou conseil des prêtres, se fit gloire de considérer la czarine comme chef de la religion; et le despotisme fut encore agravé du pouvoir même qui autrefois l'avait balancé. Ainsi les Russes retournaient par la pente invincible de leurs mœurs, à leur servitude religieuse, et formés en même temps au despotisme militaire, ils étaient parvenus au plus bas dégré d'eselavage qui ait jamais été chez les hommes.

Tous ceux qui, depuis un siècle avaient eu part aux grandes affaires ou à la faveur, ayant tour à tour péri dans les supplices ou en exil, les esprits semblaient affaissés par le souvenir de ces fameux exemples. On ne voyait s'élever nulle part ni ambition, ni talens. Les mères recommandaient à leurs enfans de s'arrêter aux premiers pas dans le chemin de la fortune; et la plupart de ceux qui parvenaient aux honneurs étaient choisis parmi les esclaves domestiques du palais. Un homme restait seul qui avait été employé sous le ministère des étrangers; et sa longue expérience, malgré ses vices reconnus de sa souveraine, le

porta à la tête du gouvernement. C'était le Russe Bestuchef, génie vigoureux, mais sans culture, sans morale, sans aucun soin de sa réputation. La cour le croyait audacieux, parce qu'il méprisait toute pudeur, et que jamais il n'employa l'intrigue où pouvait réussir l'impudence. Sa politique était de croire qu'on peut toujours faire à un autre homme la proposition d'un crime ; sa seule adresse dans ses conversations était de balbutier, afin d'avoir le droit de revenir sur ses paroles, en soutenant qu'on ne l'avait pas bien entendu ; de paraître ne pas comprendre avec facilité la langue qu'on lui parlait, afin qu'on s'expliquât de tant de manières qu'on dît enfin plus qu'on ne voulait dire. Sa souveraine le redoutait ; et la disgrace avant de le frapper, le menaça vingt ans. Il détestait sa souveraine, et souvent il médita de la détrôner. Ce ministre, perdu de luxe, comme le furent tous les courtisans sous ce règne, trouvait une ressource perpétuelle à son désordre, en vendant l'alliance de sa cour aux puissances étrangères. Aussi soutenait-il dans le conseil « que l'état naturel de la Russie est la « guerre, que son administration inté-

« rieure, son commerce, sa police, toute « autre vue doit être subordonnée à celle « de régner au-dehors par la terreur, et « qu'elle ne serait plus comptée parmi « les puissances européennes, si elle n'a- « vait pas cent mille hommes sur ses « frontières, toujours prêts à fondre sur « l'Europe ». Par cette politique ruineuse, il maintenait avec effort la considération des Russes en Europe, il faisait rechercher l'alliance de sa cour, et vendait cette alliance à son profit personnel.

La faveur de l'impératrice était tombée sur un de ses pages, le comte Ivan-Schouvalof, jeune homme sans génie, modéré par crainte, qui borna son autorité à protéger faiblement les arts de luxe; mais un de ses parens, Pierre Schouvalof, que par allusion au nom de deux empereurs, on nommait quelquefois Pierre III, profitait de cette faveur pour s'élever à une puissance formidable, tenait en monopole le commerce maritime de l'empire, affermait à un profit immense la province de Sibérie, c'est-à-dire presque tout le nord de notre continent, dépouillait dans ce vaste gouvernement tous ceux qui y possédaient quelques richesses, et égalait par son faste

celui des souverains. Il était grand-maître de l'artillerie, et prévoyant les troubles qui devaient suivre ce règne, il avait eu soin pour s'y assurer la principale influence et balancer la force des régimens des gardes, d'augmenter les troupes de l'artillerie; il les tenait dans la capitale; il les formait, par le secours de quelques subalternes étrangers, aux manœuvres les plus promptes et les plus hardies: elles avaient atteint par leur discipline et par leur adresse tout ce que les peuples les plus aguerris ont acquis dans ce genre. Leurs exercices, dans lesquels cet homme portait son faste accoutumé et faisait tirer dans les jours solennels trente mille coups de canon, ressemblaient à de grandes batailles. Ainsi, malgré les intentions pacifiques d'Elisabeth, malgré la faiblesse de son caractère, quoiqu'il n'y eût dans son conseil aucun projet, l'ambition d'un de ses favoris, et le vil intérêt de son ministre entretenaient dans cet empire les forces qu'il allait bientôt développer. Cette princesse elle-même, qui laissait ses finances en proie à toutes les malversations, et qui ruinait son état par le luxe, tourmentée d'une défiance inquiète et de la crainte des révo-

lutions, amassait en secret un trésor particulier. Dans le même temps, tout ce peuple obéissant à une impulsion donnée pendant plusieurs règnes, s'avançait de toutes parts au-delà de ses frontières. Ces longs retranchemens dont ils enfermaient leur empire depuis l'Europe jusques bien au-delà des possessions chinoises, étaient partout élevés sur des terreins envahis ; c'était une vaste mer qui abandonnait son lit pour couvrir ses bords.

Pendant que la Russie, toujours ambitieuse, était ainsi gouvernée au hasard par un ministre vénal et par une femme timide, il semble que la Pologne aurait dû se ressaisir de son indépendance, et se dérober entièrement au joug dont elle était menacée. Mais la tranquille anarchie de cette république, sous le règne d'Auguste III, n'offre pas un spectacle moins extraordinaire que cette paisible et rigoureuse servitude, dans laquelle les Russes s'applaudissaient d'être retombés.

Auguste III, sans avoir les grandes qualités de son père, avait montré la même générosité. Il avait comme lui, prévenu par des bienfaits, ses ennemis

les plus opiniâtres. Il marchait en apparence sur les mêmes traces : il laissait autour de son trône les arts que son père y avait rassemblés ; mais son goût pour le luxe n'avait rien qui lui fût personnel. C'était seulement par une habitude prise dans son éducation, qu'il se ruinait en magnificence sans l'aimer, en tableaux sans s'y connaître. Le faste de sa cour n'était animé par aucun esprit de galanterie ; et ce roi, d'une beauté majestueuse, gardait une inviolable fidélité à la reine son épouse, la plus laide princesse de son siècle. Cette beauté même, qui dans les traits de ce prince frappait au premier coup-d'œil, s'éclipsait à la plus légère attention ; on lui trouvait, au moindre examen, je ne sais quoi d'épais ; sa physionomie muette et morne n'avait aucun caractère, si ce n'est quelque fierté. Son esprit était si paresseux et si borné, que jamais il n'avait pu apprendre la langue de son royaume. Son unique passion fut pour la chasse ; et la reine ne le quittant jamais, l'y suivait dès le point du jour, dans une chaise ouverte, bravant avec lui toutes les intempéries des saisons. Dans cette unique et perpétuelle occupation, il prétendait

gouverner seul ses deux états de Saxe et de Pologne ; mais en effet tous les soins du gouvernement étaient abandonnés à un favori, assez adroit pour que ce monarque nonchalant, mais orgueilleux et jaloux de son autorité, crût toujours l'exercer par lui-même.

Le comte Brulh, chasseur infatigable, parce que c'était un moyen sûr de plaire à son maître, convive agréable, adroit à tous les exercices, avait passé sa vie entière à la cour, et devenu ministre ne fut encore qu'un courtisan. Ce ne fut point un choix du roi qui porta Brulh à cette place, mais une faveur qui s'accroissant de jour en jour sans être fondée sur aucune estime, fit tomber peu à peu toutes les affaires entre ses mains. Jamais respects plus serviles ne furent rendus à aucun prince, que ceux qu'il rendait à son maître avec une perpétuelle assiduité ; toujours à sa suite dans les forêts, ou passant les matinées entières en sa présence, sans jamais dire un mot, tandis que ce prince désœuvré se promenait en fumant, et laissait tomber les yeux sur lui sans le voir. « *Brulh*, « *ai-je de l'argent? Oui, Sire.* » Ce fut toujours sa réponse. Mais pour sa-

tisfaire chaque jour aux nouvelles fantaisies du prince, il chargea en Saxe la banque de l'état de plus de billets qu'elle n'avait de fonds, et en Pologne il mit à l'encan tous les emplois de la république. Il portait dans les grandes affaires de la politique générale de l'Europe, cet esprit d'intrigues sourdes, de mensonges et de doubles manœuvres qu'on prend si souvent dans les cours; rampant devant son maître, séduisant dans la société par sa grâce et par sa douceur, faible et perfide dans les affaires, et partout ailleurs le plus superbe des hommes. L'excès de son luxe en tous les genres paraîtrait exagéré dans un roman; et la vérité passe ici de bien loin toute vraisemblance.

Lucullus, l'étonnement des Romains après qu'ils eurent pillé la Grèce et l'Asie, Lucullus, qui prêta un jour aux entrepreneurs d'un spectacle cinq mille de ses habits, aurait paru au ministre saxon, dénué de tout et presque nud. Il prétendait que cette folle magnificence n'était pas en lui un goût personnel, et qu'il s'y asservissait uniquement pour flatter un faible de son maître. En effet, Auguste attaché par indolence à une vie

simple et privée, mettait de l'orgueil à être servi par un ministre fastueux, *Sans mes profusions*, disait Brulh, *il me laisserait manquer du nécessaire.* Et le plus vain, le plus superbe des hommes, n'était encore au milieu de toute cette pompe, que le plus vil des flatteurs. On ignora long-temps qu'une secrète dévotion se mêlait dans l'ame de ce ministre à toutes les passions d'un courtisan ; mais un jour que deux étrangers pénétrèrent indiscrètement dans ses appartemens intérieurs, ils l'aperçurent avec surprise à genoux, le visage contre terre, devant une table illuminée comme le sont les tombeaux dans les cérémonies funèbres. Brulh se relevant avec précipitation, leur dit : « Qu'a-« près avoir donné sa journée entière à « son maître temporel, il fallait bien « donner quelques momens à l'éternité. » Tels sont les replis du cœur humain ; tels étaient les sentimens qu'il cachait avec soin, sous un désordre qui perdait deux états.

Le comte Brulh, d'abord ministre de Saxe, n'était rien en Pologne où les étrangers sont exclus de tous les emplois ; mais aussitôt que par son crédit

sur l'esprit du roi, il eut commencé à disposer seul de toutes les grâces, il se donna hardiment pour Polonais, et trouva moyen dans un procès suscité à dessein, de faire reconnaître par un tribunal une fausse généalogie. Ce jugement devint un titre qui permit à la faveur de le combler personnellement de richesses et de dignités.

Le maître et le favori n'avaient point d'autre système politique qu'une dépendance entière de la Russie. Ils saisissaient avec adresse toutes les occasions de capter la bienveillance de cette cour. Dès que l'impératrice avait souri à un jeune homme, ils en étaient soigneusement informés. Le cordon de Pologne était devenu en quelque sorte le premier degré des honneurs russes, et le premier indice d'un crédit naissant à Pétersbourg. De Varsovie on mandait fidèlement aux autres cours toutes les nouvelles de Russie ; c'était pour cet empire comme la capitale d'une province éloignée. Quelques Polonais s'affligeaient de ces bassesses ; mais comme faire sa fortune et celle de sa famille, était devenu sous ce règne l'occupation générale, la plupart allaient chercher la faveur à sa source.

Ils voyageaient à la cour de Russie; les viles intrigues des courtisans russes se conservaient à Varsovie en anecdotes, pour l'instruction de la jeune noblesse, et comme une science utile à l'ambition. Brulh s'applaudissait de sa politique; il croyait, par l'adresse de ses négociations, s'être assuré de tout ce qui avait du crédit auprès de la czarine. Mais le grand chancelier Bestuchef se servait de lui comme d'un espion subalterne, dans les affaires générales de l'Europe, et profitait de la déférence du ministre saxon pour vendre en concurrence avec lui les Starosties et les dignités polonaises; et beaucoup de gens ont pensé que le premier ministre russe n'avait point d'autre vue sur ce royaume que d'y entretenir son crédit pour cette vente même.

Dans une pareille situation, le joug ne paraissait pas s'appesantir, mais il s'affermissait d'année en année; et pour citer un exemple remarquable, le conseil des prêtres russes envoya un évêque de sa religion dans ces provinces polonaises, dont les paysans étaient russes d'origine. Il y établit un nouveau siége épiscopal, qui ne reconnaissait point d'autre autorité que celle de la czarine,

en opposition des anciens évêques Grecs qui s'étaient soumis à l'autorité du pape. Ce ne fut alors de la part des prêtres Russes, qu'un zèle de prosélytisme, sans aucun dessein politique; et en Pologne toutes les affaires étaient dans un tel abandon, il y avait dans tous les esprits tant de légèreté, tant de négligence, qu'une si dangereuse innovation ne fut pas même remarquée.

Le roi préférait le séjour de Dresde à celui de Varsovie, parce que les forêts de son électorat étaient plus agréables pour la chasse que les forêts de son royaume, et parce qu'étant ennemi de toute représentation, il n'était point obligé de tenir une cour à Dresde, comme toutes les coutumes polonaises l'y contraignaient à Varsovie. C'était en Saxe qu'il entretenait à grands frais des troupes de danseurs français et de chanteurs italiens, et qu'il se ruinait en folles prodigalités. Mais le ministère polonais ne pouvant avoir d'activité que par la présence du roi, la diète et le conseil du sénat ne pouvant s'assembler que sur une convocation du roi, ses longues absences laissaient la république dans une entière inaction. La loi qui oblige de

convoquer une diète tous les deux ans le rappelait à cette époque ; il désirait passionnément que ces assemblées eussent une heureuse issue, parce qu'il en eût regardé le succès comme une preuve de confiance que les Polonais lui eussent donnée. Mais après quelques sessions tumultueuses, il se trouvait toujours quelque nonce dont l'opposition obligeait la diète à se dissoudre ; et le roi accoutumé à ce malheur, paraissait aisément consolé, quand la saison était favorable pour retourner en Saxe. Pendant trente années que dura ce règne, la nation s'assembla toujours vainement; et presque toujours les prétextes les plus frivoles suffirent pour ces ruptures. Le roi de Prusse a raconté qu'un jour cherchant à faire rompre une diète, et ses partisans, en petit nombre, ne pouvant trouver un motif apparent qui cachât leur mauvaise intention, il feuilleta les lois polonaises, et y découvrit l'ancienne défense de traiter aucune affaire aux lumières; il leur écrivit de chercher à prolonger quelque session jusqu'à l'entrée de la nuit, et de faire apporter des chandelles. Il fut obéi. Les chandelles furent apportées; grande rumeur dans l'as-

semblée; on crie à la violation des lois; « que l'ancien ordre des diètes est inter- « verti, que le pouvoir arbitraire tente « tous les moyens de s'établir » ; et dans ce tumulte un nonce proteste contre la validité d'une diète où les lois sont violées ouvertement. Qu'on imagine le plus simple héritage quelques années sans maître et sans régie, tout y tomberait en ruines; et un des plus grands royaumes de l'Europe resta pendant trente années sans aucune sorte d'administration. Il n'existait aucun pouvoir légitime pour demander compte ni de la perception des impôts, ni de l'état des troupes. Les grands trésoriers s'enrichissaient du trésor public, tandis que l'Etat était pauvre et obéré. Les grands généraux étaient puissans, et la république sans défense. Les grands maréchaux étaient redoutés, sans que la police fût maintenue; et on reprochait aux chanceliers de signer arbitrairement des actes illégaux. Toutes les grandes affaires restaient indécises. Aucun ministre n'avait été envoyé aux puissances étrangères. Il y avait surtout un désordre dont les funestes conséquences attaquaient toutes les fortunes. Les hôtels

des monnaies avaient été fermés en 1685, en attendant la première assemblée des états, afin qu'on pût, pendant cet intervalle, délibérer avec les grandes villes de Prusse sur le réglement qu'on projetait alors. Mais la rupture des diètes empêchant toujours ce réglement, les hôtels des monnaies restaient fermés. Les anciennes pièces, d'une valeur très-supérieure à celles qui avaient cours dans les pays étrangers, furent bientôt enlevées par les peuples voisins et par les Juifs. La monnaie étrangère devenant plus nécessaire de jour en jour, avait un cours arbitraire ; le commerce intérieur manquait de petite monnaie. La république ne pouvant même remédier à ce désordre, le roi se crut suffisamment autorisé par la nécessité évidente, à faire frapper en Saxe des pièces polonaises ; et dans l'avidité de gagner sur cette entreprise, il donna aux princes voisins le dangereux exemple de les falsifier.

Au milieu d'une longue paix, la nation plongée dans la mollesse se faisait un devoir d'imiter le luxe de la cour ; et ce luxe insensé déguisait, sous une apparente prospérité, le véritable état

du royaume. Le peuple, c'est-à-dire les esclaves devenaient chaque jour plus malheureux, parce que les possesseurs des terres s'efforçaient d'en accroître les revenus par le surcroît de travaux dont ils chargaient ces infortunés. La plupart des gentilshommes, ruinés par une vaine ostentation de richesses, n'avaient plus ni armes, ni chevaux, et n'étaient plus comme autrefois toujours prêts à marcher pour la défense de la patrie. De là les revues de la noblesse n'avaient plus lieu; quiconque eût proposé de les rétablir se fût rendu inutilement suspect à la cour. On sentait donc à la fois tous les abus de ce gouvernement bizarre, où d'un côté la disposition des grâces, dépendant de la seule volonté du roi, laissait dominer cet esprit d'imitation qui tient à la basse flatterie des cours, tandis que les priviléges de la noblesse y maintenaient d'un autre côté tous les désordres de l'anarchie. Aucun danger présent n'avertissait la nation qu'elle était désarmée. On laissait tomber plusieurs autres établissemens qui entretenaient autrefois son esprit militaire; et cette noblesse, unique force de la république depuis la réduc-

tion des deux armées, ne pouvait offrir aux premiers dangers qui la menaceraient, qu'un amas de gens courageux, il est vrai, mais sans armes, sans discipline, également incapables de commander et d'obéir.

La cour, dont l'ambition croissait par ces désordres mêmes, employait quelquefois avec habileté tous ses avantages, pour préparer le succès d'une diète qui eût augmenté le pouvoir du roi ; mais un seul citoyen suffisait pour renverser les plus adroites mesures. Le *liberum veto*, ce défaut monstrueux qui perdait la république, empêchait l'effet de tous les autres vices de ce gouvernement. Plus d'une fois, la cour renonçant en apparence à ses projets ambitieux, chercha à engager les Polonais dans des alliances personnelles avec les autres états. L'Europe était alors partagée en deux grandes confédérations, dont les forces égales, et les succès balancés dans les dernières guerres maintenaient une sorte d'équilibre entre toutes les puissances. Celle qui réunissait dans une même alliance les cours de Russie, de Vienne et d'Angleterre, protégeait la maison de Saxe, et renouvelait souvent

la proposition de soudoyer une armée polonaise. Le roi favorisait cette proposition, dans l'espoir que toutes les forces de la Pologne se trouvant ainsi remises à la disposition de ses alliés, il acquerrait aisément pour lui-même l'autorité qu'il leur laisserait prendre. Mais ce nouveau dessein, sur le point d'être exécuté, se trouvait toujours rompu. Les autres puissances, soutenues par leur seule réputation, conservaient encore la faveur secrète de la nation et quelques partisans déclarés ; de sorte que ces deux grandes confédérations, l'une par ses intrigues, l'autre par l'opinion qu'on avait de ses forces, se balançaient aussi dans la république. L'équilibre même de l'Europe servait à maintenir le gouvernement polonais ; et la Pologne au lieu d'être subjuguée, au lieu d'être entraînée dans des alliances dangereuses, conservait par l'impossibilité même de prendre une résolution, la liberté, l'indépendance et la paix.

Ce qui peut à peine se comprendre, c'est que dans une pareille anarchie, elle paraissait heureuse et tranquille. La sûreté régnait dans les villes ; les voyageurs pouvaient sans rien craindre, tra-

verser les forêts les plus solitaires et les routes les plus fréquentées. Jamais on n'entendait parler d'aucun crime; et rien peut-être ne fait plus honneur à la nature humaine, et ne confirmerait mieux l'opinion philosophique, que l'homme est naturellement bon. Toutes les haines de religion semblaient assoupies. On ne vit nulle part se produire aucun zèle fanatique. Plus d'injures, plus de ressentiment. La rupture perpétuelle des diètes ne laissant exister aucune autorité législative, mais seulement l'autorité des tribunaux chargés de faire exécuter les lois, les dissidens n'avaient aucune occasion de réclamer, et se soumettaient avec tranquillité. Le comte Brulh, luthérien lui-même, accordait au petit nombre de dissidens qui restaient encore, plus de faveur que la loi ne leur en laissait. Cette république, à la veille des plus terribles calamités, se contenait dans une espèce de calme. Les grandes maisons tâchaient de s'emparer des tribunaux : Elles s'efforçaient d'en faire élire tous les députés parmi les gens de leur faction, afin d'y exercer leur faveur ou leur haine. Mais le choc des différens partis les maintenait tous au même niveau, et la justice rece-

vait sa balance des mains de la liberté. Quoique la jeunesse menât une vie licencieuse, quoique les femmes jouassent des rôles importans dans ces perpétuelles intrigues, la nation élevée dans des principes de piété, avait en général de bonnes mœurs. La cour qui, sous le dernier règne, s'était ouvertement livrée à tous les plaisirs, était devenue plus décente et plus réservée sous la reine actuelle, qui ne parlait jamais à une femme d'une vertu suspecte; le frein des lois n'étant presque plus sensible en Pologne, les mœurs publiques suffisaient à maintenir partout l'apparence de l'ordre.

Aussi la plupart des Polonais regardaient-ils cette anarchie comme le plus beau système de gouvernement qui ait jamais été établi sur la terre. Ils n'attribuaient le blâme général des autres nations qu'à l'avilissement des esprits, qu'a produit dans l'Europe presqu'entière l'autorité oppressive des gouvernemens modernes. Un très-petit nombre de citoyens sentait, il est vrai, qu'une situation si bizarre ne pouvait durer long-temps, qu'il n'y a point de véritable prospérité pour des hommes sans défense, et qu'au premier moment la république tomberait

dans une horrible confusion. Mais dans ce nombre même, quelques-uns retenus par la crainte d'occasionner ce funeste ébranlement, s'ils tentaient une réforme, réprimaient leur zèle, ne voulaient hazarder aucune tentative, et abandonnaient leur sort et celui de leur patrie au temps et à la fortune. Les autres plus zélés et convaincus de la nécessité pressante de prévenir des désastres autrement inévitables, ne se dissimulaient pas que pour réussir dans cette grande et difficile entreprise, ils avaient besoin d'une extrême circonspection ; que la seule idée d'un changement serait regardée comme un crime par la plus grande partie de la nation, et que les puissances voisines saisiraient, pour accélérer la perte de la république, l'occasion même des réformes qu'ils voudraient y tenter. Ces réformes ne pouvaient donc s'opérer que par une révolution imprévue, par une confédération générale que d'habiles gens parviendraient à former sous d'autres prétextes ; qui entraînerait tous les esprits, avant qu'ils soupçonnassent où l'on aurait dessein de les conduire ; qui employerait à changer le gouvernement l'autorité qu'elle aurait reçue à d'autres

titres ; et que les puissances amies de la Pologne soutiendraient assez fortement pour en imposer aux puissances ennemies. C'était le but où tendaient en secret deux factions accréditées dans la république, mais divisées malheureusement entre elles d'intérêt et d'opinion, et qui méditaient pour réformer le gouvernement, deux projets entièrement contraires.

Une de ces factions mécontente de la cour, et qui cherchait à en traverser tous les desseins, eut long-temps pour chefs la maison Potocki, maison puissante et nombreuse, qui n'avait jamais rendu au roi Auguste III un hommage volontaire. Elle se soutenait avec éclat sous son règne par la seule faveur de la nation, et par l'autorité des grandes charges dont elle était revêtue. Un comte Potocki était primat du royaume, un autre en était grand général. Ils reconnaissaient la nécessité absolue d'abolir cette folle loi de l'unanimité ; mais ils trouvaient dans une réforme si nécessaire un inconvénient plus dangereux peut-être que tous les désordres actuels. Etablir dans les diètes la pluralité des suffrages, c'eût été, dans la constitution présente, ouvrir un chemin au des-

potisme, parce que le roi disposant de toutes les grâces, et les Polonais étant toujours susceptibles, toujours avides d'en obtenir de nouvelles, il aurait toujours en main un moyen infaillible de gagner le plus grand nombre. Cette maison regardant la liberté comme le premier des biens, et l'obligation de la conserver dans sa patrie comme le premier des devoirs, voulait en abrogeant la loi de l'unanimité, former une autre barrière contre l'autorité royale, par de nouvelles lois sur la distribution des grâces. Ils se proposaient d'établir un conseil permanent et souverain, auquel serait confié la nomination de tous les emplois; seul changement que la nation, à ce qu'ils croyaient, pût jamais agréer, parce que cet établissement nouveau flatterait l'ambition des grands, que leur crédit entraînerait le suffrage de leurs cliens, et que ceux-ci espéreraient assurer leur propre fortune, en assurant celle de leurs protecteurs. Une première tentative faite en 1742, avait échoué. Ils avaient cru, à cette époque, pouvoir saisir une occasion favorable que leur offraient en apparence les révolutions arrivées récemment en Russie, et qui, en

occupant cette cour de ses propres embarras, auraient pu la distraire de ce qui se passerait en Pologne. Mais ces révolutions, fatales aux souverains seuls et au ministère, n'avaient point troublé l'empire russe. La tentative de ces zélés citoyens n'avait eu aucune suite, et leurs mesures ayant été si secrètes qu'elles n'avaient causé dans la république aucune commotion violente, ils attendaient du temps quelqu'autre occasion plus réelle. Ils remettaient du moins leurs nouvelles tentatives à l'interrègne, époque toujours marquée pour les réformes à faire dans les lois, et que les accidens où la santé du roi paraissait exposée, faisaient chaque jour envisager comme prochaine.

Une famille non moins puissante, et alors plus accréditée à la cour, méditait plus secrètement encore un dessein entièrement opposé. Les princes Czartorinski, que l'ancienne grandeur de leur maison portait à s'élever au-dessus de l'égalité républicaine, accusant en toute rencontre les vices de leurs concitoyens, ne les croyant plus dignes de se gouverner eux-mêmes, avaient conçu le projet de changer le gouvernement en une véritable monarchie; ils se persuadaient

qu'un conseil permanent pour la distribution des grâces, ne serait qu'une occasion perpétuelle de factions; que si la nation eût été vertueuse, il eût été inutile d'y faire des réformes; que les vices même qui rendaient ces réformes nécessaires devaient en déterminer la nature; enfin, que la Pologne était trop étendue, ses mœurs trop dégénérées, ses voisins trop puissans, pour qu'elle restât avec sécurité sous un gouvernement républicain. Abolir l'unanimité, augmenter les prérogatives royales, rendre la couronne héréditaire, restreindre l'autorité des premiers emplois, augmenter celle des tribunaux, abaisser la puissance des grandes maisons, c'était le projet des princes Czartorinski. Ils en suivaient l'exécution avec d'autant plus d'artifice, qu'ils avaient conçu l'espérance de former cette monarchie pour eux-mêmes; qu'un pareil changement devait être en horreur à une nation si éperduement éprise de sa liberté, et qu'ils osaient se flatter d'employer pour l'y contraindre le concours même de la Russie, sans que cette cour ignorante et vénale soupçonnât l'usage qu'ils feraient des forces qu'elle leur confierait.

Une telle entreprise ne pouvait être conduite par des mains plus hardies et plus adroites.

La maison Czartorinski est une branche de celle des Jagellons, qui possédant autrefois le grand duché de Lithuanie, montèrent sur le trône de Pologne, et le possédèrent pendant deux siècles par des élections toujours libres, en reconnaissance de ce qu'ils avaient uni ces deux états. La branche des Czartorinski, quoique souvent illustrée par les premières dignités de la république, avait peu de biens héréditaires, et resta long-temps dans une médiocrité de fortune qui ne lui permettait dans son ambition aucun système suivi. Mais, au commencement de ce siècle, une femme aimable lui donna plus d'éclat qu'une foule d'hommes habiles n'avaient fait par leur politique ; elle joignait l'esprit le plus cultivé aux grâces naturelles, et le désir de plaire lui servait à cacher la plus haute ambition. Dans ses premières années elle avait suivi, en France, son père, le grand chancelier Morstin; elle y avait été élevée dans un temps où cette cour était si florissante par les succès de Louis XIV, les talens de ses ministres,

l'esprit de ses courtisans et les prodiges de tous les arts qui immortalisent son règne. Cette femme, dont les manières étaient séduisantes et les mœurs faciles, ayant épousé un prince Czartorinski, porta dans sa maison à Varsovie le ton des plus agréables sociétés françaises; sa politesse devint le charme et le modèle de cette cour. Elle fut la première qui, abandonnant cette sage réserve que les dames polonaises avaient eue jusque-là dans leurs mœurs, et prenant pour exemple les dames françaises, se mêla comme celles-ci par la galanterie, la séduction et l'intrigue, dans tous les mouvemens de la cour et dans les plus grandes affaires de l'état. Elle rassemblait chez elle les ministres les plus graves, et les courtisans les plus spirituels. Dans cette société, et sous les yeux de cette femme ambitieuse, se formèrent trois enfans également célèbres. L'un, que son génie destinait aux affaires, y fut instruit par le vieux Flemming, ministre éprouvé par toutes les vicissitudes de la fortune d'Auguste II. L'autre, simple capitaine au service d'Autriche, n'ayant pour lui que la grandeur de sa naissance, sa jeunesse et une sorte de

faveur publique, osa prétendre à la plus riche héritière de Pologne ; c'était une jeune veuve que d'illustres rivaux se disputaient. On se souvient encore en Pologne que le plus jaloux d'entre eux, abusant de sa richesse pour humilier Czartorinski, se faisait escorter chez leur maîtresse commune, par une foule de valets, vêtus chaque jour comme le prince l'était ce jour même. Celui-ci dans un duel, ôta l'honneur à cet homme superbe, et lui laissa la vie. Ses qualités personnelles l'emportèrent sur le faste de ses rivaux, et le concours de beaucoup d'amis lui facilita les occasions qui mirent enfin cette jeune veuve dans la nécessité de l'épouser. Ce mariage ayant donné à cette famille l'éclat des richesses, le seul qui lui manquât, dès-lors elle ne vit plus rien au-dessus de son ambition.

Le troisième enfant était une fille d'un caractère altier et d'une imagination romanesque ; elle avait pris dans un pareil caractère une passion vive pour un homme qui devait son élévation à des talens extraordinaires. C'était le comte Poniatouski, d'une noblesse nouvelle, mais à qui la nature avait prodigué tous les au-

tres avantages. Son père, bâtard d'un comte Sapiéha, n'avait eu pour toute fortune que l'emploi d'économe dans une terre de cette maison. Celui dont nous parlons annonçant dès l'enfance le caractère et le génie le plus heureux, avait reçu par les bienfaits des Sapiéha une éducation distinguée. Il avait suivi comme page, dans les pays étrangers, un seigneur de cette famille. A son retour, Charles XII étant déjà entré en Pologne, et les Sapiéha ayant embrassé le parti de ce roi, ils le lui envoyèrent pour traiter de leurs affaires. Dans cette négociation il plut à Charles XII, et avec l'agrément de ses premiers maîtres, il s'attacha à leur protecteur. Ce fut lui qui, après la défaite de Pultava, conduisit en Turquie la fuite de ce prince. Ce fut lui qui souleva cet empire contre les Russes, et fut ainsi le premier auteur du traité qui défendait pour jamais aux Russes toute entrée en Pologne; bien éloigné de prévoir que leurs armées dussent un jour envahir la république pour placer son fils sur le trône. A la mort de Charles XII, Poniatouski sans asile vint avec une généreuse confiance se présenter au roi Auguste II, et lui dit: « J'étais trop

« jeune pour faire choix d'un parti quand « le roi de Suède vous faisant la guerre « me demanda au seigneur à qui j'étais « attaché ; depuis ce temps ma fortune « fut de lui plaire, mon devoir de le ser- « vir ; aujourd'hui que sa mort me rend « à moi-même, je ne reconnais plus « d'autre maître que votre majesté ». Le roi le pressant entre ses bras lui répondit : « C'est un grand bonheur d'être servi « par un homme tel que vous » ; et depuis ce moment il le combla constamment de bienfaits.

Les princes Czartorinski désapprouvèrent hautement le mariage de leur sœur avec cet homme ; mais il parvint par la souplesse de son esprit à se réconcilier avec eux ; et leur réunion ne tarda pas à former une faction puissante, et qui devint bientôt redoutable à toute la république. Dans une nation inconstante et divisée, ils suivirent toujours le même système, et demeurèrent toujours unis. Leur mère, dans une vieillesse avancée, présidait à tous leurs desseins. Un jour marqué de chaque semaine, ils se rassemblaient chez elle, pour concerter sous ses yeux toutes leurs entreprises ; elle avait commencé leur fortune : elle jouis-

sait de son ouvrage. Les Russes n'avaient point eu d'abord d'ennemis plus opiniâtres, et quand Stanislas revint disputer la couronne au nouvel électeur de Saxe, Poniatouski, autrefois son capitaine des gardes, et désormais assez considérable dans son pays pour être un chef de parti, reprit encore les mêmes engagemens et le même zèle. Les princes Czartorinski employèrent leurs talens à le seconder, soit qu'ils voulussent assurer l'indépendance de leur patrie contre l'opposition des Russes, soit qu'ils eussent déjà le projet d'applanir pour eux-mêmes le chemin du trône, en l'ouvrant au seul Polonais qui paraissait alors pouvoir y monter. Stanislas dans sa bonne et sa mauvaise fortune, n'eut point de sujets et d'amis plus fidèles ; mais après les traités de paix, leur ressentiment contre la France qui les avait abandonnés, se changea en une violente haine. Ils envoyèrent acheter la bienveillance de la cour de Russie ; ce fut de sa faveur qu'ils attendirent désormais tout leur crédit ; et dès-lors ils conçurent ce dessein hardi et dangereux que nous avons commencé à développer. Ils crurent que la Pologne n'avait plus d'autre voie de salut que de

tromper la défiance de cette cour ombrageuse, par une soumission apparente à tous ses caprices, d'éluder par un asservissement volontaire la pesanteur de son joug, de prévenir ainsi les efforts qu'elle pourrait faire pour étendre et affermir son autorité. La vénalité, l'ignorance et l'ineptie du ministère russe leur persuadèrent qu'ils pourraient aisément l'engager dans des démarches utiles à la Pologne, et dont ces barbares ne pénétreraient pas l'objet. Tel fut le but secret de toutes leurs démarches ; et bientôt leur habileté leur donna la faveur intime du roi qu'ils avaient combattu ; mais en paraissant s'attacher au système politique que suivait la maison de Saxe, ils formaient des liaisons particulières dans les cours de Russie, d'Angleterre et d'Autriche ; Poniatouski, leur conseil, vieillissait dans les honneurs et la tranquillité, pendant que les deux Czartorinski étaient devenus les véritables maîtres de la cour.

Jamais la nature ne donna à deux frères des talens plus opposés, et en même temps plus utiles à soutenir diversement la même faction. Ils jouissaient d'une considération égale quoique différente ;

et si vous demandiez quel était l'aîné, le chef de la famille, on hésitait à vous répondre. L'un, le prince Auguste Czartorinski, palatin de la Russie polonaise, après avoir épousé cette riche veuve dont nous avons parlé, conservait dans une fortune immense et dans le faste d'un souverain, une sévère économie, une conduite mesurée, et dans toutes ses démarches cette gravité qui inspire si aisément de la confiance au peuple. Il veillait lui-même sur tous les administrateurs de ses biens ; mais cette économie vigilante qui multipliait ses richesses, n'empêchait pas qu'elles ne fussent ouvertes au besoin de ses amis et de ses cliens; et dans le même temps de perpétuels emprunts liaient toutes les fortunes de la Pologne à la sienne, et mettaient entre ses mains de grandes sommes, toujours prêtes à l'exécution de ses desseins. Il passait sans cesse d'une province à l'autre ; ayant dans chacune de vastes domaines où pendant son séjour, la noblesse se rassemblait de toutes parts; protecteur puissant et sûr, attirant la multitude par sa représentation, son crédit et ses bienfaits; jouissant de la plus haute réputation de sagesse, de probité et d'honneur,

et par-là conciliant à toutes ses entreprises la faveur publique qui doit suivre cette réputation. S'il faut en croire ceux qui ont le mieux connu cette république, il avait entièrement à ses ordres la quatrième partie de la noblesse polonaise. Depuis long-temps tout ce parti le destinait au trône ; mais son âge étant aussi avancé que celui du roi, et ne lui laissant qu'une bien faible espérance de succéder à ce prince, l'ambition, cette première passion de sa jeunesse, s'amortissait peu à peu dans son cœur. Les mœurs générales devenant chaque jour plus molles lui permettaient alors de s'abandonner sans honte à cette espèce de nonchalance, qui succède communément à l'activité d'une grande ambition long-temps inutile. On commençait même à lui reprocher dans la manière de proposer les plus sages conseils une sorte d'indifférence et de dédain, qui l'empêchait de les soutenir avec force ; et toujours appelé à la couronne par les vœux de ce grand nombre de partisans, il semblait s'être persuadé que son élévation devait être plutôt leur ouvrage que le sien propre. Son frère, le prince Michel Czartorinski, formé dès ses premières années par un vieux mi-

nistre d'état, et devenu grand chancelier de Lithuanie, avait une grande connaissance des hommes, des affaires et des gouvernemens ; génie ardent et opiniâtre, versé dans toutes les intrigues républicaines, propre à tous les manèges des diètes, à rassembler des partis dans toutes les diétines des provinces ; il connaissait plus de cent mille gentilshommes par leurs noms, par leurs caractères, par leurs liaisons ; il n'y en avait point à qui il ne pût parler, soit de leurs affaires personnelles, soit des événemens de leurs vies. Il démêlait d'un coup-d'œil dans chaque homme l'intérêt capable de le faire agir ; mais son caractère rendait quelquefois dangereux pour lui-même, et nuisible à ses desseins, ce talent nécessaire dans un chef de parti, parce que cette facilité à pénétrer les hommes lui donnait une grande malignité dans ses discours, et qu'il se laissait dominer par son goût pour l'ironie, même quand il cherchait à plaire. Il possédait à fond toutes les lois, toutes les formes ; habile à les interpréter à son avantage, et plus souvent encore à trouver moyen de les éluder ; inquiet et remuant, voulant tout faire dans la république, et tout donner

à la cour, prenant plaisir à soutenir les plus violens efforts des factions contraires, et pouvant même, s'il le fallait, soutenir le fardeau de la haine publique. C'était lui surtout qui méditait le grand et singulier projet de faire servir à réformer le gouvernement de sa patrie, les vices de ses concitoyens et l'ambition même des Russes. Il s'était proposé pour modèle ces ministres célèbres, qui en exerçant despotiquement le pouvoir d'un roi faible, ont mis leur nation sous le joug, ont écrasé leurs propres ennemis, ont étouffé par la violence toutes les divisions et rétabli dans l'état un ordre apparent. Cette sorte de gloire était celle où il prétendait, plus flatté d'exercer une autorité sans bornes, d'établir une véritable monarchie et de remédier, pendant son ministère, à l'anarchie de son pays, que de faire monter sur le trône son frère, son gendre ou son neveu; et peut-être avait-il commencé par s'engager de bonne-foi dans les plans que ses ennemis lui ont attribués, pour assurer à perpétuité la couronne de Pologne à la maison de Saxe.

Ces deux princes parvinrent aisément à gouverner le comte de Brulh, toujours

détourné des véritables soins du ministère par le soin perpétuel de conserver la faveur. C'était par leur connivence qu'il avait fait admettre dans un tribunal cette fausse généalogie, qui lui donnait une origine polonaise. Aussi les grands emplois furent-ils prodigués à leurs amis ; et jetant de loin les profondes racines de leur puissance, ils remplirent les armées de leurs créatures ; les régimens et les compagnies furent commandées par leurs parens, leurs alliés, leurs eliens ; et le prince palatin de Russie lui-même était colonel du régiment des gardes que son service retient toujours dans la capitale. Mais aussitôt que leur fortune fut parvenue à ce degré d'élévation, le comte Brulh se livra secrètement contre eux à cette jalousie de faveur, la plus dangereuse et la plus commune passion des cours. Des sujets d'aigreur et d'animosité ne tardèrent pas à se mêler à tout ce que son ineptie avait de rebutant pour un génie entreprenant et habile, tel que le grand chancelier de Lithuanie : celui-ci aurait voulu profiter de son ascendant sur l'esprit du comte Brulh pour former un plan d'administration, un système invariable qui pût enfin remédier aux

maux d'une si longue anarchie. Mais à cette proposition si souvent renouvelée, Brulh ne répondit jamais que par de froides railleries sur les politiques à système, sur la vieille pédanterie de se former un plan, soutenant qu'il fallait obéir à la fortune, saisir les occasions, et « qu'en vivant, disait-il, au jour la « journée, les affaires se font toutes « seules ». De son côté le grand chancelier, en qui une dureté méprisante et une malignité ironique rendaient odieuses les plus grandes qualités, offensa plus d'une fois le ministre saxon, toujours flatteur et dissimulé. On ajoute que le comte Brulh, soit qu'il regardât ces princes comme les plus fidèles sujets de son maître, soit au contraire qu'il eût pénétré toute l'étendue de leur ambition, voulut unir leur famille à la sienne par un double mariage; mais eux qui malgré sa faveur et ses dignités ne voyaient en lui que leur créature, regardèrent cette proposition comme celle d'un homme qui se méconnaissait; et ce refus lui parut un outrage. D'autres racontent autrement cette anecdote; mais tous conviennent qu'un mariage proposé et refusé laissa dans le cœur de Brulh un impla-

sable ressentiment. Toutefois ce faible ministre, secrètement indigné contre eux, leur abandonnait encore tout le soin des affaires. Il attendait avant de leur en ôter la conduite, et de leur marquer son ressentiment, les occasions de les perdre dans l'esprit du roi. Il sentait la nécessité d'employer des soins, du temps et de l'adresse à détruire peu à peu tout ce qu'il lui avait inspiré de favorable pour eux. Un des plus sûrs appuis de leur élévation était ainsi tout près de s'écrouler, qu'elle paraissait encore s'affermir et s'accroître. Le public n'avait point pénétré cette dissension intérieure. Ces haines demeuraient cachées. Les princes Czartorinski, toujours unis en apparence aux intérêts de la cour, étaient parvenus, par l'étendue de leurs alliances et par le choix qu'ils y avaient apporté, à réunir à leurs propres intérêts plusieurs maisons riches et puissantes; la mort de leurs anciens rivaux avait fait passer les deux importantes dignités de primat et de grand général entre des mains dont ils se croyaient assurés; et la faction qui leur avait toujours été opposée, n'ayant plus aucun chef accrédité, on ne distinguait plus en Pologne qu'un seul parti qui,

sous la direction de ces deux princes, semblait être celui de la cour.

Seize ans s'étaient déjà écoulés depuis qu'Auguste régnait sans concurrent; et la Pologne, malgré ces sourdes intrigues, avait joui constamment de la plus profonde tranquillité, lorsque dans l'année 1752, l'Angleterre et la France prévoyant une guerre générale en Europe, et incertaines de leurs alliances, cherchèrent à susciter, chacune en leur faveur, un parti dans cette république. Le dessein des Anglais était de soudoyer cent mille Russes, et d'obtenir qu'ils traversassent le territoire de Pologne pour venir se mêler dans les guerres du midi. Ils se proposaient même de réunir, s'il était possible, la Russie, la Saxe, la Pologne et la maison d'Autriche dans une même alliance avec eux. L'ambassadeur qu'ils envoyèrent à Varsovie, était un homme d'une imagination forte, mais sujète à s'égarer; qui séduisait d'abord par l'étendue et la vivacité de son esprit, mais qui révoltait bientôt par ses indiscrétions, ses écarts, l'infamie de ses débauches, son abandon de tous les principes de décence et d'honnêteté, et par la violence de sa mélancolie. Re-

nommé encore aujourd'hui à Londres, pour avoir tenté d'y établir, sous la forme d'un nouveau culte, le pur déisme, il a fini ses jours dans un entier égarement et une folie reconnue. Il devait sa fortune à une société qui s'était formée en Angleterre, d'hommes pleins d'agrémens, de connaissances et d'esprit, mais les plus corrompus qu'il y ait jamais eu dans le monde, se faisant gloire de leur dépravation et de leur licence effrénée, et regardant le mépris déclaré de toutes les bienséances comme une partie de leur liberté. Ils avaient initié dans leurs plus secrets plaisirs, un jeune prince anglais: l'un d'eux, par le crédit de ce jeune prince, était parvenu pour un moment au ministère; et le chevalier William, un des membres les plus diffamés de cette cotterie, avait été nommé par ses compagnons de débauche ambassadeur d'Angleterre en Pologne. Cet homme élevé dans la haine et le mépris des cours, quoique partisan de la monarchie par engagement et par système, se plaisait à encourager partout où il séjournait, les mécontentemens et les factions. Il dédaignait les routes suivies par ses prédécesseurs. Son passage dans

trois pays y fut marqué par un changement de mesures du ministère anglais, l'étonnante sagacité de son esprit ayant reconnu d'un coup-d'œil les moyens d'y former un parti plus actif que celui que leur ministère avait accoutumé d'y soutenir A peine fut-il arrivé en Pologne, qu'il dédaigna l'orgueilleuse nonchalance du roi, et la timide ineptie du ministre. Il reprocha au comte Brulh d'avoir si long-temps gouverné deux états, sans avoir rien fait d'avantageux aux intérêts de ses alliés ; et concevant le dessein d'engager les anglais à abandonner dans ce pays une cour faible pour protéger une faction puissante, il se lia avec les princes Czartorinski. Il flatta leur ambition, il encouragea leur audace. Admis dans la confidence de la révolution qu'ils méditaient, elle plut à cet homme entreprenant ; il leur promit de la faire appuyer par la Russie et par l'Angleterre. La diète allait s'assembler à Grodno, au mois d'octobre de cette année 1752. Les princes Czartorinski résolurent d'y commencer l'exécution de leurs projets, d'entraîner la Pologne dans une alliance intime avec l'Angleterre, la Russie et l'Autriche ; de for-

mer sous ce prétexte, et avec de si redoutables appuis, cette confédération générale qui eût remis entre leurs mains toutes les autorités et toutes les forces de la république. Maîtres encore de toutes les grâces de la cour qu'ils sentaient devoir bientôt leur échapper, assurés de la protection des seules puissances étrangères qui eussent alors du crédit en Pologne, ils crurent qu'ils devaient se presser d'exécuter tout ce qu'ils méditaient pour le rétablissement de leur patrie et pour la fortune de leur famille; deux intérêts que leur ambition ne leur permettait plus de séparer.

Dans ces conjonctures arriva le comte de Broglie, ambassadeur de France, avec le dessein de relever l'ancienne barrière que la Pologne pouvait opposer autrefois aux entreprises de la Russie, de faire ensorte qu'elle refusât constamment son consentement au passage des Russes, de lui rendre assez de considération, assez de force pour que ceux-ci n'osassent pas traverser son territoire malgré elle; en un mot, avec le projet d'être véritablement le restaurateur de cette république. On ne peut trop s'étonner que dans l'opposition constante des vues de

la France et de l'Angleterre, celle-ci, qui se vante avec raison de son gouvernement et de sa liberté, ait favorisé constamment dans tous les pays les progrès de la puissance royale; et que la France, au contraire, gouvernée par une autorité absolue, ait presque toujours soutenu dans toute l'Europe les factions républicaines. Quelles que soient les causes d'une si étrange contrariété, le comte de Broglie était sur-tout animé à ce grand dessein par un autre projet que nous aurons occasion d'exposer dans la suite, et dont le roi de France lui-même n'était que le confident.

Les talens et le caractère personnel de cet ambassadeur n'étaient pas encore bien connus. La guerre avait occupé sa jeunesse. Formé à des mœurs austères dans le sein d'une famille ambitieuse, qui sortait de la plus ancienne noblesse d'une ville libre d'Italie, et qui fixée en France depuis un siècle, y devait sa plus grande illustration à des services militaires et politiques; élevé dans les camps, sous les yeux d'un père vigilant et sévère, que la religion attachait à tous les principes d'une probité rigoureuse; instruit dans l'art de l'intrigue par un de

ses oncles, un vieil abbé, qui suivait très-habilement à la cour les intérêts de sa famille, tandis que ses frères et ses neveux en assuraient la gloire par l'éclat de leurs actions ; le comte de Broglie ne tarda pas à développer un esprit actif, appliqué, laborieux, également propre à tous les soins de la guerre et aux négociations les plus mystérieuses et les plus étendues ; mais un esprit inquiet, remuant et altier, ne sachant ni fléchir, ni se détourner, quels que fussent les obstacles. Il se montra dès-lors ce qu'il fut toujours dans la suite, ami et protecteur ardent et fidèle, ennemi implacable, opiniâtre, livré sans relâche et sans trève à la fureur de ses animosités ; passionné pour la gloire du nom français, ne connaissant ni le luxe, ni la mollesse, ni les délassemens de l'esprit ; pratiquant toutes les vertus domestiques, moins comme un bon frère, un mari tendre, un parent zélé, que comme un factieux, et faisant de sa famille même un parti dans l'état ; capable du plus profond secret dans ses longues et impénétrables intrigues, mais sans dissimulation dans la société ; se laissant emporter par ses ressentimens et ses haines ;

soit qu'il dût uniquement l'espèce d'assurance et d'audace qui paraissait dans toutes ses actions à la certitude des appuis sûrs et cachés qu'il avait à sa cour; soit plutôt qu'une telle certitude ne servît qu'à renforcer son caractère; mais enfin dans ce rôle singulier où il fut conduit par les conjonctures, affectant et devant affecter la rectitude d'un censeur; portant la sévérité de ses principes jusqu'à l'exigeance la plus rigoureuse dans les moindres devoirs, jusqu'à la pédanterie dans les affaires; portant la justice même jusqu'à cet excès où elle cesse d'être juste; ne pardonnant rien à ceux qui ne lui étaient pas dévoués, plus indulgent et plus facile pour ceux qui lui consacraient leurs talens; ne s'étant jamais trompé dans le choix des hommes qui secondèrent ses desseins, quoique les événemens l'aient presque toujours trompé dans ses vues; inspirant au petit nombre de ceux qui l'approchaient un attachement qui allait jusqu'au fanatisme; et pour indiquer dès à présent ce que les événemens nous forceront successivement à développer, oubliant quelquefois par la violence de ses haines, par l'aigreur que lui causaient les contra-

riétés, et surtout par les desseins d'une ambition profonde et réfléchie, ce grand amour du bien de l'état, cette probité rigide qu'il exigeait dans ses adversaires, et que lui-même suivait constamment dans le cours ordinaire de sa vie.

Il n'eut pas, comme le chevalier Williams, l'avantage de trouver en arrivant en Pologne un parti déjà formé. Il avait seulement la certitude que le vœu national serait en faveur de tout ce qu'il voudrait proposer. Mais les plus vertueux citoyens, tranquilles dans cette douce et paisible anarchie, s'abandonnaient à cette crainte des remèdes, qui les fait différer de jour en jour quand on n'a pas le sentiment actuel du mal. Ils hésitaient à mettre au hazard l'espérance de leur fortune et le repos du reste de leur vie, sur la foi de promesses auxquelles la France avait déjà si souvent manqué. Ils n'avaient point oublié que trois fois depuis un siècle elle avait rassemblé chez eux des factions puissantes, avec d'autant plus de facilité que les intérêts des deux royaumes ont toujours été réciproques; mais qu'après les avoir formées avec chaleur, elle les avait chaque fois abandonnées avec légèreté. Elle

avait laissé dans l'infortune la plupart de ceux qui s'étaient livrés à la séduction de ces prétendus projets pour le salut de la république. Ceux-mêmes qu'elle avait dédommagés par de secrètes pensions, des pertes qu'ils avaient souffertes dans le dernier interrègne, étaient, par leur extrême vieillesse, éloignés des affaires. Depuis cette époque elle avait négligé d'acquérir de nouveaux partisans; et ses ennemis, au contraire, ayant dominé en Pologne, avaient écarté de tous les emplois quiconque avait montré encore quelqu'attachement pour cette cour. En un mot, le comte de Broglie était seul. Il espérait du moins, avant d'avoir pu vaincre de si justes préventions, suspendre tous les projets de ses adversaires, et rendre nulle la diète qui s'assemblait à Grodno. Mais on lui enleva une ressource qui semblait devenue si facile : cette diète fut rompue par une manœuvre très-habile des princes Czartorinski. Le nonce qu'ils eurent soin de choisir pour la dissoudre, publia un manifeste audacieux, où le roi était personnellement accusé de violer toutes les conditions auxquelles il régnait; et aussitôt les Czartorinski, sous le prétexte de

réparer cet outrage, de présenter au roi une apologie de son règne, signée par la plus grande partie de la noblesse, et où elle s'engagerait à défendre ce prince contre toutes les factions, tentèrent d'obtenir ces signatures, et de former par ces engagemens la confédération qu'ils méditaient. Le nouveau grand-général du royaume, le comte Branicki, s'était laissé séduire par le spécieux prétexte de réparer l'injure que le roi avait reçue; son nom suffisait pour assurer l'exécution de ce dessein.

Malgré l'anarchie générale et les intrigues particulières, l'homme le plus considéré en Pologne était encore celui qui tenait son autorité et sa puissance des lois, homme sans faction, et qui, par sa place, avait l'heureux avantage de soutenir la république. Le comte Branicki, grand-général du royaume, conservait dans une vieillesse avancée la vigueur du corps et la fermeté de l'ame. Cette place, à qui toute l'autorité militaire est confiée, était, ainsi que celle du grand-général de Lithuanie, regardée par les Polonais comme la plus forte barrière élevée contre l'autorité royale. Mais les provinces qui

composent le royaume proprement dit, étant plus étendues que celles du grand duché, et leur armée de douze mille hommes d'infanterie et de deux cents compagnies nobles étant aussi plus nombreuse, il en résultait néeessairement une considération plus grande pour son général. Les qualités personnelles du comte Branicki ajoutaient encore à cette considération ; la droiture et la fermeté faisaient la base de son caractère ; pendant une longue vie, un sentiment juste de l'honneur le conduisit dans toutes ses démarches : il avait passé ses premières années en France, et servi dans les Mousquetaires, lorsque ces compagnies, composées de toute la fleur de la jeune noblesse française, acquéraient un nom immortel dans les combats, et revenaient ensuite porter dans leur conduite à la ville beaucoup de licence, de bravoure et de grâces. A son retour en Pologne il devint un des chefs de cette confédération dont le courage et la constance avaient forcé le roi, Auguste II, à renvoyer ses armées saxonnes, et à respecter les conditions prescrites à sa puissance. Il se fit connaître par un goût vif pour le luxe et les plai-

sirs. Mais une certaine dignité, qui accompagnait toutes ses actions, le rendit toujours recommandable dans la république. Tous les favoris qui se succédèrent à cette cour pendant deux régnes, avaient contribué à son élévation, croyant que son goût pour les voluptés le tiendrait toujours éloigné des affaires. Les princes Czartorinski avaient recherché son alliance, parce qu'elle ajoutait un nouveau lustre à leur crédit ; et quoiqu'il entretînt publiquement un sérail, ils lui avaient donné en mariage une de leurs nièces, fille de Poniatouski, dans l'espérance qu'une femme jeune et bien faite gouverncrait ce vieillard voluptueux, et qu'eux-mêmes conserveraient toujours leur ascendant sur l'esprit de cette jeune femme. Il était le dernier de son nom ; et, dans cette grande vieillesse, il n'avait point d'autre famille que la foule des bons citoyens réunis autour de lui. La position de ses terres, au centre du royaume, était favorable à cette affluence de noblesse. Son palais de Bialistok était le plus beau monument que ces contrées eussent vu élever. Un faste asiatique s'y joignait au goût de l'Europe ; une nom-

breuse garde de janissaires entretenue par la république, et un détachement de l'armée annonçaient sa puissance et sa dignité. C'était dans ce château de Bialistok qu'on veillait aux intérêts de la patrie, et que, suivant l'ancien usage sarmate, au milieu des festins et des fêtes, tous les discours de cette noblesse entretenaient parmi elle l'amour du bien public, le souvenir des grandes actions des anciens Polonais, et la crainte généreuse de tomber sous le joug des nations voisines. Ce fut aussi dans sa maison, à Grodno, qu'on se rendit en foule pour signer l'insidieux engagement que les Czartorinski voulaient faire prendre à toute la noblesse. Le choix du lieu écartait tout soupçon du piége; l'enthousiasme qu'on inspirait à la multitude, par le prétexte de venger le roi, grièvement insulté, mettait dans cette démarche la précipitation nécessaire pour aveugler tous les esprits. Cent trente sénateurs, et Branicki lui-même, avaient déjà signé. Un Polonais, nommé Mokranouski, lequel s'était autrefois distingué au service de France, et depuis attaché au grand-général, entend parler de cet événement, comme il était sur

le point d'être consommé. On lui raconte qu'un acte de confédération, déjà signé par tous les sénateurs, va bientôt l'être par toute la noblesse. Rien ne l'arrête ; ni la disgrâce de la cour, qui allait se croire offensée, ni celle du grand-général, de qui seul il attendait sa fortune, ni le ressentiment des Russes, qui déjà publiaient que leur souverain tenait une armée sur ses frontières pour soutenir cette entreprise, ni enfin la multitude, occupée à signer cet engagement. Il se fait jour au travers de cette multitude ; il prend en main cet acte, déjà consacré par tant de signatures ; il jure qu'on ne le lui arrachera qu'avec la vie ; et, se dérobant du milieu de cette foule, il court au lieu où était le grand-général, il lui expose toutes les conséquences de ce complot, tous les dangers de la protection de la Russie ; « combien cette protection devait rendre « cet engagement suspect ; que la France « offrait aux Polonais une protection « plus sûre ; qu'il convenait à son nom « et à sa dignité d'être, sous ce nou- « vel appui, le libérateur de la Polo- « gne ; que s'il avait l'ambition de dis- « poser un jour de la couronne, de la

« donner à son choix, ou peut-être de « la recevoir lui-même de la reconnais- « sance publique, ce ne serait ni par « la faveur des Russes, ni par celle des « Anglais, qui soutiendraient ou la mai- « son de Saxe, ou la maison Czarto- « rinski, et qu'ainsi une politique per- « sonnelle devait se joindre aux vérita- « bles intérêts de sa patrie ». En par- lant ainsi, il lui remet entre les mains cet acte de confédération déchiré en morceaux ; le grand-général l'écoute avec surprise, l'embrasse avec transport ; et cette généreuse action fut entre eux le commencement d'une éternelle amitié.

L'assemblée de Grodno se dispersa sans aucun succès ; et bientôt le grand-général devint chef du nouveau parti que l'ambassadeur de France travaillait à former. Le comte de Broglie n'osait compter sur la fermeté de ce vieillard, que le goût des plaisirs avait depuis si long-temps uniquement occupé ; il prit soin de l'environner d'hommes habiles, qui ne lui laissassent que les avantages du rôle qu'il avait entrepris, et lui en épargnassent les inquiétudes et les fatigues. Mais ce qui doit étonner dans un vieillard voluptueux, il soutint par lui-

même, et dans de cruelles conjonctures, toute la grandeur de ce nouveau caractère.

Une affaire particulière survint alors, liée par elle-même à de grands intérêts, et qui donna occasion aux deux ambassadeurs de développer à l'envi toute l'étendue de leurs desseins opposés. Il s'agissait de la principauté et des autres terres de l'ancienne maison d'Ostrog, éteinte depuis un siècle et demi. De riches domaines très-étendus et très-peuplés, un revenu annuel qui passait un million, et une forteresse sur les frontières de l'Ukraine, composaient ce bel héritage. Il avait été substitué dans une ligne féminine, sous la condition expresse d'entretenir six cents hommes de cavalerie, uniquement destinés à servir contre les Turcs; et dans le cas où les degrés de parenté stipulés dans l'acte viendraient à manquer, il devait, sous la même condition, devenir une commanderie de l'ordre de Malthe, et être possédé par un chevalier polonais. Les degrés de substitution manquaient depuis long-temps; mais les diètes anciennes, à qui cette affaire avait été soumise, en avaient suspendu la décision, et laissé la

jouissance de ces biens à l'héritier naturel. Cette autre branche étant encore éteinte, et la rupture perpétuelle des diètes ne permettant pas à la nation assemblée de rien statuer à ce sujet, le roi et le sénat adjugèrent provisoirement l'administration et l'usufruit de ces biens à l'un de ceux qui paraissaient avoir plus de droits pour en hériter. Celui-ci, (c'était un prince de la maison Sangusko), les avait légués à son fils, sans y être autorisé par aucune loi. Ce nouveau possesseur, ruiné, malgré l'immensité de sa fortune, par ses folles profusions, ne pouvant plus suffire ni au soutien de son luxe, ni au paiement de ses dettes, et n'ayant point d'enfans, se fit une ressource par la vente de sa succession éventuelle. La maison Czartorinski eut la plus grande part à l'achat et au partage arbitraire de cette future succession. Mais le nouveau parti, dont le comte de Broglie était l'ame, profita d'une occasion si favorable pour soulever la nation contre eux. Les lois en effet étaient ouvertement violées par cette bizarre acquisition ; et plus cette maison accumulait de richesses, et s'attachait à augmenter ses possessions et ses domai-

nes, plus il fut aisé d'animer contre elle des Républicains inquiets : son avidité avertissait de se garantir de son ambition. Les héritiers naturels, parmi lesquels le comte de Broglie, pour se rendre plus maître de cette affaire, eut l'adresse de se présenter au nom du vieux roi Stanislas et de la reine de France, réclamèrent contre ce partage inique. Le grand-général, à qui cette place impose le devoir de soutenir, quand il le faut, les lois à main armée, envoya des troupes sous le commandement du brave Mokranouski, s'emparer de la forteresse qui était le chef-lieu de cet héritage, et qui, par sa position non loin des frontières russes, pouvait servir à de plus grands desseins. Chacun des deux partis prit les armes, et soutenu par les subsides que prodiguaient à l'envi l'Angleterre et la France, fit des levées de troupes et se tint prêt à la guerre. La cour hésita quelque temps entre les deux partis; mais la faveur dont les Czartorinski paraissaient jouir encore, ne put l'emporter sur le cri général, et Brulh saisit enfin l'occasion qu'il attendait pour achever de les perdre dans l'esprit de son maître. Le roi se joignant à ceux qui avaient entrepris de traverser

leurs projets, nomma parmi ceux-ci de nouveaux administrateurs pour régir la succession d'Ostrog ; et aussitôt les revenus de cette grande succession furent employés à des levées de troupes. La cour de Russie, également vendue aux princes Czartorinski et à la maison de Saxe, fut aisément déterminée par l'argent de l'Angleterre; et quand elle vit le roi, à l'instigation de l'ambassadeur de France, abandonner une famille qu'elle protégeait, elle s'indigna, elle crut pouvoir dissiper dans sa naissance le parti qui se formait ; et renouvelant par une déclaration altière sa prétention d'être garante des lois de Pologne, elle accusa le roi de les avoir violées dans cette nomination de nouveaux administrateurs ; elle annonça que toute sa puissance serait employée pour maintenir les Czartorinski dans leurs droits. Déjà l'on parlait de tous côtés de la prochaine invasion d'une armée russe en Pologne, et les Anglais s'efforçaient de l'y attirer pour l'approcher des pays où eux-mêmes se préparaient à porter la guerre. Les Czartorinski ainsi soutenus, tenaient déjà le langage audacieux qu'ont accoutumé de tenir tous les Polonais mécontens ; et

leur ressentiment contre le roi leur permettant désormais de ne plus dissimuler leur ambition, ils semblaient résolus à tenter une révolution, et à déclarer le trône vacant.

La maison de Saxe, séparée de ces princes ses uniques conseils depuis seize ans, et menacée par les Russes, ses uniques protecteurs depuis plus de cinquante ans qu'elle régnait en Pologne, se jeta pour ainsi dire entre les bras de l'ambassadeur de France. Une foule d'hommes courageux et de citoyens remarquables par leurs talens, s'étaient réunis aux projets de cet ambassadeur; tous les emplois, toutes les grâces furent, à sa recommandation, donnés à de vrais républicains; et dès-lors presque toute la noblesse se rallia sous son autorité. Les bruits qu'on affectait de répandre sur la prochaine invasion d'une armée russe, accéléraient le concert de tous ceux qui redoutaient l'oppression. Le grand-général Branicki, personnellement menacé du ravage de ses terres, répondit « qu'il « préférait sa ruine à la honte et au « malheur de manquer à son devoir, et « qu'une paix obtenue en cédant aux « menaces, deviendrait plus funeste

« qu'une guerre déclarée ». En trois années de séjour en Pologne, le comte de Broglie était ainsi parvenu à rassembler un parti nombreux et à forcer la cour d'adhérer à ses vues. Il avait étendu ses correspondances dans tous les états voisins ; et d'autres intérêts secondant alors son entreprise, déjà les Suédois faisaient avancer leurs troupes en Finlande ; le kan des Tartares rassemblait toutes ses hordes ; les Turcs sortaient de leur profond assoupissement, et leur réveil annonçait la guerre. Frédéric, ce redoutable voisin des Polonais, qui n'avait pas encore atteint toute sa gloire, contribuait à susciter contre les Russes cette formidable ligue, et lui-même en attendait sa sûreté. La Russie, sous une administration inepte et incertaine, ne savait plus à quelles mesures recourir. Ses ministres, après avoir perdu à Varsovie leur considération personnelle, craignaient d'y compromettre une seconde fois le nom de leur souveraine. Ils voyaient avec surprise échapper de leurs mains une autorité qu'ils avaient jusque-là exercée sans concurrence ; et, contenus par cette ligue générale, ils refusaient tout secours à l'ambition et à

la vengeance des Czartorinski. Le comte de Broglie avait retrouvé dans quelque réfuge inconnu, sur un rivage de la mer Noire, de vieux compagnons de Mazeppa, cet ancien et malheureux chef des révoltés de l'Ukraine ; et par eux il avait noué de secrètes correspondances avec les mécontens de la nation Cosaque. Il n'était pas même sans espérance de renouveler, s'il le fallait, contre la maison d'Autriche, les soulèvemens des Hongrois. Enfin, dans les premiers mois de 1756, au moment où les hostilités entre l'Angleterre et la France, commencées d'abord en Amérique, portées ensuite sur les mers qui baignent cette partie du monde, étaient sur le point d'embrâser l'Europe entière ; le comte de Broglie était maître de former en Pologne cette confédération, qui, soutenue par les subsides de la France, pourvue par ces mêmes subsides d'armes et de munitions, et protégée par tant de nations voisines, eût soustrait entièrement la Pologne au joug de la Russie, eût aisément soumis un petit nombre de Polonais réfractaires, eût rendu à cette république des lois, un gouvernement et des forces.

Mais la France suspendit tous les secours qu'elle avait promis, et renversa toutes les mesures de son ambassadeur.

Une révolution dans la politique générale de l'Europe, fut la cause de ce fatal abandon. Le moment qui vit éclater cette guerre, vit se dissoudre toutes les anciennes alliances, non par des changemens réels que le laps du temps et la vicissitude des choses humaines eussent produits dans les intérêts des états, mais uniquement par une suite de futiles intrigues entre des femmes et des favoris, par de sourdes manœuvres que dirigeaient de perfides ministres, par des défiances semées avec artifice et des mécontentemens injustes ou frivoles entre les souverains. On était sûr que l'embrâsement allait se communiquer avec rapidité. Toutes les nations se préparaient à la guerre. Aucune ne connaissait plus ses alliés. Dans cette incertitude universelle, la conduite du roi de Prusse, dont les Autrichiens méditaient la ruine, décida en un instant toute la face des affaires. Son alliance imprévue avec les Anglais, et l'invasion non moins imprévue de la Saxe dont il fit le boulevard de ses propres états, ne laissèrent plus aux autres puis-

sances ni le temps de négocier, ni la liberté de choisir. La France eut l'Autriche pour alliée ; elle cessa de regarder les Russes comme ennemis ; et par cette complication d'événemens, la guerre était à peine commencée, et déjà tout le poids de ses calamités était tombé sur les états héréditaires du roi de Pologne. L'administration du comte de Brulh avait surtout contribué à cette malheureuse destinée. Brulh, après avoir ruiné en Saxe les finances de son maître, n'avait point eu d'autre ressource, pour conserver le luxe de la cour, que de réformer la moitié de l'armée. La Saxe était sans défense, et au seul bruit d'une invasion, Auguste se vit forcé à fuir de sa capitale. Nous aurons achevé la peinture de cette cour, si nous ajoutons qu'en fuyant on prit soin de sauver les tableaux et les porcelaines, et qu'on oublia les archives de l'électorat, qui par cette négligence tombèrent entre les mains du vainqueur. Aussi-tôt qu'Auguste fugitif eut pris son royaume pour asile, les deux factions rivales montrèrent un égal ressentiment des outrages faits à leur roi, et lui proposèrent à l'envi l'une de l'autre cent mille Polonais pour la délivrance

de la Saxe. Chacune d'elles voulait se saisir la première de ce prétexte honorable pour confédérer la république ; chacune d'elles se pressa de solliciter celle des deux cours jusqu'alors ennemies d'où elle attendait sa destinée ; et bientôt alarmées de l'irrésolution qu'elles trouvèrent également dans ces deux cours, elles envoyèrent à la hâte leurs plus habiles négociateurs, l'un à Versailles, l'autre à Pétersbourg. Ces émissaires y représentaient avec la même force les dangers auxquels la Pologne allait se voir exposée, si elle restait seule désarmée au milieu de l'Europe en armes. Mais Brulh tremblait que la nation ne se rassemblât sous l'autorité de l'un ou de l'autre parti. Il regardait l'anarchie actuelle comme le plus bel ouvrage de sa politique. Il l'entretenait par le facile talent d'aigrir les haines et d'augmenter les divisions. Il se promettait que tôt ou tard elle ferait tomber entre les mains de son maître le pouvoir absolu. Dans la crainte que les deux cours ne se conciliassent pour favoriser l'un ou l'autre parti, il prenait soin d'y décrier également tous les Polonais. Il faisait valoir contre eux cette longue suite de dissen-

sions, accrues par lui-même, et qu'il travaillait à rendre irremédiables. Toutes ses négociations tendirent à faire également rejeter leurs offres. Il ne sollicitait, pour la délivrance de la Saxe, que le secours d'une armée russe. Le passage de cent mille Moscovites au travers de la Pologne désarmée, leur long séjour dans un pays que son imprudente politique cherchait à laisser sans défense, la guerre que le roi de Prusse pouvait y porter, soit à leur rencontre, soit à leur poursuite, rien n'effraya la prévoyance de ce ministre. Le seul péril qu'il parût redouter, c'était de voir les Polonais en armes ; les zélés citoyens étaient à ses yeux les plus dangereux ennemis.

Cependant Elisabeth refusait constamment de prendre part à la guerre ; elle savait que le repos était nécessaire à ses états dépeuplés ; sa douceur, sa timidité, ses scrupules lui tenaient lieu d'une sage politique. Elle frémissait en songeant que d'une seule signature elle pouvait faire couler des flots de sang humain ; chaque fois que ces tristes délibérations étaient agitées dans son conseil, elle n'en sortait que pour aller gémir au fond de son oratoire. Il fallut, pour vaincre sa longue résistance, em-

ployer tous ces artifices si connus dans les cours, combattre une faiblesse par une autre faiblesse, lui persuader que sa beauté, et même toute sa personne avaient été le sujet des railleries outrageantes du roi de Prusse, et opposer ainsi une vanité de femme à sa douceur naturelle et à ses terreurs superstitieuses. Son ministre Bestüchef, vendu aux Anglais, lui avait inspiré, pour l'engager peu à peu dans cette guerre, le dessein d'affermir la paix; lui faisait croire que la seule présence de ses troupes sur les frontières, sans rien coûter à son empire, puisqu'elles seraient payées par des subsides étrangers, suffirait pour contenir le roi de Prusse, et que ce moyen sûr, disait-il, de prévenir les hostilités, satisferait son amour pour la paix, et tout ensemble ses justes ressentimens contre ce prince. Les Russes s'étaient donc avancés en Livonie. Mais l'Angleterre ayant tout à coup changé d'allié, l'armée russe, ainsi rassemblée, se trouvait par cet événement inattendu, frustrée de subsides; et la czarine se croyait jouée. Il restait une difficulté à vaincre; c'était de faire passer aux Russes les mêmes subsides que la France avait offerts aux Polonais. Mais un nouveau ministre

conduisait les affaires de ce royaume. Il devait au changement subit de toutes les alliances son élévation rapide, et peut-être encore l'espérance d'une plus haute fortune. Il apportait dans les liaisons que sa cour prenait avec l'Autriche, et par l'Autriche avec la Russie, cet empressement, cette facilité de condescendance et cette générosité inconsidérée qui de tout temps ont caractérisé la Nation Française. On prétend que le comte de Brulh s'était emparé d'un premier rôle dans cette nouvelle intrigue, et que jamais on n'employa plus d'esprit et d'adresse qu'il en mit dans ces déplorables manœuvres. Quoiqu'il en soit, Elisabeth, gouvernée à la fois par ses amans, ses ministres et son confesseur, se laissa malgré elle entraîner à leurs volontés. Elle pleura en signant les premiers ordres adressés à ses généraux. Mais par ces ordres mêmes, cent mille Russes, destinés à combattre les Prussiens, s'avancèrent en Pologne pour en traverser les plus belles provinces, sans en avoir fait aucune réquisition à la république ; sorte d'outrage que ressentaient vivement tous les bons citoyens, et dont ils prévoyaient les conséquences terribles.

LIVRE IV.

SOMMAIRE.

Deux factions, celle des Czartorinski et celle de la maison de Saxe, continuent de diviser la Pologne. Etat de la Courlande. Ce duché donné au Prince Charles de Saxe. Etat de la cour de Russie. Education, caractère et premières aventures du comte Poniatouski. Son rappel demandé par la France et suspendu par la connivence de Bestuchef. Disgrâce de Bestuchef. Rappel de Poniatouski. Menaces de la grande duchesse au prince Charles. Convocation du Sénat de Pologne au sujet de la Courlande, et conduite des Czartorinski dans cette assemblée. Mariage du nouveau duc de Courlande. Séjour de l'armée russe en Pologne. Intrigues de Brulh déconcertées par la mort d'Elisabeth. Changemens occasionnés par le règne de Pierre III, et d'abord retour des exilés. Inquiétudes de la Cour de Varsovie. Envoi des deux

fils du comte Brulh en Russie. Conduite du czar relativement à la Courlande. Départ du prince Charles. Alliance du czar et du roi de Prusse. Inquiétudes des Polonais, et conjectures sur les vues du czar et du roi de Prusse, au sujet de ce royaume. Conditions de leur traité. Assemblée des bons citoyens chez le grand-général Branicki. L'oppression de la Pologne augmente. Mouvemens parmi la noblesse polonaise. Crainte de confédérations particulières. Le comte Branicki calme la nation dans l'espérance de la réunir plus sûrement à la diète prochaine. Mokranouski parcourt les provinces. Intrigues à la cour de France, et correspondance secrète du comte de Broglie avec Louis XV. Caractère et conduite de Mocranouski; il est désigné pour Maréchal de la prochaine diète. Disposition des cours étrangères, dont les Polonais avaient imploré le secours. Sujet de guerre entre la Russie et les Turcs. Etat de l'empire Ottoman, et caractère du grand-seigneur. Crim Gueray se fait proclamer grand kan de Crimée. Intrigues du roi de Prusse à Constantinople, et avec le kan des Tartares. Révolutions de Russie. Ca-

ractère de Catherine II. Situation du comte Poniatouski au moment de cette révolution. Le roi de Prusse et le kan des Tartares forcés de changer leurs mesures. Conduite, desseins et premières démarches de la nouvelle impératrice.

UNE tranquillité apparente succéda en Pologne à ce violent orage. Le parti rassemblé par l'ambassadeur de France, et qui avait le dessein généreux de briser le joug de la Russie, abandonné du ministère français, et pour ainsi dire livré aux Russes, se dispersa et parut anéanti. Les zélés citoyens qui avaient formé cette ligue, attendaient en silence pour se rassembler de nouveau, des temps plus favorables, ou si la destinée le voulait ainsi, des temps plus fâcheux et des dangers plus pressans. Deux factions, celle des princes Czartorinski, et celle de la maison de Saxe, continuèrent d'agiter sourdement la république, sans que leurs funestes divisions fissent appréhender de prochaines tempêtes. Ces princes implacables dans leur ressentiment contre la cour, trop affermis par l'usage qu'ils

avaient fait de leur longue faveur, pour être renversés par la disgrâce, essayaient vainement de se donner pour un parti républicain. La cour inquiète de leur mécontentement, et dans ses inquiétudes même toujours imprudemment conduite par le ministre favori, recommençait à vendre tous les emplois ou à les accorder à de vils mercenaires, et croyait ainsi s'attacher de nouveaux partisans. Mais l'une et l'autre de ces deux factions ne cherchait véritablement à dominer en Pologne que sous la protection de la Russie; Pétersbourg était le siége de leurs intrigues; tous leurs efforts tendaient à s'enlever mutuellement cette protection. L'une s'attachait de plus en plus à la souveraine actuelle; et l'autre concevait déjà l'espérance de s'attirer toute la faveur des jeunes héritiers de cet empire.

En effet, l'impératrice Elisabeth, après avoir rendu son ancienne bienveillance à la maison de Saxe, ne mettait plus aucune mesure à ses nouvelles bontés. Elle ne s'en tint pas à envoyer cent mille Russes pour venger en Allemagne le roi de Pologne; elle consentit à lever le sequestre de la Courlande, et à céder

ce duché à un jeune prince saxon. Cet événement eut des suites si importantes, que nous devons le raconter avec quelque détail.

Près de vingt ans étaient déjà passés depuis la chute et l'exil de Biren, et le trône de Courlande était toujours demeuré vacant. On ne savait plus si ce petit état devait être compté parmi les provinces de Russie, ou parmi les provinces de Pologne. Une régence sans aucun chef exerçait l'autorité ducale ; les revenus du souverain, perçus arbitrairement par la Russie, sous le nom des prétendues créances qu'elle exerçait contre Biren, étaient toujours détournés au profit des ministres russes ; et leur avidité leur tenant lieu de politique, ils avaient soin de perpétuer pour eux-mêmes cette bizarre usurpation. Tous les actes étaient cependant expédiés sous l'autorité du roi de Pologne comme seigneur suzerain ; et Biren, ayant par faveur obtenu pour prison une ville de Sibérie, y était réuni avec sa famille, exilé, flétri, dépouillé, sans qu'on voulût achever de lui faire grâce sur les instances réitérées du roi de Pologne, ni de le déposséder sur les demandes de quelques

ambitieux. Privé la plupart du temps de la modique pension que la Russie lui avait accordée pour son entretien, il faisait à force d'intrigues parvenir de secrètes plaintes jusqu'au roi; et ce prince se ressouvenant qu'il lui devait le trône, parvenait de la même manière à lui faire tenir de secrètes aumônes. Plus d'une fois, Auguste avait été sollicité par les amis de sa maison, d'accorder ce duché à l'un de ses fils. On lui représentait, « qu'il en avait le pouvoir, puisqu'une « diète le lui avait confié; que Biren « n'en avait reçu l'investiture que sous « la condition d'en affranchir les do- « maines de toute prétention étrangère; « que ce règne d'un moment en avait « au contraire fait passer tous les reve- « nus entre les mains des étrangers; que « cet aventurier trop célèbre, abhorré « des Russes, méprisé des Courlandais, « tyran des deux pays, n'avait reçu de « ses prétendus sujets, ni sermens, ni « hommage; que son nom était diffamé, « sa famille proscrite; et que la for- « tune s'étant plu à détruire elle-même « l'ouvrage de son caprice, le soutenir « contre elle, n'était ni un devoir, ni une « vertu ». Mais Auguste aurait craint

de compromettre son pouvoir, s'il eût donné un fief dont les Russes possédaient tous les revenus, et dont ils étaient véritablement les maîtres.

Les princes de la maison de Saxe profitant de la compassion que la ruine d'une maison souveraine inspire toujours dans les pays soumis à une autorité semblable, cherchaient alors à former des établissemens dans les différentes cours alliées, en France, en Autriche, en Russie. Le prince Charles, troisième fils du roi de Pologne, d'une figure agréable et d'un esprit complaisant et souple, avait captivé plus particulièrement la faveur du roi son père; et par une suite de cette prédilection, il fut destiné à servir dans les armées Russes, et à cultiver la bienveillance de cette cour, d'où le roi attendait plus de protection. Sur la route de Varsovie à Pétersbourg, il s'arrêta quelque temps à Mittau, capitale de Courlande, et prit soin de s'y faire aimer. Bientôt il parvint à plaire à l'impératrice Elisabeth; il acheta le suffrage de la plus grande partie du ministère russe; et à peine eut-il séjourné quelques semaines à Pétersbourg, que l'impératrice annonça par une déclaration pu-

blique que ni Biren, ni ses enfans ne seraient jamais rappelés d'exil, et sur la foi de cette promesse, elle demanda au roi de Pologne d'accorder à ce jeune prince le duché de Courlande.

Mais au temps où le prince Charles parut à la cour de Russie, et sut y acquérir tant de faveur, il s'y trouva environné des plus dangereux écueils. La situation de cette cour était alors singulièrement remarquable. L'inévitable destinée de tous les ministres Russes était prête à fondre sur la tête du vieux chancelier Bestuchef. Son crédit soutenu pendant dix-sept années, malgré la haine personnelle de l'impératrice, touchait enfin à son terme. Le cours ordinaire des affaires était déjà sorti de ses mains, par l'effet du nouveau système d'alliance tramé à son insçu. Ce vieux ministre, se voyant ainsi joué, exécutait en silence des résolutions qu'il désapprouvait, méditait des desseins violens pour prévenir sa ruine, et toujours prêt à trahir sa souveraine, se liait de plus en plus aux intérêts et aux intrigues des jeunes héritiers de l'empire, absolument opposés aux alliances et aux vues du gouvernement actuel.

Le jeune grand duc de Russie, sans figure, sans esprit, sans courage, et dont cependant l'imagination s'était enivrée d'une folle passion pour l'héroïsme, avait pris des liaisons secrètes avec le roi de Prusse. Il voyait avec chagrin le prince de Saxe solliciter avec succès des secours contre ce roi; et toujours plein de forfanterie, et d'une sorte de manie militaire, il marquait publiquement son dédain pour les manières plus douces auxquelles la popularité républicaine et le soin de plaire dans une cour polie, avaient accoutumé ce jeune prince. Une passion différente donnait à la grande duchesse, son épouse, des sentimens presque semblables. Elle avait pris des liaisons tout à la fois intimes et publiques, avec un jeune Polonais, émissaire secret des princes Czartorinski, et neveu de ces princes. Cette famille alarmée du peu d'appui qu'elle trouvait à la cour d'Elisabeth, et de la faveur éclatante dont y jouissait alors la maison de Saxe, avait saisi une occasion singulière d'y entretenir cet agent. Une aventure galante donnait à cette mission un succès qui passait leurs espérances; et pendant que l'imprudente politique de

la maison de Saxe augmentait en Pologne l'influence des Russes, ses adversaires avaient déjà la certitude que cette influence servirait un jour à leur propre élévation.

C'est ici le lieu de faire connaître particulièrement cet agent devenu trop célèbre, et que nous verrons bientôt élevé au rang le plus distingué parmi les hommes. Le jeune comte Poniatouski, cet émissaire secret, était livré plus secrètement encore à la plus vaste ambition personnelle. Il nourrissait depuis son enfance des desseins bien opposés à ceux de ses deux oncles. Sa mère, sœur des princes Czartorinski, lui avait inspiré pour lui-même toute l'ambition qu'elle tenait d'eux. Epouse d'un soldat de fortune, qui, après avoir ébranlé le trône de deux de ses rois, était devenu, par leur faveur même, premier sénateur du royaume, elle ne doutait pas que ses enfans ne fussent également destinés aux plus illustres entreprises; et vivant au milieu des désordres de sa patrie, elle leur avait inspiré dès l'enfance le projet d'en être un jour les restaurateurs et les maîtres. Stanislas-Auguste dont nous parlons, était le quatrième de sept en-

fans nés de ce mariage. L'éducation des trois premiers, dont deux sont morts avant l'élévation de leur frère, avait d'abord été laissée au hasard. Mais à la naissance de celui-ci, une singulière conjoncture changea les dispositions de ses parens, et fit tout à coup cesser leur négligence. Il y avait parmi les domestiques de cette maison un aventurier italien, nommé Fornica, moitié astrologue, moitié alchimiste, et qu'on y entretenait à titre de chirurgien. Il était chéri du vieux sénateur, dont l'esprit romanesque fut toujours épris de ces chimères, et qui croyait tout possible, parce que lui-même avait éprouvé les fortunes les plus extraordinaires. Cet italien s'était trouvé présent au moment de la naissance de Stanislas-Auguste ; et soit par un hasard qui approcherait du merveilleux, soit qu'il eût seulement dessein de flatter cette maison, dont il connaissait les idées ambitieuses, il annonça que l'enfant qui venait de naître serait roi. Le secret de cette prédiction soigneusement gardé entre un petit nombre de personnes, servit à régler leur conduite. On commença par lui donner ce double nom de Stanislas-Auguste,

comme s'il était également né sous les auspices des deux rois ennemis que son père avait servis tour à tour. La comtesse Poniatouski se reprochant d'avoir donné trop peu de soins à l'éducation de ses enfans, qu'elle s'habitua à regarder d'avance comme une famille royale, s'en occupa dès-lors toute entière. Elle s'appliqua surtout à former celui-ci pour le trône, l'accoutumant au travail, le faisant venir chez elle dès le point du jour, afin qu'il étudiât sous ses yeux. Elle rapportait uniquement à ce présage toute l'éducation qu'elle lui donnait. S'il apprenait à dessiner, elle fixait son attention, tantôt sur une tête de César, tantôt sur une tête d'Auguste, en lui expliquant par quels extraordinaires talens l'un avait subjugué sa patrie, et comment l'autre avait établi une monarchie florissante, après avoir asservi en tyran une république en désordre. Dans le dessein de proportionner l'esprit, le caractère et les forces de tous ses enfans à la grandeur et à la difficulté des conjonctures qu'elle prévoyait pour eux, elle leur fit jurer de fuir jusqu'à trente ans les femmes, les plaisirs de la table, et tous ces frivoles ou dan-

gereux amusemens qu'on nomme jeux de société ou de hasard. Mais la nature n'avait formé le jeune comte Poniatouski que pour être un homme aimable. Aucune magnanimité, aucune force ne s'annonçait dans son caractère. Accoutumé, dès qu'il fut capable d'un secret, à taire soigneusement cette haute espérance sur laquelle on voulait qu'il dirigeât toute sa vie, mais qui l'eût rendu odieux et ridicule aux yeux de ses oncles et de leurs enfans, il en avait pris au milieu de sa famille une perpétuelle habitude de réserve et de tromperie. Quelques idées de grandeur et de générosité cultivées en lui par une femme romanesque, ne tenaient point à cette franchise d'esprit et de caractère, qui fait seule les ames élevées et généreuses. Quoiqu'on fût parvenu à le rendre sérieux, dissimulé et patient, ses moindres émotions se produisaient par des larmes et ne lui laissaient presque jamais le sang-froid nécessaire dans les grandes affaires. Son cœur sensible jusqu'à l'excès dans tous ses attachemens, semblait plutôt l'entraîner aux plaisirs de la vie privée et aux douceurs d'une société intime, qu'au tumulte des factions. Sa plus chère oc-

cupation était d'apprendre par cœur les vers les plus licencieux des poëtes français. Le goût de la frivolité et de tous les arts qui plaisent dans la société des femmes, dominait malgré lui dans les romans où s'égarait son imagination. Il n'étudiait ni la guerre ni le gouvernement ; et cet homme, qui se croyait né pour le trône et pour être un jour le restaurateur de son pays, ne songeait qu'à devenir un protecteur de tous les arts de luxe, et surtout à cultiver en ce genre de petits talens auxquels il attachait les plus hautes prétentions. Sa figure, qui presque seule lui a valu cette couronne à laquelle se fixaient toutes ses pensées, était véritablement très-belle, quoique la faiblesse de sa vue, jointe au caractère même de sa physionomie, laissât toujours dans ses regards quelque chose de dur, de louche et de sinistre. Ses yeux étaient grands et noirs, ses cheveux noirs et épais ; ses traits avaient de l'éclat et de la régularité ; sa taille, sans être grande et même sans élégance et sans grâce, n'était pas sans noblesse, et marquait de la force. Il avait dans son air, dans ses manières, dans sa démarche, une sorte d'apprêt théâtral, et dans tous

ses discours une tournure affectée, singulière et romanesque, qui, dans ses premières années, faisait attendre de lui des choses hors du cours ordinaire de la nature, mais qui s'est démentie dans les principales actions de sa vie, parce qu'elle tenait moins à la vraie tournure de son imagination et au fond de son caractère, qu'à la bizarrerie de son éducation. Il parlait avec facilité en public, plus en bel esprit qu'en orateur, et plutôt disert qu'éloquent, capable de converser agréablement dans un cercle, de haranguer dans une académie, mais non d'entraîner une multitude ou de déterminer un sénat; et ceux même qui l'ont observé de plus près, ont remarqué qu'il avait dans ses conversations cette adresse des gens médiocres qui cherchent à cacher les bornes de leur esprit, l'adresse d'entretenir habilement chaque personne sur le sujet qu'elle entend le moins. Il parlait de vers et de littérature aux Polonais uniquement occupés de leurs diètes et de leurs tribunaux. En France, au contraire, où l'on s'occupait alors uniquement de plaisirs et de bel esprit, il parlait sans cesse de législation et de gouvernement; et à Lon-

dres, où commençait à régner dans les mœurs publiques la plus excessive licence, tous ses entretiens roulaient sur les principes de la plus saine morale.

Le chevalier Williams, dont nous avons raconté les liaisons avec les princes Czartorinski, cet Anglais, également connu dans ce temps-là par son génie entreprenant et par le scandale de ses mœurs, avait pris pour lui une amitié qui ressemblait à une passion vive. Cet homme voyant avec douleur le parti auquel il s'était donné en Pologne, destitué du secours des Russes, mais, dans ce revers même, s'attachant de plus en plus à exécuter la révolution qu'il avait entreprise, fit un voyage en Angleterre pour obtenir d'être nommé ambassadeur en Russie. Ce fut à cette occasion qu'il se chargea de conduire Poniatouski dans les pays étrangers. Le début de ce jeune Polonais n'annonçait pas qu'il devrait un jour sa fortune, et le trône même, à ses voyages. Resté seul à Paris une partie du temps que son conducteur devait passer en Angleterre, la méchanceté de son esprit lui fit fermer les maisons qu'il desirait le plus de fréquenter. Une galanterie fausse, étudiée, de perpé-

tuelles déclarations d'amour, successivement répétées à toutes les femmes auxquelles il parlait, et qu'un jour trente femmes rassemblées dans une maison de campagne se racontèrent mutuellement, l'exposèrent à d'extrêmes ridicules. Le dérangement que son luxe mit dans sa médiocre fortune le livra aux poursuites de ses créanciers d'une manière avilissante ; et ceux qui prenaient intérêt à lui le firent partir précipitamment d'une ville où sa conduite ne lui permettait plus de rester avec considération. Ce qui, dans ce voyage, l'avait surtout frappé, ce qu'il étudiait avec le plus de soin, c'était le port et les airs de tête du roi de France, Louis XV, qui véritablement avaient beaucoup de grandeur et de majesté. Il s'attacha dès-lors à les imiter avec une affectation qui fut remarquée à cette cour, où tout ridicule est si promptement saisi, et où l'on était bien loin de soupçonner l'intention que ce jeune voyageur portait secrètement dans cette étrange étude. Il rejoignit aussitôt Williams en Angleterre; et celui-ci, nommé ambassadeur à la cour de Russie, traversa la Pologne pour s'y rendre, et obtint aisément des princes

Czartorinski, lesquels sentaient la nécessité d'entretenir un émissaire à Pétersbourg, que leur choix tombât sur le jeune Poniatouski. Il le conduisit à cette cour comme secrétaire d'ambassade; et ayant bientôt reconnu, au travers de toutes les intrigues, la route que devait suivre un jeune ambitieux doué d'une belle figure, il se chargea de lui en applanir les premiers pas. La vanité russe eut peine à laisser un étranger, annoncé comme un simple secrétaire, se mêler avec égalité parmi les courtisans, et se produire dans toutes les assemblées de la cour. Williams employa plus d'une fois la double autorité que lui donnaient et son audace personnelle et le caractère dont il était revêtu, pour faire asseoir ce jeune homme à la table de l'impératrice. Il employa de semblables moyens pour le faire parvenir jusques dans les cabinets intérieurs de la grande duchesse; on sait même que sur les sollicitations hardies de cet ambassadeur, elle osa, dans l'obscurité d'une longue nuit d'hiver, se dérober du palais et se rendre seule et à pied dans la maison du consul d'Angleterre. Poniatouski s'y trouva seul : il était alors dans sa vingt-troisième année;

et l'on ne peut douter qu'il n'ait oublié à cette époque une partie des sermens que sa mère avait exigés de lui. Ajoutons encore, car dans une fortune si extraordinaire tout intéresse, ajoutons qu'avec un esprit faux et étroit, mais singulièrement cultivé, il avait cette sensibilité ardente et cet enthousiasme capables d'égarer un esprit plus vaste et une raison plus saine, mais qui sont des moyens presque sûrs de plaire aux femmes. Sa mémoire était tout récemment ornée des traits les plus piquans d'un poëme agréable et licencieux, dont il avait trouvé en France des copies manuscrites, ouvrage fort répandu aujourd'hui, mais qu'alors l'impression n'avait pas encore fait connaître dans les pays étrangers. Ses entretiens en acquirent plus de charmes pour une jeune princesse étrangère en Russie, d'une imagination vive, dont l'esprit fut aisément séduit par le premier esprit cultivé qu'elle eût vu à cette cour, et déjà enhardie par quelques liaisons secrètes où les mêmes agrémens ne s'étaient pas rencontrés. Quelques-uns prétendent qu'une superstition de femme entra aussi dans la passion de la grande-duchesse. Ne doutant pas, sur la confidence de

Poniatouski, que ce jeune Polonais ne devînt roi, et se promettant dès-lors que la destinée se servirait d'elle pour cette élévation, elle en accepta le présage de sa propre grandeur : elle s'attacha fortement à un projet qui parut l'assurer elle-même de son élévation future ; et ce fut ainsi que la prédiction contribua en grande partie à l'événement.

Le comte Poniatouski, dans le renversement des anciennes alliances, n'avait pu rester auprès d'un ambassadeur d'Angleterre. Il avait fait un voyage en Pologne pour solliciter d'être renvoyé en Russie comme ministre du roi son maître. On s'était de toutes parts opposé à cette demande. On avait représenté au comte Brulh « que rien ne se-
« rait plus imprudent, plus insensé, que
« d'envoyer en Russie, comme ministre
« du roi, un émissaire de la maison Czar-
« torinski ; que le bonheur d'avoir plu à
« l'héritière de cet empire, développant
« dans ce jeune homme un esprit natu-
« rellement romanesque, son ambition
« ne verrait plus aucune borne ; en un
« mot, que, d'une manière ou d'une au-
« tre, cette complaisance coûterait un
« jour le trône à la maison de Saxe ».

Cette prédiction fut faite par le comte de Broglie, qui, après avoir éloigné de la cour les princes Czartorinski, s'attachait constamment à empêcher leur crédit de renaître. Mais l'espérance de conduire une intrigue séduisit le ministre saxon; et Poniatouski en obtint aisément le titre qu'il était venu solliciter. Avant son départ de Varsovie, il eut quelques obstacles à vaincre dans sa famille, et sa mère elle-même à combattre. Elle ne cessait de lui représenter « que ce n'était « pas par un commerce de galanterie, « mais par de grandes qualités et de grandes vertus qu'il devait mériter l'élévation qui lui était prédite; que cette « passion ne pourrait servir qu'à l'égarer, « et peut-être l'engager un jour à sacrifier l'honneur de sa couronne, son « royaume et sa patrie à sa maîtresse ». Il ferma l'oreille à des remontrances si sages, quoique mêlées d'une si folle superstition; et il ne tarda pas à retourner en Russie, chargé toujours en secret des intérêts de la maison Czartorinski, en apparence des intérêts de la maison de Saxe, et uniquement occupé de sa propre grandeur. Bientôt, dans un souper à la campagne avec quelques Polonais, la grande-

duchesse leur annonça qu'un jour elle leur donnerait son amant pour roi. Ces Polonais étaient de jeunes gens d'une figure charmante, et que cet avantage avait fait choisir par le roi de Pologne pour composer un cortège au prince Charles. Ils avaient mieux aimé se joindre à cette nouvelle intrigue, et seconder la fortune de leur égal, que de suivre les intérêts de leur prince. Ils ne traversaient les desseins du comte Poniatouski qu'en tâchant, mais en vain, de se rendre plus agréables que lui à la grande-duchesse; et nous les verrons par la suite attacher quelque temps leur fortune à celle de Poniatouski, et contribuer à son élévation par leur activité et leur courage. Mais alors ils regardèrent ce propos comme un délire d'amour, comme l'ivresse d'une jeune femme dans un souper de plaisir, et n'y firent aucune attention sérieuse. Nous tenons d'eux-mêmes ces dernières anecdotes.

Cependant Poniatouski employait trop ouvertement son ministère à soutenir des intérêts contraires à ceux du roi son maître; ses liaisons non interrompues avec l'ambassadeur d'Angleterre, le rendaient justement suspect aux nouveaux

alliés de la cour de Russie. La témérité de ses démarches et ses imprudences dans quelques rendez-vous nocturnes, avaient donné trop d'éclat et de publicité à l'extrême patience du grand duc. Enfin les deux amans avaient pour confident le grand chancelier Bestuchef, qui avait servi toutes les passions de la jeune princesse, et qui, dans ce temps, cherchait à l'entraîner dans ses desseins de vengeance et dans un projet de révolution. Tous ceux qui étaient opposés à la faction anglaise et prussienne, crurent nécessaire à la sûreté générale de la cour de Russie, à la sûreté d'Elisabeth et de ses nouvelles alliances, de dissoudre cette espèce de ligue, en achevant la ruine de Bestuchef, et en renvoyant Poniatouski dans sa patrie. On était alors dans l'automne de 1757 : et le comte Brulh décidé par l'impression du moment, allié plus ou moins fidèle suivant les différentes marches des armées, voyant vers le milieu de cette saison, les troupes françaises parvenues sur les frontières de la Saxe, et la délivrance de cet électorat dépendre de leurs armes, accorda à la demande de cette cour le rappel du comte Poniatouski. Mais son audience

de congé fut rejetée loin, parce que l'impératrice, sur le déclin de son âge, ne se montrant jamais en public qu'après une longue et pénible toilette, en différait de jour en jour les embarras et les fatigues; et pendant ces délais, l'armée française ayant été vaincue à Rosback, et ayant fui loin de la Saxe, les deux ambassadeurs de France à Varsovie et à Pétersbourg n'eurent plus droit de presser le départ de Poniatouski. Son audience de congé était demandée, mais la connivence du premier ministre Bestuchef le laissait dans cette situation incertaine.

La passion des deux amans devint d'autant plus vive, qu'elle était ainsi perpétuellement traversée, et que pendant plusieurs mois ils eurent chaque jour en se séparant, la crainte de s'être vus peut-être pour la dernière fois.

Mais déjà Bestuchef leur confident et leur unique soutien, sentait toutes les approches de la disgrâce. Sa souveraine, quoique toujours indécise, ne lui montrait plus qu'un visage glacé. Les courtisans évitaient avec soin sa rencontre. Il résolut de s'enfermer pour laisser passer cette tempête. Il voulut imiter un

de ses prédécesseurs, qui, abandonnant toutes les affaires à ses rivaux, contrefit le malade un an entier pour leur donner l'espérance prochaine de sa mort, laisser leur crédit s'épuiser, et attendre les vicissitudes de la cour. Mais les deux ambassadeurs réunis redoublèrent d'efforts pour lui enlever cette dernière ressource ; et enfin trois ordres consécutifs le forcèrent à se rendre au conseil. Il disait à ses confidens : « Vous le voyez, « dès qu'une affaire importante survient, « ils sont obligés d'en revenir à moi. » Mais à peine fut-il entré dans la salle du conseil, on lui demanda ses cordons et son épée. Il pâlit, et dit : « Que la « volonté de l'impératrice soit faite. » Il eut d'abord son hôtel pour prison, et choisit pour asile une cave, dont pendant sa fortune, il avait fait un lieu de plaisir, et dont tous les tonneaux étaient liés en cerceaux d'argent. Il n'en sortit que pour être conduit en exil dans ses terres.

Poniatouski, par cette disgrâce, perdit son seul appui ; et peu de temps après, le prince Charles de Saxe ne put se refuser aux instances qu'il reçut de toutes parts, et aux prières même du

grand duc, d'écrire au roi son père, pour l'engager à rappeler une seconde fois Poniatouski. Le comte Brulh, tour à tour complaisant pour tous les partis, obéissant toujours aux craintes présentes, l'ayant aussitôt rappelé, fit ainsi par ses alternatives de condescendance, tout le mal qui pouvait être fait, et s'exposa aux justes ressentimens de tous ceux à qui successivement il avait eu dessein de plaire.

Les deux amans séparés dans le premier feu de leur passion, donnèrent l'un et l'autre le plus grand éclat à leur douleur. Poniatouski se jeta tout en pleurs aux genoux du prince de Saxe, et la grande duchesse aux pieds de l'impératrice ; mais leurs instances tardives ne furent point écoutées. Poniatouski rapporta à son père une lettre de la grande duchesse qui contenait ces mots : « Char« les XII a distingué votre mérite ; je « saurai distinguer celui de votre fils et « l'élever peut-être au-dessus de Char« les XII lui-même «. Le vieux comte Poniatouski enferma cette lettre dans une espèce de scapulaire, et tout le reste de sa vie il la porta ainsi sur sa poitrine. La grande duchesse, déjà livrée à d'impla-

cables ressentimens contre la France et l'Autriche et contre leurs ambassadeurs, n'ignora pas la part que le prince Charles avait prise à ce nouveau rappel. Elle le menaça de l'en faire repentir. La violence et la hauteur qu'elle mit dans cet entretien, le força de lui répondre avec une égale fierté. On voyait, à leur vivacité mutuelle, que l'un se flattait de rester toujours indépendant, et l'autre d'exercer bientôt un pouvoir sans bornes. Cette cour était alors comme l'intérieur d'un théâtre où la fortune préparait en secret tous les ressorts qui devaient exécuter bientôt ses jeux les plus bizarres.

Cependant la déclaration d'Elisabeth sur la perpétuité de l'exil de Biren, et sa recommandation en faveur du prince Charles, avaient été remises solennellement au roi de Pologne, au moment où la diète s'assemblait. Cette diète ayant été rompue, comme toutes les précédentes, le roi convoqua aussitôt à Varsovie une assemblée du Sénat. Les princes Czartorinski craignaient cet établissement de la maison de Saxe, en Courlande ; ils appréhendaient que ce trône ne lui servît un jour de degré pour mon-

ter une troisième fois sur celui de Pologne. Assurés d'être protégés en Russie par l'héritière de cet empire, ils n'ignoraient pas qu'elle n'avait encore dans le gouvernement aucun crédit; mais les événemens que la santé chancelante d'Elisabeth faisait prévoir, entretenaient leurs espérances, et forçaient déjà leurs ennemis à de grands ménagemens pour eux. D'ailleurs, pour s'opposer à tous les projets de la cour, il leur suffisait de leur propre puissance, de la constance inflexible de leur caractère, de la liberté des opinions dans ces grandes assemblées, où le prétexte du bien public leur offrait toujours une occasion favorable de se livrer à leurs animosités et de confondre leurs chagrins avec les intérêts et les plaintes de la nation. Dans cette assemblée du sénat, le prince Michel Czartorinski, grand chancelier de Lithuanie, soutint « que la Courlande « était un fief non pas seulement du « trône, mais de la république; que ja- « mais en aucun cas important les rois « de Pologne n'avaient transigé au sujet « de ce duché sans le concours d'une diète; « que tels étaient les sermens du roi en « montant au trône, les conditions même

« auxquelles il régnait; que si, dans le « désordre de ces temps malheureux, « ces assemblées se séparaient chaque fois « sans parvenir à prendre aucune réso- « lution, c'était une calamité générale à « laquelle un fief dépendant de la répu- « blique n'était pas moins soumis que « les autres provinces; qu'à la vérité, « en 1736, une diète avait donné au « roi le pouvoir de conférer ce fief, mais « non le pouvoir de le conférer dans « toutes les vacances, encore moins le « pouvoir d'en destituer à son gré le « nouveau possesseur, et de ravir à ses « enfans le droit de lui succéder; que « le duc Biren et sa famille ne pouvaient « perdre de pareils droits, sans avoir « subi toute la rigueur d'un procès cri- « minel et d'un jugement légal; que la « déclaration d'une puissance étrangère « n'équivalait point à cette procédure « juridique; qu'il voulait bien croire « méritées les disgrâces que cette famille « éprouvait en Russie; mais que d'exa- « miner si à de tels malheurs se mêlait « quelque crime de félonie envers la ré- « publique, c'était un droit réservé à « la république elle-même; que la Rus- « sie, en annonçant comme éternelle la

« proscription de ce duc et de sa pos-
« térité, se fondait sur des raisons d'é-
« tat, sorte de jurisprudence heureuse-
« ment inconnue dans les pays libres,
« et toujours variable dans les pays même
« où l'autorité n'a besoin que de ce mot
« pour motiver ses rigueurs ; que les
« années, les événemens, les change-
« mens de règne amèneraient en Russie
« d'autres raisons d'état ; que cette cour
« demeurerait toujours maîtresse de faire
« revivre à son gré les droits d'une fa-
« mille qui continuerait d'habiter en
« Russie ; enfin qu'on ne saurait trop
« admirer l'imprudence des ministres qui
« s'engageaient, non pas avec audace,
« mais avec légèreté, dans une affaire
« si dangereuse ». Trois sénateurs de cette famille, et deux de ses partisans se joignirent à l'opinion du grand chancelier de Lithuanie. Tous les autres sénateurs, au nombre de cent vingt-huit, opinèrent « que la constitution de 1736
« ayant laissé au roi le libre choix d'un
« nouveau duc de Courlande, et depuis
« cette époque toutes les assemblées de
« la nation ayant été rompues, le roi
« avait toujours cette constitution pour
« règle ». Il accorda donc au prince

Charles les diplômes et l'investiture de ce duché ; mais soit légèreté, soit fausse prudence et dessein d'intéresser la Russie elle-même à soutenir cette nouvelle investiture, il reconnut dans ses écrits les droits du duc de Biren et de sa famille comme légitimes, et donna pour fondement aux droits du duc Charles la seule déclaration de l'impératrice que la personne et la famille de Biren ne seraient jamais relâchées.

Le nouveau duc de Courlande se flatta bientôt d'avoir acquis un grand parti dans la république, par une démarche qui n'était pas elle-même sans imprudence. Aussitôt qu'il eut obtenu cette couronne, il se pressa d'en faire secrètement hommage à une jeune polonaise qu'il choisit pour épouse, Françoise de Corvine Krasinska, dont la beauté justifiait cette passion, et dont la vertu mérita cette alliance. Il crut que la souveraineté le rendait en quelque sorte indépendant du pouvoir paternel, et ne demanda point le consentement du roi son père pour un mariage que la fierté de la maison de Saxe eût regardé comme inégal. Cette union toujours ignorée du roi, fut d'ailleurs consacrée par toutes

les formalités qui pouvaient la rendre indissoluble. Toute la nation en fut instruite, quoique la nouvelle épouse conservât son propre nom, et continuât de vivre chez ses parens ; et il est remarquable que malgré les haines publiques qui animaient un grand nombre de Polonais contre la cour, ils n'imaginèrent jamais de troubler par cette odieuse délation la paix de la famille royale et la faveur constante que le roi marquait à son fils. Plusieurs maisons alliées par ce mariage au nouveau duc de Courlande, s'attachèrent à ses intérêts, et leur influence lui donna un si grand nombre de partisans, qu'il crut pouvoir désormais élever ses vues jusqu'à l'espérance de succéder au roi son père.

Pendant ce temps une armée de cent mille Russes séjournait dans les provinces polonaises ; et Brulh les regardant comme les vengeurs de son maître, ne pouvant plus acheter la faveur de cette cour que par un dévouement aveugle, se prêtait à toutes leurs vexations. Enhardis par cette connivence, ils demandèrent qu'on leur livrât la ville de Dantzick, la seule ville forte de ces contrées, afin d'avoir, disaient-ils, une retraite

assurée si la fortune voulait qu'ils éprouvassent des malheurs. La cour s'inquiéta enfin de cette demande, et tandis qu'elle employait publiquement son crédit pour résoudre les magistrats de cette ville à recevoir une garnison russe, elle les faisait secrètement exhorter à s'y refuser. Mais toute la Pologne ignora ces insinuations secrètes ; et l'opinion que la république était trahie par la cour s'établissait de plus en plus dans tous les esprits, et y jetait à la fois l'indignation et le découragement. L'armée russe vint avec ses canons de siége camper sur les glacis de Dantzick. Les magistrats pour réponse firent mettre leurs canons en batterie, choisirent un brave suédois pour commander leur garnison, enrégimentèrent leur bourgeoisie, remplirent leurs magasins, et sans aucun espoir de secours, ils attendirent les événemens.

De simples bourgeois d'une ville commerçante donnaient ainsi à un premier ministre l'exemple d'une noble fermeté.

Elbing, Thorn et d'autres villes, qui ne pouvaient s'opposer par la force à cette espèce d'invasion, furent livrées aux Russes pour y établir des magasins, et en faire des places d'armes. Cette ar-

mée sans argent, sans crédit et dépourvue de tout, se trouvait forcée à vivre de brigandage : et d'ailleurs, par quelle discipline contenir toutes ces nations du nord de l'Asie, ne connaissant d'autre guerre que la dévastation, ne recevant d'autre solde que le pillage, les uns habitués à mener en main deux chevaux destinés à emporter le butin, les autres nuds comme les sauvages et en ayant les mœurs et la férocité ?

Dans les premiers plans de cette guerre les Russes n'étaient entrés en Pologne que pour traverser rapidement ce royaume ; mais ils trouvaient dans la terreur qu'inspirait le roi de Prusse un prétexte d'y perpétuer leur séjour. Ils eurent cependant la gloire de vaincre les armées prussiennes, mais sans accélérer ni la fin de la guerre, ni la délivrance de la Saxe. Ils durent cette gloire à la nécessité où était ce prince de marcher à eux aussitôt qu'ils approchaient de ses frontières, de les attaquer à des époques fixes, quelle que fût sa position et la leur, n'ayant jamais assez de temps pour manœuvrer contre eux, parce qu'il était obligé de revenir aussitôt avec toutes ses forces contre l'armée autrichienne. Il lui

suffisait de leur livrer promptement, et quelque part où il les rencontrât, une sanglante bataille, qui les rendît, fussent-ils victorieux, inutiles à leurs alliés pour le reste de la campagne. Leur ignorance lui présentant toujours quelque moyen facile de les enfermer de toutes parts, tantôt en les renversant sur leurs équipages, tantôt par de rapides manœuvres, que l'aspect du terrein lui inspirait ; il les attaquait avec fureur, ordonnait à ses troupes de ne faire aucun quartier, aucun prisonnier, et s'attachait opiniâtrément à l'espoir de massacrer leur armée entière. Mais une triste expérience lui faisait dire « qu'ils sont plus durs à tuer que difficiles à vaincre. » Un étranger qui servait parmi eux, les voyant ainsi enfermés au commencement d'une de ces batailles, demanda à leur général où serait la retraite si on était battu. Là, répondit le Russe, en montrant la terre. Presque toujours le carnage était égal. L'armée russe vaincue, forcée de retranchemens en retranchemens, sans être jamais dispersée, reprenait les armes pendant qu'on la massacrait, et à son tour elle massacrait ses vainqueurs. Le roi de Prusse après avoir perdu une partie

de l'armée qu'il conduisait à cette horrible boucherie, les laissait hors d'état de marcher en avant. Il revenait avec ses débris rejoindre ses autres détachemens. Il poursuivait alors sans distraction ses savantes campagnes, contre un ennemi également digne de son courage, et plus digne de son habileté; et les Russes revenaient toujours passer l'hiver, partie en Pologne et partie dans son royaume de Prusse, que l'éloignement de cette contrée ne lui avait pas permis de défendre contre eux. C'est ainsi que se perpétuait depuis six ans leur séjour dans les provinces de la république.

Deux commissions successivement établies par l'impératrice, pour écouter les plaintes des Polonais, et accorder les indemnités qui étaient dues, ne furent qu'illusoires ; soit que la fourberie des généraux russes éludât l'équité de leur souveraine, soit plutôt que le manque total d'argent rendit cette équité toujours vaine ; mais la cour de Russie, par les dédommagemens qu'elle reconnaissait devoir, et qu'elle ne cessait de promettre, acquérait sur le plus grand nombre des Polonais, le singulier avantage d'avoir une partie de leur fortune entre ses

mains. Enfin ces républicains ne voyant plus de terme à leurs maux, parvinrent à se concerter : ils envoyèrent de secrets émissaires au roi de Prusse, quoiqu'il parût alors tout près de sa ruine. Ils en envoyèrent aussi au kan des Tartares. Ils promirent, si ces deux princes s'engageaient à les soutenir, de surprendre les troupes russes dans les cantonnemens qu'elles occupaient en Pologne, et de dissiper toute cette armée.

Le comte Brulh entrevit ces mouvemens d'impatience, ces tentatives de ralliement, et sans se donner aucuns soins pour les prévenir, sans même chercher à pénétrer ce dont il s'agissait, il s'en rendit en Russie le délateur, et saisit avec empressement cette occasion d'y dénoncer la noblesse polonaise ; mais avant d'exposer quels étaient ses desseins, il ne sera pas inutile de dire quelle était alors sa situation.

Toutes ses possessions en Saxe avaient été dévastées. Ses riches domaines, ses maisons de plaisance, son palais de Dresde, n'existaient plus. Le roi de Prusse avait porté la fureur jusqu'à faire détruire tout ce que la guerre en avait épargné, tout brûler, tout ravager, tout

démolir. Une atroce perfidie du comte Brulh avait attiré sur lui cette tempête. Il avait fait voler la nuit, avec de fausses clefs, les chiffres, les instructions, les correspondances du ministre prussien à Varsovie ; et il avait fait part à toutes les cours de ce que la plus noire malignité lui avait suggéré, comme s'il l'eût trouvé dans ces correspondances. Devenu par-là l'objet des vengeances personnelles du roi de Prusse, mais devenu par ses pertes même plus cher à son maître, ce dernier l'en avait dédommagé en Pologne, par une profusion de nouveaux bienfaits. Il lui avait donné tout l'apanage de la reine, qui, ayant eu vainement le courage de rester à Dresde, y était morte au milieu des outrages et des calamités. Cette mort ne laissant plus auprès du roi de libre accès qu'à Brulh seul, son crédit ne redoutait plus aucune concurrence. La plupart des Polonais indignés de ce que sa fortune et sa faveur ne cessaient ainsi de s'accroître dans les malheurs de son gouvernement, et le voyant accumuler sur sa tête tant de richesses et de dignités, se rappelèrent que Brulh, étranger dans leur république, n'y jouissait de ces grâces

excessives que sur la foi d'une généalogie suspecte. Les réelamations s'élevèrent de toutes parts ; mais la rupture des diètes les avait rendues vaines. Leur indignation et leur jalousie qui s'étaient produites avec liberté, mais avec impuissance, et qu'il croyait pouvoir impunément braver, n'avaient servi qu'à l'aigrir et à développer en lui un orgueil qui, jusque-là, ne s'était pas montré dans son caractère. Ce n'était plus ce ministre qu'on avait vu si souple, si insinuant, si flatteur, et dont on ne craignait que la douceur perfide ; c'était un favori altier dont les dédains outrageans inspiraient un desir presque général de son humiliation et de sa chute, sans que ses plus cruels ennemis pussent désormais en imaginer les moyens. Les événemens de la guerre ajoutaient encore à l'ivresse de sa présomption. Le roi de Prusse paraissait presque détruit. Six années de cette guerre avaient formé contre lui des généraux dignes de le combattre. Toutes les provinces qu'il défendait étaient ouvertes, et Brulh croyant voir la paix s'approcher, voulait profiter du séjour de l'armée russe en Pologne pour faire décider la succession au trône en faveur de

la maison de Saxe. Il donna donc à dessein de grandes inquiétudes à Pétersbourg, afin que la Russie envoyât au centre du royaume un corps d'armée qu'il voulait y avoir à sa disposition. De son côté, le grand avantage que la Russie voulait retirer de cette guerre, était de régler avec cette république, les limites toujours indécises depuis leur traité de paix perpétuelle. Une demande si modérée en apparence, cachait la prétention d'envahir, par le concours de toutes les puissances alliées, une grande province à l'orient de la Pologne ; et le roi eût facilité cette usurpation pour prix d'une élection anticipée en faveur de l'un de ses fils. Brulh commença pour cette élection quelques trames parmi les seigneurs polonais, dans le même temps qu'il accusait à la cour de Russie la noblesse de plusieurs palatinats d'être prête à se confédérer. Cette cour fit des déclarations menaçantes, et envoya aussitôt dans ces provinces douze mille hommes, avec ordre au général d'agir en tout de concert avec la cour de Varsovie.

Ainsi, par l'espérance d'une paix prochaine, et par le succès de cette nouvelle intrigue, Brulh voyait tous les re-

vers de son maître tourner en avantages. Les malheurs passés n'auraient prouvé que la faiblesse naturelle des deux états qu'il gouvernait. La restitution de la Courlande, celle de la Saxe, la succession au trône de Pologne, également due à une alliance étrangère, auraient prouvé la sagesse de sa politique. Les succès trompeurs de son administration en auraient couvert les fautes réelles. Son nom serait peut-être demeuré célèbre, et la suite inévitable de tant de fautes n'aurait troublé que les règnes suivans.

Mais toutes ces prospérités, toutes ces espérances n'étaient fondées que sur la bonté personnelle d'Elisabeth. La mort de cette princesse déconcerta en un moment toutes ces frivoles mesures, et renversa une si vaine politique.

Pierre III, né en Holstein, d'une sœur d'Elisabeth, et souverain de ce duché, monta sur le trône de Russie. Le règne de ce prince en démence commença par quelques actions où il entrait de la grandeur et de la justice. Il rappela de Sibérie tous ces illustres exilés qui avaient fait autrefois la gloire de cet empire; et ceux dont le tempérament robuste avait

résisté aux rigueurs d'une captivité si longue reparurent à cette cour; tristes objets de curiosité pour une génération nouvelle, qui ne connaissait d'eux que leur gloire et leurs malheurs. Ces vieillards, au sortir de leur prison, demandèrent à quitter cet empire, mais la méfiance naturelle à ce gouvernement contre tous ceux qui ont connu son état intérieur, leur refusa cette liberté. Il leur fallut attendre dans une fortune médiocre, dans l'abandon et dans l'oubli, le dernier terme de leur vieillesse. Biren revint parmi cette foule; et sa présence, qui rappelait d'horribles souvenirs, fit aussitôt prévoir de nouvelles calamités.

Pierre III, à peine monté sur le trône, restitua au roi de Prusse, sans aucune condition, toutes les conquêtes faites par les armes russes. « Il faut, disait-« il, que chacun se console de ce qu'il « a souffert, rentre dans son bien et se « tienne tranquille ». La cour de Pologne, qui voyait s'évanouir par cette restitution toute espérance de dédommagement pour l'invasion et la ruine de ses états héréditaires, qui perdait tout le fruit des intrigues commencées pour assurer à l'un de ses princes la succession

au trône, et à qui le retour de Biren annonçait les malheurs que le duc Charles allait éprouver en Courlande, n'osait cependant montrer ni ses regrets ni ses inquiétudes. Elle craignait que l'empereur ne s'en tînt offensé; et dans le temps où on recevait chaque jour de si affligeantes nouvelles, on saisit l'occasion d'une fête annuelle pour donner dans le palais du roi des divertissemens plus éclatans que de coutume.

On prêtait une oreille avide à tous les bruits publics, à toutes les sourdes rumeurs qui arrivaient de Russie, afin de chercher quelque règle dans la conduite qu'il fallait tenir, de prévoir où devait tourner le vent de la faveur, de suivre aussitôt cette route, et de former d'utiles liaisons dans ce nouveau gouvernement. On apprit d'abord que l'impératrice, maltraitée de son mari, évitée de tous les courtisans, vivait dans de perpétuelles alarmes; et du moins on cessa d'appréhender tout ce que ses liaisons précédentes auraient fait redouter de son crédit. Bientôt on découvrit par quelles intrigues les grâces étaient obtenues, à quel taux était la fidélité de chaque courtisan; on sut qu'un confident de l'empereur,

après avoir trahi Bestuchef au moment de sa chute, et s'être vendu alors aux nouveaux favoris, se vendait aux Anglais sous le règne présent, et on forma le dessein d'acheter aussi ce ministre mercenaire. Dans le mépris que l'empereur marquait pour les Polonais, on conçut l'espérance qu'en lui sacrifiant la nation, on l'engagerait à protéger la cour; et on résolut d'offrir aux puissances belligérantes de faciliter la conciliation de leurs intérêts, en les aidant à prendre tous les dédommagemens de la guerre sur la Pologne.

Une négociation de cette nature ne parut pas devoir être confiée à un simple résident qu'on entretenait alors à Pétersbourg; on résolut d'y envoyer des ministres plus accrédités, et pour ainsi dire, une ambassade solennelle. On fit partir deux fils du comte Brulh, sous prétexte de complimenter le nouvel empereur au nom du roi : démarche d'autant plus humiliante, que Pierre III, dans son mépris pour la cour de Varsovie, n'avait point suivi pour elle seule l'usage établi en Europe, et n'y avait point envoyé notifier son avénement au trône. Ils emportèrent secrè-

tement un plein pouvoir pour tout offrir, pour tout signer. Mais l'empereur les reçut avec dédain ; et les courtisans ayant suivi l'exemple du souverain, au lieu de l'accueil empressé que toute cette cour leur avait fait sous le dernier règne, ils ne rencontrèrent partout que froideurs et rebuts. Toutes les maisons où ils espéraient retrouver des amis, et renouer les trames de leurs anciennes intrigues, furent fermées pour eux. Les offres dont ils étaient secrètement chargés, leur attirèrent publiquement de nouveaux dédains ; ils attendirent vainement une réponse ; et le seul fruit de cette mission si éclatante et si humble, fut d'apprendre à la maison de Saxe que cette longue faveur dont elle avait joui à Pétersbourg était passée sans espoir de retour.

Les états de Courlande étaient alors assemblés. Dans les gouvernemens libres, les mécontens ayant toujours droit de se plaindre, même quand la nation est heureuse et tranquille, tous les maux de l'état sont connus, et toutes les craintes exagérées ; bien différens en cela des pays soumis à une autorité souveraine, où la flatterie exagère toujours

le peu de bien qui s'y fait, et où même quand la nation souffre et se détruit, l'état est toujours peint comme florissant. Cette diète de Courlande inquiète et mécontente, faisait au duc Charles son souverain, plusieurs demandes qu'il craignait d'accorder : son refus animait cette assemblée contre lui. Dans ces conjonctures, un résident russe, que la feue impératrice avait accrédité par honneur auprès de ce prince, fut chargé de notifier aux états seulement, et sans faire aucune mention du prince, l'avénement du nouvel empereur, et leur insinua de l'envoyer complimenter. Les états ayant aussitôt nommé deux députés pour se rendre à Pétersbourg, le czar leur promit hautement de soutenir la noblesse dans ses droits; et il ajouta que la Courlande, professant la religion luthérienne, ne pouvait être gouvernée par un duc catholique. Le duc ayant de son côté envoyé un gentilhomme à Pétersbourg, le czar refusa de l'admettre à son audience; et partout où il le rencontra sur son passage, il ne lui marqua que des mépris. Le duc craignait qu'une diète si mal disposée et qui devait espérer d'être si puissamment sou-

tenue, ne prît contre lui de fâcheuses résolutions. Il se pressa de dissoudre cette assemblée, et dans l'espoir que la démence de l'empereur occasionnerait bientôt un soulèvement en Russie, il prétexta pour quitter la Courlande jusqu'à cet événement aisé à prévoir, le besoin d'aller dans les pays étrangers prendre des eaux pour sa santé. Mais le retour de ce prince à Varsovie porta un coup mortel au roi de Pologne ; il parut plus accablé par le malheur de son fils, qu'il ne l'avait été de ses propres revers. Il cessa de se montrer en public ; et le comte Brulh, afin de calmer les chagrins et les agitations de ce monarque, fut obligé de recourir aux grandes raisons tirées de la soumission qu'on doit avoir pour les décrets de la providence.

L'enthousiasme que le czar avait conçu depuis long-temps pour le roi de Prusse, libre enfin d'éclater, ne pouvait s'asservir aux lenteurs et aux formes d'une négociation, et le grand chancelier de Russie ayant voulu lui représenter qu'il devait apporter quelques mesures au changement de ses alliances, reçut pour unique réponse : *Vous êtes un sot, et*

vous n'êtes pas mon précepteur. Jamais la foi des traités ne fut plus ouvertement violée. Les mêmes Russes qui avaient combattu dans l'armée autrichienne, passèrent dans le camp ennemi. Ces deux cours attachées l'une à l'autre depuis deux cents ans par les liens de la politique, par ceux de l'habitude, par les services mutuels, furent désunies en un moment. La Russie qui jusqu'alors ne s'était mêlée dans les affaires générales de l'Europe que sous le crédit de la maison d'Autriche, quitta enfin une alliance où elle ne jouait qu'un rôle subalterne ; elle devint dans les nouvelles liaisons qu'elle contracta, la cour principale et dominante ; et le caprice d'un insensé produisit ou du moins accéléra cette grande révolution.

La nation polonaise, accoutumée depuis un siècle à fonder sa sécurité sur la jalousie réciproque de ses voisins, vit avec un juste effroi se former entre l'empereur de Russie et le roi de Prusse une alliance qui la menaçait véritablement de sa ruine. Elle trembla que ces deux puissances également ambitieuses, convaincues également de sa faiblesse, n'eussent dès ce moment concerté en-

tr'elles la conquête et le partage de toutes ses provinces; mais des intérêts plus pressans et plus personnels occupaient alors ces deux souverains; l'un soutenait la guerre depuis sept ans contre l'Europe presqu'entière conjurée contre lui ; et l'autre entraîné par des ressentimens héréditaires, était impatient de commencer une nouvelle guerre, pour venger sur les Danois les querelles de ses ancêtres. D'ailleurs une sorte de générosité qui se mêlait dans la démence du czar, ne lui permettait pas de penser à une entreprise aussi évidemment injuste ; et ses ministres accoutumés à regarder la Pologne comme presque dépendante de la Russie, comme destinée à lui être de jour en jour plus assujétie, étaient bien loin d'en imaginer le partage. De son côté, le roi de Prusse, réparant à force de génie les dangereuses complaisances qu'il était obligé d'avoir pour un allié si utile et si redoutable, suivait encore le système de son père et de son aïeul, et trouvait plus de sûreté à laisser entre son royaume et cet empire, la Pologne faible, divisée, incapable de lui nuire, qu'il n'eût trouvé d'avantage à partager cette conquête

avec un tel voisin. Si l'on étudie attentivement la conduite et le caractère de ce prince, peut-être sera-t-on porté à croire qu'il y a eu dans sa façon de penser plusieurs époques très-différentes; qu'après les succès de la première guerre où il s'engagea dans sa jeunesse, il songea moins à étendre sa domination par de nouvelles conquêtes, qu'à assurer son indépendance personnelle, à se maintenir au niveau des plus grandes puissances, afin de ne recevoir la loi de qui que ce fût dans l'univers; que parvenu à cette position, il jouissait en paix de son goût pour l'étude et pour les arts, content de vivre au milieu des poëtes et des philosophes, se montrant toujours redoutable pour être certain d'être toujours tranquille; et soit systême, soit caractère, ne songeant plus à jouer le personnage de conquérant. Si dans ce temps-là, il entreprit la plus terrible guerre, ce fut seulement quand il vit sa sûreté menacée de toutes parts, et qu'il fallut prévenir la ligue qui se formait pour l'accabler. Ajoutons encore, en fondant cette observation sur quelques écrits de ce prince, que dans ce même temps, occupé de l'histoire ancienne,

il respectait le génie des peuples libres; qu'il avait pris d'eux une opinion qui l'eût empêché d'en attaquer aucun; qu'il se persuadait que cette entreprise, en supposant même qu'elle fût suivie d'un succès rapide et complet, aurait rendu toute la durée de son règne inquiète, malheureuse, exposée à de perpétuels soulèvemens, en butte à tous les projets du désespoir, et aurait donné de trop favorables occasions contre lui aux puissances dont la rivalité contenait son ambition; mais, lorsqu'enfin la Russie se fut engagée dans des embarras sans terme et sans issue; quand la république de Pologne fut tombée dans une entière dissolution; quand ce prince enhardi par ses propres succès, formé par une longue habitude de la tyrannie, eut appris par le spectacle des affaires et des hommes de notre siècle, à y mépriser même la liberté, possédant d'ailleurs comme le fruit de tout son règne, une force et une réputation qui ne lui laissaient plus rien à redouter; alors seulement il adopta le projet d'envahir les plus belles provinces de cette république; et tant par l'habileté de ses ruses et la sagacité de ses mesures, que par la ter-

reur de ses armes, il força sans aucun danger ses ennemis eux-mêmes à concourir à son agrandissement.

Toutefois le traité qui établit d'une manière fixe l'alliance de la Russie et du roi de Prusse, contenait, relativement à la Pologne, trois conventions qui ont occasionné le désastre de ce pays, parce que la fortune mêla ensuite dans leur exécution toute la bizarrerie de ses caprices. La première était l'engagement de réunir leurs efforts, pour placer, après la mort d'Auguste, un Polonais sur le trône. Cet engagement convenable aux véritables intérêts du roi de Prusse, était dicté en Russie, par une jeune favorite, la comtesse de Bruce, occupée de donner cette couronne au jeune prince Adam Czartorinski, qu'elle avouait encore pour amant malgré de nombreuses infidélités mutuelles. Nous ne raconterons point ici comment cette femme adroite, et qui, dans les fréquentes révolutions de son pays, souvent disgraciée, revint toujours à la faveur, en prenant toujours pour nouvel amant le frère, l'ami, ou le confident du nouveau favori, était d'abord parvenue à toute la confiance de la grande duchesse en se

liant avec ce jeune polonais ami et parent de Poniatouski; ni comment elle sut acquérir tant de faveur encore sous le nouveau règne, en prenant aussitôt de semblables liaisons avec le ministre de Prusse si puissant sur l'esprit du czar. Contentons-nous de remarquer que le crédit de ce dernier amant devait lui servir à donner à l'autre une couronne; que toutes les affaires des Polonais en Russie ne tenaient plus alors qu'au léger fil de cette intrigue, et que cette première condition du traité entre les deux cours, qui donna bientôt cette même couronne au comte Poniatouski, avait eu cet autre Polonais pour objet.

La seconde convention était un engagement également réciproque de protéger en Pologne les dissidens et les Grecs. Cette autre convention exige aussi quelques mots d'éclaircissement. Depuis que les protestans avaient perdu en Allemagne leurs chefs et leurs protecteurs, d'un côté par l'épuisement où la Suède était tombée, et de l'autre par le retour de la maison de Saxe à la religion catholique, le feu roi de Prusse qui fondait une puissance nouvelle, avait saisi cette occasion d'accroître son crédit, et tâché de se

substituer à leur place. Le roi, son fils, le seul prince qui ait donné à ses sujets l'exemple de ne pratiquer jamais aucun acte de religion, ne voulut cependant pas laisser échapper les avantages du rôle qui s'offrait à lui, et continuait de se donner faiblement pour protecteur à ceux qui réclamaient son appui. Un jeune baron Goltz, issu de dissidens polonais, était son ministre auprès du czar: il fut le négociateur de ce traité; et cet engagement conforme à l'esprit qui régnait dans le ministère russe, et au dessein d'entretenir toujours des divisions en Pologne, fut pris dès-lors entre ces deux cours.

La troisième condition était relative à la Courlande. L'Empereur voulait donner ce duché à l'un de ses oncles, sur la cession volontaire ou forcée que Biren aurait faite de ses droits; et il fut stipulé que le roi de Prusse laisserait à la Russie la libre disposition de cette principauté: stipulation étrange, puisque la Courlande ne devait à aucun titre dépendre d'aucun des deux contractans.

Sans avoir pénétré quelles étaient les conditions de cette alliance, les Polonais sentirent qu'elle menaçait leur république de sa ruine; et dans leurs justes

alarmes, ils commencèrent à prendre conseil entr'eux, non dans ce sénat affaibli par tous les choix de ce règne, et que le roi même n'osait encore convoquer ; mais dans le château de Bialistok, chez le grand-chancelier comte Branicki. Sa dignité, sa considération personnelle, et ses immenses richesses, attiraient continuellement autour de lui une foule de noblesse de toutes les provinces ; et depuis qu'en 1752, il s'était fait chef du parti que la France avait formé en Pologne, rien n'avait altéré ses sentimens, rien n'avait ébranlé ses résolutions. Ce parti était dissipé, et Branicki exposé à la double vengeance de la cour et des Russes ; mais il repoussait avec fermeté toutes leurs menaces, toutes les indignes manœuvres du favori. Seul et sans faction, il avait cherché publiquement à dessiller les yeux du roi sur son ministre. Il ne doutait pas que ce même amour de la patrie qui, autrefois à la première lueur d'espérance, avait si promptement réuni tant de bons citoyens, ne les ralliât encore dès que la même espérance renaîtrait, ou que de nouveaux dangers menaceraient la patrie ; et en effet, au premier avis de cette nouvelle alliance,

une foule de zélés citoyens accourut de toutes parts à Bialistok. Les deux factions qui s'étaient disputé la faveur des Russes, et qui n'avaient appuyé leur ambition que sur cette base fragile, désormais négligées par cette cour, perdaient également leur influence : et tous les vrais citoyens qui avaient précédemment adhéré au parti formé par le comte de Broglie, reprenaient aussitôt l'ascendant que, dans toute conjoncture critique, leur zèle, leur patriotisme, leurs vertus devaient naturellement leur donner. En un mot, la vue de l'extrême péril où l'état paraissait exposé, rassemblait une seconde fois le même parti. Le vœu unanime était que la république réunit toutes ses forces, que le roi revint avec confiance à la nation, afin qu'elle agît toute entière avec un même esprit, unique voie de salut qui restât encore à la Pologne, dans les dangers imminens que le concert de ses voisins faisait dès-lors envisager ; mais tous pensèrent avec une égale douleur que le moment de cette réunion n'était pas encore venu ; et que la cour, tant qu'elle entreverrait la plus légère espérance de regagner la faveur des Russes, sacrifierait à leur vengeance

tout citoyen qui oserait lui faire cette proposition. Ils prévirent qu'elle serait bientôt forcée de recourir à eux ; mais ils convinrent qu'il fallait attendre de l'extrémité où elle se verrait réduite, ce qu'ils ne pouvaient espérer de sa prudence ; et en gémissant de ce retard qui rendrait les remèdes plus difficiles, ils résolurent de commencer du moins par implorer secrètement les puissances, celles-même qui montraient, il y a peu d'années, tant d'intérêt pour la république, et avaient alors offert leur secours à ce même parti qui se rassemblait aujourd'hui.

Mais déjà la mort d'Elisabeth avait fait cesser parmi les généraux russes, ces restes de ménagemens pour la noblesse polonaise auxquels les avait astreints la bonté personnelle de cette princesse. Ces égards forcés n'ayant plus lieu sous le nouvel empereur, les maux occasionnés en Pologne par le séjour de l'armée russe étaient à leur comble. Cette armée, ruinée par cinq campagnes, et se préparant à commencer une autre guerre, sans avoir reçu ni solde, ni remontes, ni recrues, ne subsistait plus que des contributions exigées comme dans un pays con-

quis. Des recruteurs russes se répandaient dans les villes et dans les campagnes, enlevaient les esclaves de la noblesse, et reçus dans Varsovie aux portes mêmes du palais, débauchaient les soldats de la garde. Plusieurs provinces envoyèrent des députés porter leurs plaintes au roi, et lui promettre au nom de tous les gentilshommes de leurs districts, le sacrifice de leurs vies et de leurs fortunes, s'il consentait à favoriser l'effort que ferait la nation pour repousser tant d'outrages. Le roi n'osa leur donner, suivant l'usage, une audience publique ; et le comte Brulh ne désespérant pas encore de s'attirer la faveur du nouveau gouvernement russe, n'épargnant pour y parvenir ni bassesses, ni prévenances, ni humiliations, se pressa d'écrire aux généraux russes, pour les avertir de ne point publier leurs vexations par des ordonnances. Il leur représentait dans ses lettres que l'éclat est plus dangereux que le mal, et leur donnait lui-même des conseils contre les Polonais.

L'Europe entière ne voyait là que l'avilissement d'une nation autrefois illustre. On ne soupçonnait pas qu'il leur était impossible de se rallier, parce qu'ils

étaient trahis par leur cour ; qu'ils cédaient en frémissant de rage au sentiment de leur faiblesse ; que ces républicains, quoiqu'amollis par quarante années de paix, d'oisiveté et de luxe, n'attendaient que des chefs ; et que, déjà parmi cette noblesse, s'élevait cette foule d'infortunés vengeurs de leur patrie, sans autre impulsion que l'esprit général qui régnait parmi elle. Les Russes n'ignoraient pas cette fermentation ; et si quelques Polonais se montraient ensemble, à l'occasion de quelque fête, ou de quelque service militaire, aussitôt tout était en alarme dans les quartiers russes. On menaçait de dépêcher un courrier à Pétersbourg, menace ordinaire de ces esclaves à qui tout est suspect et qui jamais n'osent agir par eux-mêmes : mais de leur subordination sévère au milieu d'une république désunie, il résultait un effet terrible. Chaque Polonais, sur une parole dite à un esclave russe, se voyait exposé seul à toute la puissance de cet empire ; au lieu que dans les plus violentes injures faites aux plus illustres Polonais, et même à la république, le ressentiment n'affectait que des particuliers épars et divisés.

Dans cette disposition générale des esprits, les plus zélés citoyens craignaient de voir éclater l'une après l'autre de petites confédérations, qui, en prenant feu séparément dans tous les coins du royaume, seraient tour à tour aisément écrasées, et qui, dans tous leurs succès même, si la fortune les secondait, divisées entre elles par une multitude d'intérêts particuliers, formant autant de partis séparés qu'elles auraient de chefs, ravageraient le pays pour y subsister, contribueraient à sa ruine, et offriraient trop d'occasions à tout ce que les ennemis de la république pouvaient méditer contre elle.

Le grand général, comte Branicki, prévoyant avec trop de raison que tel serait l'événement de ces émeutes téméraires, s'adressa aux citoyens les plus accrédités dans chaque province ; il entreprit de réunir par leur concours la Pologne entière dans un même dessein, et cette multitude d'hommes courageux sous un petit nombre de chefs autorisés par les lois. Le retour de la diète ordinaire devait dans quelques mois rassembler la nation, sans aucun effort imprudent. On résolut de chercher à tem-

poriser jusqu'à ce terme, de calmer le zèle inconsidéré de cette noblesse, de l'engager à ne point accélérer le péril par des démarches précipitées. Les projets des ennemis pouvaient devancer cette époque ; mais puisque la violence des seuls remèdes qu'il fût possible d'employer forçait d'attendre le mal, quand il viendrait, on serait toujours à temps de prendre conseil du désespoir.

Le général Mokranouski fut envoyé dans les provinces les plus animées, pour contenir cette noblesse remuante, et l'instruire des démarches commencées dans les cours ennemies de la Pologne, en France, en Turquie, en Crimée. C'était ce même Mokranouski, si utile autrefois aux projets du comte de Broglie, et qui à Grodno, en 1752, avait déchiré avec tant d'audace l'acte d'une confédération commencée sous l'appui des Russes. C'était lui qui, par cette action même, devenu le confident et le conseil du grand général, l'avait rendu chef du parti qui s'était alors formé sous la protection de la France. Mais avant de faire connaître la conduite que Mokranouski avait tenue depuis ce temps, il est nécessaire de développer une intrigue singu-

lière, long-temps ignorée, qui avait sa source à la cour de France, qui avait été le secret mobile de toutes les actions du comte de Broglie, et dont l'influence s'étendra sur les plus grands événemens de cette histoire.

On sait que le roi de France Louis XV avait dans les premières années de sa jeunesse, confié, ou plutôt abandonné le soin de son royaume au précepteur qui avait élevé son enfance. A la mort de ce vieillard, une maîtresse que sa naissance et son rang appelaient à vivre à la cour, commençait à s'emparer du principal crédit; mais sa mort, occasionnée par les vicissitudes que sa fortune éprouva pendant une maladie de son amant, laissa bientôt sa place à une nouvelle maîtresse. Celle-ci d'une naissance et d'un rang obscurs, confondue dans la foule des sujets, se trouvait par tous les usages de cette cour, éloignée de la société perpétuelle du prince. Avant qu'elle fût parvenue à vaincre ces usages, qu'elle se fût établie dans le palais, et qu'elle eût obtenu assez d'empire sur l'état, il y eut, si on peut hasarder cette expression, une espèce d'interrègne. Les ministres des différens départemens gouvernaient le

royaume, sans union, sans concert entre eux. Chacun maître absolu dans la partie d'administration qu'il conduisait, pouvait, à son gré, ou se livrer à l'amour des innovations, ou regarder comme des règles établies toutes les fautes de ses prédécesseurs ; leur naissance et leurs premiers emplois les tenant éloignés de la société intime du roi, aucun d'eux ne parvenait à s'emparer entièrement de l'esprit d'un tel prince tout à la fois défiant et faible, se défiant encore plus de soi que des autres, joignant à l'inertie de son caractère l'habitude de la plus profonde dissimulation, et qui, désirant le bien, assez éclairé pour le distinguer souvent au premier coup-d'œil, et cependant né pour être gouverné, ne pouvait l'être que par des soins pénibles et continus. Pendant qu'il paraissait laisser entre leurs mains toute l'étendue de son autorité, et craindre même qu'on ne lui inspirât quelquefois une volonté contraire aux leurs, deux intrigues se formèrent pour gouverner les affaires à leur insçu, et elles se formèrent également à l'insçu l'une de l'autre. L'une avait pour confident le roi lui-même, et pour chef un prince du sang royal. Le premier objet

qu'on s'y fût proposé, était de rendre à la république de Pologne ses anciennes forces et son indépendance. Ce n'était pas qu'une politique sage et dirigée par l'intérêt réciproque des deux nations, eût amené à ce projet : mais tout ce qui était relatif au rétablissement de la Pologne, avait un grand pouvoir sur l'esprit de ce monarque, parce qu'ayant épousé une polonaise, il avait pris dans sa jeunesse, et dès qu'il put s'occuper d'affaires, un assez vif intérêt à celles de ce pays. C'était en lui une de ces impressions d'enfance qui se perpétuent pendant toute la durée de la vie, et auxquelles on continue d'obéir indépendamment de toute réflexion. L'auteur de cette intrigue était l'héritier de ce prince de Conti autrefois inutilement élu roi de Pologne. Le souvenir de cette ancienne élection avait inspiré au nouveau prince de Conti, dans les intervalles de ses plaisirs, quelques mouvemens d'une ambition semblable. Ce prince d'un esprit élevé, d'une imagination étendue, mais inconstant, inappliqué, ayant eu horreur toute espèce de travail, restant des mois entiers sans ouvrir les lettres qu'il recevait, sans signer les réponses qu'il or-

donnait, incapable de suivre pendant quelques semaines, un même plan de conduite, avait commencé par briguer secrètement l'alliance de l'impératrice Elisabeth et songé à devenir czar de Russie. Dans le même temps, formant un dessein entièrement opposé, il avait songé à soustraire la Pologne au joug de la Russie, et s'était livré à l'ambition d'y être élu roi par les seuls suffrages de la nation polonaise. Il était parvenu à faire donner par le roi son maître et son parent un ordre très-secret au comte de Broglie, quand celui-ci avait été nommé ambassadeur de France en Pologne. C'était un des objets que cet ambassadeur s'était proposé en formant dans cette république cette grande faction, authentiquement protégée de la France, des Suédois, des Tartares et des Turcs, et dont les trames secrètes n'avaient pas tardé à s'étendre parmi les Cosaques et parmi les Hongrois. Ainsi, l'ambassade du comte de Broglie était devenue le centre d'une correspondance particulière entre les ambassadeurs de France et les divers agens de cette cour dans tout l'orient et le nord de l'Europe, et dont la connaissance était dérobée au ministre qui présidait en

France au département des affaires étrangères. Il était résulté de cette première intrigue un effet remarquable. Elle ramenait sous les yeux du prince de Conti tous les rapports de cette correspondance si étendue : il en rendait compte mystérieusement au roi son maître, il en profitait pour préparer l'esprit de ce prince aux principales affaires qui s'agitaient ensuite dans le conseil d'état ; et, soit qu'il dût réussir ou échouer dans ses vues sur le trône de Pologne, son ambition pouvait, suivant les conjonctures, changer encore une fois d'objet; et il s'avançait en France vers le premier ministère.

La seconde intrigue avait pour but et pour mobile des intérêts entièrement contraires à ce rétablissement de la Pologne, et même directement opposés à toutes les anciennes alliances de la France. Il s'agissait de faire parvenir au lit et au trône de l'empereur une petite fille de Louis XV, née en Italie, et fille du prince de Parme. On ne croyait pouvoir y réussir que par la réconciliation et l'alliance politique de la maison de France avec la maison d'Autriche, qui, de son côté, par un autre enchaînement de vues particulières, favorisait cette me-

sure, et en accélerait le succès par les menées les plus artificieuses. Ceux qui conduisaient cette seconde intrigue, non moins ignorée du ministère français, avaient pour appui la maîtresse du roi. C'était la plupart des ambassadeurs de France dans le midi de l'Europe, et surtout le confident intime de la maîtresse, celui dont elle avait commencé la fortune en l'envoyant ambassadeur à Venise. On voit quel dût être le sort de ces deux intrigues. Celle qui avait le roi pour confident échoua ; celle qui avait employé le crédit de la maîtresse réussit. La France changea tout le système de ses alliances ; et bientôt les ambassadeurs du Midi, appuyés du crédit de cette femme, s'emparèrent en France de toute l'administration.

Tel fut, pour le dire en passant, le principal ressort de cette grande révolution, qui, en réunissant deux maisons si long-temps rivales, a terminé en Europe le plus beau siècle de la politique, et a renversé l'ancien ordre établi par les traités de Westphalie depuis une période de cent années ; cet ordre, fondé sur des principes invariables, d'après lesquels s'était formé comme de lui-même

l'équilibre de toutes les puissances ; alliance des faibles contre le plus fort pour la sûreté commune de tous les états. A cette époque, commença en Europe une nouvelle période ; et d'abord en signant son traité avec l'Autriche, la France laissa tomber de ses mains la balance de l'Allemagne, cet immortel ouvrage de ses plus habiles ministres secondés de ses généraux les plus illustres.

Au milieu de cet ébranlement universel, le comte de Broglie, invariable dans ses desseins, aussitôt qu'il fut revenu d'un premier étonnement, espéra donner plus de solidité encore à tout ce qu'il avait déjà fait en Pologne ; et, se fiant à cette correspondance toujours ignorée, qui remontait jusques au roi son maître, comptant sur l'appui qu'elle semblait lui promettre, il se pressa de rappeler aux nouveaux ministres français quelques principes de l'ancienne politique. Il leur représenta que, par une suite de cette révolution dans les alliances générales, la Pologne, exposée aux plus extrêmes périls, devait être pour la France l'objet d'une vigilance plus particulière et d'une protection plus spéciale ; que les Russes, saisissant le prétexte de marcher contre

le roi de Prusse, devenu l'ennemi commun, voudraient prendre de force sur le territoire de cette république, les passages, les subsistances, les recrues, les quartiers d'hiver ; que les y autoriser, ce serait livrer ce pays à tous les projets qu'ils pourraient former contre une nation divisée, faible et abandonnée ; que la France, en sacrifiant ainsi son ancienne alliée, perdrait la considération dont elle jouissait en Europe, et la prééminence qu'elle devait être jalouse d'y conserver ; qu'il était facile de prévenir ces funestes inconvéniens, et de concilier les nouveaux engagemens avec l'ancienne et véritable politique de la France. Selon lui, cette cour s'alliant sans aucun intérêt avec les deux cours impériales, était en droit de leur imposer des conditions, de leur dicter des lois, au lieu d'en recevoir ; elle devait les forcer à laisser les Polonais se confédérer; et cette confédération ainsi appuyée, eût mis ces républicains en état de faire respecter leur neutralité et de maintenir leur indépendance. Par là, au milieu de ce changement général, il ramenait encore, et avec plus de facilité peut-être, l'exécution des desseins publics et secrets qui

avaient été le vrai motif de son ambassade. Mais le nouveau ministère français ne mit aucune mesure à ses empressemens de tous les genres pour complaire aux alliés de la maison d'Autriche. Un confident de la favorite, jeune abbé d'une figure charmante, connu par de jolis vers, parvenu par la société des femmes, présidait alors à ce ministère. Il se flattait d'obtenir de la Russie quelques ménagemens pour les Polonais, en retour de la générosité que la France aurait de les sacrifier. Il croyait par ses conseils, régir comme un sage modérateur, tous les cabinets de l'Europe. Il se persuadait que des égards mutuels, des subtilités de morale, et des déférences d'amitié concilieraient des choses inconciliables. Tous ceux qui paraissaient fortement attachés aux anciennes opinions, furent traités de frondeurs dangereux, ou de pédans enthousiastes. Le parti qui s'était formé en Pologne fut abandonné. Le comte de Broglie, sans crédit à sa cour, malgré la confidence du roi son maître, et bientôt embarrassé dans les misérables intrigues où le comte de Brulh sut enfin le prendre comme dans des filets, fut rappelé pour récompense de

Bernis.

la protection constante et ferme qu'il ne cessait d'accorder aux plaintes de ces infortunés. Ses successeurs eurent l'ordre de réconcilier toutes les haines, d'appaiser tous les murmures, de faire concourir tous ces républicains aux vues de la Russie et aux seuls intérêts de leur roi ; ou pour mieux dire, l'ambassade de France en Pologne ne fut plus désormais qu'une éclatante et vaine dignité ; et ce fut ainsi que la France, après avoir laissé échapper de ses mains la balance de l'Allemagne, se laissa également enlever celle du nord, qui lui avait été volontairement confiée dans les temps de sa grandeur et de sa gloire.

Malgré un tel abandon, ces correspondances qui, d'abord avaient eu pour objet le rétablissement de cette république, continuaient encore, non moins inconnues aux ministres français qu'elles l'avaient été à leurs prédécesseurs. Le soin d'entretenir secrètement un parti en Pologne en était toujours le prétexte ; mais par l'étendue que ces correspondances avaient prise, Louis XV se mettait à portée de surveiller son ministère ; précaution qui flattait sa défiance, en même temps que sa faiblesse la rendait

inutile. Mais sa maîtresse, qui s'était ingérée dans toutes les parties d'administration, en plaçant ses créatures dans tous les grands emplois, et qui alors régnait véritablement sur la France, s'aperçut de ces entretiens mystérieux du roi avec le prince de Conti. Elle s'en inquiéta. Elle parvint bientôt à y jeter un extrême ridicule, arme si en usage dans cette cour, et redoutée du souverain même. Le roi également gouverné des deux côtés par une sorte de mauvaise honte, n'osait ni braver les plaisanteries de cette femme, ni refuser le prince quand celui-ci parvenait jusqu'à lui, un portefeuille entre les mains. Il fallut se délivrer enfin de cette double gêne, en rendant le mystère encore plus impénétrable. Cette correspondance parut donc abandonnée; mais le soin de l'entretenir sans travail direct avec le roi, fut confié au comte de Broglie. Ce qui est à peine croyable dans une cour indiscrète et curieuse, où les jeunes gens et les femmes ont tant d'activité, tant d'influence, et se sont emparés de tous les accès, où le secret des plus grandes affaires d'état ne fut presque jamais gardé; ces correspondances, confiées à trente-deux personnes,

sont demeurées secrètes pendant un espace de plus de vingt années. Elles ont échappé, jusqu'aux derniers mois de ce règne, à la connaissance des différens ministres, qui gouvernèrent ce royaume avec une autorité sans bornes, et avec une confiance de la part du prince qu'ils devaient croire sans réserve. Mais les conseils que le comte de Broglie faisait ainsi parvenir à ce prince, étaient quelquefois directement opposés aux vues de ces ministres en apparence si puissans; et Louis, qui voulait le bien, et qu'une longue habitude de la dissipation avait rendu incapable de la moindre contention d'esprit, ne pouvant résoudre par lui-même des questions aussi épineuses, aussi compliquées que le sont la plupart des questions politiques, n'osant prendre un parti entre des desseins contraires, laissait d'un côté son ministre donner des ordres absolus, et d'un autre côté le comte de Broglie donner secrètement au nom de l'autorité souveraine, des ordres totalement opposés. Il abandonnait à la sagacité de ceux qui recevaient ces ordres contradictoires le soin de leur conduite, et à la fortune le soin des événemens. Nous trouverons donc dans tout

le cours de cette histoire la politique de la France constamment dirigée par ce double principe ; et on sent d'avance combien cette contradiction perpétuelle dans la conduite d'une cour qui a une grande influence en Europe, jettera de retards, d'obstacles et d'embarras dans tous les desseins et les événemens auxquels elle prendra part.

Mokranouski, le premier en Pologne qui eût favorisé les projets du comte de Broglie, y restait seul dans sa confidence ; mais un tel confident valait tout un parti. Ce Polonais, d'une taille haute, d'une figure noble, élevé dans les violens exercices auxquels la force prodigieuse du roi Auguste II avait accoutumé la jeune noblesse, pouvait abattre d'un seul coup la tête d'un taureau, ou tordre dans ses doigts une baguette de fer. Après avoir servi en France avec honneur, et en Prusse avec la faveur du roi, il revint en Pologne, jeune encore, et malgré son peu de fortune, il eut bientôt un grand éclat dans la république, par sa bravoure, sa prompte connaissance des hommes, son talent pour inspirer la confiance à une multitude, et son éloquence qui consistait

dans l'expression naïve des sentimens les plus élevés. On voyait en lui un mélange remarquable des vertus admirées dans les anciennes républiques, et de cette galanterie que la société des femmes a fait naître chez les peuples modernes. Il disait un jour à de jeunes Français : « Je n'ai que deux intérêts « au monde : défendre la liberté de mon « pays et perdre la mienne ». Ces deux intérêts, ou pour mieux dire, ces deux passions s'étaient enfin réunies dans un même dessein ; et en travaillant à affranchir la république de l'oppression sous laquelle elle gémissait, en espérant y placer un jour sur le trône le grand général Branicki, par la protection de la France, il desirait avec une ardeur égale d'en inspirer toute la reconnaissance à l'épouse de cet illustre vieillard. Donner une couronne à cette jeune femme, eût été pour lui la récompense d'avoir affranchi son pays : et il était encore loin d'imaginer que le comte Poniatouski, dont elle était sœur, en serait bientôt le plus dangereux concurrent. C'était Mokranouski, que cette grande faction, dont il était le premier auteur, avait envoyé à Versailles au com-

mencement de la guerre, dans le même temps que la faction opposée avait envoyé à Pétersbourg le jeune comte Poniatouski.

Pendant que celui-ci formait, avec l'héritière de l'Empire russe, les liaisons et les intrigues que nous avons racontées, Mokranouski éprouvait en France un destin bien différent. Persécuté par l'héritière du trône, née princesse de Saxe, elle traversait avec une secrète animosité les négociations dont il était chargé; et elle ne négligeait rien pour le faire retenir par les ministres, plus long-temps qu'il n'était nécessaire pour un refus; il disait alors à cette princesse : « Ne croyez pas, madame, servir « le roi votre père, en m'enchaînant « ici, sachez qu'il y a dans mon pays « vingt mille citoyens qui me ressem- « blent ». Heureuse cette république, si elle eût compté un aussi grand nombre de pareils citoyens! Mais il avait, et sur-tout pour ses compatriotes, cette facilité d'estime qu'ont toutes les ames généreuses. Au milieu de la guerre, sollicité plus d'une fois par le roi de Prusse de faire soulever la Pologne à l'aide de quelques détachemens prussiens, il re-

fusa malgré son attachement pour ce prince, de tenter la délivrance et la réforme de son pays, sous l'appui d'un si dangereux protecteur. Il ne se dissimulait pas que les Polonais, sans autre moyen de défense que leur courage, avaient besoin d'un secours étranger : mais il croyait n'en devoir attendre que de la France et des cours où son crédit dominait. L'ardeur active et opiniâtre que le comte de Broglie avait montrée pour le salut de la Pologne, tout ce qu'il avait déployé d'habileté, de talens et de génie en formant cette ligue de tant de nations puissantes dans ce temps-là, pour concourir au rétablissement de la république, avaient inspiré à Mokranouski, pour cet ancien ambassadeur, un attachement voisin de l'enthousiasme. Il ne doutait pas que les perpétuelles vicissitudes de la cour de France n'y portassent enfin le comte de Broglie au ministère ; et que devenu le maître des affaires, dont presque tous les fils étaient toujours restés entre ses mains, il ne reprît aussitôt l'exécution de ces mêmes projets. Ainsi, dans la juste confiance que tous deux avaient pris l'un pour l'autre, le comte de Broglie regardait

Mokranouski comme devant être un jour le libérateur de la Pologne, et celui-ci regardait le comte de Broglie comme devant un jour en être le plus sûr appui.

Mais quelle que dût être en France la fortune du comte de Broglie, Mokranouski, en gémissant de l'abandon où la France laissait alors la république, se flattait du moins que cette correspondance dont le mystère remontait jusqu'au roi, ramènerait tôt ou tard les ministres français à de plus sages maximes. Dans cette attente, il s'attachait avec douleur au seul objet de prévenir actuellement dans l'état toute commotion violente, et de suspendre toutes les tentatives jusqu'à des temps plus favorables. Les Russes ne cessaient de lui offrir les richesses et les dignités; la persévérance de leurs efforts pour le corrompre, lui rendait leurs desseins de plus en plus suspects. Il méprisait leurs menaces, dédaignait leurs promesses, et soutenait constamment son opposition à tous leurs projets. Mais si d'un côté il déconcertait leurs mesures, s'il faisait échouer les diètes dans lesquelles l'une ou l'autre des deux factions russes aurait aisément acquis la principale influence, d'un au-

tre côté, dans cette espérance d'un secours dont il se croyait assuré, il calmait tous les mouvemens d'impatience de ses concitoyens, il retardait d'année en année les résolutions extrêmes où les eussent entraînés l'indignation et le désespoir ; tant de patience étonnait dans une ame si élevée : sa conduite paraissait un tissu d'énigmes inexplicables.

Les deux factions qui dominaient dans la république suivant, à l'envi l'une de l'autre, une politique toute différente de la sienne, ne négligeaient aucune occasion de le détruire. Tous les gens accrédités, soit à la cour, soit dans la faction des Czartorinski, cherchaient à rendre ses intentions suspectes ; dans le temps même qu'il renonçait à toutes les grâces de la cour, à toute protection de la Russie, que son ambition unique était d'avoir un crédit dominant parmi la simple noblesse, que, sans avoir de confident, il était sûr de former un parti dès que la France voudrait l'appuyer, espèce de tribun du peuple toujours opposé aux hommes puissans dans la république, et qui se destinait par cette faveur populaire à devenir un jour le libérateur de la nation, ses ennemis

cherchaient vaguement à le décrier et à le noircir. Ils publiaient que son noble désintéressement était le masque du plus lâche intérêt, qu'il se vendait secrètement à telle faction ou à telle autre; et on ne peut trop admirer cette fermeté inébranlable avec laquelle il consentait à laisser toutes ses actions environnées de cette ombre mystérieuse, dans l'espoir d'affranchir enfin la république, et de sortir tôt ou tard de ce nuage avec tout l'éclat de la gloire. Mais dans l'occasion présente, les chefs des factions opposées, forcés par les mêmes craintes de chercher leur salut commun dans leur réunion, tournèrent également les yeux vers cet illustre citoyen. Lui-même, voyant la cour n'avoir plus d'autre intérêt que celui de la république, crut devoir profiter de cette réunion. Le moment prévu par les Polonais était arrivé, où la cour, privée de tout appui étranger, abandonnée, trahie, insultée par ses perfides protecteurs, réduite aux plus humbles prières, et dans ses bassesses même repoussée avec outrage, n'avait plus aucune autre ressource que de chercher à réparer les fautes de deux règnes, et dans son désespoir, prenait enfin la

résolution de favoriser le rétablissement de la république. Mokranouski crut devoir saisir une conjoncture qui, depuis plus d'un siècle, ne s'était pas rencontrée en Pologne. Au milieu des plus justes craintes, il embrassa avec joie une si heureuse espérance. Désigné par un concert secret et unanime maréchal de la prochaine diète, il parcourut les provinces les plus animées pour les contenir jusqu'à cette époque, et former d'avance cette ligue de la nation entière, dont il allait devenir le véritable chef.

Mais toutes les conjonctures étaient alors bien différentes de ce qu'elles avaient été au temps où ce parti s'était rassemblé pour la première fois.

Ni la France, ni la Turquie, ni le kan de Crimée ne s'occupaient plus de la destinée des Polonais. La France avait, il est vrai, changé de ministre, et la défection des Russes devait ramener ce royaume à son ancienne politique; mais une guerre désastreuse le réduisait aux soins de sa propre défense. Toutes ses possessions éloignées étaient envahies, ses flottes détruites, ses rivages menacés. Au milieu des calamités de la guerre, les désordres de la cour achevaient d'épuiser

les ressources de l'état ; et le nouveau ministre persévérait par nécessité dans un système que son prédécesseur avait embrassé par une fatale condescendance. Il abandonnait les Polonais, parce que la France n'avait plus ni assez de force pour les secourir, ni assez de considération en Europe pour les protéger. Les Tartares et les Turcs, bien plus intéressés que la France à défendre cette république, étaient occupés d'autres desseins ; et de ce même côté d'où l'on attendait un secours plus prompt, plus puissant et plus sûr, de nouvelles alarmes vinrent au contraire remplir toutes ces contrées.

Crim-Gueray, kan des Tartares de Crimée, sans avoir donné aucune réponse aux sollicitations qu'il avait reçues, sortit de sa presqu'île à la tête de quatre-vingt mille hommes, s'avança en remontant la rive droite du Boristhène, parut d'abord marcher directement en Russie, revint tout à coup sur ses pas, et s'arrêta dans une position qui menaçait également la Russie, la Pologne et les possessions autrichiennes. L'incertitude de ses marches tenait à une suite d'événemens et d'intrigues qui agitaient le conseil ottoman, et que nous allons exposer ici.

Ce sera le dernier de ces grands éclaircissemens préliminaires qui devaient entrer nécessairement dans un sujet si vaste et si compliqué ; et nous acheverons de bien connaître la situation de la Pologne, en considérant ce qu'elle devait attendre des puissances que le soin de leur propre sûreté intéressait le plus à sa conservation.

Il y avait long-temps que par l'infraction de tous les traités, la Russie avait donné lieu aux Turcs de lui déclarer la guerre ; mais cette cour perfide avait eu soin de voiler toutes ses infractions du prétexte même d'entretenir plus sûrement la paix. Après avoir échoué deux fois dans le projet d'étendre sa domination jusqu'au rivage de la mer Noire, elle semblait y avoir renoncé pour jamais, et se borner uniquement à fortifier sa frontière, afin de prévenir, disait-elle, toute incursion des Tartares et tout sujet de querelle entre les deux empires. Sous ce prétexte, elle avait fait construire plusieurs forteresses, de manière à gêner la communication des différens états du kan ; et bien instruite que les ministres turcs, au lieu d'écouter les plaintes des Tartares, ne songeaient qu'à jouir des dou-

ceurs de la paix, elle étendait peu à peu ses envahissemens. Elle avait enfin établi des colonies et formé une province sur la rive occidentale du Boristhène, dans un terrein qui, suivant les traités, devait rester désert. Des habitans de la Servie, attachés à la religion grecque, et d'abord réfugiés sous la domination autrichienne, attirés ensuite en Russie par l'espérance d'une plus grande liberté pour leur religion, avaient donné occasion à ce nouvel établissement. Il avait reçu d'eux le nom de Nouvelle-Servie, mais il était surtout peuplé de Valaques, de Moldaves, et autres sujets chrétiens du grand-seigneur, que les Russes avaient attirés de toutes les provinces ottomanes, par la négligence et peut-être par la connivence des Vaivodes. Il était couvert par des lignes fortifiées, et d'espaces en espaces défendues par de véritables forteresses. Avant qu'elles fussent élevées, les Russes, pour attaquer l'empire ottoman, avaient à traverser de grandes plaines incultes, inhabitées, découvertes dans toute leur étendue, où ils étaient obligés de traîner avec eux l'artillerie, les munitions, les vivres, où leur armée se trouvait partout exposée aux incur-

sions des Tartares. Cent lieues de déserts étaient une barrière que des troupes réglées pouvaient difficilement franchir, et où une armée défaite était inévitablement détruite. C'était là surtout qu'avaient échoué les entreprises de Pierre le Grand et du célèbre Munick. Mais depuis l'érection de ces nouvelles forteresses, et le défrichement de ce désert, les Russes n'avaient plus qu'un pas à faire pour commencer les hostilités, et en cas de revers, se jeter dans un asile.

Comment les Turcs avaient-ils si patiemment souffert une pareille violation des traités? Leur négligence à cet égard n'est pas le moins funeste effet de cette décadence rapide qui se faisait sentir dans toutes les parties de leur gouvernement, et dont il est aisé d'indiquer les premières causes. Depuis qu'ils ont reconnu des limites à leur empire, non par les conseils d'une sage modération, mais parce que les vicissitudes d'une longue guerre avaient enfin lassé leur courage, et surtout parce que les peuples conquis s'étant accoutumés au joug, la nation conquérante n'a plus senti la nécessité d'étendre sans cesse sa domination et sa frontière pour les enchaîner tou-

jours davantage, tout a dégénéré dans cet empire uniquement fondé par la guerre, qui ne possède aucun des arts de la paix, où les arts militaires eux-mêmes n'ont aucune autre école que la guerre, où tout se ressent à la fois de la mollesse asiatique et de l'ignorance des âges les plus barbares. Depuis ce moment, ils se sont livrés sans retour aux délices de leur climat, aux voluptés permises dans leur religion, et à cette vie lâche, inappliquée, sans émulation, dont il est si naturel de contracter le goût dans les harems, et dans cette société de belles esclaves toujours sédentaires et enfermées. Les progrès de cette dégénération n'ont éprouvé aucun obstacle, et se sont accélérés avec d'autant plus de vîtesse, que toutes leurs constitutions étaient uniquement appropriées à la guerre, que l'expérience des armes, l'habitude des conquêtes, cette suite de grandes et importantes affaires dans lesquelles ils s'étaient vus si long-temps engagés, avaient auparavant suppléé parmi eux à toute autre instruction. Mais, dans les douceurs d'une longue paix, il n'est plus resté que tous les vices de cet affreux gouvernement. Les sultans n'ont plus eu

cette école des succès et des revers, ces leçons de la fortune, les seules qu'un sultan puisse recevoir ; et désormais abandonnés aux adorations d'une cour qui les sert dans le silence de la terreur, la suprême puissance a tout dégradé en eux. Avant ce temps, une jeunesse nombreuse et choisie, enlevée annuellement aux peuples vaincus, et formée sous les yeux de maîtres sévères, était une recrue perpétuelle pour les armées et pour les emplois du camp, du gouvernement et du sérail. Mais cette longue paix ayant multiplié la nation conquérante et fait cesser ce tribut imposé aux chrétiens, ce seul changement a renversé l'ancienne discipline de l'empire, dénaturé le corps des Janissaires, et partout établi le relâchement des premières institutions. Dans leurs plus beaux siècles, une insatiable cupidité avait déjà infecté tous les hommes en place, et le gouvernement avait toléré leurs concussions, soit parce que chacun d'eux enrichi de cette manière, conduisait ensuite dans les camps un cortège plus nombreux et des troupes mieux entretenues, soit parce que les confiscations ramènent tôt ou tard au trésor du sultan

tout ce que les visirs, les ministres, les pachas parviennent à arracher aux peuples. Mais la paix a encore aggravé ce mal invétéré et irremédiable. Les grands emplois ne sont plus la récompense des grands services : tous sont donnés au hasard, au caprice, à la faveur acquise dans les emplois du sérail. Un luxe efféminé ayant succédé au luxe militaire, et s'accroissant de jour en jour, a rendu la cupidité des gens en place plus insatiable; et ceux-ci n'ayant plus de troupes à conduire aux armées, leurs concussions ont cessé d'avoir même ce prétexte honorable.

Le petit nombre de guerres que les Turcs avaient été forcés de soutenir depuis cinquante ans, n'avait point ranimé leur ancien esprit. Le goût de la commodité, de l'aisance et du plaisir, qui, dans les premiers temps de cette révolution avait partout prévalu sur l'antique frugalité, a bientôt dégénéré en amour de l'indolence; et dans cet assoupissement général, le crédit des gens de loi n'a cessé de s'accroître. Ils sont à la fois jurisconsultes et prêtres. Le droit civil et le droit politique chez les Musulmans sont une même science,

parce que l'alcoran, leur bible, contient aussi leur code. Nous ferons ici une observation importante. Les nations chrétiennes peuvent, sans blesser leurs opinions religieuses, abandonner d'anciennes coutumes, inventer ou adopter de nouveaux arts, perfectionner ou changer leurs gouvernemens et leurs lois. Le fondateur du christianisme a toujours vécu dans une condition privée, sans vouloir aucune autre autorité que celle de ses mœurs et de sa doctrine. Il n'en est pas ainsi des peuples dont le législateur, tout à la fois conquérant et prophète, a pour ainsi dire fondu ensemble le gouvernement et la religion. Chez les Musulmans comme chez les Juifs, les lois sacrées, politiques et civiles ont formé une triple chaîne qui ne laisse, dans aucun genre, aucune liberté aux esprits. De là cette longue persévérance dans tous leurs usages, cette horreur superstitieuse des connaissances qui manquaient aux siècles précédens, cette obstination à repousser tous les progrès que les modernes ont faits dans tous les arts; et s'il était possible que les Musulmans n'eussent éprouvé aucune décadence, et conservassent encore

toute la force de leurs premières institutions, ils n'en seraient pas moins devenus inférieurs à presque toutes les nations européennes. Tous les emplois de ces prêtres jurisconsultes dépendent, il est vrai, de la volonté du sultan, et d'un mot il peut les élever ou les déposer; mais eux seuls, en leur qualité d'interprètes des livres sacrés, sont toujours les suprêmes arbitres de la paix ou de la guerre. Eux seuls, en déclarant la guerre légitime ou injuste, promettent ou refusent à ceux qui sont toujours prêts à s'y dévouer, la couronne du martyre. Leur autorité, moins grande dans le tumulte des armes, veillait donc soigneusement à entretenir la paix, et la paix servait à entretenir et accroître leur autorité.

Quant aux grands visirs, ils se succédaient rapidement dans cette première dignité de l'empire; et ceux-même qui exerçaient pendant quelques mois le pouvoir suprême que leur confiait un maître voluptueux, avare et cruel, se contentaient d'être parvenus à ce pouvoir, ne voyaient plus rien au-dessus de leur fortune, et n'avaient aucun avantage à attendre pour eux-mêmes dans le succès

d'une guerre dont les moindres revers auraient pu accélérer leur chute et exposer leur tête. La plupart arrivaient au gouvernement, dépourvus des connaissances les plus simples, sans avoir même aucune notion de géographie, sans connaître leurs frontières. Si quelque hasard y portait des hommes plus instruits, et dont le caractère et les talens éprouvés dans quelque gouvernement de province faisaient craindre une administration intègre et vigilante, ils avaient le plus souvent perdu par les intrigues du sérail, tout crédit sur l'esprit du grand-seigneur, dans l'intervalle de leur nomination à leur arrivée. Ils entraient en place dans un état de défaveur; et l'attente prochaine de leur disgrâce ne leur permettait ni de s'occuper des intérêts de l'empire, ni de former des entreprises qu'ils n'auraient pu se promettre d'exécuter.

Cependant il s'en fallait bien que cette nation, renommée encore de nos jours par l'intrépidité personnelle, par la fidélité aux engagemens, par beaucoup de vertus qui tiennent à la morale de sa religion, s'aperçût elle-même de sa dégénération. Le spectacle de tant de peuples conquis, mêlés avec elle dans ses villes,

dans ses campagnes, dans sa capitale même, et qui tremblent encore à la seule vue d'un turban, lui donnait une perpétuelle habitude de supériorité, et nourrissait en elle une présomption barbare. Mais l'état où nous la voyons tombée est une nouvelle preuve de cette maxime déjà connue, que toute nation sans lumières, lorsqu'elle cesse d'être ou sauvage, ou fanatique, ou féroce, est une nation avilie, et qui, à moins d'un miracle de la fortune, ne tardera pas à être subjuguée.

Ce miracle serait peut-être arrivé dans l'année 1754. L'ambassadeur de France et le kan des Tartares étaient parvenus, à force de soins et d'intrigues, à réveiller l'attention du sultan et de son visir sur les entreprises des Russes. C'était le temps où ces grandes intrigues, conduites par le comte de Broglie, étaient dans leur première activité. Un cri de guerre s'éleva aussitôt dans tout l'empire. La milice et le peuple parurent s'ennuyer du repos. Les plus sages demandaient la guerre, comme un remède violent mais nécessaire, pour remettre quelque ordre dans l'état, ramener les anciennes mœurs, purger l'empire des brigands qui en in-

festaient les provinces, et rétablir, disaient-ils, la circulation tarie par les trésors que les confiscations avaient accumulés dans le sérail. Mais alors le sultan cessa de vivre, et sa mort entraîna la destitution de son visir. Les Russes, à qui leurs menaces en avaient imposé, et qui avaient suspendu les travaux de la nouvelle Servie, et promis la démolition des forteresses, profitèrent en hâte de ce double événement, pour achever de les mettre en défense.

Un nouveau sultan, qui régna deux années, changea huit fois de visir ; la politique de la France changea aussi dans cet intervalle. Ses ministres prirent soin d'assoupir les alarmes qu'ils avaient fait naître. A cette même époque, un horrible incendie détruisit les deux tiers de Constantinople. Quatre-vingt mille habitations furent réduites en cendres, et entre autres édifices tout le magasin des tentes de l'armée. La désolation et la licence qui suivirent cette effroyable calamité, laissaient tout à craindre pour la sûreté du sultan. L'ordre ne fut remis dans Constantinople que par la multitude des supplices ; et par là, toute cette fermentation excitée contre les Russes

à la fin du dernier règne fut entièrement dissipée. Dans ces conjonctures, Mustapha reçut l'empire ; prince plus digne de régner que ses prédécesseurs, et que nous verrons, engagé dans une guerre trop tardive, en soutenir les adversités avec un génie constant et ferme. Il était fils du malheureux Achmet, détrôné en 1730 ; et depuis cette époque jusqu'au jour où lui-même fut placé sur le trône, âgé de quarante-deux ans, il avait toujours vécu enfermé, et n'avait pas même vu les rues de Constantinople. Oserons-nous le dire ? L'indulgence que les sultans ont eue depuis un siècle de ne point étrangler leurs neveux et leurs frères, doit être comptée parmi les causes qui ont entraîné la décadence de cet empire ; parce que cette indulgence, accompagnée de beaucoup de précautions contre eux, s'est restreinte à leur laisser seulement la vie : on les renferme dans les lieux les plus retirés du sérail, sans autre société que des femmes esclaves, sans autre instituteur qu'un interprète de l'Alcoran ; de sorte qu'on a vu trop souvent passer de la prison au pouvoir suprême des princes vieillis dans une longue enfance, et incapables même de choisir ceux à qui ils

doivent abandonner leur sceptre. Mustapha avait été ainsi détenu pendant vingt-sept ans. La mélancolie et la sévérité étaient peintes sur son visage pâle et livide ; austère dans ses mœurs, rigide observateur de tous les préceptes de sa loi, la retraite avait nourri en lui la superstition ; et ses longues infortunes lui avaient inspiré une excessive défiance. Mais on reconnut bientôt que, si cette longue détention n'eût pas émoussé les grandes qualités qu'il avait reçues de la nature, c'eût été un des plus grands princes qui aient occupé le trône ottoman. Les délices de son sérail n'amollirent point son caractère ; le faible qu'il eut toujours pour les médecins et les astrologues, n'alla jamais jusqu'à leur laisser prendre sur lui un véritable ascendant ; et ses visirs ne furent que ses ministres. Econome jusqu'à l'avarice dans le cours ordinaire de la vie, il savait au besoin consacrer ses trésors à l'utilité publique. Attaché à remettre l'ordre dans toutes les parties de son empire, il crut nécessaire de débuter par de grands exemples de sévérité ; et veillant avec une rigueur implacable à l'exécution des lois somptuaires entièrement oubliées sous les

derniers règnes, il fit un jour égorger sous ses yeux un Juif dont le vêtement ne lui parut pas assez modeste, et une autrefois un Arménien dont la chaussure n'était pas celle qu'il aurait dû avoir ; sévérité qui tient aux principes de ce gouvernement où toutes les fautes portant le même caractère de désobéissance, semblent égales entre elles : et plusieurs des anciens sultans ont exercé une pareille rigueur pour une faute semblable. Quand il se promenait sans appareil dans les rues de Constantinople, suivi seulement du grand visir et d'un bourreau, la terreur régnait dans la ville ; les boutiques se fermaient ; on fuyait de toutes parts sa rencontre. Il souhaitait la guerre par haine du nom chrétien, et par l'ambition d'acquérir ces titres d'honneur que les musulmans accordent aux empereurs victorieux. Il frémissait de douleur et de rage en songeant aux pertes que l'Empire Ottoman avait faites dans des guerres malheureuses. Les seuls amusemens qui lui plussent, étaient ceux qui ont quelque rapport à la guerre ; quoique la vue d'une troupe armée lui causât toujours quelque saisissement en lui rappelant le souvenir du détrônement de son père,

il cherchait dans ses jeux mêmes à vaincre cette terreur. Mustapha, en montant sur le trône, porta des yeux attentifs sur les dangers qui menaçaient son empire. Il donna des ordres pour approvisionner les places frontières ; les fonderies furent remises en activité ; les tentes réparées. Les chemins et les ponts, qui dans tout l'empire étaient négligés et détruits, furent presque partout rétablis. Mais quelle que fût la constance de son caractère, et la rectitude de ses intentions, aussi peu instruit qu'il l'était au sortir d'une si longue captivité, comment aurait-il pu soupçonner toute l'étendue des maux qu'il avait à réparer ? Il ne se dissimula pas sa propre insuffisance ; et quoiqu'il voulût régner par lui-même, tout voir, tout entendre, tout décider, il sentit en passant tout à coup de l'ignorance absolue des affaires à l'administration d'un vaste empire, qu'il avait besoin d'emprunter des lumières. Le visir qui se trouva en place à son avénement, vieillard doux, paisible, insinuant, profita de cette disposition du sultan pour se rendre nécessaire : il employa beaucoup d'art à faire prévaloir ses intentions pacifiques sur les inclinations guer-

rières de son maître, n'appelant aux grands emplois que des gens modérés, dispersant dans les gouvernemens de l'Asie ceux qui auraient flatté le goût du sultan pour la guerre ; assez adroit pour flatter lui-même ce penchant, mais cherchant à effrayer l'économie de l'empereur par les dépenses énormes que les seuls préparatifs occasionnaient ; et quand il le fallait, faisant parler contre la volonté du prince le divan et l'uléma : ce dernier nom est celui que portent les gens de loi. Les événemens secondèrent la politique de ce vieillard. Une foule de désordres intérieurs détournèrent le sultan de ses desseins contre les puissances chrétiennes ; et non-seulement les Russes achevèrent paisiblement toutes les forteresses de la nouvelle Servie, mais dans quelques endroits, ils avancèrent leurs retranchemens encore plus près des frontières ottomanes. Ce fut aussi pendant ce même temps que leurs armées s'établirent sans aucune opposition de la part des Turcs, dans les villes et les provinces polonaises.

Les Tartares plus voisins de la nouvelle Servie, qui pouvaient même en réclamer tout le territoire, et dont cette

ligne de forteresses gênait les communications et resserrait les pâturages, avaient, dès son premier établissement, demandé l'aveu du grand seigneur pour y faire une irruption, en brûler les villages, en disperser les habitans, et n'y plus laisser, comme auparavant, qu'un immense désert. Mais, depuis l'affaiblissement des mœurs ottomanes, les ministres turcs s'efforçaient de détruire également chez cette nation tout esprit militaire, et de réduire ces Tartares, tout à la fois belliqueux et pasteurs, à l'unique soin de garder leurs troupeaux.

Ce n'est pas ici le lieu de raconter les dépositions successives de plusieurs kans, occasionnées d'abord par le changement survenu dans la politique ottomane, au moment où la guerre entre les deux empires paraissait résolue, et ensuite par la crainte que les perpétuelles inquiétudes de ces princes sur les entreprises des Russes ne suscitassent une guerre que le divan s'efforçait d'éviter. Mais bientôt le roi de Prusse, attaqué par une ligue formidable, chercha à susciter les Turcs contre ses ennemis. Il reprit le fil de ces mêmes négociations suivies, il y avait peu d'an-

nées, avec tant d'activité et de succès par le comte de Broglie, et dont ce prince avait été confident. Il commença par favoriser chez les Tartares une révolte contre leur kan, vieillard timide et pacifique ; révolte dans laquelle ces peuples se donnèrent eux-mêmes pour souverain un jeune prince, dont les grandes qualités et les inclinations belliqueuses s'étaient concilié l'amour de ces peuples.

Crim-Gueray, c'était le nom de ce jeune prince tartare, encouragé par les promesses du roi de Prusse, rassembla une armée, ravagea en sept jours toute la province de Moldavie, enleva les habitans, les troupeaux, les haras, effraya Constantinople même, et, par la terreur qu'il y inspira, obtint sa confirmation et la destitution de son adversaire.

Ce visir insinuant et pacifique qui réprimait toutes les inclinations guerrières de Mustapha, l'engagea encore cette fois à sacrifier la dignité de l'empire à sa tranquillité.

Crim-Gueray, digne du sang de Gengiskan dont il descendait, parvenu au trône à la fleur de son âge, et plus jeune

qu'aucun de ses prédécesseurs, plein de mépris pour la faiblesse actuelle de Constantinople, détestant presque tous les grands visirs, né ferme, courageux et entreprenant, occupé de sa réputation, accueillant et cherchant le mérite, passionné, il est vrai, pour les plaisirs, mais en Musulman rigoureux, et observant toutes les privations imposées par sa loi, inexorable envers ceux qui en transgressaient les préceptes, moins par zèle de religion que par amour de l'ordre, ne perdit point de vue, dans sa révolte même, combien il importait aux Tartares de ne point rompre les liens qui les unissaient à l'empire ottoman. Il commença par réparer tous les désordres occasionnés par cette rebellion; il dit aux Tartares : *Hier j'étais votre complice; aujourd'hui je suis votre maître.* Il les força de restituer presque tout leur butin, et de relâcher, sans rançon, plus de trente mille esclaves. Mais élevé au trône sans l'aveu du grand seigneur, il sentait, pour s'y maintenir, la nécessité de rester toujours en armes; et toutes ses vues se tournèrent aussitôt contre les Russes. Ses émissaires pénétrèrent dans la nouvelle

colonie, et y trouvèrent toutes les forteresses en bon état. Il y avait à la portée des lignes, de grands entrepôts de munitions de guerre. Le kan fit passer cet avis à Constantinople, et représenta le danger de laisser subsister de pareils établissemens. Mais, comment la vérité, toujours si éloignée des princes dans les pays mêmes où ils vivent au milieu de leurs sujets, pourrait-elle en approcher dans un sérail où toutes les barrières sont gardées par l'intérêt et par l'intrigue ? Tous ces avis furent détournés par l'adresse du grand visir ; tous les subalternes furent corrompus par l'argent des Russes.

Il faut remarquer ici que tous les interprètes dont les Turcs se servent dans leurs négociations, étant nés Grecs et professant la même religion que les Russes, sont presque toujours dévoués aux intérêts de cette cour.

Crim-Gueray, plein de passion pour la guerre, et n'ayant pu allumer celle qu'il desirait le plus, marcha contre les Circassiens, qui lui avaient refusé le tribut de cinq cents femmes qu'ils devaient au sérail de Crimée. Les Tartares suivaient avec joie un prince d'une hu-

meur belliqueuse. Ils s'affligeaient de cette longue inaction où la Porte les avait retenus. Ils craignaient eux-mêmes l'effet de leur oisiveté, et que leur ancien courage ne dégénérât. Crim Gueray s'acquit quelque réputation en Asie.

Cependant le roi de Prusse ne se lassait point de prodiguer des présens à ce prince et au ministère ottoman. Les porcelaines de la Saxe passèrent à Constantinople et en Crimée. Il n'avait dans aucun de ces pays aucun envoyé public. Les Turcs, attachés avec superstition à tous leurs anciens usages, et qui craignent toute innovation, n'avaient point accordé ce droit à une puissance nouvelle. Mais des médecins, des négocians, à qui leur science ou leur commerce facilitait l'entrée des palais turcs, étaient les agens secrets de ces commissions. Le bruit de son courage, de ses périls, de ses victoires, pénétra bientôt dans le sérail et dans tous les harems. Le grand seigneur, passionné pour tous les talens militaires, se laissa entraîner à cette admiration générale, au point de violer une des lois de Mahomet, dont il était si rigide observateur; et quoiqu'elles aient proscrit toute représentation humaine, il voulut

avoir devant ses yeux un portrait de ce héros, seul portrait qui jusqu'à présent soit entré dans le sérail.

Le roi de Prusse avait soin d'entretenir cet enthousiasme; il adressait au sultan des lettres flatteuses; il lui rappelait la gloire des Selim, des Mahomet, des Soliman; et pour comparer les grandes qualités de sa hautesse à celles de ces fameux sultans, « vous auriez dû, lui écrivait-il, naître trois siècles plutôt ». Il ne sera pas inutile, pour faire connaître l'état des esprits dans la capitale d'un si grand empire, de rapporter que, ni dans le sérail, ni dans le divan, ni dans l'uléma, personne n'entendit le sens de cette louange; et qu'après avoir consulté, pour l'expliquer, les plus habiles Turcs, il fallut s'adresser aux plus habiles étrangers. Enfin le sultan reçut comme ministre public au nom de ce prince, le plus adroit des intrigans qui le servaient à Constantinople; et cette augmentation dans le nombre des agens diplomatiques que les cours étrangères entretiennent constamment dans cette capitale, est devenue par ses suites importantes une époque remarquable dans l'histoire européenne. Dès ce moment,

les intrigues prussiennes à Constantinople prirent un caractère plus hardi. Le grand visir employait toute son adresse à parer tous les effets de cette séduction; et la plupart des autres ministres turcs, vieillis dans la mollesse, ne cessaient de représenter au sultan le danger de commencer la guerre dans un temps où toutes les puissances chrétiennes étant en armes, elles pourraient aisément, disaient-ils, se réunir contre les Ottomans.

Crim-Gueray non moins séduit par la gloire, le courage et les présens du roi de Prusse, brûlait de prendre les armes en sa faveur. Leurs agens négociaient de concert à Constantinople, et ces princes ayant presque perdu l'espoir de faire éclater la guerre entre les deux empires, sollicitèrent, du moins pour les Tartares, la permission de faire une invasion en Russie. Ils l'avaient obtenue au commencement de 1762. Le sultan lui-même y avait employé non son autorité, mais son crédit, dans l'espérance que l'obligation de soutenir le kan des Tartares, amènerait enfin les gens de loi à se désister de leur opposition; et dans le temps où l'Europe croyait la guerre près de finir par la ruine entière du roi de Prusse à

qui on ne connaissait plus aucune ressource, Crim-Gueray, pour le secourir, s'avançait hors de sa presqu'île à la tête d'une armée nombreuse. Il allait se jeter d'abord sur la nouvelle Servie, lorsque la mort de l'impératrice Elisabeth, et l'avénement de Pierre III au trône, soumirent aux volontés du roi de Prusse toutes les forces de la Russie.

C'était une destinée singulière pour ce prince que d'enflammer en même temps du même enthousiasme le czar de Russie, l'empereur Turc et le kan de Crimée. Il n'y avait pas un moment à perdre pour arrêter la marche des Tartares. Il change aussitôt toutes ses mesures. Il promet à Crim-Gueray, et à la cour Ottomane, de la part du czar, que toutes les fortifications élevées contre la foi des traités, seront démolies : il se presse d'exercer une sorte de médiation entre ces deux empires. Il affaiblit ou colore tous les prétextes de guerre que lui-même faisait valoir depuis tant d'années ; et dans ce bonheur inattendu, son génie corrigeant les fautes du hasard, il conçoit le projet de faire tomber sur les possessions autrichiennes cette nuée de Tartares qui se trouvait déjà rassemblée. Le czar favori-

sait lui-même auprès du sultan cette nouvelle négociation. Crim-Gueray fut indigné de se voir présenter les Russes comme des voisins utiles, par le même homme qui les lui avait peints comme des ennemis dangereux. Toutefois forcé par le changement des circonstances, de suspendre l'irruption qu'il voulait faire, il s'arrêta sur les frontières de la Pologne, pour attendre quelles seraient les résolutions et les ordres du divan. Il fit prendre à son armée, entre le Boristhène et le Bog, cette position d'où il menaçait également la Russie, la Pologne et les possessions autrichiennes; et comme si la fortune eût pris plaisir à se jouer de toutes les espérances des Polonais, ce prince au lieu de seconder leurs efforts contre les Russes, profita de cet intervalle pour ressusciter une querelle qu'il tenait prête contre la république. Il obtint de la Porte la permission de la poursuivre, et il se ménageait, par cette permission même, un prétexte de rester toujours en armes à la tête de toutes ses hordes. Il envoya au grand général, comte Branicki, une lettre altière et menaçante. Il prétendait dans cette lettre qu'un grand nombre de familles tartares

réfugiées en Pologne pendant le soulèvement qui avait récemment agité la Tartarie, avaient été les unes pillées, les autres massacrées. Il s'était d'abord adressé, disait-il, pour la restitution de leurs biens et la punition des coupables aux possesseurs des terres limitrophes. Il s'adressait enfin à la république, dans la personne du grand-général, prêt à employer cent mille Tartares à se faire justice si on la lui refusait. Ainsi cette république qui fondait encore, il y a peu de mois, sa sécurité sur la jalousie de ses voisins, voyait aujourd'hui par un accord presque incroyable, toutes les puissances qui l'environnent, si différentes entre elles de langages, de religions et de mœurs, si contraires dans leurs intérêts, le czar de Russie, le roi de Prusse et le kan de Crimée, sous la protection de l'empereur Turc, menacer également toutes ses frontières. Toutefois la Pologne au centre de ces terribles mouvemens, qui recevaient toute leur impulsion du seul génie du roi de Prusse, et dont le choc ébranlait alors cette faible république, n'en était point le véritable objet. De si formidables armées abandonnant bientôt son voisinage, allaient se porter

rapidement vers les pays où l'ambition du roi de Prusse avait fixé la guerre. Déjà le kan avait reçu de Constantinople l'ordre de se jeter sur les possessions autrichiennes. Le grand visir cédant à des conjonctures si imprévues et si singulières, agissait enfin de concert avec le sultan, et se tenait prêt à conduire les armées ottomanes en Hongrie ; le czar partait à la tête de ses armées pour les conduire en Allemagne.

Déjà Frédéric se glorifiait, avec toute la joie de la haine et de la vengeance, d'avoir formé contre la maison d'Autriche une ligue non moins étonnante, non moins formidable que celle dont elle avait su l'environner et presque l'écraser. Il regardait comme un de ses plus beaux triomphes d'avoir égalé et peut-être surpassé dans un succès si peu vraisemblable, toute cette habile politique dont on avait tant vanté le ministre autrichien. Il se flattait de rendre à ses irréconciliables ennemis tout le mal qu'ils avaient voulu lui faire, et des insomnies aussi cruelles, disait-il, que celles où ils l'avaient plus d'une fois réduit. « C'est « un grand événement, ajoutait-il en« core, et qui doit laisser à la postérité

« au moins pour un demi-siècle d'hor-
« ribles vestiges de cette guerre ».

Mais au moment où cent mille Tartares et cent mille Russes que devaient bientôt suivre toutes les forces ottomanes, marchaient pour attaquer, de concert avec les Prussiens, les puissances auxquelles le roi de Prusse seul avait si long-temps résisté avec avantage, et où l'Europe se voyait menacée d'une des plus grandes révolutions qu'ait éprouvé cette partie du monde, un événement inattendu vint encore une fois changer les espérances et les craintes, et donner, pour ainsi dire, un autre cours à la destinée.

Le jour de Saint-Pierre, fête du czar, tandis que la cour de Varsovie célébrait cette fête avec une magnificence extraordinaire, à Pétersbourg les quatre régimens des gardes, soulevés par l'impératrice, détrônaient cet empereur indigne de régner.

La princesse Catherine d'Anhalt Zerbst, épouse de Pierre III, loin de s'associer au mépris que ce prince avait toujours marqué pour les Russes, s'était conformée à tous leurs usages. Elle affectait, depuis vingt ans qu'elle habi-

tait parmi eux, d'appeler cet empire sa patrie, et de passer sa vie dans les pratiques superstitieuses de leur religion. Du fond de la retraite où elle fuyait la haine de son mari, et où elle semblait fuir la rencontre de tous les courtisans, elle saisit avec habileté l'occasion que lui offrit le mécontentement des gardes. Ses intrigues le firent éclater par un soulèvement général. L'empereur, incapable de suivre un bon conseil, n'écouta point ceux qui lui furent donnés, et se remit volontairement entre les mains de son épouse. Ainsi, en usurpant le trône de son mari et de son fils, parvint en Russie au pouvoir suprême l'impératrice Catherine II, alors âgée de trente-quatre ans.

Aussitôt que la mort de son mari l'eut rendue véritablement souveraine, elle pardonna avec grandeur à tout le reste de cette cour. Elle dédaigna de laisser tomber aucun ressentiment sur ces esclaves sans force et sans haine, femme singulière, dont les grandes qualités se trouvèrent malheureusement altérées par l'habitude des petites intrigues; altière, séduisante et dissimulée, qui sentit alors par une réflexion profonde dans les cri-

mes même qu'elle se crut forcée de commettre, le point précis de la nécessité ; et que ni la colère, ni la vengeance n'emportèrent point au-delà ; qui sut avec une adresse surprenante conduire les esprits de ce peuple obéissant, féroce et superstitieux ; mais qui, ayant bientôt à traiter avec des hommes libres, s'est souvent égarée dans ces difficiles intrigues ; trop impatiente d'acquérir cet éclat imposant qu'elle avait besoin de donner à son règne, afin que l'admiration publique suppléât en quelque sorte aux droits qui lui manquaient ; paraissant aimer la gloire, et donnant tout à la renommée ; mesurant tout sur sa fierté ; ayant conçu un grand mépris pour les hommes, par la facilité qu'elle avait trouvée à leur en imposer ; tirant de ce mépris une perpétuelle habitude d'employer en même temps tous les moyens contraires ; suivant sans aucun plan, sans aucun système, des desseins vastes et immodérés, mais les suivant par caractère, avançant pied à pied pour bien connaître ce qu'elle peut oser, et se laissant engager pour la facilité des premiers pas dans les plus audacieuses entreprises, avec la confiance que son bonheur et son

adresse la sauveraient de tous les embarras ; jamais abattue par les revers, souvent emportée par les succès ; comblée enfin de tous les présens de la nature et de la fortune, mais recevant trop aisément l'empreinte de tous les vices de son peuple ; et justement comparée à ces belles statues antiques, long-temps enfouies dans la terre, dont une rouille corrosive a effacé les plus beaux contours, et qu'on ne peut considérer attentivement sans que de profonds regrets, et même une sorte d'horreur ne se mêlent à la juste admiration qu'elles inspirent.

A la nouvelle de cette révolution, toute la nation polonaise crut voir s'éloigner les maux qu'elle souffrait et ceux qu'elle avait redoutés. Au moment où la cour en reçut le premier avis, le comte Brulh, toujours attentif aux occasions de plaire et de flatter, se pressa de l'envoyer annoncer au comte Poniatouski. Il y avait plus de quatre années que ce jeune homme, forcé de quitter la Russie, et de se séparer de la nouvelle impératrice, entretenait avec elle une correspondance secrète. Ils avaient employé mutuellement toutes sortes d'artifices

pour tromper la vigilance d'une cour défiante ; et depuis que le temps et l'absence eurent affaibli leur passion, cette correspondance, quoique ralentie au point d'avoir souffert quelques interruptions de plusieurs mois, continuait cependant par intervalles, et reprenait sa première vivacité. Le sentiment dont la grande duchesse paraissait toujours occupée en faveur de Poniatouski, était devenu pour elle un moyen de dérober beaucoup d'autres sentimens aux yeux des courtisans attentifs. Mais ses plus intimes confidentes croyaient qu'elle conservait pour lui un goût de préférence, un souvenir plus passionné et plus tendre, que tous les autres penchans auxquels elle s'était livrée pendant leur séparation ; et elles ne doutaient pas qu'elle n'eût constamment le dessein de l'appeler à sa cour aussitôt qu'elle en aurait le pouvoir. Quant à lui, il ne s'était permis aucune liaison publique. Jamais à la cour, dans les diètes, dans les assemblées d'affaires ou de plaisir, il ne se montrait que triste et mélancolique. Il enveloppait dans le plus profond mystère de nombreuses liaisons de galanterie, dont le secret n'a éclaté que dans la suite. Il ne

voyait fréquemment qu'une jeune princesse, sa parente; et il avait dit ou mandé à l'impératrice, « Qu'il s'attachait beaucoup à cette princesse, parce « qu'elles avaient de la ressemblance ».

Sa conduite politique n'avait pas moins de circonspection. Il ne s'était fait aucun ennemi personnel; il n'en avait point d'autres que ceux de sa famille; et dans l'intérieur même de cette famille, il jouissait des plus singuliers égards. Ses deux oncles, les princes Czartorinski, dans l'espèce de disgrâce qu'ils éprouvaient à la cour, toujours habiles à se prévaloir des moindres avantages, s'efforçaient de persuader au public que ce jeune homme disposerait un jour de toute la puissance de l'empire de Russie; et pour accréditer une opinion si capable d'en imposer à leurs ennemis, ils lui marquaient une considération qui rejaillissait sur eux-mêmes. De son côté il soutenait avec adresse ce personnage théâtral. Il portait dans toutes ses manières cette réserve étudiée, ordinaire aux gens qui craignent de laisser prendre sur eux quelque avantage. On pouvait seulement lui reprocher de n'avoir pas la popularité nécessaire dans une

république. Sa politesse était froide et gênée, son air contraint et dédaigneux ; on voyait jusque dans ses moindres actions qu'il se croyait destiné à de grandes choses ; mais il paraissait attendre plutôt sa fortune de la protection d'une cour despotique, que du soin de gagner une multitude. Depuis six mois, il n'avait reçu de l'impératrice aucune lettre, aucune nouvelle directe, quand arriva vers lui l'émissaire du comte Brulh, chargé de lui annoncer la révolution. Cet émissaire le trouva couché, ayant à chaque côté de son lit un portrait de cette princesse, l'un en Bellone, l'autre en Minerve. A cette nouvelle, Poniatouski éperdu, se précipita de son lit, et dans une ivresse de joie se jeta à genoux, s'adressant tout ensemble à l'émissaire, au ciel, aux deux portraits. Il voulait partir précipitamment pour la Russie ; ses deux oncles eurent besoin d'employer toute leur autorité pour lui faire écouter les conseils de la prudence, et le retenir à Varsovie. Il y resta plus d'un mois sans recevoir de l'impératrice aucune lettre, aucun compliment, aucune nouvelle. Déjà les bruits publics lui apprenaient qu'un simple gentilhomme

russe, nommé Orlof, inconnu jusque-là, et que les bontés de sa souveraine avaient été chercher dans la plus médiocre fortune, paraissait à la cour de Russie dans une faveur qui ne lui permettait plus de concurrence. Orlof avait secondé tous les desseins de l'impératrice; il avait fait soulever les quatre régimens des gardes, ou du moins elle se faisait un plaisir de lui en attribuer le principal honneur; elle voulait croire qu'elle lui devait le trône; et Poniatouski, sans autre nouvelle que les bruits publics, livré à toutes les espérances de l'ambition et à toutes les fureurs de la jalousie, envoya en Russie un homme affidé, un chanoine polonais, qui vint examiner l'état de cette cour, et reconnaître si cet ancien amant ne pouvait plus s'y présenter.

Catherine, en prenant les rênes de l'empire russe, ne se dissimula point qu'il ne pouvait soutenir plus long-temps la guerre dans laquelle il se trouvait engagé. Elle résolut d'être neutre entre tous les princes, qu'une alternative de succès et de revers animait encore les uns contre les autres. Les agitations récentes de cette cour, couvrirent aux yeux de

l'Europe l'impuissance réelle où elle était d'entretenir plus long-temps ses armées. Au premier avis que les Russes revenaient sur leurs pas, et rentraient dans leurs frontières, le kan des Tartares s'arrêta, incertain de ce qu'il devait faire ; il n'osait s'avaneer hors de ses états en les laissant exposer à des voisins dont il eonnaissait l'ambition et la perfidie. Il attendit de nouveaux ordres de Constantinople. Le grand visir qui n'avait commeneé les préparatifs de guerre qu'avec une extrême eirconspection, parce qu'il prévoyait une révolution en Russie, se livra de nouveau à son amour pour la paix, et sa prévoyanee justifiée lui donna plus de crédit encore auprès du grand-seigneur. Le roi de Prusse, privé par un seul événement de ce triple secours, perdit l'espoir de tant de conquêtes. Il se plaisait, quelques années après, à réfléchir sur la vanité de la politique, en racontant comment des événemens imprévus avaient une fois empêché qu'il ne fût détruit, et une autre fois qu'il ne se rendit le maître de l'Europe. Ceux que ce prince a daigné admettre dans sa confidenee, prétendent que malgré l'alliance qu'il con-

tracta bientôt avec Catherine, il en conserva toujours un profond ressentiment contre elle, un désir de vengeance, un dessein de l'humilier.

Cependant tout changeait en Russie. Une extrême vigilance pour ramener l'ordre dans toutes les parties de l'administration, une sévère économie rétablie dans tous les départemens, le luxe habituel proscrit de la cour, et les dépenses qu'il occasionne réservées pour la véritable magnificence de l'état; des colons étrangers attirés de toutes les parties de l'Asie et de l'Europe, pour réparer la dépopulation de l'empire et en défricher les déserts; le titre d'impératrice hautement et en toute occasion substitué à celui de czarine, sans se soumettre à d'humbles négociations pour l'obtenir des cours qui se croyaient encore en droit de le contester, annoncèrent dès-lors ce règne à l'univers. Dès ce premier moment, une secrète permission accordée à un homme obscur qui, de lui-même, sollicita d'aller dans la Grèce sonder les esprits de ces peuples, et les disposer à se soulever un jour contre les Turcs, prépara dans le plus profond mystère les événemens qui devaient en illustrer les plus belles au-

nées; et nous verrons dans le livre suivant comment le caractère entreprenant de la nouvelle impératrice, ses desseins sur la Courlande, et ceux qu'elle formait pour disposer du trône de la Pologne, se produisirent dans les ordres même qu'elle donna pour faire rentrer les armées russes dans son empire.

FIN DU TOME PREMIER.

17

C 2464